

La visite à Paris de M. Mikhaïl Gorbatchev

La France et l'URSS veulent réaffirmer la souveraineté du Liban

L'autre Europe

Une idée de l'Europe chère à l'Europe, et c'est tout simple. Un an à peine après que la réalité de l'Europe occidentale unie se fut imposée aux esprits, la renaissance de l'Europe tout court, de ce continent qui ne s'arrête qu'à l'Asie, devient en effet l'un des faits majeurs de cette fin de siècle.

Pour une fois, les hommes d'Etat ne sont pas en retard sur l'histoire. « La période d'après-guerre a vécu », disait Mitterrand, à Paris, M. Gorbatchev. « La chance d'extraire l'Europe d'une ère de division et de confrontation [...] se trouve à portée de main », répondait M. Mitterrand. Aucun des deux hommes n'ignorait que, quelques heures plus tôt, à Varsovie, M. Walesa et le général Jaruzelski préféraient côte à côte dans cette Diète polonaise qui est devenue le premier vrai Parlement d'un pays du pacte de Varsovie.

Ce n'est pas seulement que la critique y soit libre, comme elle l'est désormais au Congrès des députés soviétiques. C'est aussi qu'y siège une opposition organisée, puissante, et si forte en fait que c'est de ses débats internes que dépend la question de savoir quand sera formé le premier gouvernement non communiste de ce qui fut le bloc de l'Est. Si l'opposition veut gouverner, elle le peut. Ni Moscou ni le Parti communiste polonais ne s'y opposeraient, et l'un des grands pays de l'Europe marche ainsi vers la démocratie - cette grande idée européenne.

Du même pas, la Hongrie suit la même voie tandis que très loin derrière, dans d'innombrables difficultés mais avec une impressionnante passion, l'URSS elle-même tente sa sortie du totalitarisme. Le socle de la persécution est tout, sauf assenti. Comme en Pologne avant-hier, comme en Chine hier, de sinistres retournements sont possibles. L'entreprise est incertaine. Il faut contribuer à son succès - autant par solidarité que par intérêt. Ce n'est en effet pas uniquement par sympathie pour l'aspiration démocratique d'autres Européens qu'il nous faut aider à l'évolution de l'autre Europe.

C'est aussi parce que si cette évolution demeure trop longtemps contrariée la guerre serait à nos portes, et qu'il serait illusoire de penser qu'elle ne nous atteindrait pas. Avec une Allemagne divisée par tout, sauf par le sentiment national, une Hongrie qui se sent chez elle en Autriche et la simple réalité de la continuité territoriale, les artificielles frontières de Valtz ne nous mettraient en rien à l'abri des combats de la liberté.

A tous points de vue nous sommes concernés, et la question n'est donc pas de savoir si, mais comment, nous devons aider la démocratie à triompher partout sur ce continent connu.

Nous le pouvons par l'intransigence - en ne cédant jamais sur les principes, en parlant clair et en isolant les nostalgiques de l'ordre soviétique. Il n'est plus l'heure de ménager ces gouvernements-là, mais il faut parallèlement leur jouer le temps.

Pour évoluer sans trop de heurts, l'autre Europe a besoin d'être de faits accomplis en fait accomplis, de créer son nouvel ordre avant de le produire.

Il ne s'agit pas aujourd'hui de prendre une revanche sur Valtz. Il s'agit d'effacer Valtz. C'est-à-dire non pas d'annuler un morceau d'Est à l'Ouest, mais d'effacer la division de l'Europe.

M. Gorbatchev, qui quitte Paris jeudi matin 6 juillet pour Strasbourg, où il s'adressera au Conseil de l'Europe, a dialogué mercredi, en fin de matinée, à la Sorbonne avec un auditoire composé pour l'essentiel d'intellectuels parisiens (lire page 32). Auparavant, il avait déposé une gerbe à l'Arc de Triomphe et eu un entretien avec M. Chirac. Après un déjeuner privé avec M. Rocard, il devait participer à une séance d'entretiens à l'Elysée, avant de

tenir une conférence de presse avec M. Mitterrand et de dîner au domicile privé de ce dernier.

La journée de mardi a été marquée par la signature de nombreux accords et, surtout, par l'annonce de la publication d'une déclaration conjointe affirmant l'indépendance et la souveraineté du Liban. Mardi soir, à l'Elysée, M. Gorbatchev a déclaré que, pour lui, « la période d'après-guerre a vécu » en Europe.



Voir page 3 la bande dessinée de Plantu.

« L'après-guerre a vécu »

Alors que ministres soviétiques et Français multiplient la signature d'accords en tout genre et de portées diverses (on en sera bientôt à une vingtaine), M. Mitterrand et M. Gorbatchev devaient poursuivre mercredi leurs entretiens politiques, d'abord, dans l'après-midi, à l'Elysée au cours d'une séance de travail élargie, puis rue de Bièvre, au domicile de M. Mitterrand, au cours d'un dîner privé. Trois sujets devaient continuer à dominer les discussions des deux présidents : l'avenir à long terme de l'Europe, les questions de réduction des armements, qui se posent à beaucoup plus court terme, et le Liban, à propos duquel Français et Soviétiques

travaillent sur une déclaration commune qui pourrait être rendue publique mercredi.

« Une telle déclaration constitue un événement diplomatique », a déclaré M. Hubert Védrine, le porte-parole de l'Elysée, au cours d'une réunion de presse tenue mardi. Ce sera aussi une heureuse surprise pour la diplomatie française, qui s'était retrouvée fort isolée, voilà quelques semaines, lors de l'offensive généralisée lancée contre le camp libanais chrétien après que le général Aoun ait déclaré « une guerre d'indépendance » contre la Syrie.

J. A.

(Lire la suite page 4.)

■ « Une salve d'accords économiques », par Françoise Crouigneau ■ « De l'espace au sida » ■ « La corrida de la Bastille », par Corine Lesmes ■ « Une soirée à l'Elysée », par Jacques Amalric ■ Les extraits des discours

L'ENQUÊTE : le « nouveau sionisme » de la Diaspora

Américains juifs, juifs américains...

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

Les juifs d'Amérique, affirme un vieux truisme, ont deux religions : celle de la Bible et le culte d'Israël. Cette double révérence - à Dieu et à l'Etat hébreu - garde une grande part de vérité, qu'illustre, au premier degré, l'ordonnance de leurs synagogues : le drapeau d'Israël y côtoie l'Arche d'alliance, semblant veiller sur elle : l'étoile de David voisine avec le Saint des saints.

Aujourd'hui pourtant, la passion d'Israël n'est plus ce qu'elle était. Elle a perdu en innocence, gagné en lucidité. Le doute et l'interrogation ont atténué la ferveur des juifs d'Amérique. Depuis dix-

huit mois qu'il affronte et réprime le soulèvement palestinien, Israël leur inspire souvent gêne et désarroi, honte et colère parfois. Non seulement la communauté juive américaine n'a plus pour Israël les yeux de Chimène, mais elle lui parle le langage de Cassandra. Comme si elle osait enfin s'émanciper d'une trop pesante dévotion.

Beaucoup d'eux a coulé sous les ponts de New-York depuis le temps où Ben Gourion reléguait, avec mépris, dans les oubliettes de l'« anti-Histoire », les juifs qui avaient choisi de rester en Diaspora. Au nom du passé commun et du sang versé, ceux-là, désormais, revendiquent ouvertement un droit de regard et de critique envers Israël.

« L'héritage de deux mille ans d'histoire appartient à tous », souligne M. Henry Siegman, directeur exécutif du Congrès juif américain. Nous formons un seul peuple, où que nous vivions. Les juifs américains remplissent leurs

obligations. Ils veulent aussi donner leur avis. Il faut réimpliquer la Diaspora dans l'aventure sioniste. » Autre manière de dire que le destin d'Israël est chose trop grave pour qu'on l'abandonne aux seuls Israéliens.

Finie l'époque, si douce pour Jérusalem, où les dirigeants juifs américains apportaient un soutien aveugle à Israël. Sincères admirateurs de l'expérience sioniste, orgueil de la Diaspora, ils rachetaient aussi un peu leur mauvaise conscience d'avoir préféré vivre sur l'« autre » terre promise.

Leurs ouailles rivalisaient d'enthousiasme, en signant, avec la foi du charbonnier, des chèques pour Israël, comme elles auraient souligné un cousin méritant dans le besoin. Dans chaque foyer juif d'Amérique, la « boîte bleue », la tirelire pour Israël, était la mieux remplie.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 8.)

La fragilité électorale du PS

La fin du parti dominant

La réflexion sur la stratégie électorale future du Parti socialiste a été amorcée le week-end dernier lors de la réunion du comité directeur. Elle est alimentée par la crainte que le PS cesse d'être un parti dominant.

par Alain Duhamel

En politique intérieure, François Mitterrand avait deux objectifs principaux : réconcilier la gauche avec le pouvoir - c'est-à-dire démontrer sa capacité à apprivoiser le temps - et construire un parti socialiste suffisamment puissant pour conser-

ver une vocation majoritaire après lui.

Le président a évidemment atteint son premier but, mais il a jusqu'ici manqué le second. Ainsi se crée une situation inhabituelle, inconfortable et périlleuse sous la V^e République : le parti du président n'est pas actuellement un parti dominant.

Il l'avait été sous le général de Gaulle et sous Georges Pompidou ; il ne l'avait plus été sous Valéry Giscard d'Estaing, à qui cela avait coûté fort cher. On avait pu imaginer après 1981 qu'il le redevenait sous François Mitterrand. Ce n'est pourtant pas ce qui se produit actuellement.

Or la V^e République repose justement sur la solidité du tré-pied président-gouvernement-parti dominant. Que l'un des trois pieds fléchisse, et c'est à terme l'édifice tout entier qui s'écroule et ressemble à une tour penchée. L'évolution actuelle du Parti socialiste crée tout à fait ce risque.

Un parti dominant se définit en effet classiquement par sa stabilité au pouvoir, sa primauté sur les autres partis et l'emprise qu'il imprime à l'idéologie dominante de la société. Le PS satisfait peu ou prou au premier critère : François Mitterrand lui a fait don de la durée.

(Lire la suite page 11.)

Les services secrets réorganisés

Une direction collégiale pour la DGSE
Les civils y seront majoritaires
PAGE 13

La mort de Jean Leguay

Ancien responsable de la police de Vichy en zone occupée, il était inculpé de « crimes contre l'humanité »
PAGE 13

L'avenir de Total

Un entretien avec M. François-Xavier Ortoli
PAGE 27

Paris-Ile-de-France

PAGE 21

Le Monde CAMPUS

Jospin le démineur

La loi d'orientation sur l'éducation adoptée
PAGES 11 et 15 à 17

Bicentenaire de 1789

■ Elle Wiesel et les droits de l'homme. ■ Cinq cents historiens à la Sorbonne. ■ TF 1-Le Monde « Messages sur la Révolution », pages 19 et 20.
■ « La Révolution vive », par Daniel Sibony, page 2.

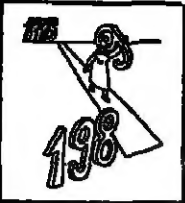
Le sommaire complet se trouve page 32

cet été,
Julliard



3790147004500 07060

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 200 pes. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.



BICENTENAIRE

La Révolution vive

par DANIEL SIBONY (*)

RECONNAISSONS-LE : un an pour commémorer c'était trop. Il fallait pour tenir la route un certain souffle comme seuls en ont les coureurs de fond de l'histoire. Or le fond manque un peu, contrairement à la forme, qui manque aussi.

Pourtant elle est étonnante cette « volonté » de commémorer : elle dit nos mémoires endolories d'être vides ou de s'être pleines de « savoirs », d'informations. Elle dit le désir de revivre un peu la révolte des autres, d'y puiser même de quoi éprouver celle qui couve en nous et qui ne trouve pas son éprouve ; de quoi réchauffer cette révolte froide, ou alors de quoi se complaire à l'idée qu'elle est inutile, et que ce désir de révolte est lui-même révolu.

On entrevoit le lien intime entre ce que l'on commémore — ce qu'on se rappelle — et le désir de se rappeler, désir qui relève plutôt de l'appel. Bien sûr, commémorer est affaire de mémoire, et la mémoire a deux niveaux : celui du rappel, du souvenir, et celui de l'appel, qui porte à vouloir se rappeler, à pouvoir le faire. Lorsqu'on ne se rappelle pas, c'est soit que la chose n'est pas entrée dans la mémoire (c'est peu probable, puisqu'on en parle), soit qu'elle y est trop enfouie, dans un tiroir qu'on oublie d'aller ouvrir ; on oublie même qu'il est là, ce tiroir plein de rappels ; c'est la fonction conservatrice de l'oubli. Vouloir se rappeler c'est vouloir risquer l'éprouve.

L'événement déchirant

Or le danger de se rappeler certains événements essentiels, le déchirement qu'on y risque, reflète un autre déchirement : c'est que l'événement lui-même fut déchirant : le bien qu'il fit provoqua bien des maux, et ces maux engendrèrent d'autres biens... D'où cette drôle d'idée : va-t-on fêter tout l'événement — 89 et la Terreur — ou choisir ce qui est digne d'être fêté ? Prendre la chose en bloc ou en partie ? Curieuse idée, car la Révolution fut justement la manière dont ils furent pris, saisis, presque bloqués par une partie de l'événement, pris au mot par une déclaration, celle des Droits de l'homme. Elle fut acquise très vite, proclamée dès le début, puis ce furent les convulsions, l'accouchement réel, de ce qui s'était déclaré ; comme si tous recevaient le contrecoup de ces principes, d'une si terrible simplicité.

C'est souvent que les êtres craquent (seuls ou en groupes) devant un cadeau qu'ils se font, terrorisés par le seul fait d'avoir dit une vérité trop grosse pour eux, d'une épure trop nette, d'une révélation aveuglante : car les principes déclarés — liberté, fraternité, égalité — autant il est raisonnable de croire en leur valeur, autant de les dire en plein soulèvement populaire, fait d'eux une force incandescente, un feu dévorant autant que bénéfique ; en pleine révolution : c'est-à-dire quand ce qui est révoqué révoque, quand l'ordre ancien a achevé sa course, sa révolution, et qu'il faut l'inscrire comme mort ; quand émerge une volonté tout autre que celle — ordinaire — de laisser les choses en l'état ; c'est une béance d'altérité où l'on a le vertige de soi... devenu autre. Le peuple devenait au même instant sujet et objet de ces principes ; en collision avec soi-même ; la « souveraineté populaire » fut aussi bien la dictature.

Que peut-on avoir pour eux — enrégimés ou modérés — sinon une pensée d'émotion : ils ont tous été la proie de valeurs qui pour prendre corps ont pris ces corps et en ont fait des acteurs vrais, réels, de la faille humaine entre parole et acte, de la faille humaine en quête de médiation. Là c'est immédiat : de la liberté parie, et celui qu'elle stigmatise est déjà mort, comme « ennemi de la liberté » ; puis cette parole est à son tour stigmatisée par une autre toujours au nom de la liberté, etc.

Tous ces libérateurs de la parole furent jugés et tués sans avoir pu parler ; Robespierre, Danton... et même cette Mme de Lamballe sortie de sa geôle devant le peuple-juge : est-elle pu sortir un mot de sa bouche, un mot qui conjura le geste, elle était sauvée ; mais elle n'était que terrorisée, morte de peur. L'égalité fut inscrite dans sa consommation réelle : égalité dans la mort ; comme pour devenir possible ailleurs, dans la vie. De même la liberté, dans l'affolement, dit au fait qu'on occupe « librement » une place qui doit rester libre — celle de la liberté.

Forces libérées

En fait, ce sont surtout des forces qui furent libérées, plus que des hommes, des forces irrésistibles face auxquelles l'homme doit apprendre à se protéger. Eh bien, il est « appris », à corps perdu, dans l'affolement qui n'était que l'ombre exacte de ces lumineux principes, avec leur éclat trop vif. De sorte qu'être pour ces principes sans assumer cette ombre c'est avoir la cruauté typique des idéalistes : celle de vouloir des êtres vivants sans ombre, des anges... Il y en eut et ils en voulurent d'autant plus aux autres d'avoir une ombre.

L'ombre de ces lumières fut plus variée encore : toute l'Europe se dressait comme une masse obscurantiste contre cette révolution ; et par un curieux retournement, typique de l'histoire, les peuples d'Europe adoptèrent ces idées de liberté en combattant les armées françaises qui les leur apportaient ; Napoléon, qui les précipitait le plus, les a transmises à ces peuples en les poussant à se libérer de lui, au nom de ces principes, qu'ils trouveront très opportuns...

Ces trois principes, c'est leur énonciation qui fut vive, jusqu'au ravage ; car comme énoncés ils sont anciens. Ils figurent même dans la vieille Bible hébraïque, et sous forme antérieure : liberté (fondatrice du peuple en rupture avec l'esclavage et fondée sur), fraternité (devant la création), justice (qui répare les torts, et non pas les entorses faites à l'idéal) ; mais ces principes y figurent sous le signe d'une jouissance de Dieu dont ils assurent la plénitude ; quelque chose comme : soyez frères, soyez justes, soyez libres... et vous plairez à Dieu. On en conçoit les issues fanatiques, quand certains veulent faire Dieu plus que d'autres.

Avec la Révolution, ce fut d'abord différent : dans le feu de l'événement la place de la jouissance divine fut vidée, libérée, et

ces idées furent énoncées comme pour elles-mêmes, parce que c'est comme ça, sans qu'un Dieu soit supposable qui se réjouisse de voir les siens libres et égaux. Quelle liberté d'énonciation... mais voilà, elle cherche un appui, un statut ; à cette place libérée on mit des statues ; les principes étaient raisonnables et la Raison devint déesse. C'est si humain. Tous ces grands tribuns sont allés s'y incarner à cette place brillante ; et ils mouraient presque anasistot ; « brûlés » ; des martyrs à leur insu. A ceux qui venaient pour l'arrêter, Danton avait crié : « Mot, on ne me touche pas ! je suis l'Arche... » C'est touchant parce que vrai, en un sens ; mais quand on est l'Arche, on est perdu, sacrifié. Puis la masse vint s'affaler devant la statue impériale qui allait, elle, orchestrer le grand sacrifice : cinq millions de morts. Saignée à blanc ; symptôme géant de tous ces meurtres fondateurs.

En fait, une des folies de la raison c'est de se croire fondatrice ; elle a déjà assez à faire d'être auxiliaire des volontés. L'idée qu'un peuple se réunit pour se fonder en toute raison et saisir son origine est naïve jusqu'à la perversion. Le fondement d'un groupe lui échappe, et s'il l'accroche à la Raison, il la perd. Du reste, aucun des protagonistes — pas même le peuple — ne s'est senti assez fondé pour n'être pas tyrannique, assez souverain pour être généreux, assez légitime pour n'avoir pas à passer à l'acte son fantasme d'être la Loi. Tous ont été terrorisés par ce bien nouvellement acquis. On les imagine criant pour avoir moins peur, et faisant peur.

Jamais ces tenants de la Loi n'ont senti leur légitimité assez fondée pour qu'ils n'aient pas, eux, à la refonder de leur corps ou du corps des autres. Or la démocratie suppose et n'est peut-être rien d'autre qu'une confiance dans le lien social, qui fait que nul n'a à la refonder de son sang, mais que tout le monde l'aime assez pour être sûr qu'il tiendra le coup ; si d'autres bougent dans des sens contradictoires, le lien tient, résiste. Le despotisme lui vient s'y incarner, s'identifier avec, et il clame (avec raison) que le lien est menacé quand c'est lui qui l'est.

Incroyable simplicité

L'idée de démocratie est d'une simplicité incroyable, elle semble dire : vous avez bien assez à faire de vivre et de survivre, pour n'avoir pas en plus à courber l'échine devant un ne sait quel idéal ou quel champ de force écrasant ; vous êtes libres de bouger de « vendre votre force de tra-

(*) Psychanalyste, écrivain.

CIRCULATION

Terroristes de la file de gauche

par CLAUDE GOT (*)

LA toute récente présentation du « Livre blanc de la sécurité routière » a illustré un conflit de « santé publique » bien banal : l'opposition entre la volonté d'une majorité soucieuse de son intégrité et les exigences de groupes minoritaires dont les intérêts sont économiques ou passionnels.

Il faut mal connaître l'évolution de l'opinion publique pour avoir été surpris par les sondages indiquant que près de 70 % des Français sont favorables à la limitation de vitesse par construction. Ils veulent utiliser leur voiture comme un instrument de liberté leur permettant de se déplacer sans risque la mort ou le handicap. Les terroristes de la file de gauche des autoroutes, les obsédés du dépassement et du dérapage contrôlé n'ont pas leur soutien. Pourquoi ne pas appliquer aux véhicules légers, une limitation qui est appliquée aux poids lourds ou aux cyclomoteurs ? Toute la réglementation du travail est également fondée sur des sécurités au niveau de l'outil et non sur l'existence que l'utilisateur maîtrise une machine dont la conception autoriserait un usage dangereux et contraire à la réglementation.

Faire entendre la voix d'une large majorité est difficile dans une presse spécialisée qui ne veut pas contrarier des lecteurs passionnés de vitesse. Une évolution commence toutefois à se faire sentir, l'information objective se substituant parfois au langage de tôle.

L'écho a été beaucoup plus favorable dans la presse non spécialisée. Après l'acceptation de l'efficacité de la ceinture et des limitations de vitesse par la réglementation, la reconnaissance du rôle de l'alcool dans les accidents, le public admet que l'on ne peut laisser les possibilités techniques se substituer au bon sens. Dix pour cent des voitures construites en France en 1967 pouvaient dépasser 150 km à l'heure. Elles sont maintenant plus de 75 % à pouvoir le faire alors que nos aptitudes ne se sont pas modifiées pendant cette période et que le réseau routier reste et restera très hétérogène dans ses caractéristiques de sécurité.

Statistiques

Il n'y a plus que les mauvais professionnels et un certain nombre de politiques qui font de leur vitesse de déplacement sur la route le symbole de leur efficacité. Les Japonais ou les Américains nous ont montré qu'une meilleure organisation du temps est préférable.

Quant à la vitesse-plaisir, elle a sa place sur les circuits ou des parcours routiers fermés à la circulation. Elle ne doit pas prétendre imposer sa loi et ses risques à l'ensemble de la population. Nous avons à préserver notre civilisation du mythe stupide de la vitesse en tant que valeur universelle.

La limitation de vitesse par construction va se heurter à deux obstacles : la désinformation et la prééminence de l'économie sur la sécurité au niveau européen.

Les statistiques des assurances indiquent que le dommage provoqué chez des tiers dans des accidents corporels est de cinq à six fois plus élevé pour les véhicules rapides que pour ceux qui sont les plus « limités par construction », comme l'ensemble du groupe des 2 CV. Les différences de kilométrage sont sans commune mesure avec ces proportions, et il est discutable de les répercuter intégralement : un conducteur qui augmente son kilométrage annuel diminue son risque, l'aptitude dépendant des distances parcourues chaque année.

Face à ces résultats et aux études accidentologiques qui établissent que le risque de tuer un être humain dans un accident de circulation dépend de la vitesse du véhicule, il n'est pas acceptable que des journalistes ou des gestionnaires affirment que les « reprises » sont un facteur de sécurité, alors qu'elles incitent à doubler en prenant des risques. C'est comme si le souteur d'un réseau de call-girls stéréotypées affirmait face à un virologiste que le virus de l'immunodéficience humaine favorise la survie des lymphocytes !

Il serait plus conforme à la réalité de dire que l'impérialisme allemand dans le domaine de la vitesse empêche l'Europe du traité commercial de Rome d'imposer une mesure conforme à l'intérêt de la collectivité.

Malgré les connaissances déjà disponibles, la lutte contre la vitesse excessive sera difficile, la solution ne peut être qu'un niveau européen, et l'Europe déposée les Parlements nationaux de leur pouvoir sans le donner au Parlement européen, ce qui laisse à l'exécutif communautaire, c'est-à-dire à la Commission et au conseil des ministres, le champ libre pour faire l'Europe « efficace », celle de l'économie.

La sécurité routière est l'objet d'un double détournement, celui du savoir sur le risque, qui est remplacé par le discours économique ou passionnel, celui de la volonté de la majorité, qui passe après l'Europe dite du libre-échange.

(*) Professeur de médecine.

(Lire page 29 les déclarations de Georges Sarr, secrétaire d'Etat aux transports.)

Au courrier du Monde

SEPT

Appel contre les appels

Retraité, je n'ai plus le ressort suffisant pour fonder le SEPT (Syndicat des emmerdés par téléphone) mais je serais heureux qu'un de vos lecteurs plus jeune se saisisse de l'idée et la réalise.

Ce syndicat réunirait tous ceux qui en ont par-dessus la tête d'être « sonnés » plusieurs fois par semaine, sinon par jour, pour entendre une voix cherchant leur venter les délices de ses cuisines, de ses salles de bains ou de ses résidences secondaires. Et cela va prendre des proportions de plus en plus alarmantes car on organise maintenant des séminaires pour enseigner à des armées de plus en plus envahissantes de jeunes femmes l'art d'aller dénicher le client chez lui. Tant pis si on le dérange dans son travail ou dans son repos, et si à la longue on lui casse positivement les pieds !

Cette méthode de prospection, d'origine américaine comme par hasard, est d'une scandaleuse incorrection. Il est grand temps que le monton réagisse et devienne enrégimé, sinon il va être bientôt submergé. Le SEPT éditerait périodiquement une liste à jour des emmerdés par téléphone, qui seraient ainsi mis à l'index. Je suis persuadé que cette action de légitime défense serait juridiquement inattaquable.

ROBERT DUMONT (Wanzenhal, Nord.)

● ERRATUM. — Dans le compte rendu du livre de Bruno Estienne, *La France et l'Islam*, publié sous le plume de J.-P. Péronnet-Hugoz dans le *Monde* du 23 juin, il fallait lire que l'Islam interdit « le mariage de femmes musulmanes avec des non-musulmans ». En revanche, le musulman peut librement épouser des chrétiennes ou des juives.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 05

Édité par la SARL Le Monde
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouss.
Rédacteur en chef :
Daniel Verneil.
Correspondant en chef :
Claude Salas.

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Reconnu par l'Etat pour les microfilms
et index du Monde au 11-42-47-98-81.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 30-15 - Tapez LEMONDE
ou 30-15 - Tapez LM

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montesseny, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 206 136 F

Tél : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	EUROPE	SAISON	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	792 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 080 F	1 188 F	1 458 F	2 100 F
1 an	1 360 F	1 488 F	1 824 F	2 600 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements
tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse :
provenances : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer
sur les pages propres en capitales
d'imprimerie.

كتابنا العربي

La visite en France du chef de l'Etat soviétique

La signature d'accords économiques et scientifiques

Création de deux consortiums d'entreprises françaises

Quelques heures après son arrivée à Paris, mardi 4 juillet, le vice-premier ministre soviétique, M. Voronine, a signé une première série d'accords économiques et techniques. A l'abri des slogans des grévistes du ministère des finances venus saluer à leur façon le resserrement des liens franco-soviétiques, M. Bérézovoy a fait défiler, comme à la parade, présidents et ministres venus officialiser onze textes, dont trois concernent des entreprises. Autant d'accords relevant de la Grande Commission, la « petite » ayant été officiellement enterrée en cette occasion au nom de l'« efficacité » et de la « simplification » de relations intergouvernementales repintes aux couleurs de la perestroïka.

Sont venus tour à tour apporter leur contribution au « nouvel élan » souhaité par M. Bérézovoy et son hôte soviétique M. Curien, ministre de la recherche pour une coopération plus « ciblée » dans le domaine scientifique; M. Delebarre, ministre des transports, pour une préparation commune de la « future génération des transports » aéronautiques. Le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, M. Quilès, apportait dans la corbeille deux protocoles, l'un prévoyant l'envoi d'un cosmonaute français en 1992 et l'envoi d'une sonde sur la planète

Mars en 1994, l'autre ouvrant la voie à une coopération vidéo-texte à partir de l'expérience française du minitel pour la gestion des stocks des entreprises soviétiques. Tous les autres accords répondaient à une préoccupation immédiate de l'URSS : développer les échanges commerciaux et les transferts de technologie tout en préservant ses réserves en devises.

Deux d'entre eux sont, en ce sens, exemplaires. La création, entérinée par le ministre de l'Agriculture, M. Nallet, d'un consortium de grandes entreprises françaises permettra de favoriser les échanges par compensation entre les deux pays. « Payer en produits énergétiques et forestiers » les exportations françaises, notamment agro-alimentaires, constitue une approche pragmatique adaptée aux difficultés économiques de l'URSS. Il reviendra aux sociétés membres du consortium, qui regroupent des concurrents directs comme Intergas et Sucres et diacées, mais aussi Total et le Crédit lyonnais, de s'entendre pour réaliser ces compensations. Un petit tour de force si la partie soviétique joue le jeu.

Un autre consortium portant non sur le négoce mais sur le problème ardu du rapatriement des devises, ce casse-tête de tous les candidats à la

création de sociétés conjointes en URSS, a également été mis sur pied à l'initiative du Crédit lyonnais. Pour sauter l'obstacle — la volonté soviétique d'imposer un équilibre en devises fortes aux étrangers implantés en URSS — dix entreprises ont retrouvé BSN comme Total, Darty comme Thomson, L'Air liquide comme le Club Méditerranée, gérant en commun roubles et devises, diminuant ainsi les risques.

Coup de pouce aux sociétés mixtes

Le nombre des sociétés conjointes s'en trouvera-t-il multiplié? Sans doute. Cette approche, similaire à celle des Américains, qui ont réuni au printemps dernier une poignée d'entreprises prêtes à se lancer dans l'aventure soviétique mais soucieuses de pouvoir gérer leurs bénéfices éventuels, recouvre de multiples projets. Principal pourvoyeur de devises du groupe, Total espère signer de nouveaux contrats de production et d'exploration des hydrocarbures. Darty est prêt à apporter son savoir-faire et le Club Méditerranée a dans ses cartons des projets de petites unités de 150 à 200 lits. La liste pourrait s'allonger, le consortium n'étant pas « fermé ».

C'est sur cette toile de fond que des accords ont été signés depuis le début de la semaine : Serbo pour les meubles, Ball pour l'informatisation du comité d'Etat pour l'approvisionnement (le Gosnab), Elf pour un contrat d'exploration et d'exploitation près de la mer Caspienne, sans oublier l'accord sur la télévision haute définition (TVHD), qui devrait avant longtemps aboutir à la mise en place d'une société par Thomson pour la fabrication de 600 000 téléviseurs couleur.

Dans le même esprit, le président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, M. François Essig, devait signer, mercredi 5 juillet, un accord de travail sur un programme très complet de formation de cadres soviétiques.

Un séminaire réuni à la fin de l'année permettra de mieux adapter la pédagogie française à des besoins encore mal définis. Comme l'a souligné M. Bérézovoy, de nouvelles bases ont été lancées qui devraient permettre de travailler à un « accord de coopération très large allant jusqu'à l'an 2000 ». Mais d'ici là, il faudra que les Soviétiques apportent ce répondant aux initiatives françaises sans lequel le feu d'artifice économique lancé lors du passage de M. Gorbatchev s'éteindra vite.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

De l'espace au sida

Sur le plan scientifique et technique, la visite de M. Mikhaïl Gorbatchev a été marquée par la signature, mardi 4 juillet, d'une « déclaration commune » et de deux protocoles d'accords portant notamment sur le séjour d'un astronaute français dans la station Mir, sur l'envoi d'une sonde franco-soviétique vers Mars, et sur un large éventail de projets conjoints allant de la supraconductivité à haute température et de la sûreté nucléaire à la lutte contre le cancer et le sida, en passant par la protection de l'environnement.

Le « protocole additionnel à l'accord intergouvernemental du 30 juin 1986 sur la coopération spatiale à des fins pacifiques », signé par M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, propose plusieurs thèmes nouveaux, dont l'étude de l'environnement terrestre, et la coopération dans le domaine des véhicules spatiaux de type « navette ». Il prévoit aussi la réalisation d'une mission conjointe d'exploration de la planète Mars, avec l'envoi d'une sonde automatique en 1994.

Ce protocole sera « illustré prochainement par un accord particulier prévoyant, dès 1992, le vol d'un cosmonaute français au cours d'une mission conjointe d'exploration de la planète Mars, avec l'envoi d'une sonde automatique en 1994. Un accord qui conclut de longues négociations, souvent après (Le Monde du 27-28 novembre 1988), et du 29 novembre 1988). Ce vol succédera aux deux émissions assurées

respectivement en juin-juillet 1982, et en novembre-décembre 1988 par Jean-Loup Chrétien (Patrick Baudry n'a volé que sur la navette américaine). Lors de son dernier vol, Jean-Loup Chrétien avait effectué une sortie dans l'espace de plus de cinq heures. Michel Tognini, le troisième astronaute français, qui lui servait de « double », en 1988, sera probablement choisi pour le vol de 1992.

Le « protocole additionnel » signé par M. Hubert Curien, ministre de la recherche, vise à « assurer la meilleure efficacité » à une coopération qui porte, dans certains cas, sur des domaines faisant l'objet d'une compétition internationale féroce, comme les semi-conducteurs et les supraconducteurs à haute température ou l'informatique. Parmi les autres thèmes de recherche proposés figurent la médecine (lutte contre le cancer et le sida), la biologie, la protection de l'environnement, la recherche agronomique et agro-alimentaire, la prévention des risques majeurs, et la sûreté des installations nucléaires.

Ce dernier domaine entre dans le cadre de discussions portant sur une coopération plus large de la France au programme nucléaire soviétique (Le Monde du 1^{er} février). Le texte signé par M. Curien ouvre en outre la porte à des participations éventuelles de l'industrie soviétique à des projets européens du programme Eurca, sous réserve de l'accord des autres parties prenantes.

J.-P. D.

Polémique sur un cadeau

Le coup des pistolets

TOURS
de notre correspondant

En offrant à M. Gorbatchev les pistolets du duel au cours duquel Alexandre Pouchkine trouva la mort le 27 janvier 1837 à Saint-Petersbourg, l'Elysée a provoqué la colère de... M. Michel Debré. « Comment, a-t-il déclaré, un chef d'Etat peut-il s'abaisser jusqu'à envoyer la police s'emparer d'un objet qui appartient à une ville et comment un chef de gouvernement peut-il accepter un don qui provient d'un vol ? »

Ces fameux pistolets avaient été remis à l'ancien premier ministre en 1971, alors qu'il était encore maire d'Amboise. Ils avaient été à l'origine de la mort de l'écrivain qui avait provoqué en duel un officier des gardes françaises, Georges d'Arthes, lequel avait fait la cour à son épouse, Natalia Goncharova...

Mises en vente à l'Hôtel Drouot, à Paris, en 1950, ces armes de collection furent achetées par un antiquaire et vendues à un certain Pierre Paul, un riche commerçant, qui légua toutes sa collection pour créer un Musée de la poste à Amboise.

Le cadeau à M. Gorbatchev a fait grincer quelques dents sur les bords de la Loire. Le « tombeau » de Michel Debré aux dernières municipales, M. André Chollet (MRG), avait reçu un premier coup de fil de l'Elysée vendredi dernier. Une attachée culturelle lui expliquait que, au « château », on s'ennuyait bien offrir les fameux pistolets. Le maire fraîchement élu ignorait

jusqu'à leur existence et crut même à un canular. Le lendemain, il en parla à M. Jack Lang, en visite privée dans sa ville. Visiblement, le ministre de la culture n'était pas au courant.

« Au nom de la nation française »

Mais, lundi matin 3 juillet, voilà que l'Elysée se manifesta à deux reprises. M. Lang entre cette fois dans la danse, et les tractations aboutissent à un compromis : Amboise accepte de se séparer des pistolets de l'autour du Coup de pistolet... bien que les objets du Musée de la poste soient inaliénables, à condition qu'une copie à l'identique des armes soit déposée et que deux œuvres importantes représentant un intérêt notable pour Amboise soient remises en échange. Et la municipalité mettra en dépôt les pistolets pour qu'ils soient exposés dans un musée d'Union soviétique, certains parlent du célèbre Musée de l'Ermitage.

Lundi après-midi, M. Lang envoie un télé. Il y confirme que le principe de la copie est retenu et que deux œuvres de haut niveau seraient déposées au Musée d'Amboise.

Le maire a donné rendez-vous à ses conseillers municipaux, le 18 juillet, pour entériner le dépôt des pistolets. « Je fais cela au nom de la nation française », a-t-il déclaré, alors qu'il refusait une invitation de l'Elysée à la réception en l'honneur de M. Gorbatchev.

ALEXIS BODDAERT.

« L'après-guerre a vécu »

(Suite de la première page.)

Le fait que les Soviétiques soient prêts à une déclaration commune signifie en effet qu'ils sont disposés à affirmer solennellement les principes de souveraineté et d'indépendance du Liban, ce qui ne pourra que déplaire à leur principal (mais difficile) allié dans la région, la Syrie.

M. Gorbatchev, qui avait confirmé la prochaine publication de cette déclaration mardi soir au cours du discours qu'il a prononcé à l'Elysée, avait également rassuré quelque peu les Français en déclarant que : « la situation est d'ores et déjà libre », pour la convocation d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, qui serait chargée de chercher une solution au conflit israélo-arabe. S'il s'agit là d'une position déjà ancienne de Moscou, à Paris, on soupçonnait les Soviétiques, depuis quelque temps, de songer surtout à une action soviéto-américaine pour contraindre Palestiniens et Israéliens au dialogue, ce qui s'aurait laissé qu'un stratagème aux Européens, à commencer par la France.

Au cours de son intervention, M. Gorbatchev s'est également félicité de son récent voyage en RFA, soulignant que, pour lui, « la période d'après-guerre a vécu ». « Sans doute est-il symbolique que nos visites en RFA et en France se situent pratiquement à la même période », a-t-il ajouté, avant d'évoquer « une issue vers une paix solide basée non pas sur l'équilibre des forces mais sur celui des intérêts réels et bien compris ». M. Gorbatchev n'a cependant pas dit un mot des bouleversements qui atteignent certains pays de l'Europe centrale, la Pologne et la Hongrie en particulier.

Au chapitre du désarmement, il s'est montré relativement optimiste, tout en réitérant ses réserves sur les armes nucléaires à courte portée, dont les pays de l'OTAN ne veulent

pas, en majorité, se séparer. Il a, à ce sujet, indirectement critiqué la position française à propos de la force de dissuasion.

Dans son discours, M. Mitterrand avait auparavant souhaité le succès de la perestroïka tout en évoquant la fragilité d'un tel processus à la lumière des derniers événements chinois. « Les hommes épris de liberté ont subi comme une régression avec les événements de Chine », avait-il dit, ajoutant : « Notre entreprise [européenne] ne peut se concevoir que pour une communauté de peuples libres, de citoyens protégés contre l'arbitraire et l'intimidation, libres d'aller et de venir, et de découvrir leurs cultures et leurs modes de vie respectifs. »

J.A.

France-URSS plutôt que Cardin

M^{me} Raïssa Gorbatchev avait renoncé, mardi 4 juillet, aux festivités des cotillions pour se consacrer à une visite solennelle à l'association France-URSS, rue Boissière à Paris, où elle a été accueillie par le président délégué du mouvement, M^{me} Madeleine Guilbert. « Nous avons été les seuls à maintenir des contacts et des échanges entre les deux pays quel qu'ait été l'environnement international », a souligné M. Charles Latil, président délégué adjoint de l'association, avant de se « réjouir » des avancées de la perestroïka.

Un verre de champagne, quelques petits fours, de nouveaux remerciements et de nouveaux sourires. Se gardant bien d'oublier le Bicentenaire — « une date d'importance universelle » — M^{me} Gorbatchev a ensuite exhibé de grandes affiches tricolores célébrant à la fois le Bicentenaire et la visite des Gorbatchev à Paris, couvertes de signatures en lettres cyriliques. « Ces panneaux, où les Soviétiques adressent leurs félicitations aux Français, ont été apposés dans des centaines de villes, explique-t-elle, ils ont été signés par des milliers de personnes, qui y ont perfolé apposé des photos ou des dessins. » Felles reçues et reportées à une assiette de la manufacture de Sèvres datant du premier centenaire de la Révolution, en 1889, et une leque représentant le Kremlin.

A. Ch.

Découvrez l'URSS de Gorbatchev

A LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

LA PERESTROÏKA ENBOURNEE LA MAISON COMMUNE EUROPEENNE : LA CONCEPTION SOVIETIQUE

PROBLEME POLITIQUE ET SOCIAL SERIE URSS 24 F Abonnement (4 numéros par an) France : 80 F Etranger : 97 F

LE COURRIER DES PAYS DE L'EST MENSUEL D'INFORMATION ECONOMIQUE 48 F Abonnement (10 numéros par an) France : 450 F Etranger : 515 F

PROBLEME POLITIQUE ET SOCIAL SERIE URSS 24 F Abonnement (4 numéros par an) France : 80 F Etranger : 97 F

IN LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 31, Quai Voltaire Paris 7^e - Tél. : (1) 40.15.70.00

(Publicité)
BRUNO ETIENNE : « L'ISLAM N'EST PLUS UN PROBLEME »
Auteur du livre « L'Islam en France » (Editions Hachette), qui va sûrement susciter des controverses, Bruno Etienne explique pourquoi la connaissance de l'Islam a regagné depuis 30 ans et analyse la place des musulmans dans l'Europe de demain.
Dans le numéro de Juillet-Août d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy - 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

LIVRES
POLONAIS et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est Catalogues sur demande LIBELLA 12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS 4^e Tél. : 43-26-51-09

PREPAS SCIENCES-PO Depuis 1967, la première préparation de Paris. Prépas annuelles d'été ou par correspondance. CEPES 57, rue Cr-Laffitte, 92200 Neuilly 47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

Dans le Monde diplomatique de juillet

Ecologie, démocratie

L'écologie et l'impératif démocratique sont les deux thèmes majeurs du Monde diplomatique, en ce mois de juillet où l'attention se porte sur les festivités du Bicentenaire, la visite de M. Gorbatchev à Paris et la réunion du sommet des sept pays les plus riches.

Claude Julien rappelle les « combats pour la liberté » qui partent se livrer pour que cesse l'injustice d'un système économique périmé. Jacques Robin, dans « Le choix écologique », établit le lien entre écologie, économie et démocratie, sur lesquelles repose l'avenir de la planète. Frédéric Chalmers, dans « L'écologie et la démocratie », mesure l'impact des efforts actuels pour rétablir l'équilibre financier alors que toute la croissance est fondée sur l'endettement, au Nord comme au Sud.

D'autres articles, dans ce numéro de juillet, portent sur les aspirations démocratiques en Chine et en URSS, mais aussi en Iran où se poursuit la quête d'une autre modernité. Michel Morneau et Guy Gauthier montrent toute la force de l'idée républicaine de laïcité, qui aujourd'hui signifie plus que jamais tolérance et solidarité. Guy Aurenches revient sur le foisonnement des droits de l'homme et Nguyen Khac Vien préconise, à la lumière

de l'expérience vietnamienne, le recours aux valeurs de la Révolution française pour libérer les peuples opprimés du tiers-monde.

Dans la perspective du grand marché, Gérard Soulier s'interroge sur l'avenir du droit d'asile en Europe. Cette Europe dont la sécurité militaire reste dépendante de l'Alliance atlantique, qui « doit garder l'initiative », écrit Peter Schmidt.

On lira également des articles sur « la Nigél déstabilisé par l'Inde », les drames de la faim et de la guerre au Soudan, le conflit entre la Mauritanie et le Sénégal et un reportage sur le sort des enfants palestiniens victimes de la répression dans les territoires occupés par Israël. Suzanne Hecht décrit les luttes des paysans amazoniens pour leur survie. Gabriel Marc attire l'attention sur l'essor des associations Sud-Sud ouvrant pour un autre développement. La culture, enfin : Ignacio Ramonet a vu, dans le nord du Canada, les Inuits affirmer leur identité en renouant avec leurs vieilles traditions de sculpture. Yves Hénas et Alain Joffroy, eux, s'interrogent sur le silence des artistes dans nos sociétés occidentales vouées au commerce.

Liu BINYAN

LE CAUCHEMAR DES MANDARINS ROUGES

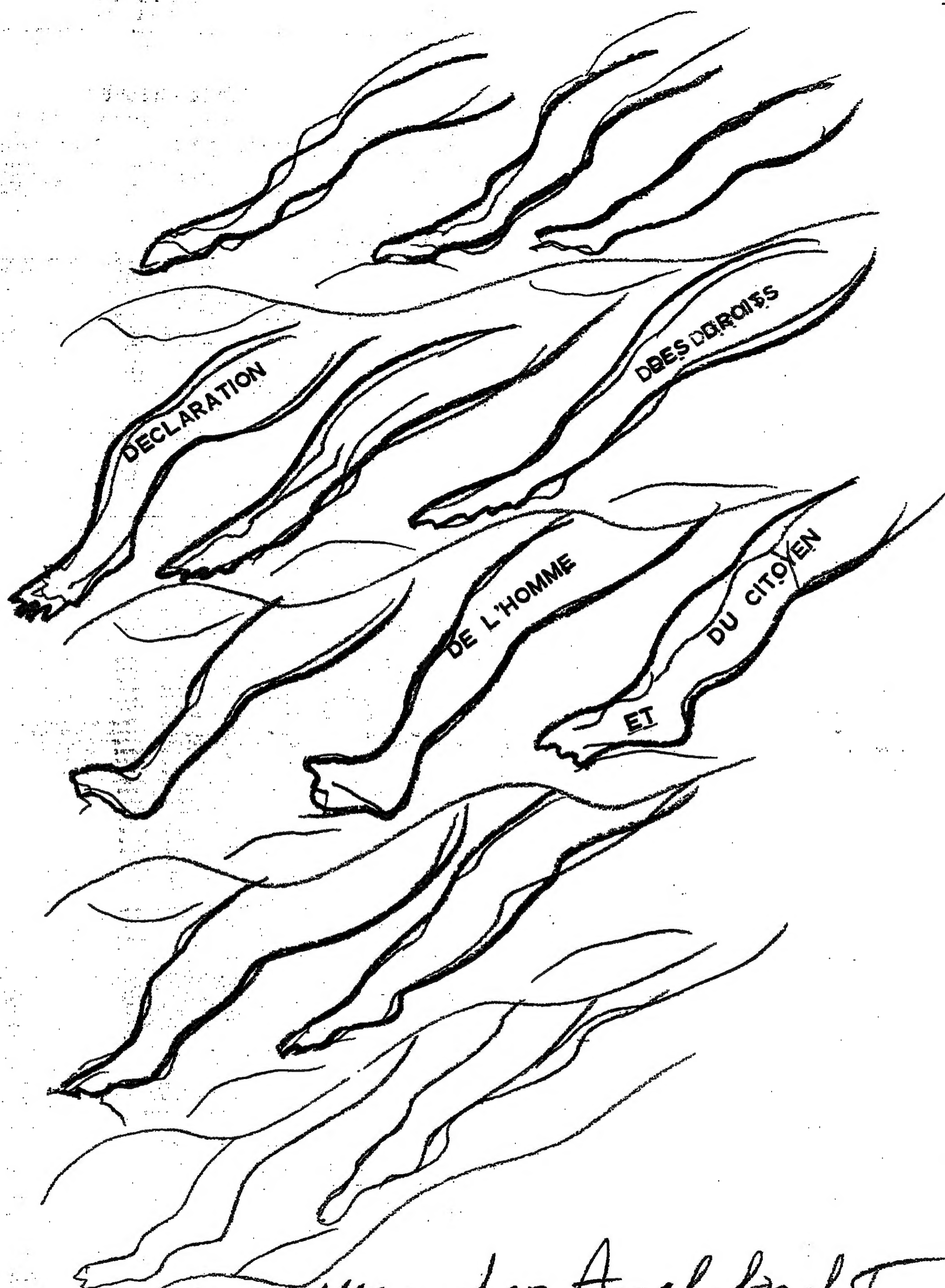
LIU BINYAN



au fil du sujet GALLIMARD

« La meilleure explication de la révolte de la jeunesse chinoise... Liu Binyan, pour les Chinois, c'est une des voix de la vérité » Claude Roy/Le Nouvel Observateur

GALLIMARD nrf



Mario Merz chez Amelobrachot
Pièce Unique, à partir du 11 Juillet 89
à 17 heures, 4 rue Jacques Callot, Paris

Europe

POLOGNE

M. Walesa et le général Jaruzelski à l'ouverture du nouveau Parlement

Varsovie. — La journée fut historique. « J'ai connu deux grands moments dans ma vie, les accords d'août 1980 et aujourd'hui », commentait solennellement un peu plus tard M. Lech Walesa. Deux semaines après les premières élections semi-libres qu'aient connues la Pologne, les deux Chambres du nouveau Parlement, le Sejm (Députés), puis le Sénat, se sont réunies pour la première fois en séance inaugurale. Pour la première fois depuis la prise du pouvoir par les communistes dans les pays de l'Est, une opposition constituée a pu faire entendre sa voix dans une assemblée parlementaire.

Même si la répartition des sièges à la Diète avait fait l'objet d'un accord, l'opposition est loin d'être de pure forme. Une loi refusée par le Sénat — dont 99 des 99 députés (le centisme est défectueux) ont été élus sur les listes de Solidarité — ne peut être adoptée qu'à

une majorité des deux tiers à la Diète. Les derniers jours ont montré que cette majorité n'était pas automatique. Les partis paysan et démocrate, qui sont liés au Parti communiste par un accord de coalition, sont de plus en plus tentés de reprendre une certaine liberté de manœuvre.

Comme pour bien marquer que les choses avaient changé pour de bon, le président du Conseil d'Etat et secrétaire général du Parti communiste, le général Jaruzelski, a fait son entrée dans l'hémicycle archi-comble du Sejm en compagnie de M. Walesa lui-même. La question de la présidence de la République n'était pas encore tranchée, du moins officiellement, et dehors, devant le Parlement, plusieurs dizaines de manifestants ont même clamé leur hostilité au général Jaruzelski. Mais là n'était pas, à ce moment, la question. Soudain, les

deux hommes ont traversé ensemble les bancs, sous les applaudissements de quatre cent cinquante députés encore un peu incrédules. Chacun a ensuite gagné sa place. Le Prix Nobel de la paix, qui ne s'est pas présenté lui-même lors de l'élection, n'est pas membre du Parlement et se retrouvait donc là seulement à titre d'invité d'honneur.

Les « tribulations »

Les deux « tribulations » de l'opposition, MM. Jacek Kuron et Adam Michnik, ont chacun saisi une occasion de s'exprimer lors de la séance pour montrer que, jamais plus, les débats parlementaires ne seraient comme avant. Ayant pour la circonstance troqué son étiquette pour un costume sombre, M. Kuron y est d'entrée de jeu livré à un violent réquisitoire contre le gouvernement de

M. Mieczyslaw Rakowski, qui venait de présenter sa démission, comme le veut la coutume après chaque élection parlementaire.

M. Kuron a déploré que les récentes hausses de prix aient été décidées par les autorités sans concertation, déclenchant une vague de grèves, pour ensuite changer de politique, geler les prix et les salaires et provoquer ainsi une pénurie de produits.

En direct à la télévision polonaise, il a déclaré : « Cette politique chaotique du gouvernement a provoqué des troubles sociaux et une profonde inquiétude du public ».

La cible de ces critiques sans précédent, M. Rakowski, assistant impuissant à la dénonciation de sa gestion depuis les galeries des spectateurs, où il s'était assis en compagnie d'autres membres de son gouvernement qui n'avaient pas réussi à se faire entendre. Le vice-premier ministre Ireneusz Selasko a répondu à sa place aux attaques mais, son temps de parole étant écoulé, il a été interrompu par le nouveau président de la Diète, Mikolaj Komlosz, qui a demandé pour les membres du parti au pouvoir.

Avant l'élection du président, l'historien Adam Michnik, chemise blanche ouverte sur une veste grise, était monté à la tribune pour réclamer que les députés puissent choisir entre plusieurs candidats. « Les députés veulent choisir et non uniquement voter », comme cela, a-t-il dit, a trop longtemps été le cas au cours des dernières élections. Ce souhait n'aura pas été exaucé. M. Komlosz étant le seul candidat. Membre du Parti paysan unifié (ZSL), dont il est l'un des dirigeants, ce sociologue — réputé pour ses recherches sur le planning familial et l'éducation sexuelle — est l'un des deux seuls candidats de la fameuse « liste nationale », qui comprennent les principaux dirigeants du régime, à avoir été élus au premier tour de l'élection.

Personnalités très connues de la scène politique, ils ont toujours eu des voix relativement indépendantes. Entré au Parlement en 1984, il n'avait cessé de défendre la législation de l'opposition comme « facteur de stabilisation ».

Quelques heures plus tard, c'était au tour des sénateurs de se réunir dans l'hémicycle, toujours en présence de M. Walesa et du général Jaruzelski. M. Andrzej Stelmachowski, chef du Club des intellectuels de Varsovie (KIK), a été élu à l'unanimité président de la Chambre haute. Apparaissant, les nouveaux sénateurs, comme les députés à la mi-journée, ont prêté serment. Signe des temps : le mot socialisme a été rayé du texte solemn qui leur a été proposé. — (AP, AFP, Reuters.)

BULGARIE

La « mobilisation civile » est décrétée pour pallier l'exode des populations d'origine turque

L'exode vers la Turquie des Bulgares d'origine turque, déclenché par la politique de slavisation pratiquée ces dernières années en Bulgarie, se poursuit toujours au même rythme. Selon des chiffres officiels fournis jeudi 3 juillet par Ankara, plus de cent mille personnes avaient franchi la frontière depuis le 24 mai dernier.

Les autorités bulgares estiment à deux cent cinquante mille le nombre de personnes qui ont déposé actuellement une demande pour quitter le pays (la minorité d'origine turque est de neuf cent mille personnes, selon Sofia, et de un million et demi, selon Ankara, soit près d'un dixième de la population totale).

Depuis plusieurs jours, les autorités bulgares ont lancé une campagne

diplomatique en Europe pour rejeter sur la Turquie la responsabilité de cet exode et démentir que les exilés soient soumis à de mauvais traitements. Parallèlement, la presse fait état de difficultés économiques croissantes en raison du départ massif d'une main-d'œuvre spécialisée dans l'agriculture, les transports, la construction et l'industrie agro-alimentaire. Nombre d'entreprises et d'exploitations agricoles seraient paralysées dans le nord-est et le sud-est du pays. Le gouvernement a décrété, mardi, la « mobilisation civile en temps de paix » pour « assurer la main-d'œuvre nécessaire vu les conditions extraordinaires qui mettent en péril l'économie du pays ». — (AFP.)

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Yovkov, ambassadeur bulgare en France

A la suite de nos articles sur l'afflux en Turquie de réfugiés bulgares de souche turque et notamment de notre éditorial « Exode dans les Balkans » (le Monde du 15 juin), l'ambassadeur de Bulgarie en France, M. Guéorgui Yovkov, nous adresse une lettre dans laquelle il écrit :

Je tiens à déclarer immédiatement que la Bulgarie n'expulse pas ses ressortissants. En conformité avec la législation en vigueur dans notre pays, chacun a le droit de visiter le pays qu'il préfère et d'y rester autant qu'il le désire. Tous ceux qui se rendent en Turquie le font de leur propre gré et sans aucune contrainte.

L'afflux des réfugiés, poursuit l'ambassadeur, est le résultat d'une propagande qui n'a jamais cessé de la part de la Turquie. Résultat imprévu. Car le but de cette propagande c'est de faire implanter la conscience turque chez la population bulgare confiante à l'islam, et non de (lui faire) quitter la Bulgarie. Si conséquences dramatiques il y a, et elles existent effectivement, c'est à chacun qu'incombe la responsabilité de sa décision.

Je voudrais souligner, poursuit M. Yovkov, que ce n'est pas le pro-

mier « exode » de Bulgarie. Au début des années 50, quarante mille ressortissants de Bulgarie avaient quitté, de leur propre gré, ses frontières pour s'installer en Israël. C'était des juifs bulgares, et grâce à la solidarité de tout le peuple bulgare (...) des camps nazis d'extermination.

Evoking en particulier le témoignage de Victor Hugo en 1876 devant l'Assemblée nationale française, M. Yovkov écrit encore : Lorsque, pour des considérations politiques, on identifie les musulmans bulgares à la « minorité turque », on touche au plus sensible de peuple bulgare qui garde dans sa mémoire les atrocités du jour ottoman cinq siècles durant. (...) Il existe suffisamment de documents et de preuves sur les moyens féroces de la conversion à l'islam pour qu'on ne puisse les négliger au nom de buts politiques contemporains.

GRANDE-BRETAGNE : face aux arrêts de travail répétés

Le gouvernement envisage une nouvelle limitation du droit de grève

LONDRES
de notre correspondant

Le pays qui a inventé les syndicats, et dans lequel ceux-ci ont quasiment cegéré l'Etat depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à l'arrivée au pouvoir de M. Thatcher, va peut-être limiter un peu plus le droit de grève. Face aux actions à répétition qui paralysent régulièrement les chemins de fer et le métro londonien depuis deux mois, le gouvernement envisage de déposer à l'automne un projet de loi qui définira, ce qui n'avait jamais été fait jusqu'ici, les obligations minimales des salariés des services publics.

« Puisqu'on parle tant d'unité européenne, on pourrait très bien s'aligner sur la RFA, où la grève est interdite dans certains secteurs essentiels », commente en privé un conseiller du premier ministre. Le projet est, encore flou, puisqu'il s'agit de rendre les syndicats de certains services essentiels — tels que les transports — responsables financièrement du dommage subi par leur entreprise lorsqu'ils appellent à la cessation du travail sans avoir préalablement bonnement cherché à trouver un compromis avec leur employeur. Comment, en pratique, évaluer un tel dommage,

et que signifie dans ce cas l'adverbe honnêtement ?

L'hypothèse avancée par plusieurs journaux selon laquelle les grévistes pourraient être individuellement poursuivis devant les tribunaux par de simples citoyens qui ont manqué un rendez-vous ou raté une affaire est énergiquement repoussée par le même conseiller du premier ministre comme incompatible avec la tradition juridique anglaise.

Mais le gouvernement cherche visiblement quelque chose qui ferait réfléchir à deux fois les syndicats des services publics. Ce nouveau dispositif s'ajouterait ainsi aux textes de 1980, 1982 et 1984 qui ont fait perdre aux syndicats leur pouvoir d'autorité, en imposant des votes à bulletin secret avant chaque grève, et en interdisant l'élection de dirigeants à vie. Le projet de loi de cet automne interdirait d'autre part le monopole syndical d'embauche, qui existe dans certains corps de métier.

Paralyse

« Nous examinons les moyens d'en finir avec les grèves les plus difficiles, dans lesquelles les grévistes parviennent à causer le maximum de tort sans perdre eux-mêmes beaucoup de leur salaire », explique M. Thatcher. Le syndicat

des cheminots a en effet recouru à la tactique des grèves de vingt-quatre heures pour protester contre l'augmentation annuelle de 7 % qui a été accordée et qui est jugée insuffisante (l'inflation atteint actuellement 8,3 %).

Londres devrait être entièrement paralysé mercredi 5 juillet pour la troisième fois consécutive en quelques semaines, car les conducteurs du métro ont fait coïncider leur mouvement avec celui des cheminots. Ils réclament une compensation financière pour la suppression du poste de gardien dans chaque rame qui implique pour eux un surcroît de responsabilité.

Le ministre des transports, M. Paul Channon, a décidé de transformer mercredi les parcs royaux du cœur de Londres en aires de stationnement pour les bus londoniens. Des autobus privés ont été d'autre part loués pour permettre à ceux qui laisseront leur voiture à la périphérie de la capitale d'atteindre le centre. Mais il est probable que, comme les deux fois précédentes, les Londoniens préféreront dans leur majorité rester chez eux pour attendre leur train ou regarder les compétitions de Wimbledon... si la BBC, également, n'interrompt pas à nouveau la diffusion de ses programmes.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Asie

CAMBODGE

Le prince Norodom Sihanouk « plutôt pessimiste » sur la prochaine conférence internationale de Paris

La question cambodgienne a été brièvement abordée par M. Mitterrand et Gorbatchev au cours des toasts échangés au banquet officiel donné mardi 4 juillet à l'Élysée. Le dirigeant soviétique a déclaré : « Nous nous sommes entendus pour faciliter le processus de négociation sur le problème cambodgien. Nous formons les vœux de succès pour la prochaine conférence ».

PÉKIN
de notre correspondant

Le prince Norodom Sihanouk s'est dit, mercredi 5 juillet à Pékin, « plutôt pessimiste » quant à la conférence de Paris sur le Cambodge cet été. Se tiendra-t-elle donc ? Oui, « à cent pour cent », a-t-il assuré, afin de permettre aux participants de se disputer, après avoir énuméré les obstacles rendant improbable tout accord :

— Refus de Hanoï de confier au Conseil de sécurité des Nations unies le contrôle armé du retrait de ses troupes et des élections libres.

— Caractère « inacceptable » de la Constitution de Phnom-Penh, même après les amendements « cosmétiques » qui y ont été apportés. Ce texte reste « très, très communiste à la vietnamite », estime le prince.

— Exigence de la résistance de voir toute décision adoptée « à l'unanimité ». Vietnam, donc, compris. Le prince ne veut pas de la règle du consensus imposée aux rencontres informelles de Djakarta (« JIM ») qui, à ses yeux, ont permis au ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, de se retrouver « le roi » des discussions.

Le prince Sihanouk n'a pas évoqué la principale motivation de sa position : la Chine, qui l'arme, a de moins en moins de raisons de s'inté-

resser à cette réunion du fait de son nouvel isolement diplomatique causé par sa crise intestine. L'ancien monarque a estimé que Pékin soutiendrait sans doute ses positions maximalistes. C'est probable, les Chinois préférant, quant à torpiller la conférence de Paris, que la résistance s'en charge.

Evitant de s'en prendre trop directement à M. Hun Sen, le premier ministre de Phnom-Penh, le chef de file de la résistance a concentré ses attaques sur M. Thach. Personnage « très vilain — non pas physiquement mais moralement » face auquel il n'entend pas céder : « Je refuse de lui serrer la main. Il est prévenu, il n'a pas à crâner. (...) Quant aux Soviétiques, ils n'ont rien à bien se tenir ». L'ancien monarque, qui doit être reçu la semaine prochaine par M. Mitterrand, refuse toute conciliation : « Pourquoi serions-nous disposés au compromis, alors que les Soviétiques et les Vietnamiens ne le sont pas ? »

Déséquilibre

Inacceptable

Pour être sûr d'être compris, le prince Sihanouk avait fait apporter un tableau sur lequel, chausant lunettes, il entreprenait de dresser l'équilibre des forces tel qu'il le voit après le retrait des troupes vietnamiennes le 30 septembre : d'un côté, 100 000 « miliciens vietnamiens », 30 000 hommes de troupes vietna-

miens « déguisés en Khmers » dans l'armée de Phnom-Penh (130 000 hommes, sans compter le « million » d'immigrants vietnamiens installés au Cambodge) ; de l'autre, 71 000 maquisards, dont 40 000 Khmers rouges.

Déséquilibre que « nous ne pouvons accepter », a ajouté le prince en appelant la communauté internationale à « ne pas se laisser bernier par les Viet ». « Nous refusons de reconnaître qu'avec le départ des troupes vietnamiennes une solution aux aspects extérieurs du conflit a été trouvée. Ce sera la guerre — pas la guerre civile, la guerre contre l'occupant vietnamien. Ne croyez pas que nous soyons finis en tant que résistance nationale... »

L'ancien monarque, qui avait invité aux côtés des journalistes des diplomates occidentaux, dont un français, a réitéré sa reconnaissance à la France. Mais il a prévenu qu'à la table ronde devant réunir, le 25 juillet, les quatre factions khmères à La Celle-Saint-Cloud, puis à la conférence internationale proprement dite, en août, il jouerait son propre jeu : « Je serai là en observateur, je me croiserai les bras, je n'interviendrai pas... Mais je donnerai des conférences de presse pour éviter que Nguyen Co Thach soit le roi de Paris ! ». Dans ces conditions, on peut quand même se demander si la France va organiser cette conférence de toute évidence vouée à l'échec.

FRANCIS DERON.

CHINE

Nouvelle attaque contre M. Zhao Ziyang

L'agence Chine nouvelle a publié mardi 4 juillet une nouvelle attaque contre M. Zhao Ziyang, l'ancien secrétaire général du PC chinois. Il a été accusé de n'avoir pas été capable de juguler la corruption rampante dans le pays : « Selon Zhao », a déclaré un membre du comité permanent de l'Assemblée nationale, M. Yang Ligong, « à un moment donné du développement de l'économie de marché, il est difficile d'éviter la corruption dans la première phase du développement économique, comme Zhao défendait ce point de vue, le parti a choisi de contrôler la corruption, qui s'est alors développée à un rythme effréné ». « Les erreurs » de M. Zhao, a-t-il ajouté, doivent être

« entièrement critiquées et leur influence néfaste éliminée ».

D'autre part, un centre de réflexion économique qui travaillait depuis des années pour M. Zhao, l'Institut de recherches de Pékin sur la reconstruction économique, a été dissous et occupé par la troupe, selon un appui de source chinoise. Son directeur, M. Chen Yizi, aurait été arrêté. Cette mesure illustre le tour de vis donné par le régime contre toutes les idées et informations ne se conformant pas strictement à la nouvelle ligne. C'est ainsi que les maquis d'éditeurs se sont vu demander de cesser de publier ou d'imprimer les ouvrages d'auteurs qualifiés de « bourgeois libéraux » ou d'opposants au régime. Le quotidien Pékin

Soir a demandé l'interdiction des ouvrages « réactionnaires qui polluent les rues de la capitale ». Enfin, les autorités ont interdit la diffusion dans les hôtels pour étrangers de la chaîne câblée CNN ; cette chaîne avait été à la pointe de l'information du début à l'effacement du mouvement démocratique.

Par ailleurs, les autorités de Pékin ont reconstruit l'arrestation lundi d'un journaliste taiwanais. Un responsable du bureau de sécurité de la capitale a déclaré à des journalistes taiwanais que M. Huang Teh-pei était incarcéré pour avoir abrité et aidé à s'enfuir un responsable étudiant recherché par la police. Il s'agit de M. Wang Dan, que M. Huang avait interviewé peu avant son arrestation. — (UPI, AP.)

Le pouvoir entend restreindre encore plus le droit de manifester

PÉKIN
de notre correspondant

« La Chine se trouvant au stade initial du socialisme et la lutte des classes existant toujours sur une certaine échelle, l'édification de masses politiques démocratiques doit être menée d'une manière ordonnée par des canaux légaux » : moyennant quoi la nouvelle législation sur les manifestations et rassemblements publics que le gouvernement chinois a mise en circulation « pour discussion » prévoit des limites pour le moins restrictives à l'exercice de ce droit garanti par la Constitution de la République populaire.

Les organisateurs de telles manifestations « doivent demander préalablement l'autorisation des départements de la sécurité publique en déclarant clairement les objectifs, les modalités, les affiches, les slogans, le nombre des participants, les heures et lieux de rassemblement et

dispersion, l'itinéraire, indiquant le nom, la profession et l'adresse des organisateurs ». Ces dispositions permettront d'assurer, dit franchement le ministre de la sécurité publique, M. Wang Fang, qu'il y aura un nombre suffisant de policiers de manière à aider à maintenir l'ordre et assurer le progrès sans heurt de ces activités... »

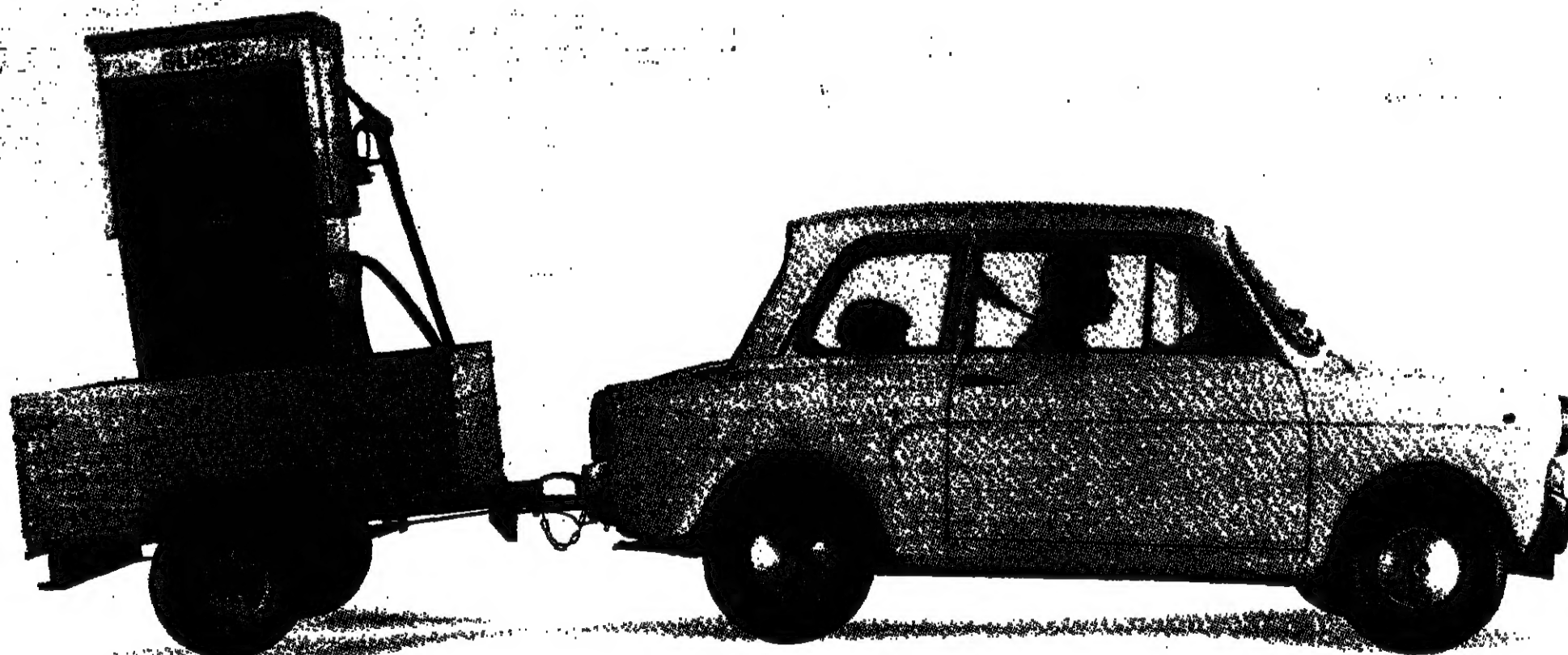
Le projet de loi stipule qu'aucune « ingérence extérieure » de la part d'autres participants que ceux qui auront reçu l'autorisation de manifester ne sera tolérée, la police pouvant faire usage de la force si tel était le cas. Les manifestations mêlant des participants originaires de « régions, unités de travail ou cercles professionnels » distincts sont interdites. Comme les soldats et policiers, les fonctionnaires devront demander à leur chef le droit de participer à un rassemblement ou cortège. Les étrangers se voient interdire de participer aux manifestations de citoyens chinois

« sans autorisation », ce qui n'est pas aussi loufoque qu'il y paraît, certains jeunes touristes occidentaux ayant jugé amusant, au cours des journées d'agitation d'avril-mai, de se joindre aux cortèges d'étudiants, et de jeunes syndicalistes anglosaxons ayant été vus encourageant activement les occupants de la place Tiananmen, au mépris des répercussions désastreuses que cette solidarité mal venue pouvait avoir.

Rien de la sorte ne peut en tout état de cause se tenir à moins « d'une certaine distance » des bâtiments officiels importants (lequel ne l'est pas ?), des installations militaires, des ports, aéroports, gares ferroviaires, résidences d'Etat et missions diplomatiques. Ce dernier point permet au moins d'exclure en théorie que des rassemblements publics manipulés par telle ou telle faction du régime ne s'en prennent à des diplomates étrangers — quand le projet de loi sera adopté, s'entend.

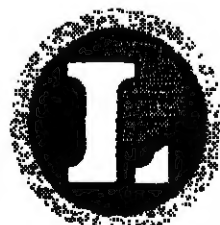
F. D.

Moyennant
un petit équipement supplémentaire,
on pourra bientôt rouler
sans risque avec tous les nouveaux
types de carburants.



Les nombreux carburants, les Super-Premier, les Super-Plus, les Super-Super, les Euro Super à 95 ou à 98 d'octane semblent si super qu'on s'y perd. Les pétroliers et les constructeurs automobiles nous prennent vraiment pour des chimistes. Si l'on en croit leur publicité, les nouveaux carburants sont si différents les uns des autres et si adaptés à chaque voiture, qu'il nous faudra toujours acheter la même marque. Et comme par hasard celle-ci ne sera pas disponible dans les hypermarchés. Il serait temps de faire une petite révision pour que les automobilistes puissent trouver partout une essence de même qualité et puissent en comparer les prix. Il serait temps de normaliser le carburant sans plomb comme on l'a déjà fait pour les autres types de carburants. Pour les automobilistes. Merci.

E. LECLERC



Enquête

Le « nouveau sionisme »

Américains juifs,

(Suite de la première page.)

Les juifs américains ne se contentent plus désormais d'ouvrir leur portefeuille. Ils exercent leur liberté de parole. « On doit pouvoir dire ce qu'on pense en privé aux dirigeants israéliens », observe le rabbin réformiste Alexandre Shindler. En public, toutefois, certaines précautions s'imposent. Inutile de les braquer gratuitement. Bref, il y a l'art et la manière. Plus question en tout cas de laver tout le linge sale en famille. Les chefs de la communauté plaident pour un « nouveau sionisme » impliquant des relations plus saines et plus équilibrées entre Jérusalem et la Diaspora.

Qui aime bien...

Leur affection pour le peuple et l'Etat d'Israël, insistent-ils, ne donne pas qu'à eux. Car l'attachement à Israël et l'appui à sa politique ne sont pas du même ordre. L'un est existentiel, l'autre aléatoire. Plus les juifs américains se disent concernés par l'avenir d'Israël, plus ils revendiquent un droit de regard. Qui aime bien...

Tout n'est pas permis pour autant. Ainsi s'interdisent-ils deux écarts de conduite, jugés « irresponsables » : prétendre pouvoir parler au nom d'Israël ; exercer des pressions ou accomplir des actes susceptibles d'affaiblir militairement ou politiquement l'Etat juif. Autrement dit, l'égotisme est la critique, l'illégitimité l'ingérence.

Les juifs d'Amérique n'ont pas pris de but en blanc leurs distances avec le pouvoir israélien. Leur « émancipation » s'est faite jour après jour. Déjà, pendant l'été de 1982, l'invasion du Liban, le pilonnage de Beyrouth et les massacres de Sabra et de Chatila ébranlaient plus d'une conscience. Mais, bien vite, l'outrance même

de certains griefs anti-israéliens incite la communauté juive à resserrer les rangs derrière l'Etat hébreu. La condamnation en mars 1987 pour espionnage au profit d'Israël d'un juif américain, M. Jonathan Pollard, jette un nouveau trouble dans les esprits. En septembre 1987, et pour la première fois, une puissante organisation sioniste, aux états de service irréprochables, le Congrès juif américain, met en garde Jérusalem contre les risques du *status quo* dans les territoires occupés.

Trois mois plus tard, l'intifada explose. A l'automne de 1988, nouvelle épreuve : les rabbins orthodoxes d'Israël tentent, une fois de plus — mais en vain, — d'appliquer à la « loi du retour » un amendement insensé qui aurait fait de six millions d'Américains des juifs de seconde zone. L'offense fut profondément ressentie. L'intifada n'a donc fait qu'accélérer une évolution en cours, cristallisant les inquiétudes d'une communauté quelque peu désenchantée. Les juifs américains se sentent, après un long silence, d'autant plus libres d'exprimer leurs vœux que le soulèvement palestinien ne met pas en jeu la sécurité d'Israël, au sens militaire du terme, et qu'on ne peut, de ce fait, les accuser de trahison.

Le pli de l'indiscipline étant pris, quelques deux cents leaders juifs américains sur un millier d'invités refusèrent d'assister en mars dernier à Jérusalem à la Conférence pour la solidarité avec Israël, de crainte d'être « récupérés » par le gouvernement hôte. Au début d'avril, le premier ministre israélien fut accueilli aux Etats-Unis par un désaveu : une lettre ouverte parue dans le *New York Times* et portant la signature de cent quatre-vingts intellectuels juifs — dont Arthur Mil-



Dans le métro, à New-York.

ler, Philip Roth et Woody Allen — débutait ainsi : « Non, monsieur Shamir, nous ne soutenons pas votre politique envers les Palestiniens... »

La transformation du paysage politique israélien attira la foudre des juifs américains, perturbés par le déclin du Parti travailliste et l'essor apparentement irrésistible du Likoud. Car la famille révisionniste de M. Begin et Shamir se n'est jamais attirée auprès d'elle les mêmes sympathies que Ben Gourion et ses disciples. Selon un sondage du *Los Angeles Times*, paru avant les élections israéliennes de novembre 1988, sept juifs américains sur dix préféraient voir M. Pères — le chef travailliste — gouverner à Jérusalem, et trois sur dix seulement M. Shamir. Tout en professant son admiration pour la démocratie israélienne, qu'elle cite volontiers en exemple sans percevoir pour autant tous les secrets de son parlementarisme échoué, la communauté juive n'a pu, en son for intérieur, que déplorer un verdict des urnes contraire à ses vœux.

Non-ingérence

La majorité des juifs américains récusent l'ingérence du Likoud envers les Palestiniens. Comme la plupart de leurs concitoyens, ils soutiennent le droit des peuples à s'autodéterminer. Aussi perçoivent-ils mieux que beaucoup d'Israéliens la vraie nature

du conflit proche-oriental : un choc de deux nationalismes. Interrogés en février 1989 par le professeur Steven Cohen — sans doute l'analyste le plus précis de la communauté, — 47 % d'entre eux estiment que les Palestiniens « ont droit à une patrie en Cisjordanie et à Gaza, à condition de ne pas menacer Israël ». Chiffre plus spectaculaire mais moins révélateur : selon un sondage publié, il y a à peine un mois, par l'hebdomadaire *New York Observer*, 41 % des juifs new-yorkais sont partisans de la création d'un Etat palestinien indépendant. New-York est-il, une fois encore, en avance sur l'Amérique ?

Aux yeux de la majorité des juifs américains, en phase sur ce point avec leurs compatriotes, l'avènement de la Palestine reste une idée trop hardie. Beaucoup continuent de penser — pour combien de temps ? — comme Norman Podhoretz, animateur de la revue *Commentary* et chef de file du courant juif néo-conservateur, que l'Etat palestinien représenterait un « danger mortel » pour Israël et rallumerait la guerre. « Nous n'avons pas le droit de demander à Israël de se suicider alors que nous ne sommes pas en première ligne. C'est comme si nous prétendions jouer au poker sans apporter notre mise... »

A l'autre bout du spectre politique, même les plus ardents avocats du dialogue avec l'OLP se gardent, par un souci légitime de non-ingérence, de prêcher publiquement la cause de l'Etat palestinien. Stanley Sheinbaum, éditeur à Los Angeles, fut l'un des cinq juifs américains qui persuadèrent Yasser Arafat les 6 et 7 décembre 1988 à Stockholm d'accepter publiquement pour la première fois l'existence d'Israël. « Mon rôle, précise-t-il, est de favoriser le dialogue entre Israéliens et Palestiniens, pas de préjuger l'épilogue du conflit. Cela ne m'empêche pas d'avoir ma petite idée sur la question... »

Au sein de la communauté juive, le courant « centriste » exprime deux ou trois idées-forces largement partagées : le temps travaille contre Israël, le *status quo* est un désastre, la paix passe par un compromis territorial, fruit d'une négociation. Rien d'étonnant donc si, selon l'enquête de Steven Cohen, 58 % des juifs américains souhaitent l'ouverture de pourparlers entre Israël et l'OLP (pourvu que cette dernière respecte sa double promesse :

reconnaissance de l'Etat hébreu, répression du terrorisme). Non pour plaire à Yasser Arafat, mais par simple réalisme. « Quand on veut la paix, vote Henry Siegman, il faut s'asseoir avec son ennemi et discuter. » Le dialogue, à Tunis, entre les Etats-Unis et l'OLP contribue aussi à faire évoluer les esprits.

Il n'empêche : la centrale palestinienne n'inspire aucune confiance. Cinq juifs américains sur cent seulement, indique le sondage du *New York Observer*, ont une opinion favorable de l'OLP. Les mieux disposés à son égard concèdent que celle-ci n'a pas encore prouvé sa bonne foi. « L'OLP doit désormais convaincre la majorité des Israéliens », admet Menachem Rosensaft, autre membre du « groupe de Stockholm ». « Proclamer caduque la charte de l'OLP ne suffit pas. Il faut l'abroger ! » renchérit Seymour Reich, président de la Conférence des organisations juives américaines et, à ce titre, actuel « patron » de la communauté. Mais qu'importe la méfiance. Les dirigeants juifs y verraient presque le levain d'une bonne négociation. « Ainsi, disent-ils, Israël ne baissera pas sa garde et sera en droit d'exiger le maximum de garanties... »

Double loyauté

Comme les autres communautés juives, celle des Etats-Unis n'échappe pas, depuis qu'Israël existe, au soupçon de « double allégeance ». Mais n'est-ce pas mal poser le problème ? Car la solidité de l'alliance stratégique qui unit Washington à Jérusalem a toujours épargné, jusqu'à présent, aux juifs américains un choix douloureux entre deux loyautés. S'agissant d'Israël, la communauté juive et l'administration Bush sont au même diapason, ou presque. La première juge la seconde « constructive », « cohérente », voire « courageuse ». Même les plus chauds partisans de Ronald Reagan, comme Norman Podhoretz, trouvent son successeur « OK », tout en regrettant le ton moins chaleureux envers Israël de la nouvelle équipe. Une seule fausse note pour l'instant : la mise en garde du secrétaire d'Etat Jim Baker aux zéloteurs du « Grand Israël ».

Bien plus : les juifs américains et leur gouvernement semblent parfois se diviser le travail. La communauté accepte de transmettre « signaux » et « messages » à Jérusalem. Un département d'Etat d'Orient en charge du dossier Proche-Orient a rarement rassemblé autant de hauts fonctionnaires juifs, en vertu de la vieille croyance, fondée ou non — n'est-ce pas, Henry Kissinger ? — qu'ils sauront, le jour venu, mieux faire valoir à Israël certaines couleurs.

Pour les juifs américains, le vrai conflit de loyauté n'oppose pas les intérêts de leur pays à ceux de l'Etat hébreu, mais leurs propres idéaux à la politique de la droite israélienne. La doctrine et les méthodes du Likoud heurtent le « libéralisme » dont ils sont nourris. Car, dans leur grande majorité, les juifs d'Amérique restent des « libéraux » en politique, attachés au Parti démocrate. « Ils vivent comme des WASP (1), » entend-on souvent dire, mais ils votent comme des Portoricens. Au mépris parfois des intérêts de leur catégorie sociale, comme lorsqu'ils prônent l'alourdissement des impôts pour réduire le déficit budgétaire.

La réussite au péril de l'identité

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

SAMEDI matin, au cœur de Manhattan. Sous les chandeliers à sept branches de la très bourgeoise « Park East synagogue », le rabbin Shiner, maître des lieux, consacre son sermon à un événement réjouissant : le « retour à la foi » d'un paroissien de fraîche date. Ayant brillamment réussi dans le commerce des spiritueux — comme le précise fièrement une notice biographique distribuée à l'entrée, — le héros du jour, la cinquantaine aidant, vient de redécouvrir Dieu, sous l'influence bénéfique de sa pieuse épouse. L'universel regain de religiosité n'épargne pas les juifs d'Amérique.

Comment être juif ? Aux Etats-Unis comme ailleurs, la « renaissance » religieuse est le plus sûr moyen de retrouver une identité perdue, noyée dans cette communauté si disparate où chacun vit le judaïsme à sa manière. Sur le mode de l'humour caustique, comme Woody Allen, ou du constat désenchanté, comme cet autre New-Yorkais, l'écrivain Jerome Charyn. Avec l'enthousiasme débordant de cet homme d'affaires du Sud, croisé dans un congrès, chemise à fleurs et chapeau texan, ou bien avec prosélytisme, tel ce jeune immigré italien qui, certain noir et regard allumé, recule sur la Cinquième Avenue pour le compte des ultra-orthodoxes de la secte Lubavitch.

Ce retour en grâce divine ne touche cependant qu'une faible minorité. Soixante-dix pour cent des six millions de juifs américains, estime-t-on, s'identifient comme tels. Mais la plupart ne donnent à leurs enfants que quelques rudiments rituels d'éducation juive. Un sur deux appartient à une synagogue mais seulement un sur quatre s'y rend pour les grandes occasions. Un sur cent — croyant et pratiquant — porte couramment kéffiyeh. D'un zèle infatigable, les ultra-orthodoxes ont fait des milliers de recrues ces dernières années, notamment à New-York, captant ainsi l'attention générale. Mais n'est-ce pas surtout une illusion d'optique ?

Car, à la différence du protestantisme dominant, cédant largement à la tentation du fondamen-

talisme, le judaïsme a peu versé, au bout du compte, dans l'intégrisme. Au contraire : les orthodoxes représentent seulement quelque 10 % des croyants, les autres se répartissant à peu près également entre les deux courants majoritaires — les conservateurs et les réformistes. Et cette dernière famille, la plus moderne et la plus tolérante du judaïsme, ne cesse de se renforcer. Parallèlement, les jeunes, dans leur ensemble, boudent de plus en plus les organisations juives, religieuses ou non, ou ne s'y intéressent que tardivement, lorsqu'ils ont à leur tour des enfants. A cet égard, l'indifférence gagne du terrain.

L'angoisse du père

Les juifs américains sont devenus des Américains juifs. Hier, nouveaux immigrants, ils s'interrogeaient sur leur « américanité ». Ils s'inquiètent aujourd'hui pour leur judéité. Le risque d'assimilation, souci de toute diaspora, alimente d'éternels débats. La particularité juif, comme beaucoup d'autres, se dilue partiellement dans la plus ouverte des sociétés modernes. Phénomène inévitable, sauf à prôner le retour au ghetto. Les traditionalistes voient dans les mariages entre juifs et non-juifs la principale cause d'hémorragie culturelle, qu'aggrave un net déclin démographique. Ce grief est largement infondé.

Car si les mariages mixtes sont en nombre croissant — 30 à 40 %, affirment d'incertaines statistiques — et très variable selon milieux et régions, ils n'ont pas l'effet dénoncé. Tantôt, affirme le professeur Steven Cohen, ils provoquent chez l'époux juif un regain d'identité ; tantôt, ils entraînent la conversion du conjoint non juif. « Un équilibre global s'installe entre ceux qui quittent la communauté et ceux qui la rejoignent », souligne le rabbin Greenberg, responsable de l'organisation orthodoxe Chai. En fait, les mariages mixtes sont à la fois un grand risque et une grande promesse.

Autre source d'inquiétude, plus inattendue : l'antisémitisme. Interrogés par Steven Cohen, trois juifs américains sur quatre affirment que l'antisémitisme est

un « sérieux problème » aux Etats-Unis. Tout en semblant partager le vœux constaté de Bernanos selon lequel « l'histoire a déshonoré l'antisémitisme à jamais », la plupart d'entre eux restent en proie aux maléfices du passé. L'angoisse du père, tapie au fond des mémoires, nourrit cette insécurité lancinante qu'entretenait aussi l'avenir incertain d'autres communautés juives, celles d'Israël ou d'URSS par exemple. L'attachement à Israël comme « état-refuge » en cas de malheur s'en renforce d'autant.

Tout se passe comme si les juifs américains étaient victimes d'une sorte de dyslexie. « Ils perçoivent une réalité qui n'existe plus », note le rabbin Schorsch, et entretiennent leur nervosité. Dites-moi où sont aujourd'hui les Drumont américains ? (1). « L'antisémitisme n'est plus, en Amérique, une opinion respectable, comme le prouvent toutes les enquêtes », observe le sociologue Martin Lipset. Même si un Américain sur quatre nourrit encore des préjugés antisémites, ce phénomène s'estompe peu à peu. Les juifs ne souffrent plus, dans ce pays, d'aucune discrimination. Pourtant, ils n'admettent pas cette évidence et restent le plus méfiant de tous les groupes ethniques. « Pour l'écrivain Irving Howe, la hantise des juifs d'Amérique est d'autant moins justifiée qu'une autre minorité — les Noirs — catalyse désormais les préjugés raciaux. « Ce sont eux les nouveaux boucs émissaires... »

Un monde disparu

Aucun groupe ethnico-religieux n'a connu aux Etats-Unis une réussite aussi éclatante que la communauté juive. Elle est, dans le creuset américain, la plus riche, la plus influente et la mieux intégrée. Selon Steven Cohen, les juifs ont un revenu par tête presque double de celui des non-juifs. D'après le classement annuel du magazine *Forbes*, un quart des quatre cents plus riches Américains sont juifs, dont seize parmi les quarante premiers. La communauté est numériquement « sur-représentée » dans la banque, la finance, la presse, les arts, les sciences, la haute administration. Alors que les juifs avoisinent 2,5 % de la population, ils

envoient au Congrès huit sénateurs — sur cent — et trente et un représentants — sur quatre cent soixante-quinze. Seule la Maison Blanche n'a pas accueilli jusqu'ici de locataire juif.

En Amérique, résume Martin Lipset, les juifs vivent une aventure unique dans un pays exceptionnel. Leur succès y tient à des raisons historiques que Tocqueville relevait déjà : un pays sans féodalité ni aristocratie, récompensant les seuls mérites ; l'absence d'une Eglise d'Etat où les juifs formeraient une secte parmi beaucoup d'autres, traités sur un pied d'égalité et non comme un corps étranger ; le caractère personnel et volontaire de l'adhésion religieuse dans une société pluraliste et tolérante. L'origine citadine de nombreux immigrants d'Europe centrale, leur bon niveau d'éducation et leur soif de succès firent le reste.

La plupart des juifs qui, après l'humiliant passage obligé de tout immigrant sur Ellis Island, s'installaient dans les taudis du « Lower East Side », leur premier point de chute à Manhattan, en repartaient après cinq à dix ans, dollars en poche, vers des quartiers moins miséreux. Leur mobilité sociale fut sans égale. Vestige de ce monde largement disparu, le restaurant « delikatessen » « Chez Katz » prétend encore servir « les meilleurs sandwichs » de la ville. On y entrevoit des silhouettes qui semblent sorties d'un roman de Jerome Charyn. Pour cet enfant du Bronx, grandi dans la pauvreté des ghettos juifs-polaques et censeur sans doute excessif de sa communauté, « les juifs américains n'existent plus ». Entendez : ils ont trahi leurs idéaux. « Les intellectuels, dit-il, ont perdu ce qui faisait leur identité : le sens de la justice sociale, l'humour yiddish, la sensualité. Ils ont oublié la grande cause des droits civiques et se sont éloignés des Noirs. Les glorieux trouble-fête ont laissé la place aux juifs professionnels. » Pas facile, décidément, avec ou sans Dieu, d'être juif et américain.

J.-P. L.

(1) Journaliste et homme politique français, Drumont fonda en 1892 un journal d'inspiration nationaliste et antisémite, *Le Libre Parole*, et fut un antidreyfusard notoire.

PICARD

Parade

La serrure automatique sans clé

Liste des installateurs agréés au 42-23-44-85

I.T.S. Langues

LES PROFESSEURS : ENSEIGNEMENT LEUR LANGUE MATERNELLE

ANGLAIS - ESPAGNOL PORTUGAIS - BRÉSILIEN

NOS OBJECTIFS : donner au stagiaire une bonne maîtrise de la langue ainsi que des codes propres au pays avec lequel il sera en relation.

مكتبة الأنجلو

Enquête

de la diaspora

juifs américains...

A la différence des juifs britanniques, dont beaucoup désertèrent la gauche travailliste devenue pro-palestinienne, ceux d'Amérique n'ont pas changé de camp. En novembre 1988, ils soutinrent, à plus de 70 %, le candidat démocrate Michael Dukakis. Ils avaient pourtant tout lieu de se féliciter de l'amitié sans faille manifestée à Israël pendant huit années d'administration républicaine. En 1984, ils avaient, presque aussi nombreux, voté pour Walter Mondale, malgré l'appui douteux que lui apportait le pasteur Jesse Jackson, peu charitable pour l'Etat hébreu.

La même année, quatre électeurs juifs sur cinq accordèrent leurs suffrages à des candidats démocrates au Congrès. Même le courant « néoconservateur » est largement fidèle au Parti démocrate. Ronald Reagan réalisa le meilleur score républicain — un bon tiers des suffrages — dans l'électorat juif, en 1980. Encore s'agissait-il surtout de sanctionner son adversaire, Jimmy Carter. Une chose est donc claire : ce sont des préoccupations d'ordre intérieur qui guident le choix des électeurs juifs, et non « ce qui est bon pour Israël ».

« Notre Disneyland »

Il n'empêche : rien n'indispose plus les juifs américains que de blâmer Israël. Voilà pourquoi ils sont, depuis quelques semaines, au comble du soulagement. En offrant de tenir des élections dans les territoires occupés, M. Shamir les a — provisoirement ? — réconciliés avec Jérusalem et avec eux-mêmes. Double satisfaction pour les juifs américains : trop longtemps crispés sur ses refus, Israël a enfin repris l'initiative et légèrement redressé son blason ; quant à eux, ils ont de nouveau une cause

à défendre. Et quelle cause ! Car pour un Américain, juif ou non, le mot « élections » exhale un agréable parfum de démocratie. Les organisations juives soutiennent donc unanimement le « plan Shamir » en le pimentant de quelques nuances. Des candidats faisant ouvertement campagne pour un Etat palestinien ? « Légitime », assure Henry Siegman. Des observateurs internationaux pour superviser le scrutin ? « Normal », ajoute Seymour Reich.

Qu'il est doux — merci, M. Shamir — de pouvoir enfin oublier ce qui divise — la conférence internationale de paix, le compromis territorial — au profit de ce qui unit. Ce désir d'unité prime chez les juifs américains : l'unité dans leurs rangs, mais aussi à Jérusalem. Le projet d'élections en Cisjordanie et à Gaza leur convient d'autant mieux qu'il exprime un consensus entre les travaillistes et le Likoud. Les juifs américains semblent garder en mémoire la prédiction du prophète : « Toute maison divisée contre elle-même périra ».

Car Israël et sa survie restent, et de loin, leur premier souci. La disparition de l'Etat hébreu serait pour la plupart d'entre eux, indiquent les sondages, « une terrible catastrophe personnelle ». Si les plus jeunes sont sentimentalement moins proches d'Israël que leurs parents, c'est qu'ils n'ont connu ni la tragédie de l'Holocauste, ni l'anxiété de 1967 — année où les juifs d'Amérique se convertirent massivement au sionisme, menacés puis triomphants — c'est qu'ils ne tremblent plus pour sa sécurité.

Israël demeure une source de légitimité pour les apparatchiks du judaïsme — quoi de plus « chic » que d'être reçu en haut lieu à Jérusalem ? — un objet de fierté pour leurs troupes — « C'est

un peu notre Disneyland », note avec ironie l'écrivain Irving Howe — et surtout le noyau central de leur identité religieuse. « Que serait devenue aujourd'hui la communauté juive américaine si Israël n'existait pas ? » s'interroge le rabbin conservateur Ismar Schorsch, chancelier du Séminaire juif théologique d'Amérique. Il n'ose pas répondre.

Un juif américain sur trois s'est rendu au moins une fois en Israël. Les plus fortunés y achètent, de préférence face aux murailles de Jérusalem, un « pied à terre saint », où ils vivent quelques semaines par an. Le fin du fin ? Financer l'aménagement d'un square ou la construction d'une synagogue qui porteront votre nom. On songe au mot du philosophe Martin Buber déplorant que le sionisme originel, cette « passion de juifs pauvres », ait dégénéré en un « hobby de juifs riches ». Un hobby à temps très partiel.

Les pères du sionisme s'étaient fixé un double projet de peuplement : établir une majorité juive en Israël, y attirer la majorité de la Diaspora. Si leur seconde mission a échoué, les juifs des Etats-Unis y sont un peu pour quelque chose. A peine soixante mille d'entre eux — un sur cent — sont « montés » en Israël. Les autres, par leur réussite éclatante en terre américaine, ont largement vidé l'exigence sioniste de sa légitimité originelle. Peut-on habiter à la fois deux terres promises ? Les juifs d'Amérique ont choisi. Et, loin de Sion, ils ne songent pas un instant à en « porter le deuil ».

JEAN-PIERRE LANGELLER.

(1) WASP : « White Anglo-Saxon Protestant », descendant des vieilles familles blanches protestantes venues d'Angleterre.

Cher lobby...

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

CETTE semaine-là, l'AIPAC (1) tenait congrès dans un grand hôtel de Washington. Comme chaque année, un bon millier de juifs américains, venus des quatre coins du pays, célébraient pendant trois jours leur profond attachement à Israël. Leur hôte de marque, le secrétaire d'Etat Jim Baker, ne pouvait choisir meilleur auditoire pour exposer la politique de son gouvernement au Proche-Orient, ce qu'il fit en fusillant au passage les adeptes du « Grand Israël » (le Monde du 24 mai).

AIPAC ? Sur la colline du Capitole, on l'appelle simplement : « le » lobby. Car avec ses cinquante-cinq mille membres, dont cinquante-huit « permanents » à Washington, l'AIPAC est le plus puissant des groupes de pression américains, avant même l'influent lobby des amoureux de la gilette, le National Rifle Association. Les parlementaires sont ses « cibles » favorites mais pas les seules. Le lobby sait aussi se faire entendre de l'administration et des chefs de l'armée. S'agissant du Proche-Orient, et d'Israël en particulier, il alimente les hauts responsables américains d'un maximum d'informations, souvent très fiables mais destinées, en l'espèce, à « rétablir la vérité » qu'il dit bafouée par les médias.

Type d'action privilégiée : amener le Congrès à faire barrage à toute vente d'armes américaines dangereuses pour Israël. Si l'AIPAC est le far de lance du lobby, les quelques quatre-vingts comités d'action politique (PAC) en sont les gros bataillons. L'argent qu'ils collectent à l'échelle nationale — 6 millions de dollars en 1988 dont près de

10 % versés par des chrétiens fondamentalistes — contribue à financer les campagnes électorales des « bons » candidats — ou à entraver celle des candidats trop tièdes envers Jérusalem, pratiques que la loi, un brin hypocrite, interdit à l'AIPAC en tant que telles.

A ceux qui les accusent de pervertir la démocratie, les dirigeants de l'AIPAC répondent que le lobby tient surtout sa force de l'amitié que l'administration et le peuple américains portent à Israël, et sans laquelle son efficacité serait réduite. Rares en tout cas sont les congressistes qui, généralement impressionnés par sa force de conviction, prennent le risque de braver le lobby. Celui-ci occupe, pratiquement seul, le terrain où il se bat et se consacre à fond à sa mission : défendre les intérêts d'Israël. « Lorsqu'il n'y a qu'un joueur dans une partie, il gagne presque à coup sûr », note le sociologue Martin Lipset.

Dollars étroitement surveillés

Le lobby se veut le meilleur ami d'Israël mais ne parle pas en son nom. Il prône ce qu'il croit « être bon » pour l'Etat juif sans prendre toujours ses consignes à Jérusalem. Ces dernières années, le lobby a changé de style. Il travaille beaucoup plus en douceur, comme s'il n'était plus besoin de faire bruyamment l'article. Le Congrès, il est vrai, devance souvent, de lui-même, les vœux de l'AIPAC.

Le maintien à son niveau actuel — 3 milliards de dollars sous forme de dons — de l'aide économique et militaire à Israël reste le cheval de bataille du lobby. Les Etats-Unis accordent annuellement 700 dollars à cha-

que Israélien, 50 dollars à chaque Egyptien et 2 dollars à chaque Africain. Non seulement l'aide à Israël, fait valoir l'AIPAC, sert l'intérêt national américain, mais elle est, contrairement aux apparences, fort modeste compte tenu des services stratégiques que l'Etat juif rend à l'Amérique et surtout si on le compare aux énormes sommes que Washington verse à ses autres alliés, qu'ils soient européens, japonais ou coréens. Faute d'augmenter, elle s'érode d'ailleurs légèrement chaque année, en valeur relative.

Depuis que Washington aide massivement Jérusalem, l'argent versé à Israël par les juifs américains joue un rôle moins vital. On l'estime tout de même à environ 700 millions de dollars par an, dont 400 recueillis par l'Appel juif unifié, le principal organisme collecteur. Ce pécule représente un quart de l'ensemble des sommes déboursées par la communauté à titre philanthropique et la moitié de l'argent qu'elle accorde à des « causes » ou à des institutions juives.

Un nombre accru de juifs américains veulent savoir où vont leurs dollars. Certains préfèrent les affecter directement à des œuvres de leur choix. Ainsi, le New Israel Fund alloue 5 millions de dollars par an à des projets susceptibles de consolider la démocratie. « Nous voulons, explique son directeur exécutif, M. Jonathan Jacoby, que notre argent serve les valeurs auxquelles nous croyons : le pluralisme, la tolérance religieuse, le progrès social, l'amitié entre juifs et Arabes. » Aider Israël, oui. Mais pas n'importe comment.

J.-P. L.

(1) AIPAC : American Israel Public Affairs Committee.

31 Juillet.

Madame, Monsieur, Actionnaire de Paribas, ce message vous est réservé.

Paribas qui a doublé de taille en moins de 3 ans confirme sa place parmi les premiers groupes bancaires et financiers dans le monde et amplifie ses performances. En 1988, Paribas a augmenté ses résultats de 54 % et le dividende versé à ses actionnaires a progressé de 43 %. En un an, la valeur estimative de l'action est passée de 500 F à 670 F (fin mai 1989).

Madame, Monsieur,
Vous êtes détenteurs d'un bon de souscription d'action émis en juillet 1987 dans le cadre de notre augmentation de capital. Vous pouvez exercer votre bon jusqu'au 31 juillet 1989 pour obtenir une action Paribas au prix de 500 F en bénéficiant d'une exonération totale de frais de courtage. Passé ce délai, ce bon n'aura plus aucune valeur.

Les actions nouvelles seront assimilées aux actions existantes et seront immédiatement négociables. Acquises maintenant, elles donneront droit au dividende de la totalité de l'exercice 1989. Vous pouvez dès à présent contacter votre banque, bureau de poste, caisse d'épargne, agent de change... Ils attendent vos instructions.

Madame, Monsieur,
En exerçant vos bons de souscription d'action avant le 31 juillet, vous avez la possibilité de vous associer davantage au développement de Paribas.

PARIBAS



Paribas Actionnariat, 3 rue d'Antin 75002 Paris - Tél.: (1) 42 98 17 88.



Amériques

MEXIQUE : une première depuis soixante ans

Le PRI reconnaît sa défaite aux élections en Basse-Californie

Mexico. — Le dirigeant du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir, M. Luis Donaldo Colosio, a reconnu, mardi 4 juillet, la victoire du candidat d'opposition du PAN (conservateur), M. Ernesto Ruffo, contre M. Margarita Ortega comme gouverneur de l'Etat de Basse-Californie, frontalier des Etats-Unis. La commission électorale doit encore confirmer ce résultat le 9 juillet. Ce serait alors la première défaite du PRI dans un scrutin de ce type depuis soixante ans au Mexique. L'homme de ce scrutin est considéré comme un test des intentions d'ouverture politique du président Salinas.

L'incertitude demeurait, en revanche, dans l'Etat de Michoacan, si le dirigeant de l'opposition de gauche, M. Cuauhtémoc Cárdenas, le PRD et le PRI continuent de revendiquer l'un et l'autre la victoire. Pour la première fois également dans les annales politiques du Mexique moderne, le contrôle par l'opposition d'une Chambre des députés locales est possible.

Environ 4,5 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes dans cinq Etats (sur trente et un) : outre la Basse-Californie et le Michoacan, dans le Zacatecas, le Campeche et le Chiapas. Dans ces quatre dernières circonscriptions, ils devaient élire, outre des députés locaux, des maires. Le taux d'abstention a été très élevé. — (AFP.)

Chute de cheval de l'ancien président Reagan. — M. Ronald Reagan a été légèrement blessé au cours d'une chute de cheval, mardi 4 juillet, alors qu'il participait à une chasse au buffle dans l'Etat mexicain de Sonora. Il a été emmené par un hélicoptère militaire américain pour être examiné à l'hôpital de Fort Huachuca, près de Tucson, en Arizona. Ne souffrant que de contusions, il a pu aussitôt repartir pour le Mexique. M. Reagan, qui est âgé de soixante-deux ans, est un passionné d'équitation depuis les années 30.

COLOMBIE

Le gouverneur de l'Etat d'Antioquia tué dans un attentat

M. Antonio Roldán Betancur, gouverneur de l'Antioquia, a été tué mardi 4 juillet dans la capitale, Medellín, par l'explosion d'une voiture piégée qui a fait sauter son véhicule. Six autres personnes, dont trois de ses gardes du corps, ont également péri. M. Roldán, âgé de quarante-trois ans, un chirurgien qui occupait ses hautes fonctions politiques depuis 1985 seulement, était un ardent défenseur des droits de l'homme et de la paix civile. Pour le ministre de l'Intérieur, cet attentat pourrait être attribué au redoutable « cartel de Medellín », tenu pour responsable de 80 % des chargements de drogue entrant aux Etats-Unis. Le syndicat CUT a dénoncé, lui, derrière cet attentat, la main d'escadrons de la mort d'extrême droite. — (AFP, Reuters.)

Afrique

NAMIBIE : dévoilant son programme électoral

La SWAPO joue la modération

Un groupe de 153 Namibiens, dont 18 enfants, anciens prisonniers de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), est arrivé, mardi 4 juillet, à Windhoek, en provenance de Lubango (sud de l'Angola). Plusieurs dizaines de parents et amis, brandissant des bannières anti-SWAPO, les ont accueillis à l'aéroport de Windhoek. Depuis la mi-juin, plus de 12 000 des quelque 41 000 réfugiés namibiens inscrits dans les registres du Haut Commissariat pour les réfugiés sont déjà revenus au pays, où

ils ont été provisoirement installés dans des centres d'accueil établis par le Conseil des Eglises de Namibie, une organisation notoirement favorable à la SWAPO. Selon un porte-parole de l'ONU, les ex-prisonniers de la SWAPO, qui semblaient en bonne santé, ont demandé à être hébergés dans des centres du HCR. Ils affirment être des dissidents de la SWAPO qui s'étaient soulevés contre une direction jugée autocratique. La SWAPO les a, elle, accusés d'être des « espions » à la solde de Pretoria.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

La Namibie est en campagne électorale depuis le 1^{er} juillet (le Monde daté 2-3 juillet). L'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) est son principal adversaire la DTA (Democratic Turnhalle Alliance) viennent de tenir leurs premiers meetings politiques à l'occasion du scrutin qui doit, semble-t-il, avoir lieu dans la

deuxième quinzaine de novembre. La consultation sera, en effet, sans doute retardée comme l'a annoncé M. Louis Fiesnar, administrateur général sud-africain.

Pour l'instant, seule la loi fixant les modalités d'enregistrement sur les listes électorales a été publiée. Cependant, on ne sait toujours pas de combien de membres sera composée l'Assemblée constituante qui sortira des urnes, ni quelles seront les conditions d'inscription des partis politiques. Ces deux textes

SOUDAN

La junte décrète une trêve d'un mois dans le Sud

La nouvelle junte soudanaise a unilatéralement décrété une trêve d'un mois dans le sud du pays et a invité le colonel John Garang, chef de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), à venir à Khartoum pour engager « des négociations de paix ». Le général Bechir, chef de la junte, cité par l'agence égyptienne MENA, a réaffirmé, à cette occasion, « la bonne volonté » des militaires « prêts à négocier avec tout opposant qui dépose les armes ».

Un membre de la junte, le lieutenant-colonel Khalifa Younés a fait, mardi soir, état de « contacts » avec les responsables de l'APLS et escomptait des résultats dans les prochaines semaines. Il est cependant peu probable que l'APLS, qui au cours des six derniers mois a remporté une série impressionnante de succès militaires dans le Sud, accepte de « déposer les armes ». Les rebelles soufistes n'envisagent en effet une telle éventualité qu'à l'issue de négociations qui parviendraient à régler tous les problèmes litigieux, dont celui de la loi islamique (charia).

Dans son programme d'action, la junte, qui affirme compter dans ses rangs plusieurs membres connaissant personnellement le colonel Garang, avait indiqué qu'elle renouvellerait tout projet sérieux de règlement du problème du Sud, faisant allusion aux négociations de paix d'Addis-Abeba, interrompues par le coup d'Etat de Khartoum. De même, le général Bechir avait proposé des négociations sur la charia éventuellement suivies d'un référendum si celles-ci n'aboutissaient pas.

Le colonel Garang, qui poursuit avec ses collaborateurs d'importantes consultations à Addis-Abeba, n'a pas encore réagi aux différentes propositions faites par la junte, mais, indique l'agence UPI, il est très probable qu'il rejettera catégoriquement l'idée d'un référendum, estimant qu'une telle consultation se déroulant dans un pays à majorité musulmane et sous le contrôle de l'armée ne pourrait aboutir qu'à un résultat favorable aux partisans de la charia.

devraient être publiés avant la mi-juillet.

Lors d'un rassemblement de plus de dix mille personnes à Windhoek, la SWAPO a dévoilé son programme électoral. « La SWAPO ne cache pas sa croyance en la supériorité morale du socialisme sur le capitalisme », souligne le texte qui indique que « l'égalitarisme forme la base d'un ordre social juste ». Le manifeste prône donc une meilleure répartition des richesses. « Solidarité, liberté et justice », tel sera le slogan du parti qui, après vingt-trois ans de lutte armée, va tenter de prouver qu'il représente mieux les aspirations du pays face à la DTA, plus modérée et pro-capitaliste.

Il n'y aura aucune « nationalisation massive des mines, des terres et des autres secteurs de production dans un avenir prévisible », annonce le texte qui prévoit néanmoins de redresser le déséquilibre actuel trop favorable au capitalisme privé. Les sociétés étrangères devront payer plus d'impôts « en rapport avec leurs profits » et seront contraintes d'en réinvestir sur place. « une part significative ».

D'autre part, selon le document, les terres appartenant à des propriétaires résidents à l'étranger (48 %) seront redistribuées. Le texte souligne, enfin, que 65 % des terres cultivables sont aux mains des Blancs qui ne représentent que 7 % de la population (soixante-dix mille sur un million trois cent mille habitants).

Le manifeste réitère aussi l'idée qu'une Namibie indépendante ne puisse pas être économiquement viable sans l'Afrique du Sud. Enfin, la SWAPO entend apporter son soutien « matériel et politique » aux mouvements de libération de l'Afrique du Sud, ce qui exclut que le Congrès national africain (ANC) soit autorisé à installer des bases en Namibie.

MICHEL BOLE-RICHARD.

CUBA

Sept peines de mort requises lors du procès Ochoa

Le général Juan Escalona, ministre de la justice et procureur dans le « procès de la drogue » de La Havane, a requis sept peines de mort mardi 4 juillet : contre le général Arnaldo Ochoa (déjà dégradé), le colonel Antonio de La Guardia, le lieutenant-colonel Alexis Lago, le commandant Amado Padron, le capitaine Jorge Martinez et les lieutenants Antonio Sanchez et Eduardo Diaz. En outre, trente ans de prison ont été requis contre le général Patricio de La Guardia et le capitaine Rosa Maria Abierno (seule femme figurant au procès), vingt-cinq ans contre le commandant Gabriel Pineda, les capitaines Leonel Estevez et Miguel Ruiz et le lieutenant José Luis Pineda, et quinze ans contre l'ex-colonel Antonio Rodriguez. — (AFP.)

PÉROU : un demi-million de grévistes. — Quelques 250 000 enseignants péruviens ont cessé le travail pour vingt-quatre heures, mardi 4 juillet, pour appuyer leurs revendications salariales, dans un pays en proie à une inflation galopante (plus de 1700 % en 1988). Le même jour, 200 000 ouvriers du bâtiment ont été à leur tour des journées d'une grève illégale. Enfin 12 000 médecins ont décidé de poursuivre leur arrêt de travail, qui dure depuis trente-deux jours, en dépit d'une menace de licenciement collectif lancée par le ministre de la santé. D'autre part, le mouvement de guérilla d'inspiration maoïste Sendero lumbino a incendié mardi un temple protestant, à l'occasion de l'offensive qu'il a engagée contre des objectifs religieux. — (AFP, Reuters.)

Proche-Orient

ISRAËL : le projet d'élections dans les territoires occupés

Les Arabes de Jérusalem doivent participer au vote déclare le maire de la ville

Deux cents nationalistes palestiniens animant les comités populaires et groupes de choc de Fatah ont été arrêtés mardi 4 juillet lors d'une des plus importantes opérations de l'armée israélienne à Ramallah (nord de Jérusalem). La presse estime que le nombre des détenus palestiniens s'élève maintenant à 14 000 — chiffre le plus élevé jamais atteint depuis le début du soulèvement. A Gaza, un jeune homme a été tué dans un affrontement avec l'armée.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le plus souvent, il ignore avec surprise un débat national jugé un tantinet vulgaire et d'intérêt tout relatif : quand on préside aux destinées de la Cité sainte, on a d'autres préoccupations. Pourtant, à soixante-deux ans, M. Teddy Kollek, maire de Jérusalem, entend faire exception et s'apprête à mener ce qui sera peut-être un de ses derniers grands combats politiques — et des plus délicats.

L'objet en est ce fameux projet d'élections dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza dont les Etats-Unis discutent maintenant avec des responsables de l'OLP de haut niveau. Si un tel scrutin devait un jour avoir lieu, expliquait ce week-end M. Teddy Kollek, il serait alors absolument inconcevable que les quatre-vingt mille électeurs arabes de Jérusalem n'y participent pas. Le moment choisi par le maire pour adresser ce message n'est pas fortuit. Le comité central du Likoud doit se réunir mercredi 5 juillet, à la demande de trois des opposants au projet du premier ministre Itzhak Shamir, et la question de Jérusalem sera au cœur de la discussion.

MM. Ariel Sharon, David Lévy et Itzhak Mordechai — ministres du Likoud — peuvent difficilement espérer que les quelque deux mille

autres part, les quelque deux mille cinq cents membres du comité central voteront contre le plan du premier ministre. C'en serait fini du gouvernement d'union nationale Likoud-travaillistes et M. Shamir démissionnerait vraisemblablement sa démission. Mais ils entendent faire amener le projet d'élections dans un sens qui en exclurait spécifiquement les Palestiniens de Jérusalem. Pareille clause, jugée inacceptable par les Palestiniens, et notamment par l'OLP, entrerait sans doute pour de bon l'initiative du gouvernement — et tel est bien l'objectif poursuivi par les trois trouble-fête.

Recevant quelques correspondants étrangers, M. Teddy Kollek expliquait : « Les Palestiniens de Jérusalem font partie du peuple israélien et se considèrent comme tels ; s'il y a des élections, c'est leur futur qui sera en question et il n'est pas pensable de leur refuser d'y participer. » Maire de Jérusalem depuis 1965, M. Teddy Kollek n'entend évidemment pas revenir sur la réunification de la cité intervenue au lendemain de la guerre de 1967 : annexée à Israël, la partie orientale de la ville n'est pas considérée par le gouvernement comme faisant partie des territoires occupés.

Le travailliste Kollek sait bien que tel est l'argument des durs du Likoud, qui jugent qu'une participation des Palestiniens de Jérusalem aux élections serait un pas vers une redéfinition de la ville. Il pense le contraire. L'exclusion du scrutin de ses administrés arabes provoquerait chez eux une immense « ressentiment », explique-t-il, et c'est cela qui accrottrait davantage encore la division, au moins psychologique, que connaît la ville depuis le soulèvement. Il relève que la plupart des personnalités nationalistes habitent Jérusalem, « que tous les journaux palestiniens y sont installés et que toutes les associations palestiniennes y ont leur siège ».

Le maire, dont le poids et le talent politiques devraient rendre jaloux la plupart des membres du gouvernement, dit qu'il fera de cette bataille politique « une question de principe ». C'est aussi l'opinion, constate-t-il, des Etats-Unis, des Européens et de l'OLP, et elle ne fait que renforcer l'importance du Likoud à l'heure où le dialogue américano-palestinien, qui porte précisément sur ce projet d'élections, vient de franchir un pas. La participation du numéro deux de l'OLP, M. Salah Khalaf, aux conversations de Tunis (le Monde du 1^{er} juillet) est vivement critiquée dans les milieux proches du premier ministre et accueillie plus sereinement côté travailliste. Elle manifeste en tout cas l'intérêt que l'OLP — quoi qu'elle en dise — attache à un dialogue dont les Etats-Unis ne cachent pas qu'ils tournent quasi exclusivement autour du plan de paix de M. Shamir.

ALAIN FRACHON.

LIBAN

Levée partielle du blocus du secteur chrétien

BEYROUTH
de notre correspondant

La levée partielle du blocus imposé depuis mars au « réduit » chrétien par les Syriens et leurs alliés libanais, annoncée lundi (le Monde du 5 juillet), s'est traduite par la réouverture, mardi 4 juillet, de trois voies de passage entre les deux secteurs (chrétien et musulman) de Beyrouth, sur quatre précédemment. En revanche, l'aéroport international, situé côté musulman, n'a pu rouvrir comme prévu.

En effet, face au maintien et même au renforcement du blocus des côtes chrétiennes de la part des Syriens, le général Michel Aoun, chef du gouvernement militaire chrétien, a lié le sort des ports situés sous son contrôle à celui de l'aéroport et n'a pas donné la garantie que celui-ci ne serait pas bombardé en cas de réouverture. La compagnie d'aviation libanaise Middle East Airlines (MEA) a alors annulé les premiers vols qu'elle avait prévus pour mercredi. Parallèlement, le général Aoun a saisi l'ONU et la Ligue arabe de l'intervention de la marine syrienne pour intercepter les caboteurs qui parvenaient, tant bien que mal, à briser le blocus (le Monde du 5 juillet).

Les Syriens et leurs alliés justifient, quant à eux, le maintien du blocus maritime par la nécessité de s'assurer que l'Irak tient son engagement de ne pas livrer d'armes aux forces du général Aoun, qui, à vrai dire, n'en manquent guère. Selon des sources au sein du camp chrétien, la Syrie exigerait maintenant le retrait des quelques fusées Frog — au nombre de six à huit — dont disposeraient les chrétiens et susceptibles d'atteindre le territoire syrien.

La réouverture des voies de passage entre les « deux » Beyrouth et l'arrêt des bombardements paraissent toutefois, aux yeux des Libanais, d'une extrême fragilité.

LUCIEN GEORGE.

IRAN : dix-huit nouvelles pendaisons. — Dix-huit personnes, reconnues coupables de trafic de drogue par les tribunaux islamiques, ont été pendues, mardi 4 juillet, dans trois villes iraniennes, a annoncé Radio-Téhéran. Ces exécutions portant à sept cent trente le nombre de trafiquants de drogue pendus en Iran depuis l'entrée en vigueur, le 21 janvier dernier, d'une loi anti-drogue particulièrement répressive. — (AFP.)

Revue d'études Palestiniennes

AU SOMMAIRE DU N° 32

ENTRETIEN

YASSER ABED RABBO
L'initiative palestinienne de paixIBRAHIM ABU LUGHOD
La formation de l'Etat palestinienANNELISE SIGNORET
Un an de soulèvement dans la presse française

DOCUMENT SPÉCIAL

Droits de l'homme :
le rapport 1988 du département d'Etat

ENTRETIEN

MAXIME RODINSON
Histoire d'une exigence

DOCUMENT

Discours d'Édouard Chevardnadze au Caire

AU SOMMAIRE DU N° 32 BIS

LA VISITE DE YASSER ARAFAT
EN FRANCE

La visite de Yasser Arafat à Paris, les 2 et 3 mai 1989, a été un événement diplomatique en même temps qu'un grand succès. Fidèle à sa vocation, la Revue d'études palestiniennes a voulu y contribuer en organisant un rencontre, à l'Institut du monde arabe, entre le président de l'Etat de Palestine et une centaine d'intellectuels français. Ce numéro spécial, qui entend marquer l'événement, replace la rencontre entre Yasser Arafat et François Mitterrand dans le cours historique des relations franco-palestiniennes. On y trouvera également les principaux documents, une sélection des commentaires de la presse française, ainsi que les réactions israéliennes.

Le numéro de 48 p., 30 F.

La N° 32 - Abonnements : 1 an (numéros 31-32) : 210 F.
Étudiants (sur justification) : 105 F.
Régime de vente des Éditions de Mouton (RCP Paris 180-43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Études palestiniennes
Diffusion : les Éditions de Mouton - 7 rue Bernard Palissy - 75006 Paris

La session extraordinaire du Parlement

Les projets sur l'immigration, l'enfance maltraitée et l'éducation sont définitivement adoptés

La session extraordinaire s'est close mercredi 5 juillet à 0 h 25 du matin. L'Assemblée nationale ayant adopté, à l'unanimité, le dernier texte inscrit à son ordre du jour : la protection de l'enfance maltraitée. Le début de séance à 21 h 30 n'avait pas été aussi consensuel, le RPR menant un ultime et vain baroud d'honneur contre le projet Joxe sur l'immigration. Les députés devaient se retrouver maintenant le 15 septembre (session extraordinaire) pour examiner le projet de réforme du code pénal, avant l'ouverture de la session budgétaire. Les sénateurs s'étaient quant à eux séparés en fin d'après-midi.

Rapports au règlement, demandes de suspension de séance, interpellations, le RPR a tenté une dernière fois, mercredi soir, de s'opposer, en ultime lecture, au projet Joxe sur l'immigration. M. Pierre Mazeaud, soutenu par ne pas laisser passer ces dernières heures sans lancer quelques charges, a donné le ton avec un premier rappel au règlement pour protester contre les conditions de circulation dans les rues de Paris, congestionnées à la suite des mesures de sécurité prises pour la venue du numéro un soviétique. « J'ai vu, sur les quais de Seine, des personnes, des médecins, notamment, attendre deux heures pour traverser une rue », a protesté M. Mazeaud, qui ne faisait que se mettre en bouche avant de déployer, dans les heures qui suivirent, une activité fébrile qui transformait, par moments, l'hémicycle en cours d'école le jour de la sortie... M. Robert Pasqua devait suivre en s'en prenant au

ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Popovici, soupçonné d'avoir accusé les députés UDF et RPR de préférer se faire bronzer plutôt que de venir en séance. Enfin, M. Jacques Toubon tirait le dernier boulet de cette première séance en mettant en cause la façon dont a été acquiescé, à la majorité des membres du bureau de l'Assemblée nationale, la nomination du nouveau secrétaire général de la question, l'opposition suspecte d'être proche de la majorité. M. Toubon a invoqué la tradition qui voudrait selon lui, que les nominations de hauts fonctionnaires de l'Assemblée se fassent à l'unanimité.

Le RPR a mené ensuite le combat contre la présence, au banc de la commission, d'un rapporteur suppléant et non du rapporteur en titre (ce qui est fréquent en dernière lecture). Ce petit jeu d'obstruction commença quand le président de séance, M. Georges Hage (PCF), rappela avec courtoisie à M. Mazeaud qu'en décembre 1987 il avait lui-même été rapporteur suppléant. Tous les arguments ayant déjà été échangés sur le projet Joxe, le texte fut mis aux voix. L'Assemblée nationale étant appelée à statuer en dernier ressort. Le vote fut acquis de justesse, 278 voix contre 270 (on relève une erreur de clé de côté socialiste, la droite et le centre ont voté contre, les communistes s'abstenant, les non-inscrits se partageant par moitié). Commentant avec force gestes, et la voix sonore ce vote serré, M. Mazeaud fut invité à un peu plus de « tenue » par un député socialiste, M. Louche. Le député RPR demandait alors du geste à son collègue de sortir pour une explication qui n'avait rien d'amical. Les huissiers se tenaient prêts à intervenir au cas... L'explication eut lieu, mais sans violence.

La suite du débat sur les projets éducation et enfance maltraitée fut plus sereine. Le texte de M. Lionel Jospin fut adopté définitivement grâce à l'abstention des communistes, tandis que celui de M. Dorithac était à l'unanimité. Dans les deux cas, l'Assemblée est revenue à son texte de première lecture. D'autre part, les députés avaient adopté définitivement, le mardi 4 juillet, le projet de loi relatif à la Sécurité sociale et à la formation continue des person-

■ A l'Assemblée nationale. — Une exposition consacrée au Bicentenaire de la Révolution et à la fondation de la première Assemblée nationale sera en définitive ouverte au public le vendredi 7 juillet, de 11 heures à 21 heures, jusqu'à la fin du mois, puis du 2 au 24 septembre.

nels hospitaliers. Après l'échec de la commission mixte paritaire, les députés sont revenus à leur texte de deuxième lecture.

■ Au Sénat ont été adoptées définitivement les conclusions de la CMP sur le projet de loi renforçant la sécurité des aéroports et du transport aérien. M. Michel Rocard a assisté à l'allocation de fin de session prononcée par M. Alain Poher. Le premier ministre a estimé que la session avait confirmé les « plutôt bonnes relations » entre le gouvernement et la Haute Assemblée. Il a réitéré sa volonté de ne pas succomber à l'inflation législative.

L'amendement Royal

En adoptant définitivement, mardi, le projet de loi de lutte contre l'enfance maltraitée, les députés ont rétabli un amendement de M. Sébastien Royal (PS) que le Sénat avait supprimé. Cet amendement (article 10 ter) précise qu'il n'y aura pas de poursuites pénales dans les cas où les circonstances du délit permettent d'assurer sa santé et sa sécurité. M. Royal estimait, en effet, que l'on ne saurait poursuivre une mère qui, dans une situation de détresse et originant justement d'être amenée à maltraiter son enfant, préfère l'abandonner dans des conditions qui ne menacent en rien sa santé et permettant de le faire élever par d'autres. Cet amendement avait été contesté à la fois par M. Dorithac, secrétaire d'Etat à la famille, et par M. Jean-Yves Charnat (RPR). M. Dorithac avait rappelé que les juges avaient toute latitude pour apprécier une situation; M. Charnat avait trouvé choquant d'introduire dans un texte destiné à lutter contre les mauvais traitements à l'enfant, un amendement dépeignant l'abandon, même « sans risque », d'un enfant. La majorité de l'Assemblée en a jugé autrement. D'autre part, également, M. Frédéric Bredin (PS) proposait le délit de persécution d'un crime (voir par exemple) et il a été commis sur une victime mineure par un second délit, naturel ou adoptif ou par une personne ayant autorité sur elle.

La fin du parti dominant

(Suite de la première page.)

Encore ce succès est-il conditionnel : si l'élection du président renforce le PS, le phénomène a été plus marqué en 1981 qu'en 1988, puisque l'on est passé d'une majorité parlementaire absolue à une majorité parlementaire relative; sans le secours de l'élection présidentielle, le PS a en revanche perdu le pouvoir de 1986 à 1988. Jamais aucun parti présidentiel n'avait auparavant été vaincu lors d'élections législatives intermédiaires. La primauté du PS reste donc fragile.

Son avance sur les autres formations n'est pas non plus irrésistible. Certes, sous la houlette de François Mitterrand, il a progressivement enraciné son hégémonie à gauche, s'assurant une emprise croissante sur un électoral communiste devenu peu à peu captif dans les grandes circonstances (élections présidentielles, élections législatives de juin 1981). Mais le PS ne peut pas se passer de la proximité du mode de scrutin majoritaire et de son effet amplificateur. Lorsqu'il s'y risque aux élections législatives de 1986, il n'obtient même pas 32 % des suffrages exprimés. Quand les élections européennes l'y contraignent, son score culmine avec les 23,6 % que vient d'obtenir la liste menée par Laurent Fabius. L'alliance RPR-UDF distance donc trop souvent le PS pour que celui-ci puisse revendiquer le sta-

tut de parti dominant. Aux élections locales, son infériorité est constante, aux élections européennes aussi. Seules les élections présidentielles et les seconds tours des élections législatives organisées dans leur foulée lui garantissent l'avantage. Le Parti socialiste ne s'épanouit qu'à l'ombre de François Mitterrand. Abandonné à lui-même, il s'étiole.

Il se trouve de surcroît maintenant exposé à un double péril électoral supplémentaire. D'une part, l'émergence des Verts réduit sensiblement son espace naturel et bloque ses espoirs d'expansion. Les camarades d'Antoine Waechter ont assurément besoin de démontrer que leur influence se confirme à l'échelle législative : il n'empêche qu'ils constituent un nouvel handicap pour le PS.

Et puis l'élévation de l'abstention, particulièrement préjudiciable à la gauche, pose un problème spécifique au Parti socialiste. Le refus de participation est en effet d'autant plus fréquent que les bureaux de vote se situent en milieu populaire. Ce sont donc les électeurs les plus modestes du PS qui, depuis une année, lui font le plus défaut. En ce sens, le Parti socialiste voit son implantation s'affaiblir au sein du « peuple de gauche », pour se recentrer davantage parmi les couches moyennes salariées. De même que Georges Pompidou avait perdu l'essentiel du vote ouvrier hérité du général de Gaulle, de même l'électorat socialiste du second septennat s'embourgeoise-t-il par rapport à celui du PS de 1981. Or un parti dominant doit ressembler

le plus possible à la structure de la société globale.

Enfin, le parti socialiste traverse en ce moment un long désert idéologique. Il a troqué son identité originelle pour une culture de gouvernement, mais il n'a pas su (ou pas osé) recompenser un corps de valeurs modernisées. Le socialisme des années 70 est obsolète, mais le PS n'a jamais franchi le sas théorique qui mène à la social-démocratie. Il a, d'une certaine façon, construit ses victoires électorales sur des défaites intellectuelles. Il accepte désormais les principes du marché et les contraintes orthodoxes des grandes équilibres. La lutte contre l'inflation et le déficit du commerce extérieur, la défense d'un franc fort, font maintenant partie de son credo officiel. Sur l'Europe, la défense, l'unité des Français, il se différencie malheureusement de la droite. Bien entendu, des clivages subsistent, et Edouard Balladur n'a pas tort de les souligner à propos de la fiscalité ou des frontières de l'économie mixte, par exemple.

Reste que l'idéologie du Parti socialiste s'est disloquée sans être reconstruite : même à propos de l'éducation nationale ou de la politique sociale, sa physionomie est devenue ambiguë. Ce n'est pas le PS qui a imposé sa marque à l'idéologie dominante de la société, mais c'est l'inverse qui s'est produit. L'idéologie socialiste est soluble dans les eaux du pouvoir.

Certes, il ne faut pas noircir le trait : le PS demeure le parti le plus populaire et ses adversaires se damneraient pour sa part d'influence au sein de l'exécutif et du législatif. Il n'empêche qu'il n'est point parvenu à devenir un parti dominant et qu'il n'a même pas su grandir comme parti de militants : il est, en nombre d'adhérents, par rapport au nombre d'habitants, le parti socialiste le plus faible de l'Europe des douze. Il traverse une crise de militantisme, il risque une crise d'identité. Il n'a pas su adapter son fonctionnement au système présidentiel et, du coup, ses structures jurent avec son comportement. On peut même soutenir qu'il connaît déjà les inconvénients d'une formation social-démocrate sans en avoir les avantages de l'organisation. En somme, le Parti socialiste lui aussi a grand besoin d'une rénovation.

ALAIN DUHAMEL

Bilan de santé « normal » pour M. Mitterrand

Le bilan de santé bi-annuel de M. François Mitterrand, réalisé au cours de la seconde quinzaine du mois de juin, a donné des « résultats normaux », indique, mardi 4 juillet, un communiqué du docteur Claude Guiblet, médecin personnel du chef de l'Etat. Le docteur Guiblet précise que, « selon le protocole médical », ce bilan comporte des examens cliniques et biologiques permettant d'apprécier des paramètres physiologiques usuels.

■ Au début de son septennat, M. Mitterrand s'était engagé à faire procéder chaque année, en juin et en décembre, à un bilan de son état de santé et à en rendre publics les résultats.

Banlieues 89 et la Cour des comptes

Une lettre de M. Roland Castro

A la suite de l'article sur la garden-party de Matignon (le Monde du 1^{er} juillet), M. Roland Castro nous écrit :

Le samedi 1^{er} juillet Daniel Schneidermann, dans un écho sur la garden-party de Matignon et mon comportement dans ce lieu, avance le montant de mes honoraires « épinglés » par la Cour des comptes : 750 000 francs. Résumons l'intérêt d'un tel chiffre : l'architecte des banlieues s'en met plein les poches. Ce chiffre est en fait dérisoire. 180 000 francs de salaire annuel et à pondérer des années de non-salaire (deux ans et demi) qui ont suivi l'année 1985.

De plus, il va apparaître que l'on a effectué avec la publication de ce rapport une véritable tentative d'assassinat politique de Banlieues 89. Dès aujourd'hui, je demande des excuses publiques à la Cour des comptes. Si je ne les obtiens pas, j'irai au Conseil d'Etat. Je n'aurai de cesse que la vérité soit établie. C'est une affaire grave qui a cherché à m'atteindre, au fond, à cet endroit ridicule qu'on appelle l'honneur, à me déstabiliser, à me discréditer médiatiquement.

Un journal tel que le vôtre ne peut que participer au rétablissement de la vérité ; qui, vous le savez, demande toujours plus d'effort que le lâcher de crachats.

EUROCAP
INSTITUT CAPILLAIRE
Plus de 30 ans d'expérience dans les soins du cheveu
4, Place Franz Liszt
75010 PARIS
(1) 48.24.33.82

SI L'ON VEUT VOIR L'EUROPE,

Gérard Chaliand
Jean-Pierre Rageau

Atlas des Européens

Fayard

Reb. 196 pages
145 cartes et tableaux en couleurs
190 F

la voir de ses yeux et tout entière, à travers son histoire et ses empires, sa culture et ses élans religieux, ses peuples et ses guerres, ses révolutions et ses migrations, ses richesses, il faut se procurer l'Atlas des Européens de Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau. Ces cartes qui défilent dans le temps retracent le trame de notre destin : elles constituent notre album de famille à nous, les Européens.

André Laurens, Le Monde

Le géant Atlas portait le Monde. Que ce petit Atlas porte la Nouvelle Europe.

Edgar Morin

Les états-nations d'Europe s'engagent dans une entreprise géopolitique dont il n'existe pas d'exemple. Seculairement divisés ou placés sous l'hégémonie d'un seul, les états-nations tentent aujourd'hui la prodigieuse aventure de l'unité. Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau, par des cartes saisissantes, commentées avec érudition, retracent leur épopée, justifient leur grand dessein.

General Galois

L'Atlas démontre en montrant. Les cartes parlent quand elles imposent une vision nouvelle. Écoutons-les, qu'elles montrent les flux et les reflux du passé, les risques et les chances du présent, à l'intérieur de l'Europe communautaire ou pour sa place dans le monde.

Voici le volume que chacun devrait avoir en main avant et après le 18 juin : les candidats et les élus, autant que leurs électeurs.

Alfred Grosser

FAYARD

Politique

Au Conseil constitutionnel

La loi de « dénoyautage » des entreprises privatisées est validée

Le Conseil constitutionnel a répondu, jeudi 4 juillet, les recours des députés et sénateurs de l'opposition qui lui demandaient de déclarer contraire à la Constitution la loi dite de « dénoyautage ». Cette loi prévoit la déclaration obligatoire au ministre de l'économie, jusqu'au 31 décembre 1992, de toute acquisition d'actions de sociétés privatisées qui porterait la participation d'une ou plusieurs per-

sonnes agissant de concert à 10 % ou plus du capital d'une telle société. Le ministre a la faculté de s'y opposer par arrêté motivé dans un délai de dix jours « si la protection des intérêts nationaux l'exige ». Le texte prévoit encore que, dans les autres cas, « les cessions sont libres, nonobstant toute convention contraire antérieure à la loi ». L'argumentation des requérants reposait essentiellement

sur l'illégalité d'une violation du principe d'égalité par la création injustifiée d'une catégorie particulière et sélective d'entreprises, les « privatisées », échappant aux règles traditionnelles des sociétés privées. Le Conseil constitutionnel a estimé que ce système dérogeait temporairement et limitait le fait de modifier un dispositif acceptable instauré en 1988 au moment des privatisations.

« (...) Dans le but d'assurer une stabilité de l'assise financière des groupes privatisés, la vente de gré à gré des actions s'est accompagnée, en règle générale, de la passation entre l'Etat et les acquéreurs d'un cahier des charges prohibant, pour une période de deux ans, toute cession des actions et subordonnant, pour une période complémentaire de trois ans, à l'agrément du conseil d'administration de la société, les cessions d'actions des membres du groupe d'actionnaires stables : (...) pour deux autres sociétés privatisées, des pactes d'actionnaires ayant un objet analogue ont été conclus, à l'instigation du ministre chargé de l'économie ;

« (...) En outre, afin d'assurer la protection des intérêts nationaux, l'article 10, alinéa 2, de la loi du 6 août 1986 prévoit la possibilité d'instituer une action spécifique qui permet au ministre chargé de l'économie, pendant une période ne pouvant excéder cinq ans, d'agréer les participations supérieures à 10 % du capital détenues par une personne ou par plusieurs personnes agissant de concert ;

« (...) Celles des sociétés appartenant antérieurement au secteur public dont la privatisation a obéi à des règles particulières destinées à assurer la protection des intérêts nationaux se trouvent par là même placées, à titre transitoire, dans une situation différente par rapport aux autres sociétés appartenant au secteur privé : (...) en raison de cette spécificité, d'ailleurs limitée dans le temps, le législateur a pu, dans le but d'assurer, au cours des premières années suivant l'opération de privatisation, la sauvegarde des intérêts nationaux, apporter des modifications temporaires au régime juridique applicable aux sociétés, faisant l'objet d'un transfert de propriété du secteur public au secteur privé, sans méconnaître le principe d'égalité ;

« (...) Sans doute (...) en contrepartie notamment des règles posées par les cahiers des charges lors de la cession de gré à gré des sociétés visées en annexe à la loi du 2 juillet 1986, le prix de cession a, après avis de la commission compétente, été fixé à une valeur supérieure à celle de l'offre publique de vente ;

« (...) Mais (...) il est loisible aux intéressés, pour le cas où l'application de la loi présenterait des inconvénients, de demander réparation, sur le fondement du principe constitutionnel d'égalité de tous devant les charges publiques ;

« (...) Il résulte de tout ce qui précède que la loi soumise à l'examen du Conseil constitutionnel n'est contraire à aucune règle non plus qu'à aucun principe de valeur constitutionnelle. »

Au sein du RPR

Présence du gaullisme s'organise en « courant »

L'organisation du RPR en courants, est-elle en train de se mettre en place ? Le conseil national du 20 juin ayant admis le principe de la représentation proportionnelle pour la désignation des instances, les « sensibilités » qui existent dans le mouvement de M. Chirac cherchent à s'affirmer. Ainsi, l'amicale Présence et action du gaullisme a effectué une démarche en ce sens auprès de M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR. Présence du gaullisme demande à être représentée en tant que telle dans la délégation du RPR qui participe aux rencontres avec les autres partis de l'opposition. Ce principe a été admis par M. Arthur Delaune, député RPR de l'Oise depuis 1976, maire de Senlis, a été désigné pour représenter ce courant.

Les membres de l'amicale ont pris leur décision après avoir constaté qu'au cours de la rencontre entre les partis de l'opposition le 28 juin (Le Monde du 30 juin), le RPR était représenté non seulement par M. Juppé et M. Alliot-Marie mais aussi par M. Michel Girard et par M. Philippe Séguin, qui n'ont pas de responsabilités officielles dans la direction du mouvement.

L'amicale parlementaire Présence et action du gaullisme, fondée en 1981 par M. Pierre Messmer, était en sommeil depuis 1986, et elle s'est réconstituée au début de 1989 en réaction, notamment, à l'épuration des « renouveaux ». Forte aujourd'hui de quarante et un députés, animée par MM. Kasparyan, Xavier Darcos, Claude-Gérard Marxas, Jean de Liptowski, elle veut peser contre l'orientation, qu'elle redoute, d'une dérive du mouvement gaulliste vers ce qu'elle considère comme un « magma centriste et libéral ». Elle veut aussi rappeler à M. Chirac, l'actualité des principes gaullistes et la nécessité de les adapter afin de conserver au RPR son « identité ». Présence du gaullisme est proche d'autres sensibilités qui existent actuellement au sein du RPR mais elle dénonce surtout l'« épuration » des « renouveaux » lorsque celle-ci est conduite en dehors du mouvement. Si ses intentions se confirment, elle constituera la première organisation d'un courant propre à l'intérieur du RPR, prenant ainsi au pied de la lettre les décisions du conseil national et de M. Chirac.

A. P.

« Européennes : un recours de M. Le Pen. — Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, a déposé, vendredi 30 juin, un recours devant le Conseil d'Etat, concernant l'attribution du 81^e siège à l'élection européenne. M. Le Pen demande l'annulation de l'attribution de ce dernier siège à la liste socialiste conduite par M. Laurent Fabius.

L'opposition dépose un recours contre la réforme de la COB

Des sénateurs de l'opposition ont déposé, mardi 4 juillet, au Conseil constitutionnel la loi relative à la sécurité et à la transparence du marché financier définitivement adoptée par l'Assemblée nationale le 1^{er} juillet.

Les auteurs du recours considèrent que l'article 5 de la loi méconnaît le principe de la séparation des pouvoirs en reconnaissant à la Commission des opérations de Bourse le pouvoir, « sur le fondement de règlements qu'elle aura elle-même établis, d'infliger des sanctions pécuniaires ».

D'autre part, la COB ne se verrait pas conférer des garanties d'indépendance suffisantes ni « les moyens financiers nécessaires à l'exercice de son nouveau pouvoir de sanctions pécuniaires ». Les sénateurs contestent l'autorisation donnée par le texte qu'« une même personne soit punie deux fois pour les mêmes faits ».

Pour les auteurs du recours, l'article 15, qui habilite le règlement du Conseil des Bourses de valeur à fixer le régime des offres publiques d'achat ou d'échange et de cession de bloc de contrôle majoritaire, ne respecte pas « les règles constitutionnelles qui déterminent le partage des compétences entre la loi et le règlement et porte atteinte aux principes constitutionnels de l'égalité devant la loi ».

Deux autres articles de la loi entraveraient également la répartition et les compétences entre la loi et le règlement (création des fonds communs de créances ; renvoi à la date d'installation de la COB, prévue par arrêté, du début d'exercice de ses compétences nouvelles).

« Les règlements des Assemblées conformes à la Constitution. — Le Conseil constitutionnel a déclaré mardi 4 juillet conformes à la Constitution deux résolutions contestant au motif les règlements de l'Assemblée nationale et du Sénat. L'article 88 du règlement de l'Assemblée prévoit désormais que pour les projets et propositions de loi portant sur des domaines couverts par l'activité des Communautés européennes les rapports établis sur ces textes comporteront en annexe des éléments d'information sur le droit européen applicable et les législations en vigueur dans les principaux Etats de la Communauté. Au Sénat, les questionnaires sont désormais autorisés à être membres d'une commission permanente. L'article 7 du règlement du Sénat, qui fixe la répartition des sénateurs dans les commissions, est modifié en conséquence.

La loi, « sans remettre en cause le droit de propriété, définit une limitation à certaines modalités de son exercice qui n'a pas un caractère de gravité tel que l'atteinte qui en résulte en dénature le sens et la portée et soit, par suite, contraire à la Constitution ».

« Violation du principe de non-rétroactivité. — Les députés auteurs de l'une des saisines critiquaient les dispositions de la loi qui déclarent, pour la généralité des cas, libres les cessions d'actions de sociétés privatisées, nonobstant toute convention contraire antérieure à la loi. Ils invoquaient notamment l'article 2 de la Déclaration de 1789. Le Conseil leur répond : « En inscrivant la liberté au rang des droits de l'homme, l'article 2 de la Déclaration de 1789 n'a pas interdit au législateur d'apporter, pour des motifs d'intérêt général, des modifications à des contrats en cours d'exécution ;

« (...) Antérieurement à l'entrée en vigueur du préambule de la Constitution de 1946, diverses lois ont, pour des motifs d'intérêt général, fixé des règles d'application à des contrats en cours ; ainsi, la prohibition de toute rétroactivité de la loi en matière contractuelle ne saurait être regardée comme constituant un principe fondamental reconnu par les lois de la République au sens de l'alinéa premier du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946. »

« (...) Dans le but d'assurer une stabilité de l'assise financière des groupes privatisés, la vente de gré à gré des actions s'est accompagnée, en règle générale, de la passation entre l'Etat et les acquéreurs d'un cahier des charges prohibant, pour une période de deux ans, toute cession des actions et subordonnant, pour une période complémentaire de trois ans, à l'agrément du conseil d'administration de la société, les cessions d'actions des membres du groupe d'actionnaires stables : (...) pour deux autres sociétés privatisées, des pactes d'actionnaires ayant un objet analogue ont été conclus, à l'instigation du ministre chargé de l'économie ;

« (...) En outre, afin d'assurer la protection des intérêts nationaux, l'article 10, alinéa 2, de la loi du 6 août 1986 prévoit la possibilité d'instituer une action spécifique qui permet au ministre chargé de l'économie, pendant une période ne pouvant excéder cinq ans, d'agréer les participations supérieures à 10 % du capital détenues par une personne ou par plusieurs personnes agissant de concert ;

« (...) Celles des sociétés appartenant antérieurement au secteur public dont la privatisation a obéi à des règles particulières destinées à assurer la protection des intérêts nationaux se trouvent par là même placées, à titre transitoire, dans une situation différente par rapport aux autres sociétés appartenant au secteur privé : (...) en raison de cette spécificité, d'ailleurs limitée dans le temps, le législateur a pu, dans le but d'assurer, au cours des premières années suivant l'opération de privatisation, la sauvegarde des intérêts nationaux, apporter des modifications temporaires au régime juridique applicable aux sociétés, faisant l'objet d'un transfert de propriété du secteur public au secteur privé, sans méconnaître le principe d'égalité ;

« (...) Sans doute (...) en contrepartie notamment des règles posées par les cahiers des charges lors de la cession de gré à gré des sociétés visées en annexe à la loi du 2 juillet 1986, le prix de cession a, après avis de la commission compétente, été fixé à une valeur supérieure à celle de l'offre publique de vente ;

« (...) Il résulte de tout ce qui précède que la loi soumise à l'examen du Conseil constitutionnel n'est contraire à aucune règle non plus qu'à aucun principe de valeur constitutionnelle. »

Dans la troisième circonscription de la Gironde

M. Noël Mamère dépose un recours contre l'élection de M. Barande (PS)

M. Noël Mamère a déposé mardi 4 juillet au Conseil constitutionnel un recours en annulation de l'élection comme député de la troisième circonscription de la Gironde, au terme d'un scrutin législatif partiel qui a eu lieu les 18 et 25 juin, de M. Claude Barande, candidat du Parti socialiste.

Cette élection législative partielle faisait suite à la démission de M. Catherine Lalumière (PS) à la suite de sa nomination au secrétariat général du Conseil de l'Europe.

Se réclamant de la majorité présidentielle, M. Noël Mamère avait affirmé le 18 juin, jour du premier tour de l'élection, M. Claude Barande qui, en obtenant 8 089 suffrages, l'avait devancé de 13 voix. Resté en lice au second tour avec M. Gérard Castagnère (RPR), maire de Talence, M. Barande était élu avec 55,73 % des suffrages exprimés.

Dans son recours, M. Mamère soutient que des abus de propagande ont été commis par son adversaire, mais surtout que « la vote lui-même a été irrégulier » et que « le décompte des suffrages exprimés » lors du premier tour fait apparaître « un écart entre le nombre d'émargements et le nombre de suffrages recensés ».

M. Mamère affirme que dans certains bureaux de vote on a laissé introduire dans l'urne destinée aux élections européennes qui avaient lieu le 18 juin des enveloppes (dont la couleur était pourtant différente) destinées aux élections législatives. Des bulletins de vote portant le nom de M. Mamère auraient été ainsi introduits dans l'urne destinée aux élections européennes.

Le recours affirme encore que, notamment à Villeneuve-d'Ornon, commune dont M. Barande est le

maire, « de nombreux émargements (...) sont irréguliers ». La signature « de nombreux électeurs » serait différente au premier et au second tour ; d'autres électeurs auraient eu lieu de signer ou de faire signer apposé une croix au regard de leur nom ou encore apposé une croix au premier tour et une signature au second.

L'étude des documents du dépouillement révèle encore, soutient le recours, que « les résultats ne peuvent être tenus pour exacts, certains et sincères » : feuilles de dépouillement tenues au crayon à papier ou raturées et modifiées.

C'est dans le contexte d'une forte opposition à ceux qui défendent, selon lui, au sein du PS girondin « des réflexes de notables et d'appareil » que M. Mamère, qui avait servi en mars dernier au Parti communiste la mairie de Règles, conteste aujourd'hui l'élection de M. Barande.

M. K.

Communication

Pressions réglementaires et grave déficit financier

La 5 au pied du mur

En publiant les bilans annuels 1988 de M6 et de la 5, le CSA juge la situation financière de cette dernière « extrêmement préoccupante ». Les pressions économiques et réglementaires menacent la chaîne de disparition. La recomposition du paysage audiovisuel privé dépendra largement des choix que devront effectuer d'ici à l'automne les deux principaux actionnaires de la 5, MM. Robert Hersant et Silvio Berlusconi.

« Les pertes cumulées des deux premiers exercices de la 5 s'élèvent à 1 636 millions de francs », note le CSA dans son bilan. « Le capital initial de 1 milliard de francs a été porté en deux augmentations à 1 373 millions en 1988, et une augmentation de 430 millions a été décidée », mais elle « paraît particulièrement délicate à réaliser », poursuit le CSA. Les deux principaux actionnaires, MM. Hersant et Berlusconi, sont en effet limités par la loi à leur pourcentage actuel de 25 %, et nul ne sait si l'homme d'affaires italien, fort critique sur la gestion de la chaîne, acceptera encore une fois de souscrire. Parmi les actionnaires restants, trois au moins (Chargés SA, Les Echos, Expar, plus de 13 % à trois) ne sont pas prêts à suivre l'augmentation. Il faudra donc que les autres actionnaires (essentiellement Groupama

et la BICM de Jean-Marie Vernes) acceptent d'augmenter leur participation, ou que la chaîne tienne compte du risque de non-souscription dans ses appels de fonds.

Si la 5 parvient à se tirer de ce mauvais pas, elle n'est pas pour autant au bout de ses difficultés. L'augmentation de capital couvre en effet les pertes antérieures mais pas celles prévues en 1989, soit environ 400 millions de francs. Prévisions sans doute optimistes car d'autres images planent sur les recettes potentielles de la 5. Traduite par le CSA devant le Conseil d'Etat, la chaîne s'attend à devoir payer une lourde amende. La loi imposant une coupure publicitaire unique dans les œuvres audiovisuelles est entrée en vigueur depuis le 1^{er} juillet et la 5 prévoit un manque à gagner de 416 millions de francs. Le projet de décret imposant des programmes français et européens aux heures de grande écoute risque de coûter fort cher à une chaîne qui s'est spécialisée dans les films et séries américaines. Enfin, le CSA, qui veille au respect du cahier des charges de la 5, exige une « modification importante de sa stratégie de programmation ». Et le conseil vient de faire clairement savoir aux responsables de la 5 qu'il n'attendrait pas la fin de l'année pour prendre des sanctions.

Difficultés financières, dissensions entre actionnaires, pressions

réglementaires des pouvoirs publics, crispation du CSA, tout semble se lier pour condamner la 5 à jeter plus ou moins rapidement l'éponge. Cette disparition éventuelle ferait plus d'un heureux. Le gouvernement, tout d'abord, qui a toujours affirmé qu'il y avait « une chaîne de trop ». Le CSA, ensuite, qui trouverait l'occasion d'affirmer sa jeune autorité et de rebattre les cartes de l'audiovisuel privé. Les télévisions concurrentes, qui y voient un espoir d'accroître leur audience et leur rentabilité. Les propriétaires des chaînes thématiques par satellite, enfin, qui, embarqués dans l'aventure de TDF 1, voudraient bien récupérer un réseau de diffusion au sol pour toucher plus rapidement leur public.

« Sortir du bois »

Les scénarios de rechange sont prêts. Certains rêvent de marier les actionnaires de la 5 et de M6 sur un même réseau — la « petite chaîne qui monte » étant ainsi touchée par ricochet, même si son bilan accuse beaucoup moins de crises de la part du CSA. D'autres souhaitent faire entrer de nouveaux partenaires dans le tour de table en en chassant quelques-uns. Mais personne ne veut pour le moment porter le coup de grâce et endosser la responsabilité d'une disparition de la 5 actuelle. Confiant dans l'inéluctable spirale

du déficit, le CSA et les pouvoirs publics attendent que MM. Hersant et Berlusconi « sortent du bois » en clarifiant leur stratégie. Les deux « frères ennemis » de la 5, eux, sont moins pressés.

M. Berlusconi, qui a mis un pied dans TF1 en achetant 3,9 % de son capital, n'a sans doute aucune intention de lâcher la proie pour l'ombre, c'est-à-dire de passer l'éponge sur ses lourds investissements dans la 5 sans être assuré de garder une position dans l'audiovisuel français.

Quant à M. Hersant, dont les équipes tiennent solidement en main les postes-clés de la 5, il n'est pas homme à se retirer du jeu audiovisuel sans contrepartie. Dans ce jeu où le CSA peut bloquer des mouvements mais guère en susciter, l'attentisme ne pourra pourtant durer longtemps. C'est tout le sens de l'avertissement du CSA, qui conclut son bilan de la 5 en énonçant trois conditions impératives de survie pour une « chaîne fragile » : fidélité de ses actionnaires ou de la majorité d'entre eux ; maintien ou progression de la couverture et de l'audience ; absence d'infractions d'une gravité telle qu'elles conduiraient « l'instance de régulation à prendre des mesures dont les conséquences sur la chaîne seraient profondes ».

MICHEL COLONNA D'ISTRIA et JEAN-FRANÇOIS LACAN.

A la faveur d'une augmentation de capital

Cerus prend 18,7 % du groupe Expansion Finances

Cerus, la société de M. Carlo De Benedetti vient de rentrer à hauteur de 18,7 % dans la filiale presse quotidienne du Groupe Expansion. Cette filiale (Expansion Finances) regroupe la Tribune de l'Expansion, l'Agefi et la Lettre de l'Expansion. L'opération, réalisée à la faveur d'une augmentation de capital, est présentée comme la suite logique du rapprochement entre les deux groupes autour de la DAFSA.

An début de l'année, la société d'édition financière DAFSA, filiale de Cerus, avait en effet procédé à un échange d'actions avec Agefi Développement. L'alliance réalisée sur le secteur de l'information financière s'ajoute maintenant à celui de la presse économique quotidienne.

Certains observateurs estiment cependant que cet investissement de Cerus dans la presse quotidienne témoigne de l'intérêt aigu de M. De Benedetti

— qui vient de prendre en Italie le contrôle du groupe Espresso — pour les activités de communication et prépare des acquisitions plus importantes en France. On évoque notamment un rachat des parts de la Générale Occidentale, filiale de la CGE, dans le Groupe de la Cité (Presses de la Cité, Larousse, Nathan, Express).

Le scénario n'est pas impossible puisque l'UAP, premier actionnaire de Cerus, détient aussi des parts de la Générale Occidentale. De plus, la compagnie d'assurances est aussi l'actionnaire de référence d'Ilva, partenaire de la Générale Occidentale dans le Groupe de la Cité. Mais les discussions autour d'une vente éventuelle des actifs de communication de la Générale Occidentale — pour le moment démentie par M. Pierre Suard, PDG de la COB, — ne semblent pas sur le point d'aboutir.

J.-F.L.

« M. Parretti signe une option d'achat sur TMC Italie. — Le mystère autour de la vente du réseau de télévision italien. Telemontecarlo s'épaissit. MM. Giancarlo Parretti et Florio Fiorini (Sasea) affirment, le 4 juillet, avoir signé une option d'achat avec la société brésilienne Globo, propriétaire de la chaîne. Le producteur français Norbert Sade, qui détenait, lui aussi, une option d'achat pour le compte d'un mystérieux groupe de financiers, a annoncé son intention de porter l'affaire devant les tribunaux.

Avec cinq fonctionnaires civils pour un officier

Une direction collégiale à la DGSE

Trois mois après sa nomination à la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), M. Claude Silberzahn vient de s'entourer d'un état-major de cinq collaborateurs — dont un seul officier général — choisis pour correspondre à la nouvelle organisation des services secrets français, décidée par lui-même et approuvée par le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, qui exerce la tutelle administrative. Cette direction d'un service aux tâches pluridisciplinaires se veut collégiale et, en ce sens, elle peut paraître atypique pour une institution à laquelle, traditionnellement, le secret impose un cloisonnement de ses structures internes.

Volontaire pour assurer cette fonction de « patron » des services secrets et distingué, parmi d'autres candidats possibles, par M. François Mitterrand pour sa neutralité de haut fonctionnaire de la préfecture et pour son habileté à traiter du dossier néo-calédonien au cabinet de M. Laurent Fabius, alors premier ministre, M. Silberzahn s'est donné trois mois de réflexion à la tête de la DGSE avant d'entreprendre quel que ce soit. Il en a tiré un double diagnostic.

Primo : avec ses réussites (le renseignement militaire et le renseignement scientifique, technique, industriel ou financier sont jugés de bonne facture, même s'ils ne font pas toujours à l'extérieur le honneur du service) et malgré ses carences (le renseignement politique et diplomatique paraît irrégulièrement correct, dans le temps et dans l'espace), la DGSE doit conserver le souci d'être le « bras armé » de l'action internationale de la France. Mais son principal responsable doit être capable de prendre des initiatives — et, du même coup, des risques — en s'inspirant de l'opinion des orientations données par le chef de l'Etat et sans nécessairement attendre de lui le détail de toutes les directives.

Secundo : le directeur du renseignement est, du fait même des structures de la DGSE qui font tout remonter à lui, un homme très puissant, parfois trop puissant par rapport au directeur général du service auquel il peut faire de l'ombre et qu'il peut chercher à isoler. Nommé directeur du renseignement en juillet 1987, le général Jean Pons n'a pas dérogé à la tradition qui remonte à une quinzaine d'années.

Une cellule stratégique

M. Silberzahn a mis donc fin, il y a quinze jours, aux fonctions du général Pons, qui a été nommé adjoint au général commandant le corps d'armée français en Allemagne fédérale (le Monde du 24 juin).

La réforme, à laquelle M. Chevènement vient de donner son aval, consiste à élire, en quelque sorte, un numéro deux à la tête de la DGSE et à instituer quatre grandes direc-



Cette direction, qui a en charge l'exploitation tous azimuts du renseignement, devrait être cependant amputée de la présentation — qui échoit à la « cellule » — du produit fini aux administrations clientes de la DGSE. De même, lui échappent les activités opérationnelles proprement dites du service « action », qui dépendent d'elle jusqu'à présent.

Sous l'autorité du directeur général, le service « action » demeurera dirigé par le général Jean Heinrich, nommé en septembre 1987 après le départ du colonel Jean-Claude Lesquer, qui le commandait pendant l'affaire Greenpeace. Ce service réunit les forces spéciales du 11^e régiment parachutiste de choc et des techniciens de la clandestinité en garnison à Cerottes (Loiret), à Evreux (Eure), à Quenecourt (Finistère), au camp de Sissonne (Aisne) et au fort de Noy-le-Sec, dans la région parisienne. C'est une population qui a eu du mal à surmonter l'écho du minage du Rainbow Warrior en 1985, même si, d'autre part, les mêmes hommes, parfois, de la mission « Oxygène » dans le Pacifique ont réussi des opérations demeurées secrètes.

La fin d'une chasse gardée

L'un des prédecesseurs de M. Silberzahn avait déjà tenté l'expérience, en confiant entre 1980 et 1982 un travail similaire à M. André Lux, un ancien officier passé à la préfecture.

A la direction du renseignement, le général Pons sera remplacé par M. Michel Lacarrière, un haut fonctionnaire de police, qui a fait toute sa carrière à la direction de la surveillance du territoire (DST), puis aux renseignements généraux (RG). Pour des agents orthodoxes et peut-être anciens de la DGSE, c'est une nomination qui surprendra. Le poste n'est pas statiquement une « classe gardée » des militaires, et des civils — des officiers ayant, il est vrai, abandonné très tôt leur uniforme — l'ont occupé autrefois. Mais la corporation des militaires l'avait quasiment annexé. M. Silberzahn rompt avec des habitudes décennales et son choix, explique-t-on à la DGSE, s'est porté sur un professionnel de la recherche du renseignement, indépendamment de son origine.

Une direction technique de la DGSE a été confiée à M. Jérôme Ventre, ingénieur général des télécommunications de formation, avec pour objectif d'intensifier encore l'investissement du service dans le domaine de l'informatique.

Enfin, M. Silberzahn a attribué à l'un de ses anciens collaborateurs, M. Jean-Claude Tressens, la direction administrative et financière. Préfet de la Creuse depuis 1987, M. Tressens a été secrétaire général de la Seine-Maritime quand l'actuel « patron » des services secrets en était le préfet.

M. Tressens va arriver dans une institution où il devra apaiser le

Une politique de personnel

avec la DGSE, le poste aurait dû logiquement revenir à un homme du sérail. Ses nouveaux collègues observent tout cet inconnu venu de la DST, monde souvent paranoïaque, si différent de celui des RG où l'on a l'habitude du travail en milieu « ouvert » ; certains attendent même la « boulette » qu'il espère imminente. Erreur d'appréciation : le nouveau patron, dont le caractère donne, à tort, l'image de la placidité, se considère avant tout comme un homme de renseignement. Il saura se convertir au nouveau style et faire travailler les sept cents fonctionnaires qui peuplent ses services. En 1986, lorsque M. Jacques Chirac investit Matignon, puis en 1988, lorsqu'il le quitta, M. Michel Lacarrière est parmi les hauts policiers qui, importunables, demeurent à leur poste.

Le voici aujourd'hui promu. Il aurait sans nul doute préféré réaliser un vieux rêve familial et prendre la tête de la DST. Mais il est « victime » de sa réputation — et est plutôt moins fou que d'autres », confie, non sans complaisance, un haut policier qui a travaillé avec lui — et de celle de son ancien service, particulièrement performant dans la recherche, ces dernières années, des terroristes du Proche-Orient.

GEORGES MARION.

traumatisme des militaires, qui auront le sentiment d'avoir été évincés des postes hiérarchiques, à un moment où il lui faudra également concevoir une véritable politique du personnel, pour embaucher davantage de jeunes civils de qualité. Environ 60 % des trois mille agents de la DGSE sont des civils, mais les fonctions de hautes responsabilités étaient de longue date réservées par les militaires. L'intention de M. Silberzahn n'est pas d'inverser la proportion. Il s'agit apparemment de faire en sorte que le service secret français soit considéré par d'éventuels candidats comme une institution de l'Etat aussi respectable que toutes les autres et leur garantissant des profils de carrière aussi attrayants qu'ailleurs.

Là est le pari de l'équipe qui se met en place et qui s'est donnée jusqu'au 1^{er} octobre prochain pour élaborer la « politique de l'intelligence » au pouvoir politique, en améliorant la production du service, et à de nouveaux recrutés qui seraient tentés de participer à cette aventure, malgré les contraintes d'un métier exercé sans fil de protection.

Eternel problème que d'aménager à des civils — fonctionnaires en titre ou « honorables correspondants » sélectionnés pour leurs compétences et leurs mérites — une plus large place à la DGSE, quand l'armée sert de vivier où puiser des personnels aux qualifications diverses, disponibles et faciles à renouveler.

L'état-major de M. Silberzahn ne ignore pas, qui croit pouvoir bénéficier, pour résoudre ses problèmes, d'un armistice entre des services français longtemps rivaux et, aujourd'hui, tous contrôlés par des civils de la préfecture qui se voient à l'exception du Centre d'exploitation du renseignement militaire (CERM), le plus secret des services, peut-être le plus marginal, mais pas nécessairement le moins efficace.

JACQUES ISNARD.

M. Jérôme Ventre

(Né le 15 février 1943 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), ancien élève de Polytechnique, de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications et de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Jérôme Ventre a servi à la direction des télécommunications du réseau national avant d'appartenir au commissariat général du Plan, puis en 1975 au cabinet du secrétaire d'Etat à l'ETI, M. Aymer Achille-Folli. Ingénieur général des télécommunications, il a ensuite réintégré l'administration centrale des télécommunications.)

M. Jean-Claude Tressens

(Né le 23 mars 1938 à Paris et ancien diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, licencié en droit, M. Jean-Claude Tressens a notamment dirigé le cabinet du préfet du Canal (1965), il a été sous-préfet d'Alberville (1973) avant de devenir directeur de la station et de l'Office de tourisme de Val-d'Astres (1976). En 1980, il est secrétaire général de la Haute-Normandie, et, en 1982, secrétaire général de la Seine-Maritime, succédant à M. Claude Silberzahn. En 1987, il quitte ce poste (où il a servi, alors que M. Silberzahn est revenu, en 1985, Rouen, comme préfet de la région Haute-Normandie et préfet de la Seine-Maritime) pour prendre les fonctions de préfet de la Creuse.)

M. Chevènement souhaite que les « élites » n'échappent plus au service militaire

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense, a visité lundi 3 juillet le 57^e régiment d'artillerie de Briche (Moselle) où il a expliqué les dernières mesures prises sur la réorganisation des armées et évoqué l'avenir du service national.

« Nous n'avons ni les moyens ni la volonté de passer à l'armée de métier. Le service national est donc irremplaçable pour l'armée comme pour la nation. Ce ne serait pas servir la défense nationale que de le supprimer », a expliqué M. Chevènement qui a estimé qu'il faut une plus grande universalité du service militaire. « Il faut changer les choses dans le contenu du service. En particulier, il n'est pas normal que ceux qui ont fait des études, qui les élites tentent d'échapper à leurs obligations. Je souhaite, a conclu le ministre, que l'on remède à cette situation. »

[Actuellement, quatre étudiants sur cinq après le deuxième cycle universitaire échappent au service militaire, on se faisant exempter ou dispenser, ou encore en choisissant d'autres formes — plus confortables — du service national comme la coopération à l'étranger ou l'emploi dans un laboratoire scientifique. — J.L.]

Mort de Jean Leguay, ancien responsable de la police de Vichy pour la zone occupée

Jean Leguay, soixante-dix ans, qui fut, sous le gouvernement de Vichy le délégué, pour la zone occupée, de René Bousquet, secrétaire général de la police, est mort le dimanche 2 juillet des suites d'une longue maladie dans une clinique du quinzième arrondissement, à Paris. L'annonce de ce décès a été communiquée à l'Agence France-Presse par M. Yves Jaffré, avocat de Jean Leguay qui, à deux reprises, en 1979, puis en 1986, avait été inculpé de « crimes contre l'humanité ». La première fois pour sa participation présumée à l'organisation de la rafle du Vél d'Hiv des 16 et 17 juillet 1942 ; la seconde dans le cadre de l'affaire Maurice Papon et de l'arrestation et de la déportation à Bordeaux, entre juin 1942 et août 1944, de 1 690 juifs.

Opéré d'un cancer du foie il y a plus d'un an, Jean Leguay restait sous le coup de ces deux inculpations mais n'avait jamais été arrêté, restant volontairement à la disposition des magistrats chargés d'instruire ces deux dossiers.

Un retraité inculpé de crimes contre l'humanité

Jean Leguay en a donc fini de ses ennemis, relatifs, avec la justice. N'étaient les deux inculpations de crimes contre l'humanité qui lui furent notifiées successivement en 1979 et 1986, il aura mené, depuis 1975, la vie d'un paisible retraité. Ce privilège, partagé avec Louis Darquier de Pellepoix, commissaire général aux questions juives de mai 1942 à février 1944, décédé, à l'âge de quatre-vingt-un ans, en 1980 en Espagne et avec René Bousquet, ancien secrétaire général de la police de Vichy, pourrait surprendre, s'agissant de personnages considérés comme les principaux responsables français de la rafle du Vél d'Hiv.

Encore faut-il pour le comprendre savoir que Jean Leguay et René Bousquet ne cherchaient jamais à échapper physiquement à l'autorité judiciaire, ce qui ne fut le cas ni de Darquier de Pellepoix ni, dans un autre dossier, de Paul Touvier. Et que pour de multiples raisons, notamment des témoignages et documents contradictoires, les procédures n'aboutirent jamais.

Le cas de Jean Leguay fut, à cet égard, exemplaire. Entré très tôt dans la carrière préfectorale, Jean Leguay fut du 16 novembre 1940 au 1^{er} janvier 1942, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne. En mai 1942, sous-secrétaire de la zone occupée par les Allemands le délégué du secrétaire général à la police du gouvernement de Vichy, René Bousquet, il devait assumer ce poste jusqu'au mois de janvier 1944, date à laquelle il devint préfet de l'Orne, fonction qu'il cessera bien évidemment d'exercer au lendemain du débarquement allié en juin 44.

Les premiers ennemis, plutôt administratifs que judiciaires, vécus par l'ancien délégué de René Bousquet, commenceront à ce moment-là. Jean Leguay, touché comme d'autres par l'épuration, sera révoqué de ses fonctions de préfet par un décret du 25 mai 1945. Dix ans plus tard, le Conseil d'Etat, statuant en contentieux, annulera cette révocation par un autre décret du 23 décembre 1955. Dans son arrêt, la haute juridiction relevait à l'appui de sa décision que « le sieur Leguay justifiait, par son attitude, dans l'exercice de ses fonctions, contre l'exercice de ses fonctions en son pouvoir, les entreprises de toutes natures de l'ennemi ».

● Découverte du cadavre d'une jeune femme. — Le corps d'Isabelle Rabou, la jeune kinésithérapeute disparue en mai dernier près de Toulouse, a été retrouvé lundi 3 juillet dans un champ de la commune de Saint-Loup (Haute-Garonne). Ce village est proche de la base aérienne de Toulouse-Francastel, près de laquelle avait disparu, dans la nuit du 30 au 31 mai, la jeune fille âgée de vingt-trois ans. Les enquêteurs avaient retrouvé sa voiture carbonisée.

RELIGIONS

L'estimant insuffisante

Le Vatican critique la décision de la Cour suprême sur l'avortement

L'Osservatore romano, organe officiel du Vatican, a exprimé, mardi 4 juillet, des réserves sur la décision de la Cour suprême des Etats-Unis limitant l'accès à l'interruption volontaire de grossesse. « Si cette décision tend dans un certain sens à restreindre l'avortement, estime le quotidien, elle ne s'attaque pas au fond du problème, c'est-à-dire au droit à la vie de tout être humain conçu et pas encore né. » Ce droit est « inviolable et intangible », écrit l'Osservatore romano, rappelant que « la vie humaine doit être totalement respectée et protégée dès le moment de la conception ».

« Protéger les Français contre l'occupant »

C'est quelques années plus tard, en 1979, que les ennemis de Jean Leguay avec la justice allaient commencer. L'ancien préfet devait même être le premier Français inculpé après le vote de la loi du 26 décembre 1964 sur l'imprescriptibilité des crimes commis contre l'humanité. Une plainte déposée par M^{rs} Serge Klarsfeld contre Jean Leguay au nom de plusieurs familles de déportés de la rafle du Vél d'Hiv aboutissait, le 12 mars 1979, à son inculpation par M^{lle} Martine Anzani, juge d'instruction à Paris, de Jean Leguay pour « crimes contre l'humanité consistant en arrestations illégales, séquestrations arbitraires, abus d'autorité, actes de barbarie, enlèvements d'enfants et mauvais traitements d'enfants ».

Le magistrat instructeur décidait à ce moment-là de laisser Jean Leguay en liberté. Et ce dernier, se défendant de toute participation à ces crimes, multiplia les déclarations pour affirmer qu'il n'avait eu d'autre souci pendant cette période que de « protéger et de défendre les Français contre l'occupant ». Ce n'était évidemment pas l'avis des plaignants qui affirmaient eux que non seulement Jean Leguay avait participé à une série de réunions organisées par la Gestapo en juillet 1942 pour préparer la rafle du Vél d'Hiv, mais qu'il aurait également, ainsi que le déclarait M^{rs} Klarsfeld, en le comportement « d'un policier politique chargé de négociations avec les Allemands au cours desquelles il fit des ouvertures ». Ces « ouvertures » auraient consisté selon M^{rs} Klarsfeld à proposer d'ajouter les enfants juifs aux adultes arrêtés et déportés à partir du 16 juillet 1942.

Le 29 octobre 1986, une nouvelle inculpation pour « crimes contre l'humanité » était prononcée par M. Jean-Claude Nicod, juge d'instruction à Bordeaux, contre Jean Leguay. Ce magistrat instruisait depuis 1981 le dossier ouvert sur le rôle joué dans cette ville entre juin 1942 et août 1944 par M. Maurice Papon, à l'époque secrétaire général de la préfecture de la Gironde. L'ancien ministre avait été lui-même inculpé une première fois le 19 janvier 1983 puis une seconde le 8 mars 1984, de « crimes contre l'humanité » pour le rôle qu'il aurait joué dans l'arrestation et la déportation de 1 690 juifs durant l'Occupation.

Le décès de Jean Leguay intervient alors que ni l'un ni l'autre de ces dossiers, respectivement à l'instruction depuis dix et trois années, n'ont abouti. Un décès qui, bien évidemment, éteint toute action judiciaire et permet à M^{rs} Yves Jaffré l'avocat de l'ancien responsable de la police vichyste en zone occupée de déclarer : « De toutes les manières, il n'y avait rien contre mon client dans son dossier judiciaire. »

M. Michel Lacarrière : un homme de renseignement

La surveillance du territoire est chez les Lacarrières une tradition. Avant-guerre, déjà, le père de M. Michel Lacarrière était inspecteur du contre-espionnage à Marseille. Il devait terminer sa longue carrière comme commissaire de la direction de la surveillance du territoire (DST) à Lille. La fille gravita plus rapidement les échelons, mais toujours par la même voie : celle de la DST.

Né en 1941, nommé commissaire en novembre 1968, la première chance de M. Michel Lacarrière aura été d'être apprécié par M. Marcel Châtelet qui devient, en 1976, patron de la DST. Entré dans le service à la Libération, au retour de captivité, M. Châtelet est un vieil ami de M. Lacarrière père. Il prend auprès de lui le fils qui occupera désormais les fonctions officielles de chef de cabinet.

La ligne traditionnelle de la DST est à cette époque l'antivieillesse. Mais, la guerre froide n'étant plus ce qu'elle était, la DST doit évoluer. M. Châtelet, fidèlement suivi par M. Lacarrière, qu'il considère comme son fils, saura négocier en douceur les premiers virages : l'ennemi demeure rouge, mais on insiste désormais moins sur les secrets militaires qu'il cherche à dérober que sur le savoir-faire industriel qu'il s'ingénie à copier. La DST lancera alors

de vigoureuses campagnes de sensibilisation dans le monde industriel. Elle saura aussi, autre titre de gloire, recruter un agent soviétique qui lui livra les secrets des directions du KGB chargées d'organiser la collecte des renseignements industriels et commerciaux glanés dans le monde capitaliste.

Le travail en milieu « ouvert »

Survient 1981 et l'élection de M. François Mitterrand. Passe difficile pour un service qui, tenu en méfiance par les socialistes, voit lui-même, avec effroi, les communistes accéder au gouvernement. Deux ans plus tard, lorsque quarante-sept « diplomates » soviétiques désignés par la « tseupa » de Moscou sont expulsés de France, les relations sont redevenues excellentes. La « professionnalisme » du service est à nouveau reconnu et M. Michel Lacarrière, réputé « plus ouvert » que la moyenne de ses collègues, y a sa part. On le constate lorsqu'il est nommé, en septembre 1983, directeur des renseignements généraux (RG) de la préfecture de police.

Beaucoup sont alors surpris. C'est que, comme aujourd'hui

avec la DGSE, le poste aurait dû logiquement revenir à un homme du sérail. Ses nouveaux collègues observent tout cet inconnu venu de la DST, monde souvent paranoïaque, si différent de celui des RG où l'on a l'habitude du travail en milieu « ouvert » ; certains attendent même la « boulette » qu'il espère imminente. Erreur d'appréciation : le nouveau patron, dont le caractère donne, à tort, l'image de la placidité, se considère avant tout comme un homme de renseignement. Il saura se convertir au nouveau style et faire travailler les sept cents fonctionnaires qui peuplent ses services. En 1986, lorsque M. Jacques Chirac investit Matignon, puis en 1988, lorsqu'il le quitta, M. Michel Lacarrière est parmi les hauts policiers qui, importunables, demeurent à leur poste.

Le voici aujourd'hui promu. Il aurait sans nul doute préféré réaliser un vieux rêve familial et prendre la tête de la DST. Mais il est « victime » de sa réputation — et est plutôt moins fou que d'autres », confie, non sans complaisance, un haut policier qui a travaillé avec lui — et de celle de son ancien service, particulièrement performant dans la recherche, ces dernières années, des terroristes du Proche-Orient.

GEORGES MARION.

Société

JUSTICE

Un arrêt de la Cour de cassation

Jean-Charles Willoquet restera en prison

Sans un revirement de jurisprudence de la Cour de cassation, Jean-Charles Willoquet serait libre aujourd'hui même. Déjà, depuis le 1^{er} décembre 1975, cet homme de quarante-cinq ans se désignait lui-même comme « un bandit et un voyou » en se confiant à Frédéric Lebelley, auteur d'un ouvrage consacré aux condamnés à de longues peines (1).

Le 25 mars 1977, la cour d'assises de Paris lui avait infligé vingt ans de réclusion criminelle pour une vingtaine d'agressions à main armée. Six jours plus tard, la même juridiction le condamnait, à nouveau, à vingt ans de réclusion criminelle pour deux tentatives de meurtre et une prise d'otages commises lors de son éviction du Palais de justice de Paris en juillet 1975. Pour parvenir à s'enfuir, il avait ouvert le feu, blessant sérieusement le colonel Guillemin, commandant la garde du Palais, et le gendarme Germain, avant d'emmener deux magistrats en otages pour les libérer quelques minutes après sur un parking. Mais à cette deuxième condamnation, la cour d'assises avait ajouté une peine de cinq ans de prison pour sanctionner le délit d'évasion. Il semble que les jurés, à l'époque, étaient convaincus que cette peine se confondait automatiquement avec les vingt ans de réclusion criminelle,

et certains protestèrent, estimant qu'ils avaient été mal informés.

De fait, l'article 245 du code pénal prévoit sans ambiguïté que les condamnés pour évasion « subiront cette peine immédiatement après l'expiration de celle qu'ils auront encourue pour le crime à raison duquel ils étaient détenus ». Il s'agit là d'une exception à la règle du non-cumul de peines résultant de l'article 5 du code pénal, dont Willoquet bénéficiait, par ailleurs, puisque les deux peines de réclusion criminelle se trouvaient confondues. Mais Jean-Charles Willoquet refusait d'effectuer ces cinq ans de prison supplémentaires et multiplia en vain les demandes de confusion.

Par le jeu des remises de peine les vingt ans de réclusion se terminaient le 4 juillet 1989, et — est-ce un hasard ? — le même jour, la chambre criminelle de la cour de cassation examinait un pourvoi « dans l'intérêt de la loi et du condamné », formé à la demande du garde des sceaux le 24 février 1989. Ce pourvoi s'appuyait sur un argument juridique permettant d'annuler la peine de cinq ans. Car une jurisprudence ancienne considérait que l'addition de sanctions n'était possible que si la cour d'assises avait jugé en même temps le crime pour lequel il était déchu et le délit d'évasion.

Dans son arrêt, la chambre criminelle a décidé de modifier cette appréciation en déclarant : « Il n'importe [pas] que la peine de cinq ans pour évasion avec violence prononcée contre Willoquet [...] ait été à l'occasion d'une condamnation pour des faits [...] qui ne motivent pas la détention du prévenu ». Et les juges suprêmes relèvent que, « selon l'article 245 du code pénal, la peine réprimant l'évasion est prononcée sans préjudice des plus fortes peines encourues pour d'autres crimes ou délits commis dans ses violences par le dit condamné », pour en déduire que l'addition des peines « ne comporte aucune restriction tenant à l'ordre dans lequel les faits successifs sont soumis à la juridiction de jugement ».

Jean-Charles Willoquet restera donc en prison. A Frédéric Lebelley, il avait confié : « Ça me rend fou, une histoire pareille. Si je n'y parviens pas, alors, gare ! Ces cinq années, je ne peux pas les faire ». Les juristes, eux, qui ont pour habitude de donner un nom aux arrêts modifiant, de manière importante, la jurisprudence, parleront désormais de « l'arrêt Willoquet ».

MAURICE PEYROT.

(1) *Tête-à-tête*, par Frédéric Lebelley, Grasset, 274 p., 85 F.

FAITS DIVERS

Les ramifications en Suisse de la « peseta connection »

Plus d'un milliard de francs auraient été blanchis en deux ans

BERNE de notre correspondant

Alors que la Suisse est encore sous le coup du scandale sans précédent de la « filière libanaise », une nouvelle affaire de blanchiment d'argent « sale » vient d'être révélée par le ministère public de Bâle. Depuis la confirmation, mercredi 28 juin, du démantèlement d'un important réseau de trafiquants de cigarettes, voire de drogue, opérant en partie dans la cité suisse, chaque jour apporte des précisions complémentaires sur ce que la presse helvétique appelle déjà la « peseta connection » (le Monde du 4 juillet).

Les enquêteurs ont découvert que, depuis plusieurs années, des cargaisons à Bâle acheminaient dans les eaux internationales, près des côtes du nord de l'Espagne, des cargaisons de cigarettes d'origine américaine provenant de Belgique ou d'Algérie. La marchandise était ensuite chargée sur des vedettes rapides pour être écoulée en Espagne. Dans un second temps, les revenus de ce trafic étaient spécialement transférés d'Espagne à Bâle, via Genève, par des voitures spécialement aménagées. Les pesetas ainsi convoyées étaient d'abord déposées sur un compte de l'Union de banques suisses (UBS) à Bâle, puis versées et changées en dollars sur un compte d'une filiale de la même banque à Zurich avant d'aboutir sur le compte d'une société domiciliée au Liechtenstein.

Selon la brigade des stupéfiants, plus de 1 million de dollars auraient été transférés chaque semaine, ce qui représenterait entre 100 et 200 millions de dollars (650 millions à 1,3 milliard de francs) blanchis au cours des deux dernières années. Etant donnée l'ampleur de ces montants, les enquêteurs ont des raisons de penser que derrière la contrebande des cigarettes pourrait se dissimuler un trafic de cocaïne. « La suite de l'enquête montrera si cette hypothèse, que plusieurs indices viennent étayer, est solide », indique un communiqué du ministère public de Bâle.

A la mi-juin, la police avait appréhendé un convoyeur français, Joseph Arrieta, et un douanier suisse, Gérard Chapuis, chef d'un poste de douanes des environs de Genève, informateur présumé des trafiquants. Enfin, mardi 21 juin, la police avait arrêté Michael Hauguel, directeur de la société bâloise Porospa, officiellement spécialisée dans le commerce des bijoux. Par la même occasion, de nombreux documents étaient saisis lors de perquisitions dans les locaux des trois sociétés, Porospa, Palais Holding et MTC, établies à Bâle.

Un système hautement perfectionné

Il aura fallu un long travail de fourmi et toute l'obstination d'un juge de Mülhausen, M. Germain Senzel, pour parvenir à ce résultat. En 1978 déjà, en collaboration avec des collègues allemands et italiens, le magistrat avait découvert un trafic non seulement de cigarettes mais aussi d'armes et de fonds au profit de l'ETA, organisé à partir du territoire suisse et avec des ramifications jusqu'en Allemagne de l'Est. Quelques années plus tard, ces mêmes réseaux parvenaient à être spécialisés dans l'exportation frauduleuse de capitaux.

En 1985 s'amorçait une collaboration avec un juge d'instruction bâlois, M. Joerg Schild, concerné par les mêmes dossiers. La DEA (les services anti-drogue américains) traitait à son tour en scène jusqu'au démantèlement final de ces réseaux.

Le juge alsacien pense avoir mis

la main sur « une laverie industrielle d'argent sale qui utilisait la Suisse, ses banques et ses sociétés évangéliques, ainsi que les lacunes de sa législation ». La contrebande de cigarettes, d'alcool, de parfums ou même d'armes n'est en effet pas punissable dans la Confédération, pas plus que le blanchiment de l'argent de la drogue, omis par le code pénal suisse.

Pour M. Senzel, l'organisation incriminée avait mis au point un système hautement perfectionné. Grâce à la corruption, elle serait parvenue à assurer de multiples compléments jusqu'au sein de l'administration du ministère public et même parmi certains cadres de banques à l'insu de leurs responsables. Lors d'une perquisition au domicile d'un convoyeur de fonds français, les enquêteurs ont découvert le numéro de téléphone secret du centre d'écoulement téléphonique installé par la police suisse aux PTT à Bâle. Il y a quelques mois, un passeur basque avait réussi à échapper à la police venue l'arrêter, prévenu auparavant par un douanier suisse complice du réseau. Ce dernier avait eu connaissance du mandat de recherche lancé par les enquêteurs bâlois.

Les enquêteurs espèrent maintenant avoir accès aux comptes des destinataires des fonds. Selon l'instruction, les sociétés suisses impliquées dans le blanchiment n'auraient servi que d'intermédiaires pour des prestations de services, qui restent à découvrir.

En tout cas, la mise au jour de cette affaire apparaît aussi comme l'une des conséquences des remous provoqués par le scandale de la « filière libanaise », qui a coûté leurs postes à M^{me} Elisabeth Kopp, ministre de la justice, et à M. Rudolf Gerber, procureur général de la Confédération. D'ailleurs, le juge bâlois Joerg Schild vient d'être nommé chef d'un nouveau service renforcé de lutte anti-droge à Berne. Autre indice significatif : l'Union de banques suisses a confirmé que des fonds provenant de ce trafic de cigarettes avaient bel et bien transité par ses filiales de Bâle et de Zurich, mais qu'elle en ignorait l'origine. La banque a également précisé qu'il y a quelques semaines déjà elle avait interrompu ses relations avec la société bâloise incriminée à la suite de contrôles effectués sur les comptes de certains de ses clients qui procédaient régulièrement au commerce de billets. Cette initiative avait été prise précédemment dans le sillage de l'affaire de la « filière libanaise ».

JEAN-CLAUDE BUIHIER.

MÉDECINE

Selon M^{me} Dufoux

Le déficit de la Croix-Rouge française atteindrait 120 millions de francs

Interrogé mardi 4 juillet par la chaîne hospitalière de télévision Canal Santé, M^{me} Georgina Dufoux, nouvelle présidente de la Croix-Rouge française, a indiqué que le déficit de l'association est d'environ 120 millions de francs et que, dans ces conditions, elle va procéder à des licenciements, à la fermeture de certains établissements et à la diminution des frais de gestion.

Une dizaine de dispensaires fermés

Révéé en avril par une enquête conjointe de l'inspection générale des affaires sociales et de l'inspection des finances, ce déficit n'a pas pour origine, selon M^{me} Dufoux, « des malhonnetetés majeures ». Cependant, a-t-elle ajouté, « des choses inacceptables » ont été faites,

en particulier « des erreurs de gestion, financières et administratives ».

Selon M^{me} Dufoux, qui a refusé d'évaluer le nombre de licenciements prévus (la Croix-Rouge française compte actuellement treize mille neuf cents salariés), le déficit de l'année 1988 provient davantage des services centraux que des établissements hospitaliers. « C'est donc, a-t-elle déclaré, sur ces services que devra porter l'effort maximum ».

En ce qui concerne les quelque cinq cents établissements hospitaliers que possède la Croix-Rouge, M^{me} Dufoux a noté que certains dispensaires « perdent beaucoup d'argent » et que, en conséquence, « une dizaine d'entre eux seront fermés ».

Le grand mufti d'Egypte se prononce contre la mise à mort des sidatiques

LE CAIRE de notre correspondant

Le cheikh Mohamed Seyed Tantawi, grand mufti d'Egypte, a affirmé que l'islam ne permettait pas que les personnes atteintes du sida ou de toute autre maladie soient tuées, même si leur cas est désespéré.

Le cheikh Tantawi, qui est l'autorité suprême en matière d'interprétation autorisée de la législation islamique, s'est prononcé en réponse aux déclarations du cheikh Abdallah El Machad selon lesquelles les sidatiques devaient être exécutées et les femmes enceintes atteintes du syndrome exécutées (le Monde du 4 juillet).

Le cheikh Tantawi a qualifié les déclarations du cheikh El Machad d'« injustes flagrantes ». Le grand mufti a toutefois indi-

qué que le châtiment de l'adhérence (la mort) pouvait être appliqué aux personnes atteintes du sida à deux conditions : « Que les autorités médicales affirment que le mal n'a pu être contracté que par l'adultère, et que le malade avoue ou que l'on trouve les preuves de son adultère ».

Le grand mufti a toutefois estimé que les malades pouvaient être « isolés dans un lieu où il ne peuvent pas répandre la contagion ». Cette prise de position pourrait donc aboutir à un renforcement des mesures de confinement déjà appliquées aux personnes atteintes du sida. Plusieurs sidatiques ont été récemment arrêtées à leur arrivée à l'aéroport du Caire et enfermées à l'hôpital des maladies infectieuses.

A. B.

SCIENCES

Feu la fusion froide

L'hébdomadaire britannique *Nature* consacre la couverture de son numéro daté jeudi 6 juillet à la fin des espoirs placés par certains dans les travaux du Britannique Martin Fleischmann et de l'Américain Stanley Pons. Les deux hommes avaient, le 23 mars, affirmé avoir réussi à obtenir à partir de l'électrolyse de l'eau lourde une réaction de fusion nucléaire. Celle-ci même qui se produit au cœur du Soleil et des étoiles (et lors de l'explosion d'une bombe H), et que des milliers de chercheurs s'efforcent en vain de domestiquer depuis trente ans dans d'énormes machines (le Monde du 24 mars).

Nature s'appuie notamment sur le compte rendu (publié dans le même numéro) d'expériences de vérifications menées à l'université Yale qui, malgré un système de mesures très sophistiqué, n'ont pas permis de détecter la moindre émission anormale de neutrons ou de rayonnement gamma (signes de fusion nucléaire) sur des cellules d'électrolyse analogues à celles de Fleischmann et Pons.

Ces résultats sont conformes à ceux de la plupart des manipulations menées un peu partout dans le monde depuis le 23 mars. Et notamment en France, où des physiciens du CEA ont utilisé, au Bugey et sous le tunnel du Fréjus, des électrodes extrêmement puissantes préparées pour un tout autre usage (l'étude des neutrinos), pour arriver à la même conclusion négative (le Monde du 19 avril).

En France toujours, M. Marius Chermia (université Paris-VI-CNRS) a pu compléter ces vérifications en mesurant et en expliquant l'origine des dégagements anormaux de chaleur observés lors de la reproduction des expériences de Fleischmann et Pons. Ses travaux montrent que cet excédent d'énergie est causé non pas par une réaction de fusion nucléaire, mais par la recombinaison spontanée d'une partie des atomes de deutérium (hydrogène « lourd ») et d'oxygène de l'eau lourde que l'électrolyse avait séparés. Il a pu prouver en outre que ce phénomène se produit de la même façon (avec l'hydrogène) quand on utilise de l'eau ordinaire !

Dans son éditorial, M. John Maddox, le directeur de *Nature*, se garde bien toutefois d'accabler Fleischmann et Pons qui, dit-il, étaient sans doute « persuadés d'avoir trouvé un moyen de changer le monde » en croyant découvrir une source d'énergie fabuleuse à partir d'observations « peut-être pas grossièrement fausses ». De nombreux points obscurs subsistent en effet. Et des « fusions froides » très isolées et limitées restent théoriquement possibles, ce qui explique l'étonnante modération de nombreux scientifiques vis-à-vis de Pons, et surtout de Fleischmann, considéré généralement comme un chercheur brillant. Mais l'espoir fou de domestiquer l'énergie du Soleil dans une simple éprouvette est apparemment bien mort.

JEAN-PAUL DUFOUR.

● Ariens : Tir prévu pour le 12 juillet. — La trente-deuxième vol de la fusée Ariens, reporté au dernier moment samedi 1^{er} juillet en raison d'un incident technique, a été fixé à mercredi 12 juillet entre 2 h 14 et

3 h 48 du matin (heure de Paris). Ce tir sera le dernier de la version Ariens du lanceur européen, qui doit mettre en orbite l'orbiter 1, un satellite expérimental de communications européennes.

ENVIRONNEMENT

Les difficultés d'une expérience inédite de traitement de déchets

Amiens piégé par ses ordures ménagères

Inaugurée le 8 octobre 1988 par le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, entouré de toutes les autorités locales, l'usine de traitement d'ordures ménagères d'Amiens marche actuellement au tiers de sa capacité. Le biogaz, qui devrait alimenter le réseau, brûle en pure perte dans une torche. La maison mère, Valorga, est en redressement judiciaire depuis le 16 juin. Le fleuron de la valorisation des déchets est devenu un fardeau pour la nouvelle municipalité. L'usine cherche un repreneur... ou un mécène.

AMIENS de notre envoyé spécial

Il y a neuf mois, on célébrait en grande pompe « une première mondiale ». La ville d'Amiens, en effet, se lançait dans une aventure industrielle inédite : un lien de mettre à la déchirure ses ordures ménagères, comme naguère, on le faisait incinérer, comme les autres grandes agglomérations, elle décidait d'adopter le procédé Valorga de valorisation des déchets. Ses quelque 53 000 tonnes annuelles d'ordures ménagères allaient, par les vertus techniques d'incinération, se transformer en biogaz (racheté par Gaz de France), en compost vendu comme engrais agricole, et en chaleur capable de chauffer des serres de cultures florales. Et tout cela pour un prix de 33 F la tonne, soit le coût de mise en déchirure dans un site non marché. Un rêve écologique, en quelque sorte.

Pour la municipalité d'ailleurs, dirigée par les communistes, l'usine Valorga devait faire oublier l'échec du TGV Nord dont le tracé ne passerait pas par Amiens. A quelques mois des élections municipales, les

choix d'une technologie d'avant-garde, 100 % française, était bien faite pour séduire. Le PDG de Valorga, M. Michel Bonhomme, contribua à la séduction du projet. Ancien écolo de Grenoble, qui a naguère lutté contre le suréquipement de Creys-Maillieu et s'est présenté aux élections en 1977 (sans être élu), il a ensuite dirigé une MJC et exercé divers métiers sans rapport avec sa situation actuelle. « Je n'étais pas fait pour devenir industriel », avoue-t-il. Mais il rencontre un pionnier de la méthanisation, Gilbert Ducodier, soixante-dix-huit ans, qui a fait ses premières expériences à l'INRA (Institut national de recherche agronomique) en 1934. Michel Bonhomme, subjugué, s'engagea dans cette brèche et créa la société Valorga en 1981, qu'il implanta à Vendargues, dans la banlieue de Montpellier.

Excellent démarcheur, Michel Bonhomme « vend » son procédé à plusieurs villes (Amiens, Nîmes, Dunkerque, Lorient, Saint-Brieuc, Quercy, Poitiers-Penniers) et même jusqu'à Tahiti ! A Amiens, Michel Bonhomme crée une filiale, la Sotradép (Société de traitement des déchets picards) et fait accepter son dossier par le conseil municipal en 1985. Des subventions sont obtenues, et un accord est passé avec Gaz de France pour la commercialisation du méthane, comme un peu plus tard à Nîmes. La ville d'Amiens, conquise, garantit les 100 millions de francs empruntés pour la construction de l'usine pilote, qui doit traiter non seulement les déchets de la ville (53 000 tonnes par an), mais aussi ceux de la région (110 000 tonnes au total). On pose la première pierre en 1986 et, deux ans plus tard, on inaugure l'usine.

C'est alors que les ennemis commencent. D'octobre à décembre, la Sotradép connaît panne sur panne. Les digesteurs se bouchent, les

presses se grippent, il faut constamment arrêter l'une ou l'autre chaîne de production pour des mises au point et des remplacements de pièces — quand ce ne sont pas des modifications du système. Prévue pour employer une dizaine de personnes, tant elle est automatisée, l'usine fait bientôt appel à soixante personnes indispensables pour surveiller boyeurs, trémies, malaxeurs et tous ces convoyeurs à bandes qui préparent les ordures à la digestion et au compostage.

Ce Beanbourg de la méthanisation, toutefois, ne convainc guère les électeurs du maire, M. René Lamps (PC), qui mettent à sa place M. Gilles de Robien (UDF) aux élections de mars. En mai, fait arrêter complètement l'usine car les digesteurs ne peuvent plus évacuer leur production. On s'aperçoit que le prix de traitement de la tonne est loin du prix annoncé (53 F) et plus proche de 230 F, soit le coût de l'incinération. Le produit de compost est inférieur à la quantité prévue. Quant au biogaz, il n'aurait pas les 94 % de méthane pur requis par Gaz de France pour qu'il soit accepté dans son réseau. On le brûle donc à la torche, en pure perte.

« Poursuivre l'aventure jusqu'au bout »

« Intellectuellement, c'est satisfaisant. Le bilan matière est bon », reconnaît M. Christian Mettelier, le directeur de l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED). Mais il s'inquiète de voir une expérience, effectuée dans le gigantisme et la précipitation, qui risque de ternir l'image de la valorisation des déchets. Le nouveau maire d'Amiens, qui ne nie pas non plus l'intérêt du procédé Valorga, regrette seulement que son prédécesseur se soit lancé tête baissée dans l'entreprise. Mais il ne peut

renier la caution des 100 millions empruntés par la Sotradép. Simplement, il estime que sa commune a assez donné : « Ce n'est pas à la ville d'Amiens de financer un programme national de recherche ».

Le 20 juin dernier, il a annoncé le rétablissement de la taxe sur les ordures ménagères en 1990 pour être en mesure de rembourser les traites. « Nous ne sommes pas fermés à une renégociation des tarifs », indique-t-on dans les services techniques de la mairie, qui envisagent de remonter les prix de 53 francs « aux tarifs du marché » (entre 150 et 250 francs).

Encore faut-il que Valorga, en redressement judiciaire, trouve une solution financière pour continuer. En attendant, tout est gelé à Nîmes, Lorient, Dunkerque et ailleurs. L'ANRED et le secrétaire d'Etat à l'environnement avaient leur embarras. M. Michel Bonhomme, toujours optimiste, ne baisse pas les bras. « Qu'on nous donne le droit à l'erreur, dit-il. Amiens a été conçu il y a quatre ans. Nous sommes dans la phase d'optimisation d'une usine qui marche. Il faut poursuivre l'aventure industrielle jusqu'au bout. Nous avons besoin de 10 millions d'investissements supplémentaires, je fais appel aux pouvoirs publics pour nous soutenir dans cette passe délicate ».

A l'usine même, les convoyeurs tournent, effectivement. « Nous traitons 25 tonnes à l'heure », précise le nouveau directeur, M. Jacques André. Cela correspond au traitement des deux tiers des déchets d'Amiens, et au tiers de la capacité totale (qui seule est rentable). « C'est difficile de faire son apprentissage tout en produisant », ajoute-t-il, regretant qu'on ait mis la charnue (électorale) devant les bœufs.

ROGER GANS.

Le Monde CAMPUS

Jospin le démineur

Le ministre de l'éducation a réussi une performance : faire voter une loi sur l'école sans mettre le feu aux poudres. Mais la prudence suffit-elle à faire une politique ?

UN an après son arrivée rue de Grenelle, Lionel Jospin vient de réussir ce que tout le monde aurait considéré comme une impossible gageure : il y a encore deux ans, il avait fait voter une loi d'orientation sur l'éducation, sans déclencher ni batailles rangées parlementaires (comme pour le projet Savary sur l'Université en 1983), ni déferlement populaire (comme sur l'enseignement privé en 1984), ni explosion étudiante et lycéenne comme en 1986 contre les projets de M. Devaquet. Démineur en chef, le ministre de l'éducation a donc su se tirer avec dextérité de cet exercice ténébreux qu'un de ses proches décrit de la façon suivante : « Il fallait sculpter un pain de plâtre avec un ciseau à froid en sachant que, jusqu'au dernier coup de marteau, tout peut sauter. »

Pour relever ce défi, Lionel Jospin disposait de quatre atouts maîtres : l'engagement présidentiel à faire de l'éducation une « priorité nationale » ; le consensus très large, autour de ce thème, dans l'opinion, comme dans le monde politique ; le poids politique dont bénéficiait le numéro deux du gouvernement, qui avait été pendant sept ans premier secrétaire du Parti socialiste. Enfin la majorité absolue relative des socialistes à l'Assemblée nationale constituait un garde-fou très efficace contre toute tentative de réformes à l'importation. L'heure est au pilotage en douceur, aussi loin que possible des zones de tempête.

C'est ce à quoi s'est appliqué le ministre de l'éducation. Et, dans la sécheresse des chiffres, des lois et des décrets, son bilan n'est pas mince. Les moyens d'abord. Après une injection, dès juin 1988, de 1,2 milliard de francs de mesures d'urgence, le budget 1989 marque un effort très sensible : avec près de 210 milliards de francs (soit une augmentation de 5,6 % contre 4,1 % en 1988), il permet notamment la création de près de 15 000 emplois dans les écoles, les lycées et les universités. Encore ne s'agit-il que d'une première étape. Comme l'a rappelé à maintes reprises le ministre, la priorité à l'éducation devrait être encore plus marquée dans le budget 1990 et une enveloppe de l'ordre de 6 milliards de mesures nouvelles a été programmée.

Il n'en faut pas moins pour commencer à régler la facture de la revalorisation des carrières. Au terme de plusieurs tables rondes et de négociations marathon avec l'ensemble des partenaires syndicaux, M. Jospin aura réussi à faire accepter ses propositions par la quasi-totalité des syndicats d'enseignants et en particulier par tous ceux de la FEN (Fédération de l'éducation nationale) qui ont signé les « relevés de conclusions » ministériels.

Malgré certaines réticences, en particulier à l'égard de la généralisation d'un système de primes diversifiées, comment auraient-ils pu faire la fine bouche devant les propositions du ministre : des recrutements attractifs ; des débuts de carrière nettement améliorés, notamment pour les instituteurs qui seront recrutés à partir de 1992 au niveau de la licence, comme les professeurs du secondaire ; des déroulements de carrière plus rapides... ? Au total, 11,6 milliards de francs sur cinq ans et 6 milliards supplémentaires pour les cinq années suivantes. Et le projet de loi d'orientation complète le dispositif avec la création des instituts universitaires de formation des maîtres qui devraient regrouper en 1990 l'ensemble des systèmes actuels de formation des instituteurs et des professeurs du secondaire.

Bien d'autres initiatives ont été prises : mise en place de cycles d'apprentissage de deux à trois ans pour mieux prendre en compte les rythmes d'acquisition des élèves et réduire les redoublements, mesures multiples pour renforcer l'apprentissage de la lecture, réforme de l'inspection générale, règlement du casse-tête statutaire dans les universités, lancement d'une politique contractuelle avec les établissements d'enseignement supérieur, organisation d'une réflexion tous azimuts sur la rénovation des programmes.

Le « Nobel » de Lionel

« Il en va des théories scientifiques comme du talent individuel : lorsqu'elles sont reconnues, elles apparaissent comme des évidences solides qui ne doivent leur succès qu'à leur propre poids. » Claude Allègre est tout entier dans ces quelques lignes en forme d'auto-portrait, qui précèdent l'un de ses livres, *« L'écume de la terre »*. Et son « talent individuel », dont il n'a jamais douté, — et encore moins depuis qu'il a reçu, en 1988, le prix Crafoord (le Nobel de géologie) — il l'a mis, depuis un an, au service du ministre de l'éducation.

Par amitié pour « Lionel », rencontré voilà trente ans à la cité universitaire d'Antony et dans les combats étudiants contre la guerre d'Algérie. Mais aussi par « intérêt pour la République », pour « remettre sur pied ce fichu système d'enseignement ». Un devoir aux yeux de ce brillant universitaire qui a créé le département de sciences de la terre de Paris-VII et qui a pris en 1976, la direction de l'Institut de physique du globe. Un devoir également pour ce fils d'enseignants, dont la mère, directrice d'école, participa, au lendemain de la guerre, aux travaux de la fameuse commission Langevin-Wallon de réforme de l'éducation.

Du neuf

avec du vieux

Depuis un an donc, Claude Allègre conduit cette mission comme tout ce qu'il a réalisé jusqu'à présent : avec brio. Et avec l'ambition d'être « le meilleur ». Poil ras et encolure trapue, œil aux aguets et lippe gourmande, l'homme de dogue à l'occasion, mais toujours prêt à s'ébouriffer dans les chaises fous sous les lambris du ministère. Il fonce, abole, mord si nécessaire, déballe le terrain, explore les chemins de traverse, secoue sans ménagement les universitaires plus habitués aux manières fustées de l'administration et il élargit au passage le cercle de ses détracteurs. « Allègre n'est pas un terroriste à qui personne n'ose rien refuser », lâche aujourd'hui l'un de ceux qui se sont fait brutalement marcher sur les pieds.

D'où vient, dès lors, que la performance parlementaire et le bilan de cette première année ne déclenchent guère de bravos, mais plutôt des moues dubitatives ? D'où vient ce sentiment, partagé par ses adversaires politiques — bien vite oubliés de leurs propres déboires — comme par ses frères ennemis socialistes, que cette année Jospin à l'éducation aura été celle des occasions manquées ?

A naviguer au plus près, Lionel Jospin en a, en effet, déjà plus d'un. A commencer par les enseignants. A force d'entendre tous les hommes politiques entonner le refrain de la « priorité à l'éducation », ils avaient fini par y croire. Mais ils l'avaient traduit à leur manière : « Priorité aux enseignants ! ».

Or personne ne s'était vraiment avisé que les promesses chiffrées faites par François Mitterrand dans sa *« Lettre à tous les Français »* ne permettaient guère de répondre à l'attente exacerbée de huit cent mille enseignants. Le ministre de l'éducation le reconnaît maintenant sans détour : « Ils attendaient plus et plus vite. »



Lui n'en a cure. Et il précise, suivi : « La recherche n'a pas à être prudent et pragmatique. » La preuve ? A peine le ministre était-il installé rue de Grenelle que son « conseiller spécial » lui préparait un rapport synthétique sur l'enseignement supérieur, intitulé... « Comment faire du neuf avec du vieux ? ».

Un programme qu'il s'emploie à réaliser depuis. La réforme et la modernisation de la « Rue Dutoit », l'administration centrale de l'enseignement supérieur ? Un long combat mené par Claude Allègre, pendant des mois. La réflexion commandée à tout un antépode de savants sur la réforme des programmes scolaires ? C'est là « touche Allègre ». Comme dans la négociation pied à pied avec les syndicats sur la revalorisation des carrières des universitaires.

« Il ne faut pas forcer le trait, corrige Lionel Jospin. C'est vrai que Claude est un inventeur, un créatif, un grand savant. Mais il n'est pas tout seul. Il est un homme dans une équipe dirigée par Olivier Schreiner », le directeur de cabinet. Il ajoute cependant, non sans fierté : « Il n'y a pas tellement de ministres qui ont un prix Nobel dans leur cabinet. »

On s'arrêtera ce géophysicien saisi par l'action ? Après avoir exploré quelques-uns des mystères de la planète Terre, puis tenté de bouclier la formidable inertie du système éducatif, quel nouveau terrain d'aventures peut bien le séduire désormais ? Il répond à sa manière, sans hésitation : « Je crois que je vais faire de la politique. » N'était-ce donc pas déjà le cas ? Il est depuis quatre ans, à la demande de Lionel Jospin, président du groupe des experts du Parti socialiste. Il ne tarde pas à avoir alimenté le réservoir d'idées et de propositions de la *« Lettre à tous les Français »* de François Mitterrand. Il a, depuis le 18 juin, un mandat de député européen. Et il a déjà posé des jalons dans son Hérault familial, du côté de Lodève où il est conseiller municipal pour préparer une éventuelle candidature aux sénatoriales. Il ne lui reste plus qu'à se plonger dans la bagarre du prochain congrès socialiste. Quel meilleur terrain d'expérimentation pour qu'il décide, en toute modestie : « J'ai toujours voulu maîtriser de façon simple les systèmes complexes ? »

G.C.

Il estime en effet que ses dirigeants n'ont jamais été capables d'expliquer concrètement le sens de leur nouveau slogan — « Travailler autrement » — et qu'ils ne sont guère en position de force pour faire passer une telle révolution dans les mentalités enseignantes. Car la « forteresse imprenable » n'est en réalité qu'un conglomérat d'une cinquantaine de syndicats rongé par la désyndicalisation et tarabulé par les corporatismes et l'incessante guerre F.C.P.S.

Aux yeux du ministre, s'appuyer de manière privilégiée, voire exclusive, sur la FEN apparaît donc comme un pari risqué. Le moment de vérité ne tardera pas. A peine annoncé en janvier, le projet de création d'un corps de professeurs de collège, destiné à renforcer la majorité de la FEN dans ces établissements, fait schématiser au grand jour les divisions et l'impuissance de la Fédération. Son principal syndicat, le SNI-EGC, ne parvient pas à mobiliser les bénéficiaires potentiels de ce nouveau corps. A l'inverse, le SNES, syndicat à direction majoritairement communiste, capitalise tous les mécontentements.

Pacifier

l'éducation

Craignant de ne mettre à dos toutes les catégories d'enseignants, M. Jospin change son fusil d'épaule : il abandonne le corps des collèges, pivot de la stratégie de reconquête de la FEN, laissant ainsi le champ libre au SNES dans l'ensemble du second degré, et, pour faire bonne figure, accorde aux instituteurs la perspective d'une parité avec les professeurs. Le ministre tirera rapidement les enseignements de cette volte-face. « Je suis frappé par la force de vos contradictions. Vous représentez tous quelque chose de particulier. Moi, face à vous, je représente l'Etat et dois m'efforcer de représenter l'intérêt général », déclare-t-il le 30 mars devant l'ensemble de ses partenaires syndicaux. Au grand dam de la FEN.

Ruine, le ministre de l'éducation laisse sur leur faim technocrates et modernistes de tout poil qui rêvaient de secouer le cocodier de l'éducation nationale, de demander aux enseignants de travailler plus et mieux, puis encore d'introduire une part de rémunération au mérite. Bref, d'adopter une stratégie de donnant-donnant avec les enseignants : revalorisation des carrières contre rénovation pédagogique. Malgré les pressions amicales du premier ministre, M. Jospin refusera très vite de rentrer dans ce jeu qu'il estime « casse-gueule ». « On ne fera pas évoluer le système édu-

catif en prenant des décisions autoritaires qui ne seraient pas comprises par les enseignants. Ils pensent qu'ils ont droit à une revalorisation et ils ne veulent pas payer pour cela. Je comprends cet état d'esprit », plaide-t-il sans relâche. « Manque de courage ! Formidable occasion manquée ! », lâche sans pitié un fabuliste. Commentaire de l'intéressé : « J'ai bien les tâches difficiles, pas les tâches impossibles. » Et il ajoute avec soulagement : « On est passé, avec quatre journées de grève seulement ! ».

L'humilité du commentateur vaut aussi pour le projet de loi d'orientation. Difficile en effet d'imaginer un profil plus tas que celui du texte voté par l'Assemblée nationale. Non seulement le projet initial d'une loi de programmation, longtemps défendue par M. Jospin, a rapidement été écarté par le président de la République, mais le texte de la loi d'orientation a été systématiquement débarrassé de toute innovation sujette à controverse. L'introduction d'une certaine flexibilité dans les emplois du temps des enseignants a été abandonnée. Le ministre a rejeté la suggestion du Conseil économique et social de laisser le choix de l'orientation aux parents et il a prudemment renoncé à plus tard le traitement des dossiers brillants comme la réforme des lycées ou la redéfinition des contours d'enseignement. Méritoire prudence pour qui entend « pacifier » le débat, sortir des vieilles querelles idéologiques et « rassembler les Français sur l'école ».

Reste une question-clé. De quels appuis le ministre de l'éducation pourra-t-il bénéficier pour faire progresser les deux dossiers très controversés où se jouera sans doute la crédibilité de la loi : la refonte des programmes et l'assouplissement des rythmes scolaires ? Les milliards de la revalorisation ont été annoncés sans contrepartie. « Tout le monde s'est fait rouler », explique un observateur. On a mis beaucoup d'argent sans grand effet sur le système éducatif. Et nous n'avons plus d'armes pour faire passer la suite. » Du côté syndical, le ministre n'a pas grand soutien à espérer. Les déconvenues de la FEN avec M. Jospin ont accéléré un processus de déstabilisation interne. Le SNES, principale force d'opposition à la majorité fédérale et aux réformes pédagogiques, triomphe, et le SNRTAA, syndicat de l'enseignement technique, est l'objet d'une OPA de militants trotskystes du PCI (Parti communiste internationaliste) qui est sur le point de le faire basculer.

PHILIPPE BERNARD
et GÉRARD COUTON.
(Lire la suite page 17.)

L'allemand à la base

L'allemand décline dans l'enseignement secondaire. Pour le relancer, l'Office franco-allemand mise sur l'école élémentaire.

Le ministère de l'éducation nationale a décidé de lancer, à la rentrée prochaine, des expériences d'enseignement des langues dès l'école primaire (au cours moyen). Le gouvernement veut ainsi que les jeunes Français connaissent plus facilement une langue de l'Europe du Sud et une autre de l'Europe du Nord. En même temps, les autorités veulent éviter la prédominance exclusive de l'anglais, et donc donner une chance à ses concurrents.

Pour encourager la création de classes d'allemand à ce niveau, le service linguistique de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) (1) a écrit à tous les maires des villes de plus de trente mille habitants pour leur proposer une aide financière leur permettant de rémunérer des intervenants extérieurs. Si les conditions de recrutement de ces intervenants n'ont pas encore été fixées, on peut vraisemblablement supposer que beaucoup d'entre eux seront des Allemands résidant en France et possédant une formation adéquate.

Malheureusement, cet apprentissage linguistique à partir du primaire s'accompagne d'une suppression presque générale de la sensibilisation à une langue étrangère en maternelle. Malgré la facilité des très jeunes enfants à assimiler des sons nouveaux, les responsables de l'éducation nationale n'ont pas vraiment cru à l'utilité de cette initiation précoce : depuis février 1987, cette formule a été pratiquement abandonnée.

En revanche, les échanges annuels entre quatre-vingts instituteurs français et quatre-

vingts instituteurs allemands, qui viennent dans l'autre pays pour apprendre la langue du voisin aux enfants, continueront. Depuis vingt ans, plus de trois mille de ces maîtres ont enseigné à quinze mille enfants et ont, peu à peu, inventé des pratiques pédagogiques originales. Dans le cadre de ces échanges, plusieurs régions sont privilégiées, des deux côtés du Rhin. En France, d'abord l'Alsace et le nord de la Lorraine (la Moselle), où l'allemand est largement enseigné dans le primaire (« le Monde-Campus » du 2 février). Ensuite, l'Île-de-France et la région Rhône-Alpes. En République fédérale, trois Länder du Sud (Bavière, Bade-Wurtemberg, Rhénanie-Palatinat) et la Rhénanie-du-Nord-Westphalie reçoivent la grande majorité des instituteurs français. Ces derniers enseignent aussi notre langue dans les jardins d'enfants.

En dehors de l'école, dans les municipalités, et particulièrement dans celles jumelées avec une commune d'outre-Rhin, mille cours ouverts à tous à partir de l'âge de quinze ans offrent la possibilité de s'initier à l'allemand. Jusque dans de petits villages, l'OFAJ assure des stages de formation pour les professeurs et les enseignants.

Mais les efforts de l'Office franco-allemand pour la jeunesse dans le domaine linguistique ne s'arrêtent pas là. Pour la prochaine rentrée scolaire, cet organisme favorisera les échanges scolaires pour les élèves de CM 2 et de cinquième n'ayant pas choisi la

langue de Goethe. En aidant leurs séjours en République fédérale, l'OFAJ vise à susciter leur intérêt pour l'allemand grâce à une expérience concrète de vie outre-Rhin.

Enfin, des programmes d'échanges scolaires de longue durée seront lancés à partir de septembre. Les élèves de troisième, seconde et première ayant déjà appris l'allemand pourront suivre pendant trois mois les cours d'un lycée d'outre-Rhin et recevront les jeunes Allemands dans leur établissement. Tous seront hébergés dans les familles, et leurs études dans l'autre pays seront reconnues comme parties intégrantes du programme scolaire.

Une image

trop élitiste

Toutes ces mesures arrêteront-elles le déclin régulier de l'allemand dans l'enseignement public depuis 1958 ? Entre 1978 et 1987, le nombre d'élèves étudiant en première langue est passé de 15 % à 13 %, au profit de l'anglais, choisi par 85 % au lieu de 81 %. La proportion de ceux prenant l'allemand comme deuxième langue est tombée de 30,5 % à 25,8 %, au profit de l'espagnol, qui attirait 50,20 % des jeunes au lieu de 40 % neuf ans plus tôt. Du coup, durant l'année scolaire 1987-1988, le nombre total des germanistes (22,3 %) était à peine supérieur à celui des hispanistes (22 %).

Co déclin s'explique en partie par l'image encore trop élitiste de cette langue. Ce phénomène ne peut être arrêté que par une volonté politique suivie, visant à favoriser une véritable identité européenne, qui ne peut s'exprimer pleinement en anglais.

Un tel rééquilibrage linguistique n'est pas impossible : outre-Rhin, l'enseignement du français progresse. Selon les dernières statistiques de la conférence des ministres de la culture des dix Länder, le nombre total d'élèves apprenant cette langue est passé de 18 % en 1973 à 25,9 % en 1984. La très grande majorité d'entre eux l'étudie comme seconde langue à partir de la septième classe, qui équivaut à peu près à la quatrième dans l'Hexagone (2). Mais les jeunes d'outre-Rhin parlent souvent mieux le français que leurs camarades français ne parlent l'allemand. C'est particulièrement le cas des élèves des établissements scolaires de Sarre, où le français est presque toujours la première langue à partir de la cinquième classe, qui correspond en général à la sixième chez nous.

Ailleurs, l'anglais domine. Pour vraiment améliorer la connaissance de la langue du voisin dans les deux pays, Rudolf von Thadden, professeur d'histoire à l'université de Göttingen, propose d'accorder des avantages aux étudiants possédant la double identité culturelle : « Ainsi, en France, des points supplémentaires devraient être donnés aux candidats à l'agrégation maîtrisant la langue de Goethe. Et, en Allemagne, il conviendrait que la connaissance du français fait aussi importante que celle du latin ».

LAURENT LEBLOND.

(1) 51, rue de l'Amiral-Mouchet, 75013 Paris. Tél. : 45-81-11-66. Rhododendron 23, 5340 Bad Homburg 1, tél. : 02224/1808-0.

(2) A partir du secondaire, le système scolaire allemand est très différent du système français. Au Gymnasium (lycée), les classes vont de la 5^e à la 13^e.

Le dopage avant l'examen

Selon une enquête de l'université de Besançon, plus du quart des étudiants prennent des stimulants ou des calmants avant les examens. Les étudiants en médecine et en pharmacie sont les plus nombreux à se doper...

Les étudiants français ont-ils l'habitude de se doper pour mieux réussir leurs examens ? On se doutait que oui, mais une enquête réalisée à l'université de Besançon montre que ce phénomène est plus répandu que prévu (1).

Sur les 500 étudiants ayant répondu au questionnaire proposé, plus du quart absorbent des produits stimulants ou sédatifs ou, plus encore, un cocktail savamment dosé d'excitants et de tranquillisants. Les spécialistes pharmaceutiques utilisés sont extrêmement variés. Parmi les psychostimulants qui ont la faveur des étudiants et représentent plus de la moitié des médicaments choisis, on trouve aussi bien les classiques associations de vitamines que des amphétamines, comme le coupe-faim, ou de la fénazone, qui présente à la fois une action antispasmodique et anorexigène. On remarque aussi, dans une proportion inquiétante, le Captagon, une amphétamine aux effets secondaires redoutables, inscrite au tableau des stupéfiants. Parmi les tranquillisants, toute la gamme des benzodiazépines est représentée et, paradoxalement, le triazolam, un hypnotique connu pour provoquer des pertes de mémoire sévères et, parfois, des hallucinations dans les minutes qui suivent le réveil.

Les filles se « droguent » plus volontiers que les garçons, mais préfèrent en général les sédatifs aux stimulants. Mais filles ou garçons, ceux qui étudient la médecine ou la pharmacie sont nettement plus nombreux à se doper : 42 % des étudiants en médecine et

48 % des futurs pharmaciens consomment des psychotropes (de préférence des stimulants) contre 22 % des étudiants en droit et 9 % seulement des étudiants en sciences. Les jeunes gens dont les parents exercent une profession médicale ont davantage recours aux médicaments, tout au moins en période d'examen. Ce sont les étudiants qui vivent en cité universitaire qui absorbent le moins de produits. Les boursiers, contrairement aux jeunes gens qui reçoivent une aide financière familiale, sont peu amateurs de produits dopants.

La grande majorité des étudiants (85 %) se déclarent satisfaits de l'efficacité des stimulants ou des tranquillisants et se disent prêts à recommencer l'année prochaine, en dépit des effets secondaires ressentis par la plupart d'entre eux.

A l'heure de l'alarmante progression des toxicomanies médicamenteuses, ces données, même parcellaires, témoignent d'une banalisation inquiétante de la consommation des médicaments, même si on ignore encore les processus qui transforment une consommation occasionnelle en une habitude plus régulière, voire en une véritable toxicomanie. Plusieurs produits — même utilisés de façon momentanée — sont dangereux, certains, telles les amphétamines, créant rapidement une dépendance pharmacologique.

BÉATRICE BANTMAN.

(1) Etude publiée dans les Cahiers de la prévention, éditée par le comité départemental d'éducation pour la santé du Doubs.

Le supplément « Campus » ne paraîtra pas pendant les vacances, il reprendra mercredi 6 septembre (Le Monde daté 7).



ANTHROPOLOGIE

Regard africaniste sur la maladie

QU'EST-CE qu'un malade dans notre culture occidentale ? Quels rapports les individus entretiennent-ils avec le malheur ? Pour approcher ces questions, Sylvie Fainzang présente en un *Cahier de l'Homme* un ensemble d'hypothèses et de réflexions à partir d'une double expérience. Elle a mené des enquêtes ethnologiques dans une société africaine, chez les Bés du Burkina-Faso. Par la suite, dans le cadre d'une équipe de chercheurs, dirigée par Marc Augé, cette anthropologue a travaillé dans une commune de la région parisienne : La Ville-du-Bois.

Autrefois peuplée de marcheurs, cette agglomération de cinq mille habitants présente les caractéristiques typiques de la « rurbanisation ». Ouvriers, employés, petits cadres ont essaimé depuis une vingtaine d'années dans ce qui ne fut longtemps qu'un village. Le développement massif d'un habitat pavillonnaire s'est accompagné d'une diversification des populations : outre les nouveaux venus, des immigrés portugais se sont installés et des « sages » vivent en caravanes près des lotissements. Tout cela a contribué à structurer la communauté autochtone.

Cette coexistence de cultures différentes n'est pas sans effet sur l'interprétation que donnent les individus de leurs maladies. Et ce sont ces interprétations, telles qu'elles émergent dans le discours quotidien du patient, qui intéressent avant tout l'anthropologue. En observant des cas contrastés, Sylvie Fainzang souligne à quel point l'analyse subjective de la cause du mal se confond avec la mise en cause d'un Autre malveillant. L'ethnologue distingue quatre modèles de mise en accusation : l'auto-accusation (une personne se juge coupable de l'émergence ou de l'aggravation de son mal) ; la mise en accusation de l'Autre proche (parent, voisin, collègue) ; la mise en cause de l'Autre éloigné (l'Autre culturel, l'immigré par exemple, constitue le type même du bouc émissaire) ; enfin la mise en accusation globale de la « société », des conditions de travail, et du mode de vie urbain.

En mettant au jour ces modèles d'accusation, Sylvie Fainzang montre que les modes de représentation de la maladie dans notre société présentent avec l'interprétation de l'infortune dans les sociétés lignagères des analogies frappantes. Dans les deux cas on retrouve des modèles communs d'auto-accusation et de mise en accusation de l'Autre. Toutefois dans les sociétés lignagères les modèles prédominants mettent en cause l'individu lui-même et l'Autre familial. Ici l'interprétation du mal réactualise les pesanteurs du lignage et de l'ordre traditionnel. Dans les sociétés occidentales, il semble que la mise en accusation prenne bien plutôt le tour d'une contestation de l'Autre culturel, et plus largement de la société, telle qu'elle est (mal) vécue par l'individu.

L'approche comparée, le « regard africaniste » sur la maladie dans l'univers urbain de la région parisienne présente l'intérêt d'offrir un éclairage nouveau sur un ensemble de phénomènes auxquels se trouvent confrontés les médecins, eux-mêmes de plus en plus sollicités de prendre en compte les dimensions psychologiques et culturelles des maux dont souffrent leurs patients. Ces lignes thérapeutiques ouvrent une riche perspective pour des enquêtes à venir sur les représentations de la maladie dans le monde moderne.

MARCABÈLES.

* SYLVIE FAINZANG, *Pour une anthropologie de la maladie en France, un regard africaniste*, Cahiers de l'Homme, Éditions de l'HESS, 90 F.

SOCIOLOGIE

Le dictionnaire de Raymond Boudon

Le Dictionnaire de la sociologie, publié sous la direction de Raymond Boudon, vient combler une lacune dans un domaine où, entre les ouvrages de spécialistes et les compilations hâtives, on ne trouvait guère sur le marché d'outil de vulgarisation réussissant à se mettre à la portée du grand public, tout en offrant des analyses pénétrantes et rigoureuses.

Il est conçu autour de quelque 300 entrées, signées par une constellation de spécialistes d'horizons divers, et couvre l'ensemble des domaines sociologiques aujourd'hui étudiés. Comme toute entreprise collective de ce genre, certains choix pourront prêter à discussion, mais la qualité des contributions en garantit la valeur et l'intérêt. Deux sortes d'approches ont été privilégiées : l'une monographique ; l'autre, analytique. La première définit (un peu trop succinctement la pensée et l'œuvre d'une trentaine de sociologues majeurs : Raymond Aron, Émile Durkheim, Karl Mannheim, Karl Marx, Georg Simmel, Max Weber...). La seconde propose la définition des concepts sociologiques les plus courants. Le lecteur aura donc accès aux données et aux évolutions les plus récentes, à travers un éventail d'articles qui explorent les notions fondamentales (anomie, ethos, habitus, socialisation...), les outils méthodologiques (enquête, entretien, panel, questionnaire...), les théories et les courants de pensée (culturalisme, évolutionnisme, fonctionnalisme, historicisme...) sans oublier les grandes orientations de recherche (divorce, culture de masse, jeunesse, relations professionnelles...).

Un système de renvois vers une importante bibliographie en fin de volume complète utilement ce dictionnaire.

RÉMY RIEFFEL.

* Dictionnaire de la sociologie. Larousse (collection « Essentiel »), 240 p., 120 F.

ÉDUCATION

La pédagogie psychanalytique. Origine et histoire

par Jeanne Meil.

L'auteur retrace l'expérience méconnue d'éducateurs et d'enseignants qui ont développé dans leurs pratiques professionnelles, dès la fin du XIX^e siècle, l'idée que la psychanalyse pouvait fonder une nouvelle manière d'enseigner et d'éduquer.

* Dano, collection « Organisation et sciences humaines », 215 p., 140 F.

Lire des droits de l'homme à l'école

par Jacques Cizani.

Aborder les droits de l'homme à partir de la littérature de jeunesse : tel est le propos de ce petit manuel pratique, destiné aux enseignants des écoles et des collèges. L'objectif visé est « de rendre concrètes les notions formalisées par les déclarations des droits de l'homme, d'amener les enfants à les repérer dans les textes et dans la vie, et de pratiquer une pédagogie de projet ».

* Magnard, collection « Actions pédagogiques », 169 p., 65 F.

LITTÉRATURE

Atelier d'écriture, éléments pour la rédaction du texte littéraire

par Anne Roche, Andrée Calgnet et Nicole Valtz.

L'écriture serait-elle réservée aux seuls écrivains ? Ce manuel prend le parti du contraire et propose aux élèves, aux étudiants, et à tous ceux qui s'intéressent à l'écriture, de passer à l'acte. Après une introduction théorique, sept chapitres réunissent des exemples et des exercices autour d'un axe particulier : pour une rhétorique sans larmes, écrire des nouvelles... Sous le titre *La Dissertation littéraire*, Bordes publie également des éléments de méthodologie pour la préparation aux examens et aux concours (sujets et corrigés), par Claude Scheiber.

* Bordes, 166 p., 80 F.

Henri Michaux. Qui êtes-vous ?

par Brigitte Curvy-Vial.

Une curieuse question, reconnaît l'éditeur, posée à celui qui ne voulait pas être connu et refusait les photographes. Brigitte Curvy-Vial tente de « retrouver le cheminement par lequel l'écriture et la peinture ont permis à Henri Michaux de faire passer son autoportrait en plume ». On y découvre l'observation des modes de travail de Michaux, et des correspondances qui en témoignent (Paulhan).

* La Manufacture, 253 p., 88 F.

PHILOSOPHIE

Penser l'événement

par Hannah Arendt, traduit sous la direction de Claude Habib.

Hannah Arendt, théoricienne du totalitarisme, voyait dans l'événement le centre d'attraction de la pensée. Cet ouvrage réunit une quinzaine d'articles écrits aux États-Unis entre 1942 et 1975, et consacrés à la question allemande, le problème de l'état juif et la « République américaine ».

* Belfond, collection « Littérature et politique », 268 p., 130 F.

Le Monde

CAMPUS

LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS

l'actualité sociale, culturelle et pratique

TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

UNIVERSITÉ DE PARIS-SUD

FACULTÉ DE DROIT DE SCEAUX

Formations de 3^e cycle préparées à la faculté de droit Jean-Monnet à Sceaux, 54, bd Desgranges

DEA DROIT CANONIQUE : M. LELIEVRE ; DEA POLITIQUE CRIMINELLE ET DROITS DE L'HOMME : M. DELMAS-MARTY ; DESS DIPLOMATE ET ADMINISTRATION DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES : M. LE MORZELLE ; DESS DROIT DE LA SANTÉ : M. LEMOINE DE FORGES et M. FALLET, co-directeurs ; DESS ENTREPRISES PUBLIQUES : M. DURUPY ; DESS ESCALATÉ INTERNATIONALE : M. DIBOUT, M. RASSAT, M. LE GALL, co-fondateurs du DESS.

Une habilitation a été demandée pour la création d'un DIPLOME D'UNIVERSITÉ EN DROIT ET INFORMATIQUE. Inscriptions du 3 au 21 juillet.

QUE FAIRE AVEC OU SANS LE BAC ?

Tout sur les 25 000 formations et les 3 000 établissements de l'enseignement supérieur.

36.15
LETUDIANT

كتاب الناصي

APRÈS UN AN DE « RÉGNE » RUE DE GRENELLE

Jospin le démineur

(Suite de la page 15.)

La situation semble si critique que les socialistes eux-mêmes ont dû se replier sur la stratégie à adopter. Certains, au SNL, pensent qu'il est urgent de se replier sur le noyau dur des instituteurs, quitte à créer d'autres syndicats pour le second degré et à se passer de la FEN. Mais la maison mère ne l'entend pas ainsi. « A brève échéance, la survie de la FEN sera posée », n'hésite plus à écrire son secrétaire général, Yannick Simbrun. Curieuse situation, un an après le retour de la gauche aux affaires. M. Jospin en aura-t-il le grand révélateur. Quant aux parents, même si la loi d'orientation renforce leur place dans l'école, ils ne paraissent pas en

mesure de sortir des seconds rôles où ils ont été confinés jusqu'à présent.

Plan de projet

« Les projets à grand souffle, on a vu ce que ça donnait. Certes, ça décollait mais c'était surtout la soufflé de l'explosion. (...) Je ne veux pas d'une révolution éducative sur papier et donc sans lendemain, mais une évolution durable », lançait récemment Lionel Jospin à la tribune de l'Assemblée nationale. Mais ce pragmatisme affiché et tactique ne masque-t-il pas l'absence d'une véritable stratégie pour l'école ? Dans ce domaine comme dans d'autres, le

socialisme de gouvernement n'est-il pas en panne d'idées ? se demandent aujourd'hui bien des enseignants. Ils ne savent plus très bien ce que la société attend d'eux, de l'institution qu'ils servent. Les ministres successifs répondent, sans trop y croire : « 80 % des jeunes au niveau du bac ! » Mais aujourd'hui comme hier, on ne tombe guère amoureux d'un taux de croissance.

M. Jospin s'inscrit dans cette continuité : piloter intelligemment le système sans faire trop de vagues, et parier sur la durée pour laisser mûrir les évolutions nécessaires, telle est finalement son ambition. Cela peut-il suffire ? « Faute d'une remobilisation sur le sens de l'école, la grisaille de la vie enseignante risque de perdurer. Du coup, les projets du

ministre destinés à mieux faire tourner le système risquent de patiner », analyse Bernard Charlot, professeur de sciences de l'éducation à l'université Paris-VIII.

Entre les réformes utopiques d'hier, et l'obsolescence gestionnaire d'aujourd'hui, le ministre trouvera-t-il la voie d'un projet mobilisateur ? La se joue probablement l'avenir des relations entre la gauche et les profs. Et, du même coup, la carrière politique de Lionel Jospin. Le ministre de l'éducation n'a pas été le toboggan que certains lui prédisaient. Il n'est pas non plus le tremplin qu'il escomptait.

PHILIPPE BERNARD
et GÉRARD COURTOIS.

Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie, chaque semaine, des offres de stage en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement la CDEI, association responsable de ce service lancé en coopération avec la MNEF, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'adressant au minitel 36-15 JOBSTAGE.

Les entreprises désireuses de passer les offres sont priées de consulter directement cette association au : (1) 47-35-43-43.

MARKETING

Lien : Paris. Date : juillet. Durée : 2 mois. Indemnité : 1 200 F. 1 450 F. Profil : Ecole de commerce ou marketing. Obs. : Réalisation d'un travail publicitaire et réflexion marketing pour un client. 14531.

Lien : Jouarre-Pontchartrain. Durée : 3 mois. Indemnité : 3 600 F. Profil : bac+1. Obs. : Campagne de planning, analyse des arguments et tableau de bord. 14526.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Indemnité : 3 000 F. 4 000 F. Profil : bac+4. Obs. : organiser des réunions de parents volontaires et consommateurs. 14525.

Lien : Paris. Date : juillet. Durée : 3 mois. Indemnité : 3 000 F. 3 500 F. Profil : bac+4. Obs. : constituer une base de données pour les besoins du service paritaire. 14524.

COMMUNICATION

Lien : Paris. Date : juillet. Durée : 3 mois. Indemnité : 4 000 F. Profil : bac+2. Obs. : rédaction d'un manuel sur un logiciel informatique de gestion. 18530.

Lien : Maisons-Alfort. Date : juillet. Durée : 1 mois. Indemnité : 2 000 F. 4 000 F. Profil : bac+2. Obs. : diffusion d'offres dans les dépts vers pour le titre. 18544.

Lien : Noyes-le-Grand. Date : fin de septembre. Durée : 4 mois. Indemnité : 3 000 F. Profil : bac+2. Obs. : organisation de manifestations, mise à jour du fichier presse + organisation de relations publiques + travaux de secrétariat. 18533.

Lien : Paris. Date : juillet. Durée : 1 mois à mi-temps. Profil : bac. Indemnité : 3 000 F. Obs. : technicien audio.

ECOLE DES ARTS ET MÉTIERS DE L'IMAGE
3,5 Rue BEAUMARCHAIS 93000-MONTREUIL (PARIS)
(1) 48 57 08 80

MI 21
cours à temps complet
PHOTOGRAPHIE
DÉCORATION DE PLATEAU
MAQUILLAGE DE PLATEAU
ARTS GRAPHIQUES
MAQUETTE
ANNÉE PRÉPARATOIRE

ADELIE
Informatique Conseil
Notre contrat moral : « la haute qualité des prestations que nous fournissons à nos clients ».
La SSII qui s'engage...
15 rue de Rome, 75006 PARIS
Tel : (1) 43.87.12.10

capable de faire de la duplication grand public et missions en auditorium. 18545.

INFORMATIQUE

Lien : Saint-Pierre-de-Boguenard. Date : juillet. Durée : 3 mois. Indemnité : 4 000 F. Obs. : participer à la finition d'un atelier de génie logiciel. 17536.

Lien : Paris. Date : juillet. Durée : 3 mois. Profil : bac+2. Obs. : contribution d'un logiciel informatique, développement d'applications spécifiques. 17539.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Profil : bac+3. Obs. : micro langage. DBase-III, assister opérateur. 17522.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Profil : bac+2. Obs. : divers travaux informatiques. 17508.

ÉLECTRONIQUE

Lien : Nanterre. Date : immédiat. Durée : 3 mois et demi. Profil : bac+2. Indemnité : 2 500 F. Obs. : électronique de puissance. 20509.

Lien : Vauvres. Date : immédiat. Durée : 3 mois (6 mois souhaités). Indemnité : 5 600 F. Profil : bac+2. Obs. : assurer une permanence téléphonique technique auprès des nos clients, les renseignements en cas de panne. 20537.

Lien : Paris. Date : juillet. Durée : 3 mois. Profil : bac+2. Indemnité : 1 400 F. Obs. : développer une application informatique sur Macintosh. 17540.

PUBLICITÉ

Lien : Gonesse. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Profil : bac. Obs. : réalisation d'un catalogue sur PAO. 19543.

Lien : Montreuil. Date : août. Durée : 12 mois. Indemnité : 8 000 F. Profil :

bac+2. Obs. : maquette PAO, mise en page de documents. 19542.

Lien : Lille. Date : août. Durée : 1 mois. Profil : école de graphisme, BTS pub. Obs. : travaux sur Macintosh. 19540.

Lien : Paris. Date : juin. Durée : ind. Profil : bac+2. Obs. : recherche maquette clavette. 19539.

SECRÉTARIAT

Lien : Courbois. Date : août. Durée : 2 à 3 mois. Indemnité : 2 500 F. Profil : bac+1. Obs. : secrétariat dans un service marketing, anglais indispensable. 24541.

Lien : Vauvres. Date : juin. Durée : 2 mois. Indemnité : 4 300 F. Profil : bac. Obs. : secrétariat classique au sein d'un service commercial + classement et frappe + TTX. 24526.

Lien : Saint-Cloud. Date : juillet. Durée : 3 mois. Indemnité : 5 000 F. Profil : bac+2. Obs. : traduction et saisie d'un ouvrage américain de vulgarisation. 24531.

Lien : Paris. Date : juillet. Durée : 3 mois. Indemnité : 1 500 F. Profil : bac+1. Obs. : secrétariat, TTX, bonne présentation et organisée. 24521.

VENTE

Lien : Paris. Date : juillet. Durée : 3 mois. Indemnité : 8 000 F. Profil : bac+2. Obs. : poste commercial gestionnaire dans le domaine micro-informatique. 16513.

Lien : Paris/Provence. Date : immédiat. Durée : grandes vacances. Indemnité : % sur ventes. Profil : bac. Obs. : diffusion de bouquets de fleurs dans restaurants et hôtels. 16516.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 an. Indemnité : 3 000 + %. Profil : bac+2. Obs. : gestion d'un secteur commercial géographique. 16476.

de 1993 ont mobilisé, autour de ce projet, talents, ressources et énergies.

En France, le Bicentenaire de la Révolution aura en le mérite insigne d'associer des états généraux des langues !

La BBC, quant à elle, n'a besoin d'aucun prétexte historique pour vendre, avec profit, ses séries de langues - dont le français - dans le monde entier.

M. KUHN,
responsable des programmes
FR 3 Lorraine-Champagne-Ardenne.

Les énarques et la vente

Vous vous inquiétez dans « Le Monde-Campus » du 25 mai de la « réserve » des élèves de l'ENA à l'égard de la vente, à la suite de deux sondages : l'un, effectué auprès d'une dizaine d'élèves, l'autre... dans nos têtes, puisque, selon vous, « une part non négligeable d'entre [nous] se retrouveront - ou rêvent de se retrouver - à la tête d'entreprises publiques ou privées ».

Que les rêveurs regardent la réalité en face : seuls 10 % des anciens élèves de l'ENA se trouvent actuellement dans une entreprise, publique ou privée, et une moindre proportion encore « à leur tête ». Leur recrutement, on peut le supposer, est dû davantage à leurs qualités personnelles qu'à une formation dont la vente a été si déplorablement absente. Quant aux autres, ils continuent à accomplir dans l'administration la mission de service public pour

laquelle ils ont été formés, et à laquelle nous nous destinons à notre tour.

Vous tirez argument de ce sondage pour affirmer : « Le message de M. Fauroux sur la nécessité de donner aux élèves une formation davantage axée sur l'entreprise et la vie économique ne semble pas être encore tout à fait passé ». Faut-il rappeler que nous effectuons un stage en entreprise d'une durée de six mois, autant que le stage administratif ? Que l'économie et la gestion constituent deux des cinq principales matières enseignées à l'ENA ?

Votre journal est fréquemment amené à déplorer la qualité insuffisante du dialogue social au sein du secteur public, source de conflits du travail et de gêne pour les usagers. Dès lors, ne trouvez-vous pas rassurant que les élèves de l'ENA, selon votre sondage, privilégient la gestion du personnel sur le marketing ? Cette hiérarchie correspond bien à celle des capacités nécessaires à l'exercice de leurs futures responsabilités.

Si la fonction commerciale n'est pas actuellement suffisamment valorisée dans la formation des futurs chefs d'entreprise, ce n'est pas à l'ENA, dont la vocation est différente, d'en endosser la responsabilité. Pour ce qui nous concerne, nous considérons que nous avons à apprendre notre métier, celui du service public, et non pas celui qu'enseignent les écoles de commerce. Il consiste, en particulier, à créer un environnement favorable à la vente, notamment à l'exportation.

La délégation des élèves de la promotion Jean-Monnet



DEVENEZ LE DÉLÉGUÉ DE LA BOURSE AUX STAGES DU Monde DANS VOTRE UNIVERSITÉ !

La Bourse aux Stages du journal Le Monde permet aux étudiants de gagner des stages en entreprise à l'étranger. Soyez candidat pour être le délégué du Monde auprès des étudiants de votre université entre le 20 et le 28 novembre 1989. Vous serez chargé de les informer et de les inciter à participer nombreux au concours de la Bourse aux Stages et bénéficiez, si vous êtes retenus, de 6 mois d'abonnement gratuit au Monde.

Les 5 délégués obtenus le plus fort taux de participation dans leur université gagneront, en outre, un billet d'avion à destination d'une capitale européenne (Madrid, Rome, Londres, Copenhague, Athènes).

Si vous êtes candidat, écrivez à : Le Monde, La Bourse aux Stages, 7, rue Pasteur-Wagner, 75011 Paris, en précisant vos motivations, nom, prénom, adresse, téléphone, université et cycle d'étude en 1989/1990.

ATTENTION : être délégué ne garantit pas l'obtention d'un des stages offerts par la Bourse aux Stages.

INSTITUT INTERNATIONAL DE L'IMAGE ET DU SON

LA GRANDE ÉCOLE DU CINÉMA ET DE LA TÉLÉVISION

Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur - Centre de Formation Continue
Téléphone : 30.69.00.17 - 46.24.56.16

UNIVERSITY OF HARTFORD IN PARIS

LE DOYEN ET LES PROFESSEURS DE L'UNIVERSITÉ DE HARTFORD VOUS PROPOSENT À PARIS UN MBA 100 % AMÉRICAIN

MASTER IN BUSINESS ADMINISTRATION
Un environnement international. Un programme intensif de 11 mois. Septembre-Mai à Paris, Juin-Août sur le Campus de l'Université de Hartford situé entre New York et Boston.
Admission : Bachelors diplômés Grandes Ecoles ou 2^e cycle Universitaire.
15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tel. (1) 45.00.98.28.

DU BAC AU MBA EN 4 ANS
2 ou 3 ANS en FRANCE
1 ou 2 ANS aux USA
Intégration du programme d'études de l'Université de Hartford, dispensé en anglais.
1^{er} et 2^e années à Paris ou à Lyon.
3^e année sur le campus de l'Université de Hartford, pour le diplôme de Bachelor in Business Administration.
OU 5^e année à Paris ou Lyon pour le diplôme de MBA de ABS.
4^e année optionnelle à Paris ou sur le même campus pour le diplôme de Master in Business Administration.
Admission :
- en 1^{er} année, avec le baccalauréat.
- en 2^e année, avec un diplôme d'enseignement supérieur.
- CRÉDIT SPÉCIAL ÉTUDIANT.
ABS
American Business School
UNIVERSITY OF HARTFORD
PARIS 75104 Avenue de la Grande Armée Tel. : 64.56.11
LYON 69003 244/41 Avenue Jean-Baptiste Massieu Tel. : 78.64.53.31

MOI, JE SAIS OÙ JE VAIS

ESIG
L'ÉCOLE

1^{er} CYCLE
1. DÉPARTEMENT INFORMATIQUE
ITS Informatique de Gestion
ITS Informatique Industrielle
DEST Gestion Industrielle
ITS Informatique
2. DÉPARTEMENT COMMERCIAL
ITS Action Commerciale
ITS Forces de Vente
ITS Commerce International
ITS Communication et Action Publique
3. DÉPARTEMENT GESTION
DEPT
ITS Comptabilité-Gestion
2^e CYCLE
1. DÉPARTEMENT INFORMATIQUE
CIS Informatique Appliquée : CESA
OPTICS : Informatique, Intelligence artificielle, Systèmes, Électronique
2. DÉPARTEMENT COMMERCIAL
CIS Commerce International : CESA
CIS Marketing Opérationnel : CESA
CIS Marketing International : CESA
CIS Communication : CESA
OPTICS : Gestion d'entreprise, Stratégie, Communication
3. DÉPARTEMENT GESTION
DEPT
BESIG-PARIS : 30, rue des Francs Bourgeois, 75002, Tel. : (1) 02.76.20.01, 02.76.20.02, 02.76.20.03, 02.76.20.04, 02.76.20.05, 02.76.20.06, 02.76.20.07, 02.76.20.08, 02.76.20.09, 02.76.20.10, 02.76.20.11, 02.76.20.12, 02.76.20.13, 02.76.20.14, 02.76.20.15, 02.76.20.16, 02.76.20.17, 02.76.20.18, 02.76.20.19, 02.76.20.20, 02.76.20.21, 02.76.20.22, 02.76.20.23, 02.76.20.24, 02.76.20.25, 02.76.20.26, 02.76.20.27, 02.76.20.28, 02.76.20.29, 02.76.20.30, 02.76.20.31, 02.76.20.32, 02.76.20.33, 02.76.20.34, 02.76.20.35, 02.76.20.36, 02.76.20.37, 02.76.20.38, 02.76.20.39, 02.76.20.40, 02.76.20.41, 02.76.20.42, 02.76.20.43, 02.76.20.44, 02.76.20.45, 02.76.20.46, 02.76.20.47, 02.76.20.48, 02.76.20.49, 02.76.20.50, 02.76.20.51, 02.76.20.52, 02.76.20.53, 02.76.20.54, 02.76.20.55, 02.76.20.56, 02.76.20.57, 02.76.20.58, 02.76.20.59, 02.76.20.60, 02.76.20.61, 02.76.20.62, 02.76.20.63, 02.76.20.64, 02.76.20.65, 02.76.20.66, 02.76.20.67, 02.76.20.68, 02.76.20.69, 02.76.20.70, 02.76.20.71, 02.76.20.72, 02.76.20.73, 02.76.20.74, 02.76.20.75, 02.76.20.76, 02.76.20.77, 02.76.20.78, 02.76.20.79, 02.76.20.80, 02.76.20.81, 02.76.20.82, 02.76.20.83, 02.76.20.84, 02.76.20.85, 02.76.20.86, 02.76.20.87, 02.76.20.88, 02.76.20.89, 02.76.20.90, 02.76.20.91, 02.76.20.92, 02.76.20.93, 02.76.20.94, 02.76.20.95, 02.76.20.96, 02.76.20.97, 02.76.20.98, 02.76.20.99, 02.76.20.100.

La raison des plus fortes

Les gendarmes du peloton

15 heures, devant le Louvre des
Antiquaires, place du Palais-Royal.

Le Monde

BICENTENAIRE



Symboles 1789

Les trois couleurs

par Claude Mazauric (*)

Au cœur de l'an II, en plein milieu du pays de Caen, on vit le comté de surveillance — au drapeau fort modéré — du bourg d'Ouville-l'Abbaye décorer qu'un membre ne pourra se présenter au comté qu'il ne soit décoré d'un bonnet rouge pour signe de la liberté, auquel il aura joint une cocarde tricolore du côté gauche. Cette décision, indéfiniment répétée dans toute la république jacobine, traduisait dans l'ordre des signes et des symboles l'esquisse de révolution culturelle qui traversait la France de 1793. Cette histoire avait besoin de symboles pour manifester son irrécusable présence et s'imposer : la généralisation du tricolore associé au rouge répondit à cette attente.

L'origine du tricolore dans l'emblème national de la France est bien connue. Ce fut le 17 juillet 1789, à l'Hôtel de Ville de Paris, que fut promue en position de drapeau le symbole de la nation le drapeau tricolore, qui, semble-t-il, les « évolutions » parisiennes arborant depuis plusieurs jours. Accueillant Louis XVI, le nouveau maire, Bailly, lui offrit cette fameuse cocarde dans laquelle le rouge et le bleu des volontaires de la milice parisienne encadraient le blanc des gardes-françaises du roi, rallié au peuple le 14 juillet.

Cette association signifiait à l'évidence la réconciliation de la nation et du descendant bien intentionné — du moins voulait-on le croire — de l'antique monarchie : le roi, la nation, la loi et l'ordre. Mais, dans ce compromis, ce fut le roi qui apparut comme le perdant : en portant la cocarde à son chapeau, il reconnaissait sa propre défaite devant un peuple assemblé qui criait *Vive la nation!*

Dans le même temps, qu'elle signifiait l'avènement conjoint de la révolution et la reconnaissance du rôle de Paris, les trois couleurs réunies s'employaient à traduire une volonté politique : réconcilier sur une base nouvelle les adversaires de la veille, fonder un nouveau dispositif de pouvoir et ainsi progresser vers l'achèvement de la Révolution.

Quant à l'Assemblée victorieuse, représentée à l'Hôtel de Ville par une députation de trente-deux députés tirés au sort, elle mourrait assez vite de la sorte, une fois admise le principe de la souveraineté nationale (et non « populaire »), elle n'avait plus rien à détruire mais tout à construire et à préserver. Ainsi le choix de ce symbole tricolore signifiait-il à la fois la reconnaissance de l'utilité de l'insurrection populaire passée et la nécessité politique d'y mettre fin.

Les circonstances qui présidèrent au développement de la révolution jusqu'en 1794 imposèrent que le rouge devienne la partie principale et la plus vibrante de l'emblème tricolore et le fond sur lequel il se déploie. C'est ainsi qu'on peut interpréter le sens du décret du 26 pluviôse an II qui institua, conformément au projet de David, « que le pavillon national [soit] formé des trois couleurs nationales, disposées de trois bandes égales, posées verticalement de manière que le bleu soit attaché à la gauche du pavillon, le blanc au milieu et le rouge flottant dans les airs ». Emblème de la loi martiale, symboliquement inversé depuis 1791 en valeur représentative de l'insurrection libératrice, le rouge devint ainsi, pour l'éternité, l'axe marchant de la nation républicaine!

Tout l'art des médiateurs postérieurs — La Fayette le 31 juillet 1830 confiant le drapeau tricolore à Louis-Philippe d'Orléans, Lamartine le 25 juin 1848 à l'Hôtel de Ville de Paris — et, après eux, celui des gouvernements, consista à valoriser le tricolore qui rassemblait contre l'unicolorité qui divisait la nation : le rouge de la lutte des classes qu'on assimila progressivement à une entreprise de libération, le noir désespéré de ces libérateurs qui campaient dans la « civilisation », le blanc des Bourbons, symbole de réaction.

La république victorieuse réussit peu à peu à imposer le drapeau tricolore comme l'emblème de toute la nation. Sans doute parce que cet emblème symbolisait aux yeux des Français l'existence d'une patrie commune et la seule histoire dont ils ont pour le présent et ensemble quelques raisons d'être futures : celle de son indépendance politique et territoriale, chèrement préservée.

(*) Claude Mazauric est notamment l'auteur, avec Antoine Casanova, de *Vive la Révolution*, Mémorial/Éditions sociales, 1989, et, chez le même éditeur, d'une présentation des *Écrits de Robespierre*.

Les droits de l'homme entre liberté et mémoire

Un entretien avec Elie Wiesel

« N'est-ce pas étonnant qu'en cette période dite de « fin des idéologies » celle des droits de l'homme semble être plus portante que jamais ? »

— Il ne s'agit pas d'idéologie mais d'éthique. Les idéologies naissent et meurent dans la mesure où l'éthique qui est censée les animer relève ou non d'une vérité intemporelle. Celle des droits de l'homme est, par définition, universelle car l'homme est universel : il s'agit de mettre l'accent sur l'homme, sa place dans le monde n'est pas moins importante que la même. Qu'est-ce que l'autre ? Une réflexion de mon moi ? Non, d'un autre moi comme moi, il est commencement et fin. Il est au centre de mes préoccupations, de même que je suis au centre des siennes. Comme lui, je cherche dans la condition humaine des raisons de me dépasser en me reconnaissant en lui et en reconnaissant en lui, malgré nos différences de culture, de traditions ou d'affinités sociales, au être qui, par son étrangement même, me stimule et m'enrichit.

— L'« affaire Rushdie » a suscité une interrogation fondamentale : peut-on concilier l'Occident, qui a érigé la laïcité en dogme, avec l'islam, qui vit encore sous l'empire du sacré ?

— L'Occident a érigé en dogme non pas la laïcité mais le droit à la laïcité, donc le droit de refuser le sacré. De là à dire que l'Occident a entièrement évacué l'aspiration vers le sacré, de sa connaissance, de sa vie, non, je n'ai pas jusqu'à. Disons simplement que l'Occident reconnaît qu'il y a un problème entre son souci de liberté et sa référence au sacré. Alors que l'islam élimine ce dilemme en éliminant la liberté. Un laïque a le droit de remettre sa laïcité en question, l'islam n'accorde pas ce même droit au croyant.

— L'« affaire Rushdie » ? Elle concerne le thème du blasphème plus que celui du sacré ; or le blasphème n'est possible qu'en public. En blasphémant, l'individu vise à blesser, à insulter, non seulement sa propre foi mais aussi celle qui la partagent. Tandis qu'un Occidental peut tout écrire sans risquer autre chose qu'un article critiquant ses vices. Cela est également vrai dans la tradition juive. Tenez, selon certains sages du Talmud, l'œuvre maîtresse de la pensée rabbinique, on a le droit de dire n'importe quoi contre les prophètes. Moïse ou les patriarches eux-mêmes. Leurs

propos pourraient facilement être traités d'iconoclastes, mais on ne les a pas excommuniés pour autant. Parce que nous pensons qu'il est permis à l'homme de s'interroger en interrogeant ses maîtres, ses prophètes, Dieu lui-même.

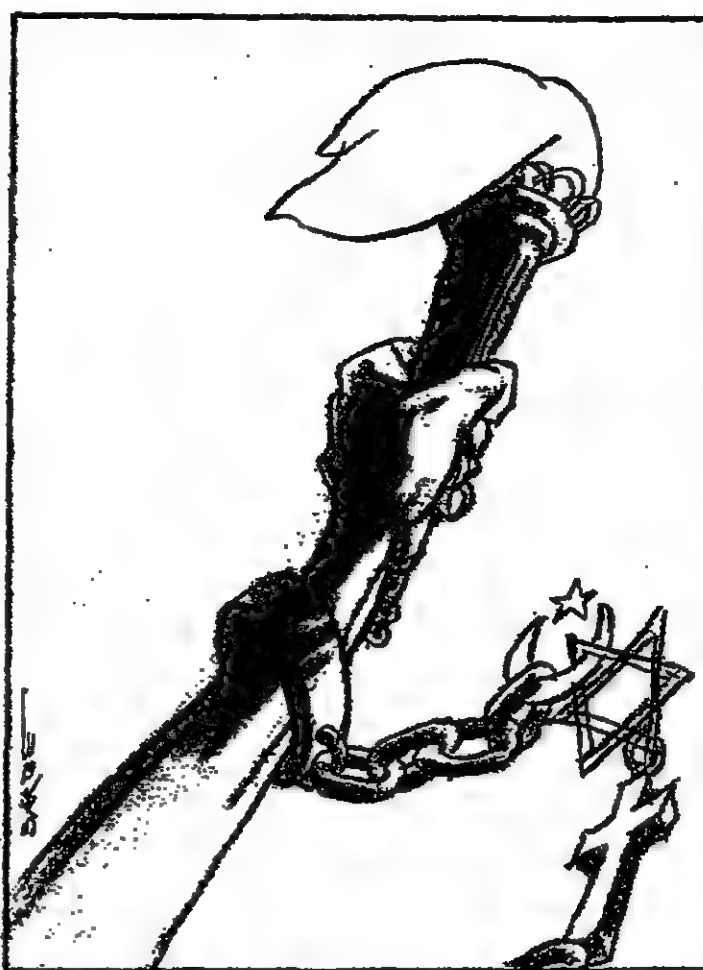
— Mais si la liberté d'expression est inaliénable, le respect de la foi d'un milliard de musulmans ne le serait-il pas tout autant ?

— En tant qu'écrivain, je respecte la parole, mais je respecte aussi la manière dont l'autre la reçoit. Il est légitime pour tous ceux qui se sentent insultés, offensés, de ne pas accepter ce genre d'outrage. Ils ont le droit d'être respectés et non les respectés. Cela dit, si un écrivain musulman décide de renier sa tradition ou de manquer de respect envers le Prophète qui a déterminé sa marche et sa démarche, c'est son droit. Et je refuse de respecter un système politique qui lance des condamnations à mort contre celui dont l'unique « délit » est d'avoir écrit un livre. Si nous laissons faire, ce même État condamnera bientôt à mort celui qui le publiera ou même ceux qui le liront.

Combattre le fanatisme

— Alors, si les droits de l'homme ont une légitimité universelle, pourquoi la communauté internationale ne réagit-elle pas plus fermement face à un fanatisme d'État qui s'arroge le droit d'imposer un islam intégriste à la planète ?

— Question pertinente, délicate, perturbante. En effet, il faudrait combattre ce fanatisme puisqu'il met en danger les structures mêmes de notre société. Tant que les fanatismes sont au pouvoir, dans n'importe quel pays, aucun de nous n'est en sécurité. Faire partie de l'espèce humaine signifie s'arroger le droit d'être différent ou « fou », de dire ce que les autres n'aiment pas entendre. Enlever ce droit, c'est blesser la personne, c'est tuer l'élément le plus sacré qui la constitue. Or, à l'intérieur de l'État fanatique, tous les êtres se ressemblent, toutes les idées sont uniformes. Et c'est cet « anti-idéal » qui s'oppose aux pays démocratiques caractérisés précisément par la multiplicité des êtres humains. Malheureusement, nos propres gouvernements, pour des raisons politico-économiques, se montrent trop hésitants face au fanatisme d'État, qui représente une tenta-



tion maladroite en régime théocratique. La menace est réelle : l'intégrisme ne cesse de croître. En islam seulement ? Dans la chrétienté aussi et dans le judaïsme également. Et c'est le juif en moi qui vous le déclare : les juifs fanatisés de Jérusalem n'effrayent pas les autres, puisque le judaïsme dans son essence nie le fanatisme. Nous sommes tous les descendants d'Adam et, en tant que tels, responsables de l'avenir de l'espèce humaine. Ma religion n'est ni supérieure ni inférieure aux autres. Nous, juifs, n'avons jamais aspiré à judaïser le monde, seulement à l'humaniser.

— Droits de progrès et, fameuse devise du Bicentenaire de la Révolution française, les mouvements « intégristes » reviennent au galop ; nous sommes-ils des vagues géologiques ?

— Probablement, car l'Iran exporte son intégrisme : les bombes existent partout dans le monde. Même en Israël, il y a un groupe fondamentaliste qui, au

nom de la religion, prêche la sainteté du territoire. Ce qui va à l'encontre de la vraie tradition juive, qui n'a jamais été centrée sur le « territorialisme ». Chez nous, le sacré existe dans le « temps » plutôt que dans l'espace. Mais ailleurs, dans la chrétienté, le renouveau de l'intégrisme est aussi inquiétant. Comment agir ? Par l'éducation. Qu'on explique les dangers qu'il comporte : car dès qu'un mouvement de ce genre acquiert une base, un pouvoir, la solidité du monde, sinon sa solidarité, est visée. C'est toujours le « sacré » ou le « profane » qui vont de pair et se disputent, c'est « Dieu » et le « démon » qui essayent de conquérir l'espace d'un cœur ou d'une vision.

— Selon Maxime Rodinson, « l'islam serait hérétique aux principes modernes de laïcité, de démocratie et des droits de l'homme » (1).

— De là vient peut-être le malentendu qu'on peut constater

entre la laïcité et l'islam intégriste, qui dérange, qui inquiète. Un ainsi, l'islam se considère seul détenteur de toute vérité et, méritant donc seul la rédemption, il lui appartient de définir le devoir de l'individu face à la communauté ou de celle-ci face à l'individu et face à Dieu. Mais comment cet islam qui exalte la soumission pourrait-il s'accommoder de la soif de liberté, de connaissance, de progrès, qui, pour nous Occidentaux, signifie précisément le rejet de toute soumission ? Ce rejet n'est-il pas finalement le premier droit accordé aux hommes ?

Pas de reniement de soi

— Pour certains, l'intégration des immigrés maghrébins signifie que leur allégeance à la nation d'accueil devrait passer avant leur appartenance communautaire ; serait-ce le prix à payer pour joindre des droits de l'homme ?

— On aurait tort d'exiger ce prix. Terre d'accueil traditionnelle, la France devrait encourager les étrangers à cultiver leur identité ethnique et culturelle au lieu de s'en défaire. C'est parce qu'ils conservent le souvenir d'un autrefois, la richesse spirituelle d'un ailleurs et refusent de s'assimiler qu'ils contribuent aux efforts de la France de se renouveler, de se ressourcer. Pourquoi voudrions-nous que l'immigré commence sa nouvelle vie parmi nous par un reniement de soi, par un sacrifice vain ? Les droits de l'homme incluent non seulement celui de la liberté mais aussi celui de la mémoire.

— Selon Eric Weil, « c'est l'histoire traditionnelle, celle de l'étranger, qui nous rend le soir fatigué quand je ne pourrais pas connaître mon propre visage ».

— C'est très beau, c'est très poétique et, je le pense, vrai ; mais c'est plus qu'un miroir : quand je regarde l'autre, ce n'est pas moi que je veux voir, mais l'autre. Je veux savoir d'où il vient, comment il vit, quel mystère l'habite, quel secret le trouble, quel est le sens de sa quête. Et, alors, en vivant à côté de l'autre et jamais contre lui, je pense que mon horizon s'élargit et que notre planète pourrait devenir un peu plus chaleureuse et hospitalière.

Propos recueillis par GUNTHER PESSIS-PASTERNAK.

(1) L'Express du 19 mai 1989. Elie Wiesel, écrivain. Derniers livres : *Le Crépuscule au lit* (1987), *Silences et mémoire d'homme* (1989).

TF 1-LE MONDE : MESSAGES SUR LA RÉVOLUTION

« Les Européens sont de la même famille »

Kurt Waldheim, président de la République d'Autriche

« Qu'est-ce que la Révolution française, pour vous, a apporté au monde ? »

— A l'époque de la Révolution, la monarchie autrichienne avait des liens étroits avec la monarchie française. Peut-être vous rappelez-vous Marie-Antoinette... Cependant aujourd'hui, nous, les Autrichiens, nous sommes pleinement conscients de l'impact des événements de la Révolution française sur l'histoire de notre pays et de l'humanité entière.

« La Déclaration des droits de l'homme est une des plus nobles conquêtes de l'esprit européen qui rayonne sur l'humanité entière et nous a permis d'entrer dans une nouvelle ère historique. »

« Et qu'est-ce que la Révolution française a apporté à l'Autriche et tout simplement aux Autrichiens ? »

— Jeune diplomate, j'ai eu le plaisir de vivre quelques années à Paris. Je connais et j'aime la nation

française ; son peuple, sa culture. Je sais de ma propre expérience combien la Révolution française a marqué toute la vie sociale, politique et culturelle de la France jusqu'à nos jours. La République autrichienne s'est inspirée, en partie, des idées de votre Révolution. L'Autriche, donc, participe pleinement à la commémoration du Bicentenaire. Les festivals de Vienne et de Salzbourg, en particulier, y consacrent toute une série de manifestations.

« A l'ambassade de Vienne, est-il nécessaire de trouver un autre message de portée universelle ? »

— Nous tous en Autriche, en France comme dans les autres pays de notre continent, sommes des Européens de la même famille spirituelle, culturelle et politique. Il faut que nous continuions de lutter pour une société plus juste, plus humaine dont les principes ont été formulés en France il y a deux cents ans.

Dans cet esprit, nous nous sentons unis avec la France dans la célébration du Bicentenaire.

Propos recueillis par PIERRE THIVOLET.

Il y a deux cents ans

« La canaille menaçait d'envahir ma maison »

Fortmond-Claude de Mercy-Argenteau (1727-1794) fut ambassadeur à Paris de l'empereur d'Autriche Joseph II de 1786 jusqu'en avril 1792. Mercy fut l'homme de confiance de Marie-Thérèse d'Autriche (mère de l'empereur) auprès de Marie-Antoinette (sœur de l'empereur) dont il fit l'agent de la politique autrichienne en France. Il joua un rôle important dans la préparation de la fuite de Varennes (20 juin 1790).

Le comte de Mercy-Argenteau au prince de Kaunitz (1). De la campagne (Chernevillers), près Paris, 17 juillet 1789.

« Excellence,

[...] L'agitation s'est toujours accrue. Le 14, dans l'après-midi, les troupes de la ville attaquèrent la Bastille avec du canon et l'emportèrent de vive force après une résistance de trois heures. On occupa la ville au gouverneur, M. de Launay, et on mit de la poudre dans la ville, je pris seulement la précaution d'envoyer quelques rassemblements tumultueux qui nous avaient aperçus et je fis prendre à ma voiture une autre rue. Je serais bien demeuré plus longtemps à Paris, mais je prévis que ce commencement de guerre civile deviendrait très grave et qu'on serait retenu par force dans la ville [...]. »

D'ailleurs, comme la canaille menaçait d'envahir ma maison et comme je ne me sentais pas en bonne santé, je me rendis pour quelques jours dans une maison de campagne près de Paris. [...] Il en avait même été question dans l'assemblée des bourgeois de ma

paroisse. Mais comme je ne pouvais pas croire qu'un acte si détestable pût jamais se produire au sein d'une nation civilisée, et deux jours encore, à savoir le 12 et le 13, je demeurai bien tranquille chez moi. Je sortis même en plein jour, dans la ville, je pris seulement la précaution d'envoyer quelques rassemblements tumultueux qui nous avaient aperçus et je fis prendre à ma voiture une autre rue. Je serais bien demeuré plus longtemps à Paris, mais je prévis que ce commencement de guerre civile deviendrait très grave et qu'on serait retenu par force dans la ville [...]. »

(1) Lui-même ancien ambassadeur à Paris.

Documentation établie par Corinne Wichard

Le Monde

Révolution française

MENSUEL : 30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Pour en savoir plus sur les hommes, les événements et les idées de la Révolution.

Bicentenaire

Le colloque mondial de la Sorbonne

Agenda

Paris
Ile-de-France

EXPOSITIONS

● Un collectionneur pendant la révolution : Jean-Louis Soulevie. — La collection Edmond de Rothschild présente 138 dessins et gravures de David, Deshayes, Carasso et d'autres, anonymes, réunis par Jean-Louis Soulevie (1762-1813), écrivain et collectionneur de l'époque révolutionnaire. Une exposition qui permet de découvrir le Louvre transformé. Jusqu'au 24 juillet, tous les jours, de 9 h à 18 h. Fermeture les 13, 14 et 15 juillet. Musée du Louvre, 75001 Paris. Tél. 40-20-50-50.

● « La fête électronique ». — Grande installation vidéo, réunissant 200 télescopes équipés de moniteurs et rappelant le nombre d'années nous séparant de 1789. Conçue par Nam June Paik, ingénieur, musicien et philosophe. Jusqu'au 30 octobre, tous les jours de 10 h à 17 h 40, le mercredi jusqu'à 20 h 30. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris. Tél. 47-23-61-27.

● « Négotiant dans la Révolution française ». — La vie quotidienne à Nogent sous l'Ancien Régime. Jusqu'au 31 décembre, les mercredi, samedi et dimanche, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Hôtel de Coignard, 150, Grande-Rue, 94130 Nogent-sur-Marne. Tél. 43-24-50-60. (L'exposition est fermée en août ; possibilité de visites guidées.)

COLLOQUE

● « Psychology of mathematics education ». — Les mathématiques sous le regard du Bicentenaire. Apprentissage de la géométrie, le rôle des représentations dans l'acquisition des connaissances mathématiques. Quand la Révolution débordait les cadres de l'histoire. Du 9 au 13 juillet, de 9 h à 18 h, 12, rue de l'École-de-Médecine, 75006 Paris. Tél. 40-46-29-95.

THEATRE

● « A décadence prochaine ». — D'Anne Quessand et de Laurent Berman. — Quatrième soir pour deux comédiens, autour du calendrier républicain. Il fallait le faire ! Un spectacle du Théâtre à Breteille. Jusqu'au 15 juillet, à 21 h 30. Théâtre Dunois, 28, rue Dunois, 75013 Paris. Tél. 45-84-72-00.

SON ET LUMIERE

● Dix siècles d'histoire à Meaux. — « Meaux en marche vers la liberté » retrace des siècles d'histoire au pied du palais épiscopal (XI^e et XIV^e siècles). En une vingtaine de tableaux, des invasions normandes à la Révolution de 1848, ce spectacle forme une fresque grandiose. Pour bien commencer la soirée, des repas dix-huitième sont proposés dans un restaurant de la ville. Les vendredi et samedi, jusqu'au 15 juillet (représentation supplémentaire le 13) à 22 h 30 et du 25 août au 9 septembre, à 21 h 30. Tél. 64-34-90-11.

« Nous ne voulons pas d'une liturgie approbative »

nous déclare M. Michel Vovelle

Un congrès mondial sur « l'image de la Révolution française » se tient à Paris, à la Sorbonne, du 6 au 12 juillet. Il réunira quelque quatre cents participants venus de quarante-trois pays. M. François Mitterrand prononcera une allocution au cours de la séance d'ouverture, jeudi matin 6 juillet. M. Michel Vovelle, président de la Commission nationale de recherche historique pour le bicentenaire (CNRS), qui est à l'origine de cette initiative et dirige l'Institut d'histoire de la Révolution française à l'université de Paris-I, qui en assure l'organisation, explique ici le sens de cette rencontre.

« Vous organisez un nouveau colloque qui vient s'ajouter à tous ceux qui ont déjà eu lieu à l'occasion du Bicentenaire. Qu'espérez-vous apporter de plus ?

— La rencontre de la Sorbonne sera plus qu'un colloque. Si nous l'avons appelée congrès, ce n'est pas seulement par une clause de style. Nous avons l'ambition d'apporter non pas un message définitif ou une conclusion officielle au terme des nombreux colloques qui ont eu lieu en France et dans le monde entier, mais une sorte de point d'orgue. Comme vous le savez, l'initiative est venue d'Ernest Labrousse, qui fut le premier président de la commission du CNRS pour le Bicentenaire, jusqu'à sa mort en 1988, et qui fut aussi l'homme des grands congrès, celui de Paris en 1950 ou celui de Rome en 1955. La commission a contribué de toute sa force aux activités scientifiques autour du Bicentenaire, servant de lieu d'incitation, de coordination et, au moins pour les colloques français, de soutien financier. Le congrès tendra de faire le point de tous les apports de la recherche déployée dans cette perspective.

Les dérives de l'imaginaire

— Peut-on d'ores et déjà dégager les grandes tendances de cette recherche ?

— On peut en effet tirer un premier bilan de ce chantier en plein renouvellement, dont on aperçoit les sites les plus prospectés. Je citerai la redécouverte du politique dans le cadre du débat d'idées, qui a été vivifié plus que jamais par l'approche du Bicentenaire ; la vitalité de la mobilisation des régions et la

diversification d'une historiographie qui s'est « déparisienisée » ; l'accent mis sur des territoires nouveaux, comme l'histoire culturelle sous ses différentes formes ; l'histoire religieuse revisitée, le projet pédagogique, les activités artistiques, littéraires, scientifiques.

— Pourquoi avoir choisi le thème de l'image, qui, apparemment, nous éloigne de la réalité de la Révolution ?

— Ce thème, proposé par Ernest Labrousse, nous a semblé présenter un double intérêt. D'une part, il fait apparaître que la Révolution française n'est plus aujourd'hui un phénomène franco-français, qu'elle échappe à ce cadre hexagonal prédominant au moment de la célébration du premier centenaire. La multiplication des recherches dans le monde entier, non seulement sur la Révolution, mais sur la diffusion de ses idées-forces, nous assure de rencontrer un accueil très large. Il n'y a pas de pays qui n'ait rencontré, un jour ou l'autre, la Révolution française. Il y a quelques mois, un grand colloque, à Changhaï, a montré par exemple comment les Japonais ont découvert dans les dernières décennies du dix-neuvième siècle, à l'ère du Meiji, qui leur posait le problème de la transformation de la société, comment ils ont traduit des manuels allemands, et comment les Chinois des années 1900, ceux qui ont constitué la génération de Sun Yat Sen et de la révolution de 1911, l'ont à leur tour découverte par des manuels japonais.

— D'autre part, le thème de l'image répond à des tendances profondes de l'historiographie d'aujourd'hui, qui s'intéresse aux dérivés de l'imaginaire, et en particulier au travail de diffusion, de déformation, de réévaluation des idées-forces. La Révolution française apparaît à cet égard comme un support privilégié en raison de sa portée, qui lui a permis de nourrir aussi bien des révolutions libérales que des démocraties bourgeoises, que les mouvements ouvriers de la fin du dix-neuvième siècle, qui se la sont réappropriée après une phase de suspicion.

— Quant à la relation que vous évoquez, entre image et réalité, je dirai que l'image est créatrice de réalité, que l'idée-force, quand elle pénètre les masses, devient une réalité extrêmement puissante. La période révolutionnaire

elle-même nous intéresse comme productrice des premiers modèles interprétatifs, qui ont pesé et pesent encore sur l'analyse de la Révolution.

— L'image de la Révolution a-t-elle quelquefois négative ?

— Bien entendu, nous n'excluons aucun aspect. Dans la légende de la Révolution, nous intégrons aussi, à la place qui lui revient, et qui n'est pas médiocre, tout le courant de la pensée contre-révolutionnaire, celui des rejets, des refus, des incompréhensions, notamment dans la pensée religieuse du dix-neuvième siècle. C'est en demandant aux uns et aux autres de confronter les différentes images que nous pensons parvenir à une approche qui réponde à la fois aux curiosités et aux démarches actuelles. Nous ne voulons pas d'une liturgie approbative. Aussi n'entendons-nous pas esquiver les débats, même si nous ne souhaitons pas donner à cette rencontre une dimension polémique.

Plusieurs modèles de lecture

— On constate tout de même, du côté français, deux absences de marque : celle de François Furet et de ses collaborateurs, et celles des « contre-révolutionnaires » tels que Pierre Chaumet.

— Le congrès a été organisé sur la base du pluralisme le plus ouvert. François Furet fait partie du comité directeur de notre commission du CNRS. Il a manifesté son désaccord avec le principe même d'un tel congrès. Il lui préfère la démarche qu'il a suivie dans les trois colloques qu'il a contribué à organiser, à Chicago, à Oxford et à Paris, c'est-à-dire celle d'un colloque fermé réunissant une vingtaine d'historiens de sensibilité identique, sur des thèmes très définis. Pour ma part, il me semblait que pour apporter cette sorte de point d'orgue aux activités scientifiques du Bicentenaire, on ne pouvait pas s'en tenir à une manifestation de ce type. Tout en regretant cette absence, je ne pense pas qu'elle mette à la qualité scientifique de la rencontre ; je pense qu'elle fera plus de tort à François Furet lui-même.

— Quant aux « contre-révolutionnaires », il faudrait tout simplement que le dialogue soit possible avec eux. En tout cas, j'espère qu'il ne nous est venu aucune proposition de commémoration émanant de ce courant.

— Les historiens chinois annoncés vous ont-ils confirmé leur présence ?

— Malheureusement, un seul d'entre eux, sur les cinq qui avaient donné leur accord, a pu obtenir un visa de sortie.

— Dans la polémique qui vous oppose à François Furet, vous avez quelquefois exprimé la crainte que, en considérant la Révolution française comme « terminée », on n'évase tout modèle de transformation révolutionnaire de la société. N'est-il pas précisément souhaitable à considérer ce qui se passe en URSS ou en Chine, de renouer à l'idée même de révolution ?

— J'ai visité une quarantaine de pays en qualité de commis voyageur du Bicentenaire, et je pourrais en dresser une sorte de géopolitique. Ce dont j'ai pris conscience, c'est qu'il y a plusieurs modèles de lecture de la Révolution. Il y a celui de François Furet, pour qui, comme vous venez de le rappeler, la Révolution française est « terminée » ; ce modèle à un réel succès et une position souvent hégémonique dans une partie de notre monde occidental-atlantique. Mais il y en a d'autres : en Amérique latine, dans des pays de démocratie fragile, à peine restaurée, encore menacée, j'ai rencontré des « jacobins heureux », je veux dire des historiens qui s'étonnent des états d'âme des Français à l'égard de leur propre révolution. Il y a aussi ce que j'appellerai les mondes du silence, comme le Moyen-Orient, pour lequel nous savons qu'il existe des révolutions, des subversions profondes et violentes, mais qui ne passent pas par le modèle français, celui de la Révolution des Lumières, de la raison, des progrès de l'esprit humain. Il y a enfin celui des pays socialistes, où les interrogations actuelles sur la Révolution française sont très vives, sécrétant des formes de révisionnisme en version socialiste. On peut estimer que dans ces pays la révolution n'est pas faite, qu'elle est encore à faire, qu'ils n'ont pas à la terminer, mais à la porter à bout de bras. Je crois en tout cas que ce serait extrapoler dangereusement, à partir de notre bulle de société libérale préservée et apparemment stabilisée, que de conclure que la Révolution est terminée.

Propos recueillis par THOMAS FERENCZI.

Agenda

Poitou
Charentes
Aquitaine

EXPOSITIONS

● « Talleyrand-Périgord ». — La vie et la carrière politique de l'évêque d'Autun, avec une reconstitution grandeur nature de Charles-Gauthier dans sa bibliothèque (Musée Grévin). Jusqu'au 3 septembre, tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Château de Bourdeaux, 24310. Tél. : 53-03-73-13.

● « La vie quotidienne sous la Révolution ». — Une exposition originale de peintures, sculptures et falaises sur le thème de « la douceur de vivre » au travers d'œuvres de la fin du dix-huitième siècle. Une collaboration d'une trentaine de musées nationaux. Jusqu'au 1^{er} septembre, tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Château de Biron, 24540. Tél. : 53-53-85-50.

● « Vivre à Saintes sous la Révolution, 1789-1799 ». — Objets, documents manuscrits ou imprimés, costumes d'époque imagant l'histoire locale pour la période révolutionnaire. Jusqu'au 30 septembre, tous les jours sauf le dimanche, de 10 h à 19 h. Bibliothèque municipale de Saintes, place de l'Eschwege, 17100. Tél. : 48-93-25-39.

● « La Rochelle dans la Révolution ». — A travers objets, documents et gravures d'époque, les grands aspects de la Révolution à La Rochelle, ville républicaine et modérée. Du 13 juillet au 30 septembre, tous les jours sauf le lundi, de 14 h à 19 h. Bibliothèque, salle de l'Oratoire, rue Albert-1^{er}, 17000 La Rochelle. Tél. : 46-41-82-22.

SON ET LUMIERE

● « Evolution et Révolution », mise en scène et musique de G. Hieronimus. — L'évolution de l'homme en seize tableaux, de la création de la terre à la conquête de l'espace, sans négliger, bien sûr, l'épisode révolutionnaire. Lasers, canons à image, pyrotechnie, écrans d'eau, 40 musiciens et 300 choristes dans un décor naturel imposant, les berges de la Vézère et la falaise du Grand Roc. Les 4, 5, 6 août, à 22 h. Aux Eyzies, 24620. Tél. : 53-06-97-05.

● « Nicolas Poinet, labourneur en 1788 ». — Théâtre, musique, danse dans ce spectacle qui regroupe 120 figurants pour une évocation historique de la paysannerie pendant la période de la Révolution. Les 7 et 8 juillet, à 23 h. Théâtre d'Aunis, 17290. Tél. : 46-56-15-18.

THEATRE

● « Le dialogue des carmélites », de Georges Bernanos, mise en scène de Marcelle Tassenou, avec Geneviève Casile et Michel Etcheverry. — Vingt-sept comédiens, dont certains de la Comédie-Française, font revivre ces « dialogues » de Bernanos, un texte sur la peur et l'héroïsme à l'heure de la Révolution. Le 21 juillet, à 21 h 30. Château de Beaulieu, 17400 Saint-Jean-d'Angély. Tél. : 46-32-35-93.

● « 1789, la grande peur », mise en scène de Béatrice Audry. — Un spectacle sur la Grande Peur dans le Lot avec 80 comédiens. Spectacle mouvant, où le public suit l'action de la cour d'honneur du château à la place du marché. Les 21, 22, 23 juillet, à 22 h 15. Duras 47120. Tél. : 53-83-81-42.

MUSIQUE

● « Cabaret-révolution ». — Textes et chansons peu connus ou oubliés, drôles et insolites de l'époque révolutionnaire. Les 28, 29 et 30 juillet, à 22 h 30. Jardin de l'école de musique de Marmagne, 47200. Tél. : 53-20-93-89.

MANIFESTATION

● « Festival d'été 89 ». — Tout nouveau festival consacré cette année au Bicentenaire, avec des manifestations dans toute la ville de Bordeaux pendant deux semaines : au Grand Théâtre, places de la Comédie, Saint-Pierre, du Parlement, des Quinconces, Choralas, concerts, théâtre de rue se succéderont. Quelques grandes manifestations sont à noter : le *Fête mai gardée*, créée en 1787, sera donnée au Grand Théâtre, le 14 juillet, à 15 h. La Neuvième, de Beethoven, sous la direction d'A. Lombard. Le cinéma Jean-Vigo, rue Franklin (56-44-35-17) programme *Napoleon*, d'Abel Gance, la *Marseillaise*, de Jean Renoir et le *Nuit de Varennes*, d'Ernest Scilla. Le 14 juillet, dès 22 h, s'ouvrira la *Nuit du patrimoine*. Musées, théâtres, églises seront ouverts au public toute la nuit. Jusqu'au 14 juillet, 33000 Bordeaux. Tél. : 56-90-91-60 poste 1259.

★ Minutal-Information. — La mission du Bicentenaire propose des informations sur minutal (papier 3815 puis 889) : 8000 rééditions et manifestations, réparties dans toute la France.

Rouget de l'Isle, « Jurassien recommandable »

Tous les jours, à midi, le carillon du théâtre de Lons-le-Saulnier rappelle aux Lémoniens que Rouget de l'Isle est né parmi eux. Les cloches entonnent les premières notes du refrain de la *Marseillaise* avant de sonner gravement les douze coups. Histoire, sans doute, de signaler aux oubliés que le citoyen Claude-Joseph, fils du sieur Claude-Ignace Rouget et de dame Jeanne-Madeleine Gailande, est né sous une de leurs arcades un beau jour de 1760. Beaucoup le savent peut-être déjà. Tous ceux qui sont passés, un jour, au pied de la statue réalisée par Bartholdi, et tous ceux qui habitent non loin de la maison natale de Rouget, dont la plaque porte depuis cette année un ruban tricolore. Tous ceux, aussi, qui aiment les gâteaux à la pâte d'amandes fourrés à la crème pralinée, puisque la pâtisserie installée au pied de la maison natale a opportunément donné le nom de l'auteur de la *Marseillaise* à sa spécialité maison : le « Rouget de l'Isle » — en petit et en grand modèle — figure tous les jours dans la vitrine aux côtés de petits drapeaux bleu-blanc-rouge.

Pour le reste, les Lémoniens se montrent plus discrets. Un collègue, deux garages, une rue, et même, depuis peu, une avenue de la Marseillaise que certains s'obstinent encore à appeler le « quai Lethu ». La ville n'en fait pas assez, accusent certains. Les Français ignorent souvent les liens entre Lons et l'auteur de l'hymne national, regrettent d'autres. Rouget de l'Isle ne fait-il pas partie

des « Jurassiens recommandables » recensés par Désiré Monnier en 1828 ? Ne pourrait-on associer une bonne fois pour toutes le nom de Rouget à celui de Lons-le-Saulnier ? Pas facile... Rouget y est né, c'est vrai, mais il a eu la mauvaise idée de composer son *Chant de guerre pour l'armée du Rhin*, une nuit d'avril 1792, à Strasbourg, où il était en garnison. Le plus grand des sacrilèges eut pourtant lieu quelques mois plus tard, lorsque les citoyens de Paris baptisèrent le chant la *Marseillaise* en voyant les bataillons de fédérés phocéens chanter l'œuvre de Rouget en débarquant à Paris. Une bévue géographique dont l'auteur, dit-on, ne se remit jamais.

Le village de Montaigne

Rouget revint bien quelques années plus tard dans le Jura, mais il mourut... à Choisy-le-Roi, en région parisienne, et fut enterré à quelques kilomètres de là, à Thiais. Résultat : le maire de cette ville du Val-de-Marne a demandé au président de la République de transférer les cendres de Rouget au Panthéon, volant la vedette à Lons, qui se considère malgré tout comme l'authentique patrie du compositeur. Il y a pourtant une autre candidate. Montaigne, un village perché à deux pas de Lons, abrite la maison où Rouget de l'Isle a passé son enfance, et certains, « là-haut », prétendent que Lons ne doit sa célébrité qu'à une banale histoire de marché : en 1760, les Rouget

habitaient déjà à Montaigne, chez eux, expliquent-ils, mais le jeudi 10 mai, jour de marché, madame avait tenté de faire ses emplettes en ville, malgré sa grossesse avancée. Elle s'y trouva mal, et Claude-Joseph naquit à Lons.

Les Lémoniens n'aiment guère cette histoire. Comme ils n'aiment guère que l'on évoque les « emprunts » de Rouget de l'Isle à d'autres compositeurs. Les couplets de la *Marseillaise* retrouvés ici et là sous d'autres signatures ? Les thèses de certains chercheurs, qui découvrent tous les ans de nouvelles origines aux paroles de l'hymne ? La musique, qui n'aurait pas été écrite par Rouget lui-même ? Lons balaie tous ses doutes d'un revers de main. Ici, l'on s'en tient à la version officielle : le *Chant de guerre de l'armée du Rhin* — baptisé bien mal à propos la *Marseillaise* — a été composé en une nuit à Strasbourg par Rouget de l'Isle, à la demande du maire, le baron de Dietrich, au mois d'avril 1792. L'inspiration avait empoigné, exalté le soldat poète, raconte Louis Fiaux dans un livre paru en 1918. *Rouget de l'Isle rend dans son petit logement de la rue de la Mésange : son violon était sur la table de travail ; il le saisit... L'air et les paroles jaillissent ; les écrit nerveusement, les ajuste, les termine et, à l'aube, se jette épuisé sur son lit.* Voilà comment naquit, ajoute Louis Fiaux, ce chant « tout ensemble emporté et grave, magnanime et terrible, belliqueux et religieux de la religion de la patrie ».

Emporté et grave, sans doute. Terrible, certainement. Mais magnanime... Les Lémoniens eux-mêmes font un peu la moue en évoquant le « sang impur » des « féroces soldats ». Raymond Chavy, professeur d'histoire à Lons, qui a réalisé cette année un spectacle sur Rouget de l'Isle avec les classes de quatrième de son collège, ne s'en offense pas pour autant. « Bien sûr, les paroles sont épouvantables, dit-il en souriant, mais l'on excuse Rouget : d'abord parce qu'il l'a composé en une nuit, et ensuite parce que ces mots, personne ne les écoute vraiment, ce qui n'est pas plus mal... »

Plutôt 1992

Pour entonner la *Marseillaise* pendant son spectacle, Raymond Chavy a choisi « le » chanteur attitré de la région, Pierre Renaud. Un récidiviste de l'hymne : Pierre Renaud a chanté la *Marseillaise* devant Gaston Monnerville en 1960, lors du bicentenaire de la naissance de Rouget, recommencé en 1973 pour une émission de l'ORTF sur le compositeur, et poursuivi quelques années plus tard pour un spectacle son et lumière organisé à Montaigne de 1980 à 1982. Passionné mais indulgent : « La musique n'est pas si vilaine qu'on a voulu le dire, lâche-t-il. C'était un musicien honnête et un patriote sincère. Les paroles sont un peu sévères, c'est vrai, mais il s'agissait d'un chant de guerre et il fallait donner aux soldats une raison d'aller à la mort... » Et

puis, ajoute-t-il, si on l'a gardé, c'est que ce ne devait être pas si mauvais que ça... »

En fait, Lons attend plutôt 1992. Les deux cents ans de la *Marseillaise*. Et ces temps de bicentenaire, il est bien difficile de se faire remarquer, et la mairie elle-même admet ne rien préparer de spécial pour les fêtes de l'été. Tout juste une visite guidée sur le thème de la *Marseillaise* et une restauration un peu précipitée de la statue réalisée à la fin du dix-neuvième siècle par Bartholdi. D'ailleurs, comment bâtir une « politique promotionnelle » autour du compositeur de l'hymne national, se demande-t-on à la mairie ? « La Marseillaise est un « produit » national, note Francis Tabouret, chargé de la communication. Et en plus, elle n'a pas été écrite ici. Ce n'est pas un bon vecteur promotionnel pour Lons, qui doit donner une image dynamique et moderne. » Point d'honneur pour Rouget, donc. Point de cérémonie non plus. Rouget restera donc l'homme du gâteau, des arcades, du carillon. Resteront les légendes et les querelles : celle du jour de marché, bien sûr, mais aussi celle des bohémien. Alors qu'il était enfant, Claude-Joseph Rouget — qui ne s'appelait pas encore de l'Isle — a bien failli, dit-on, être enlevé par des bohémien de passage à Montaigne. Les archives n'en disent pas un mot, mais Rouget aurait passé quelque temps dans un cirque ambulancier avant d'être retrouvé par sa famille. Lons a alors failli perdre la trace de celui qui fait aujourd'hui beaucoup pour sa célébrité.

ANNE CHEMIN.

Radio-télévision

Mercredi 5 juillet

Mercredi 5 juillet

21.20 **Canine** : Corps et Corps □ Film français d'André
Hafini (1987). Avec Philippe Khorsand, Stéphane Audran,
Jean-Pierre Kalfon. 22.20 **Flash d'informations**.
22.25 **Sport** : **Football**. En direct du Parc des Princes, un
match du Tournoi de Paris. 9.15 **Cinéma** : **Cell pour moi** □
Film français d'André Cayatte (1957). Avec Curd Jurgens,
Folco Lulli, Lea Padovani. 2.05 **Série** : **Jack Kiliam**,
l'homme au micro.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (en direct de la cathédrale de Cologne) : Requiem, de Berlioz, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, le Gürzenich Orchestra, le chœur de Radio-France, le chœur de Dusseldorf, dir. Marek Janowski ; sol. : David Rendall, ténor. **22.20 Concert** du GRM. Quatre Etudes de forme pour piano et bande de Reibel, par Jean-Claude Pennerich, piano. **23.07 Jazz club**. En direct du Petit Oubout : le trio du pianiste Simon Nabatov.

Jeudi 6 juillet

13.30 **Cinema** : **Hair** w/s Film américain de Milos Forman (1979). Avec : John Savage, Treat Williams, Jeremy Irons. 15.30 **Documentaire** : **Le film français** de la Miguon Cordero (1987). Avec Gérard Darmon, Annie Jeanmaret, Philippe Cambréghin. 17.00 **Documentaire** : **Les grandes sous-marinés des Bahamas**. 17.25 **Café caïffa**. En direct jusqu'à 20.30. 18.15 **Café caïffa**. 18.40 **Série** : **Badge 714**. 19.05 **Film d'information**. 19.10 **Top album**. 19.55 **Film d'information**. 20.00 **Série** : **ABO ! ABO !**. 20.30 **Sport** : **Football**. En direct du Parc des Princes, finale du Tournoi de Paris. 22.00 **Documentaire** : **Le passé et l'avenir de la musique** en plusieurs langues. Film américain de Blake Edwards (1983). Avec Ted Wesa, Herbert

[illegible]**Audience TV du 4 juillet 1989** (BAROMÈTRE LE MONDE/SOPRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers							
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF 1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	44,6	Santa-Barbara 20,9	Actual. région. 5,7	Actual. région. 10,1	Top 50 1,6	Supercopier 4,1	Pistes maison 2,4
19 h 45	47,8	Roma foraine 22,5	Tour de France 7,8	19-20 info 7,7	Top 50 3,4	Supercopier 4,1	Cher école BM 2,8
20 h 16	55,9	Journa1 23,9	Journa1 12,0	Le Classe 8,3	AB9 AB9 1,1	Journa1 5,2	M ⁶ est servie 5,0
20 h 55	61,4	Angélique 20,5	Maria-Artoisette 12,8	La Platonné 15,1	Peggy Sue 1,7	Secret plaisir 5,7	Pastèque téléph. 5,0
22 h 8	57,1	Angélique 23,1	Maria-Artoisette 13,7	Pub 8,9	Peggy Sue 1,9	Secret plaisir 10,3	Les Borgia 1,3
22 h 44	28,8	Documentaire 6,6	Débat 11,3	1 par 1 trait 4,3	Hier 0,7	2 fois à Miami 4,7	Les Borgia 2,0

Culture

MUSIQUE

« Carmen », aux arènes de Nîmes

Plantes en pots

La musique ? Ne parlons pas des amateurs, s'il vous plaît. On peut vous avouer qu'on a eu un instant de panique, au début, quand on a vu le chef agiter sa baguette et qu'on n'a perçu qu'un vague bourdonnement. On s'est cru subitement affligé du syndrome de Beethoven. Mais non, c'est l'acoustique des arènes (on ne peut pas accuser le mistral, il n'était pas là). Aussi serait-il malhonnête de porter le moindre jugement sur

Costume

Pour voir, vraiment voir, les costumes de Christian Lacroix dans *Carmen*, il fallait se rendre

SYLVIE DE NUSSAC.
★ Arènes de Nîmes, 5 et 7 juillet.

Costumes en fête

tiers, dit Christian Lacroix, et pour un tiers nîmois; donc je ne participe pas à la rivalité des deux villes. » Il a d'ailleurs amené un groupe de Japonais des arènes de l'une à celles de l'autre, où, sous la présidence de la reine d'Arles (élu pour trois ans), avait lieu le concours de la

Le défilé coule nonchalamment. Toute cette coquetterie puritaine, et les coiffures en bandeaux des femmes, les chapeaux à large bord et les vestes de velours des hommes, les calèches qui précèdent les chevaux

PARIS

Du 10 au 17 juillet

La banlieue reliée par bateau-bus

près d'un parking. En amont, de 10 à 20 heures, il y aura aussi trois escalas : Bois de Boulogne, à proximité d'un vaste parking qui sera vraisemblablement ouvert à l'hippodrome de Longchamp ; Sèvres, aux abords de la manufacture de cérami-

Pendant cette même période, les bateaux-bus mis en place le 1^{er} mai dernier au centre de Paris, entre la tour Eiffel (port de la Bourdonnais) et l'Hôtel de Ville, ont été remplacés

**M. Nathan Starkman directeur
de l'Atelier parisien d'urbanisme**

L'APUR a joué un rôle considérable, par exemple dans la définition de la politique de « rééquilibrage de l'Est parisien ». Il a étudié de très près et accompagné les grandes opérations en cours dans la capitale.

Après la désignation, à la suite des dernières élections municipales, d'un nouvel adjoint au maire de Paris, M. Camille Cabana, pour

C. V.

[Ancien élève de l'Ecole centrale des arts et manufactures, né en 1946 à Lublin (Pologne), M. Starkman est entré à l'APUR en 1975. Il a été l'abord responsable des études sur les transports puis des études générales. En 1984, il est devenu directeur adjoint auprès de Nicolas Politis, centralien comme lui, décédé en mars dernier (le Monde du 4 mars).

G.V.

[Ancien élève de l'Ecole centrale des arts et manufactures, né en 1946 à Lublin (Pologne), M. Starkman est entré à l'APUR en 1975. Il a été l'abord responsable des études sur les transports puis des études générales. En 1984, il est devenu directeur adjoint aux études de Nicolas Politis, centralien comme lui, décédé en mars dernier le Monde du 4 mars.]

GLY PROUTY



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

DIRECTEUR

FILIALE ALLEMANDE

Notre Société Industrielle française (500 personnes), spécialisée dans la métallurgie haute technologie et leader dans son domaine, affiliée à un groupe américain diversifié, recherche son **DIRECTEUR**. Après un stage de formation en France, il prendra en charge la Direction de cette filiale (40 personnes, C.A. 100 millions de F.F.) qui assure la commercialisation de produits métallurgiques spéciaux et de petits biens d'équipement pour robots. Dans le cadre d'objectifs commerciaux, financiers, techniques à atteindre et de budgets négociés avec le Gérant français, il dirigera notre filiale avec le dynamisme d'un Entrepreneur/Gestionnaire efficace et avisé.

Agé de 35 ans environ, cet Ingénieur (spécialisation métallurgie ou mécanique si possible) avec formation complémentaire en gestion, sera bilingue Français/Allemand et aura une bonne pratique de l'Anglais. Il pourra justifier d'une bonne aptitude commerciale et technique à la négociation et de réussites auprès de Sociétés allemandes, leaders dans leur secteur (automobile, chantiers navals, aéronautique, soudure...). Un goût certain pour les contacts technico-commerciaux et une aptitude réelle au management sont indispensables. Evolution du poste : à terme, vers des fonctions de co-gérant pour un candidat de valeur.

Rémunération en rapport avec les exigences du poste. Voiture de fonction. Résidence région MARBURG, ville universitaire située à 100 km de FRANCFORT.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, prétentions) sous réf. 3514 M (à préciser sur l'enveloppe) à l'Agence AFFLUENTS - 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

The Japanese Company OMRON Electronics Europe is one of the most dynamic enterprises in the European market in the area of production and commercialisation of high tech components and systems.

Based at the European headquarters, located near Amsterdam, we are looking to employ a

product manager temperature controllers

The position covers:

- introduction of new products
- development of new product concepts in response to market needs and technical trends
- the coordination of the technical database available to the sales organisations and the international R&D centres.

Located near Amsterdam, the position mainly covers the European market.

The successful candidate has a sound knowledge, on a academic level, in the field of electronics or electro-mechanical applications, is between 30 - 40 years of age, with at least 5 years experience in an international sales organisation or manufacturer of industrial products. In order to develop an international and multi-cultural operation OMRON has a preference for candidates with good command of the French and English languages.

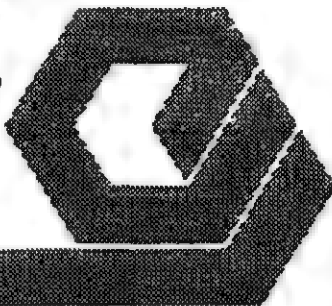
OMRON offers:

- a challenging and dynamic work environment
- an attractive remuneration package
- the opportunity to an international career.

Should you qualify for the position and be interested to develop your career further, please apply by sending your resume to:

staffpool international®

p/a Neren Aard 22
2550 SLOWITCH
Belgique
Tél. (03) 4574969



Consultant et animateur en développement des entreprises

Nous assistons des entreprises dans l'élaboration de nouveaux concepts, dans le développement interne de leur organisation et dans le renforcement de leurs relations sur le marché.

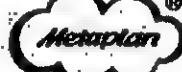
Nous intervenons à l'échelle internationale, avec un centre de gravité placé en Europe. Nous disposons, à Paris et à Hambourg, de nos propres centres de communications, et d'un bureau aux Etats Unis. Notre équipe compte 20 consultants.

Nous développons nos activités et recherchons de jeunes diplômés d'études

supérieures en sciences économiques, en gestion ou en sciences sociales, d'un niveau de 3^e cycle. La maîtrise des langues allemande, française et anglaise doit être bien assurée. Des activités extra-scolaires et des séjours à l'étranger doivent témoigner d'une capacité d'initiative et d'engagement personnel.

Le (la) candidat(e) trouvera chez nous un environnement collégial et créatif, favorable au développement personnel et au travail d'équipe. Nous sommes prêts à envisager ultérieurement une relation de partenariat.

Metaplan S.r.l.
1, rue du Ruisseau Blanc
F-91620 Nozay



Metaplan GmbH
Goethestrasse 16
D-2085 Quickborn

Le Monde INTERNATIONAL

INTERNATIONAL INSTITUTE OF TROPICAL AGRICULTURE INTERPRETER/TRANSLATOR (English/French)

The International Institute of Tropical Agriculture (IITA) at Ibadan, Nigeria, invites applications for the position of Interpreter/Translator in the information services Program of the Institute.

IITA is an international agricultural research and training center, one of a consortium of 13 such centers world-wide which was organized by the World Bank, Food and Agriculture Organization and United Nations Development Program.

The Interpreter/Translator will be required to interpret conferences, workshops, training courses, field activities and visits consecutively and/or simultaneously as the case may be. He or she will also have to translate scientific and administrative documents and update the terminology data base of the Institute.

Candidates for the position must possess a University degree in conference interpreting, translation, modern languages or related fields with adequate experience in simultaneous interpretation.

The salary and benefits are competitive and include housing, personal car, children's educational allowance, annual home leave travel and health services. The Institute's headquarters, research facilities and residential and recreational areas are situated on an attractive 1000 hectares campus outside Ibadan.

Applicants for the position of Interpreter/Translator are invited to send their curriculum vitae, names and addresses of three referees (including telephone and telex numbers, if available) to either of the following addresses.

MANPOWER Development Manager

IITA
c/o Lambourn and Co. Ltd.
26 Dingwall Road
Croydon CR9 3EE
ENGLAND

MANPOWER Development Manager

IITA
Oyo Road, P.M.B. 5320
IBADAN
Oyo State
NIGERIA



D.A.F en Allemagne

1er producteur Européen de volailles, 2400 salariés, CA de 2,5 milliards en produits finis, 14 sites industriels en Europe. Notre activité couvre l'ensemble de la filière Avicole (Accoupage, nutrition animale, élevage, abattage, conditionnement et transformation des volailles, transport terrestre et maritime). Pour notre filiale allemande (600 personnes, CA de 200 millions de DM, 6 établissements), nous recherchons un

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Rattaché au Directeur Général, vous êtes responsable de l'ensemble des services administratifs, comptables et financiers; ce poste est basé à Bad Bentheim (région Münster).

Agé de 30/35 ans, vous possédez une formation supérieure, une expérience professionnelle acquise dans une fonction similaire et

vous êtes totalement bilingue Français - Allemand.

Naturellement, vous avez vécu et travaillé en Allemagne fédérale, dont les habitudes de vie et de travail vous sont familières.

En fonction des résultats obtenus, ce poste pourra évoluer vers une fonction aux responsabilités plus larges encore.

Envoyer CV + lettre en Allemand + photo à DOUX SA
BP 29 - 29150 CHATEAULIN Cedex.



Professeur d'université

directeur du Centre de recherche sur l'antisémitisme
à l'Université technique de Berlin

Rémunération d'après le tarif C 4 des fonctionnaires ouest-allemands.
Chiffre : 1 - 504 (Fachbereich 1 - Faculté des sciences des communications et linguistique).

Dans limite : Les candidatures doivent être envoyées avant le 31 août 1989.

Le Centre, fondé en 1982, est un institut de recherche et d'enseignement pluridisciplinaire sur l'antisémitisme moderne. Le candidat, issu de la faculté des sciences humaines ou sociales, devra être en mesure, outre son travail dans sa propre matière, de diriger un institut pluridisciplinaire. Parallèlement à la recherche et à l'enseignement, il sera chargé de la préparation et de la réalisation de projets de recherche subventionnés.

Le candidat doit remplir les conditions requises pour être nommé professeur d'après le paragraphe 100 du statut des universités berlinoises.

La priorité sera accordée aux grands handicapés possédant les mêmes qualifications. Prière d'envoyer votre dossier complet de candidature, sans omettre le chiffre, à l'adresse suivante : Président der Technischen Universität Berlin, - II A 13 -, Strasse des 17. Juni 135, D-1000 Berlin 12.

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Chaque mercredi, le Monde consacre cette page à la publication d'une sélection d'appartements et de maisons individuelles mis à la location par les investisseurs institutionnels.

Mais qui sont ces institutionnels ?

Ce sont, en fait, des compagnies d'assurances, des sociétés immobilières d'investissement, des caisses de retraites qui, le plus souvent, sont statutairement amenées à investir 30 % de leurs bénéfices en placements immobiliers.

La vocation de ces investissements, c'est d'apporter un revenu financier.

Ces immeubles sont donc mis sur le marché locatif. Mais, appartenant à des institutionnels qui possèdent des parcs importants, ils sont gérés professionnellement sous l'œil attentif de l'administration. Ils garantissent

donc aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régissant les relations entre locataires et propriétaires et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément et coordonnées du commercialisateur à contacter.

D'un commun accord entre le Monde et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			78 - YVELINES			92 - HAUTS-DE-SEINE		
2^e ARRONDISSEMENT			5 pièces			2 pièces		
76 m ² , 3 ^e étage	64, rue Tiquetonne SAGGEL - 47-42-44-44	7.020 + 588	Maison 112 m ²	Cuyancourt 15, allée des Ganits SAGGEL - 46-08-95-70	5.770 + 178	52 m ² , 3 ^e étage	Puteaux 1, rue Volta AGF - 42-44-00-44	3.500 + 470
3^e ARRONDISSEMENT			2 pièces			4 pièces		
76 m ² , r.-de-ch.	7, rue du Grand-Veneur SAGGEL - 47-42-44-44	6.100 + 832	52 m ² , 4 ^e étage	Versailles 96, avenue de Paris SAGGEL - 46-08-90-36	3.000 + 531	80 m ² , 1 ^{er} étage	Saint-Cloud 6, square Sainte-Clotilde AGF - 42-44-00-44	6.370 + 600
5^e ARRONDISSEMENT			4 pièces			3 pièces		
40 m ² , 3 ^e étage	75, rue Monge CIGIMO - 48-24-50-00	3.800 + 200	106 m ² , 4 ^e étage	Versailles 57, avenue Foch SAGGEL - 46-08-90-36	5.460 + 1.537	73 m ² , 3 ^e étage	Saint-Cloud 21, rue de la Libération SAGGEL - 46-08-90-36	5.750 + 583
6^e ARRONDISSEMENT			3 et 4 pièces			3 pièces		
76 m ² , 6 ^e étage	47, rue Froidevaux AGF - 42-44-00-44	6.300 + 840	parking neufs	Viroflay 2, rue J.-Bertrand CIGIMO - 48-24-50-00	A partir de 5.460 + 780	69 m ² , 4 ^e étage	Saint-Cloud 3, place du Moustier SAGGEL - 46-08-90-36	4.995 + 490
7^e ARRONDISSEMENT			5 pièces, 2 park.			2 pièces		
3-4 pièces + balcon 80 m ² , 4 ^e étage	44, avenue de Saxe CIGIMO - 48-24-50-00	7.550 + 1.966	110 m ² , 4 ^e étage	Viroflay 10-12, bd de la Libération GCI - 40-16-28-89	5.670 + 530	53 m ² , 6 ^e étage	Suresnes 16-22, rue S.-de-Rothschild AGF - 42-44-00-44	3.540 + 800
8^e ARRONDISSEMENT			91 - ESSONNE			93 - SEINE-SAINT-DENIS		
Studio libre 30 m ² , 1 ^{er} étage	13, rue du Champ-de-Mars SGI/CNP - 48-56-16-81	2.820 + 692	4 pièces, parking			5 pièces		
11^e ARRONDISSEMENT			76 m ² , 2 ^e étage	Gif-sur-Yvette Rée, Les Grandes-Coudraies GCI - 40-16-28-89	3.350 + 816	100 m ² , r.-de-ch.	Tremblay-lès-Gonesse 2, rue Nicolas-Copernic LOC INTER - 47-45-19-97	3.100 + 1.210
35 m ² , 4 ^e étage	46, rue du Collège GCI - 40-16-28-89	3.850 + 558	92 - HAUTS-DE-SEINE			94 VAL-DE-MARNE		
12^e ARRONDISSEMENT			2 pièces			2 pièces, parking		
35 m ² , 1 ^{er} étage	65-67, av. des Champs-Élysées AGF - 42-44-00-44	3.770 + 260	49 m ² , 4 ^e étage	Boulogne 46-48, rue de Bellevue SAGGEL - 46-08-90-36	4.200 + 529	49 m ² , 4 ^e étage	Charenton-le-Pont 158, rue de Paris LOC INTER - 47-45-19-97	4.400 + 601
13^e ARRONDISSEMENT			5 pièces			4 pièces, parking		
83 m ² , 1 ^{er} étage	5-7, rue Saint-Hubert AGF - 42-44-00-44	6.475 + 820	80 m ² , 3 ^e étage	Boulogne 140, route de la Reine AGF - 42-44-00-44	5.350 + 1.514	87 m ² , 3 ^e étage	Charenton-le-Pont 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-45-19-97	7.000 + 1.058
15^e ARRONDISSEMENT			2 pièces, parking			2 pièces, parking		
46 m ² , 5 ^e étage	74, rue Arnelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	6.300 CC/SEM.	47 m ² , 1 ^{er} étage	Boulogne 24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-19-97	4.310 + 463	50 m ² , 4 ^e étage	Saint-Mandé 35-37, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	4.380 + 563
16^e ARRONDISSEMENT			3 pièces			3 pièces, parking		
28 m ² , r.-de-c.	74, rue Arnelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.150 CC/SEM.	78 m ² , 2 ^e étage	Garches 13, rue des Quatre-Vents SAGGEL - 46-08-90-36	4.040 + 1.081	74 m ² , 1 ^{er} étage	Saint-Mandé 31-33, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	6.100 + 773
17^e ARRONDISSEMENT			4/5 pièces, balcon			95 - VAL-D'OISE		
36 m ² , r.-de-c.	74, rue Arnelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.575 CC/SEM.	110 m ² , 3 ^e étage	Garches 11 bis, rue des Suisses CIGIMO - 48-24-50-00	8.155 + 800	2 pièces, parking		
18^e ARRONDISSEMENT			parking	Issy-les-Moulineaux Rue J.-P.-Timbaud SAGGEL - 46-08-90-36	3.100 + 421	54 m ² , 1 ^{er} étage	Enghien 103, rue du Général-de-Gaulle GFF - 48-02-36-66	3.600 + 432
71 m ² , 4 ^e étage	12, imp. Carrière-Maingot SGI/CNP - 43-71-48-17	4.790 + 869	2 pièces			4 pièces, parking		
19^e ARRONDISSEMENT			53 m ² , 3 ^e étage	Issy-les-Moulineaux Rue J.-P.-Timbaud SAGGEL - 46-08-90-36	3.900 + 552	82 m ² , 1 ^{er} étage	Enghien 103, rue du Général-de-Gaulle GFF - 48-02-36-66	6.200 + 664
43 m ² , r.-de-ch.	104, rue de Charenton SAGGEL - 47-42-44-44	2.800 + 390	2 pièces, parking			5 pièces		
20^e ARRONDISSEMENT			50 m ² , 3 ^e étage	Issy-les-Moulineaux 23, rue Foucher-Lapellatier LOC INTER - 47-45-19-97	3.815 + 567	Maison 107 m²		
2 pièces	15-17, rue Raynaud SAGGEL - 47-42-44-44	5.100 + 1.306	2 pièces, parking			33 - GIRONDE		
19^e ARRONDISSEMENT			44 m ² , 1 ^{er} étage	Issy-les-Moulineaux 21, rue Foucher-Lapellatier LOC INTER - 47-45-19-97	3.100 + 567	Studio, 1^{er} étage		
62 m ² , 1 ^{er} étage	29, avenue Ledru-Rollin AGF - 42-44-00-44	5.000 + 750	3 pièces, parking			33 m ²	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONSTR. - (16) 56-90-11-33	1.900 + 180
13^e ARRONDISSEMENT			85 m ² , 5 ^e étage	Neuilly 223, av. Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-24-50-00	8.000 + 1.300	3 pièces, 2^e étage		
83 m ² , 2 ^e étage	14, rue des Frères-d'Audier SGI/CNP - 46-56-94-15	5.850 + 791	4 pièces			76 m ²	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONSTR. - (16) 56-90-11-33	3.750 + 445
15^e ARRONDISSEMENT			160 m ² , 3 ^e étage	Neuilly 74, rue de Chézy GCI - 40-16-28-89	19.200 + 2.980	4 pièces, 1^{er} étage		
66 m ² , 4 ^e étage	9, rue Edmond-Roger SAGGEL - 47-42-44-44	5.150 + 1.353	Studio			102 m ²	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONSTR. - (16) 56-90-11-33	4.540 + 595
16^e ARRONDISSEMENT			40 m ² , 1 ^{er} étage	Neuilly 39, rue Permetier AGF - 42-44-00-44	3.440 + 650			
2 pièces	15-17, rue Raynaud SAGGEL - 47-42-44-44	5.100 + 1.306						
19^e ARRONDISSEMENT								
80 m ² , 1 ^{er} étage	15-17, rue Raynaud SAGGEL - 47-42-44-44	5.100 + 1.306						
19^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces	10, résidence Belleville AGF - 42-44-00-44	3.460 + 590						
20^e ARRONDISSEMENT								
52 m ² , 7 ^e étage	78, rue Petit AGF - 42-44-00-44	5.000 + 1.180						
20^e ARRONDISSEMENT								
4 pièces	78, rue Petit AGF - 42-44-00-44	5.000 + 1.180						
20^e ARRONDISSEMENT								
79 m ² , 8 ^e étage	2-8, rue Tolain AGF - 42-44-00-44	1.745 + 300						
20^e ARRONDISSEMENT								
4 pièces	19, rue des Balkans SGI/CNP - 43-67-06-38	4.908 + 887						
20^e ARRONDISSEMENT								
87 m ² , 4 ^e étage	105, rue Villiers SGI/CNP - 43-61-54-59	5.408 + 807						

PUTEAUX



16, avenue Georges-Pompidou
Dans cette résidence de bon standing,
intégrée dans un ensemble immobilier
en bordure de Seine,
quelques appartements
sont actuellement disponibles
(studio, 2 p., 3 p.).



AGF Location - 27, rue Laffitte, 75009 PARIS.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



GRUPE GTF



RÉSIDENCES HOTELIERS



GRUPE UAP



SGI-CNP
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Économie

Le Monde • Jeudi 6 juillet 1989 27

SOMMAIRE

■ M. François-Xavier Ortoli, président de la Compagnie française des pétroles-Totol, ne veut pas d'un rapprochement avec Elf et explique, dans un entretien au Monde, que la taille modeste de son groupe ne constitue pas un handicap (lire ci-dessous).

■ La France est entrée dans le « cercle vertueux » de la croissance, ce qui permet un nouveau

partage en faveur des salariés, estime le Conseil économique et social (lire page 28).

■ Plusieurs milliers d'agents des impôts en grève ont manifesté, mardi 4 juillet, à Paris, devant le nouveau ministère des finances (lire page 28).

■ Le cinquième brasserie britannique, Scottish Newcastle, va

acquérir pour 2,4 milliards de francs 66 % du capital du groupe néerlandais Center Parc (quatorze parcs de loisirs) (lire page 30).

■ La sécurité routière peut être une source de profits pour les industriels, estime M. Georges Sarre, secrétaire d'État aux transports (lire page 29).

Une étude du ministère de l'Industrie

Les grandes entreprises françaises sont trop petites

Les grandes entreprises françaises souffrent encore d'une taille insuffisante par rapport à leurs concurrents étrangers et sont relativement moins aidées qu'elles par l'État en matière de recherche-développement. Tels sont les deux enseignements majeurs d'une étude demandée par le ministère de l'Industrie à la société américaine Bain & Co et concernant les trois cents plus grandes entreprises, hormis les vingt premières.

Les chiffres d'affaires concernés s'élèvent de 1 à 35 milliards de francs, avec une moyenne de 5,7 milliards. Ces trois cents entreprises représentent 28 % de la valeur ajoutée industrielle de la France et 56 % des exportations : l'enjeu n'est donc pas mineur.

Les trois cents ont « fortement contribué au redressement de l'industrie française », constate le cabinet Bain, qui poursuit : « Cependant, ces entreprises, malgré leur croissance dans l'avenir, restent structurellement fragiles et sous-dimensionnées. Le handicap de taille est estimé de 35 % à 40 % vis-à-vis de leurs homologues anglaises ou allemandes. »

Si leur solidité est supérieure à celle des autres entreprises françaises (leur capacité d'autofinancement, avec 10 % du chiffre d'affaires, est supérieure de 50 % à la moyenne française), les trois cents ont un « endettement encore élevé », leur dette atteint parfois 100 % de leurs fonds propres et 40 % ne sont pas cotés en Bourse.

Malgré cela, elles prévoient d'accroître leur rythme de croissance de 9,6 % par an de 1985 à 1992, et de 11 % par an d'ici à 1992, en consolidant leur base européenne et en s'engageant dans les pays les plus développés d'Asie.

Offensives, elles savent que la compétition sera demain renforcée : 45 % d'entre elles sentent qu'elles vont perdre « leurs dernières protections » et doivent rejoindre les 27 % qui sont déjà « en haute mer ».

Distances vis-à-vis de l'État et scepticismes sur ses capacités à appréhender les entreprises, les trois cents attendent moins des aides directes qu'une amélioration de la fiscalité (charges sociales et taxes professionnelles sont encore pénalisantes) et de l'« environnement ». C'est le cas en particulier de la recherche publique : 72 % des entreprises jugent que les organismes d'État ne leur servent pas, mais la moitié avoue mal connaître leurs travaux. Il faudrait définir « un nouveau partenariat » qui tienne compte d'abord des besoins des firmes dans le financement des laboratoires d'État.

Une meilleure collaboration public-privé est jugée plus utile que les grands programmes qui sont réservés aux mêmes géants et bénéficient peu, en fin de compte, aux entreprises technologiques innovatrices.

Les trois cents déplorent également l'inertie du système bancaire et des taux d'intérêt trop élevés, et constatent la forte inadéquation entre l'enseignement supérieur et les besoins des entreprises. Le système éducatif « favorise les talents analytiques et la performance individuelle au détriment du travail en équipe et de l'apprentissage du leadership ». Au total près de la moitié des entreprises sont insatisfaites de la qualité des jeunes recrutés, tandis qu'en terme qualitatif un tiers d'entre elles éprouvent des difficultés à trouver les ingénieurs de développement, les informaticiens et les ouvriers très qualifiés dont elles ont besoin.

Toyota construit une usine de moteurs en Grande-Bretagne

Toyota, le premier constructeur japonais d'automobiles, a confirmé, mardi 4 juillet, qu'il investira 140 millions de livres, soit environ 1,5 milliard de francs, pour créer à Shotton, en pays de Galles, une usine de moteurs. Cette unité, qui emploiera trois cents personnes, devrait produire deux cent mille moteurs par an.

Elle alimentera l'usine d'assemblage que le constructeur japonais est en train de construire à Barnston, dans le centre de l'Angleterre, et qui produira deux cent mille automobiles par an, avec trois mille salariés, à partir de la fin de 1992.

Amorçant cette nouvelle implantation qui portera les investissements prévus du groupe en Grande-Bretagne à 840 millions de livres (9 milliards de francs), la direction

de Toyota a laissé entendre qu'elle prévoyait de créer une autre usine en Europe, destinée à produire de petits véhicules commerciaux. Outre ses projets en Grande-Bretagne, le constructeur nippon produit déjà des pick-up en RFA, en association avec Volkswagen, et possède une participation minoritaire dans une usine de montage au Portugal destinée au marché local.

Toyota est le dernier constructeur japonais à s'implanter industriellement en Europe. Nissan a déjà commencé à produire des voitures dans son usine de Sunderland, en Grande-Bretagne, et Honda devrait, dès cet été, produire des moteurs, également en Grande-Bretagne, où il a conclu un accord d'association avec Rover pour fabriquer trente mille à quarante mille voitures par an.

Un entretien avec le président de Total

Un rapprochement avec Elf « ne me paraît pas raisonnable », nous déclare M. François-Xavier Ortoli

Depuis 1986, année au cours de laquelle, pour la première fois, ses résultats sont passés dans le rouge, la seconde compagnie pétrolière française inquiète. Privée de chimie, handicapée par la relative faiblesse de ses réserves pétrolières, et le poids d'un raffinage largement déficitaire, la Compagnie française des pétroles - Total, n'a pas encore réussi, contrairement à Elf, à se remettre complètement des effets du « contre-choc » pétrolier. A quelques mois de la nomination d'un nouveau président, l'état-major, démoralisé, s'interroge sur les intentions prêtées au gouvernement de fusionner Elf et Total. M. François-Xavier Ortoli, président du groupe, répond, dans l'entretien qu'il nous a accordé, aux nombreuses critiques adressées à la gestion et repousse catégoriquement l'idée d'un rapprochement avec le groupe concurrent.

« Total a-t-il la taille critique nécessaire pour survivre à terme dans un environnement pétrolier de plus en plus compétitif et mouvant ? - Total est une compagnie pétrolière de bonne dimension. Selon le classement de la revue *Petroleum Intelligence Weekly*, nous sommes en matière pétrolière la dixième compagnie (hors États producteurs). Ce n'est pas Exxon, Shell ou BP ! Mais nous sommes devant Petrofina, derrière Elf pour l'instant, mais devant eux pour l'avenir.

Dans l'exploration-production, il ne manque pas dans le monde de compagnies de cette taille qui peuvent jouer un rôle et dégager des revenus. Cela ne veut pas dire que je n'aie pas de problème de développement, de reconquête des réserves, mais notre amont est diversifié notamment au Moyen-Orient, région qui reprendra dans les années qui viennent la première place sur le marché et dans laquelle nous avons des atouts très importants. Dans le raffinage-distribution, nous avons une position relativement plus importante. Là aussi Total a une bonne taille avec une répartition des risques mieux équilibrée qu'on ne le pense puisque la France ne représente que 35 % de l'ensemble de l'aval, le reste de l'Europe 20 %, les États-Unis 17 % et l'Afrique 15 %. Dans la plupart des pays nous sommes instrument de raffinage, nous ne sommes pas producteurs, ce qui nous oblige à être plus sélectifs et plus engagés. Dans l'attente d'une remontée progressive des prix que j'espère, au moins à moyen terme. Si la croissance économique continue au rythme des deux ou trois dernières années, on va progressivement vers un certain équilibre du marché, c'est un élément qui fonde ma confiance dans l'avenir de la société.

Deuxième vrai problème : la dimension financière. J'ai fixé au groupe l'objectif d'atteindre, au tournant des années 1992-1993 4 milliards de francs de profits, contre 2 milliards de francs en 1988, et sans doute plus en 1989. Je crois qu'on peut l'atteindre... Il est difficile de fixer des objectifs lorsque le contexte extérieur peut modifier d'une manière aussi forte les résultats. Mais il faut constituer un ensemble dont chaque partie puisse rendre une profitabilité maximum. Quelle que soit l'évolution générale il faut conserver la capacité de réaction. C'est beaucoup plus important que de réfléchir à la taille physique idéale.

Total a quand même connu deux années particulièrement difficiles. - Pour une compagnie pétrolière, cela n'est pas étonnant lorsque le prix du baril s'effondre. C'est ainsi qu'en 1986 nous avons eu un effet de stock négatif de 7,5 milliards de francs. Mais la compagnie a des bases de départ satisfaisantes. Il ne faut pas oublier qu'elle s'est reconstruite sur quinze ans ! C'est un élément fondamental. Total a été reconstitué complètement son amont après les nationalisations intervenues en Algérie, en Irak, en Iran, etc. Aujourd'hui c'est fait. Nous sommes sur un très bon che-



Aujourd'hui, ce dont j'ai besoin, ce n'est pas ça. J'ai besoin de renforcer les structures internes du groupe et de développer nos bases financières, grâce à une profitabilité accrue et grâce à une augmentation de fonds propres, cela viendra.

« Gagner plus d'argent »

Vous ne considérez donc pas que vous êtes trop petits ? - Je considère que nous devons gagner plus d'argent. Ce n'est pas un problème de taille physique. Nous avons, comme tous les groupes, d'abord un problème d'environnement international. Le prix du baril est passé de 30 à 15 dollars sur une période très courte. Cette chute, qui a fortement réduit les profits de l'ensemble, nous oblige à être plus sélectifs et plus engagés. Dans l'attente d'une remontée progressive des prix que j'espère, au moins à moyen terme. Si la croissance économique continue au rythme des deux ou trois dernières années, on va progressivement vers un certain équilibre du marché, c'est un élément qui fonde ma confiance dans l'avenir de la société.

Deuxième vrai problème : la dimension financière. J'ai fixé au groupe l'objectif d'atteindre, au tournant des années 1992-1993 4 milliards de francs de profits, contre 2 milliards de francs en 1988, et sans doute plus en 1989. Je crois qu'on peut l'atteindre... Il est difficile de fixer des objectifs lorsque le contexte extérieur peut modifier d'une manière aussi forte les résultats. Mais il faut constituer un ensemble dont chaque partie puisse rendre une profitabilité maximum. Quelle que soit l'évolution générale il faut conserver la capacité de réaction. C'est beaucoup plus important que de réfléchir à la taille physique idéale.

Total a quand même connu deux années particulièrement difficiles. - Pour une compagnie pétrolière, cela n'est pas étonnant lorsque le prix du baril s'effondre. C'est ainsi qu'en 1986 nous avons eu un effet de stock négatif de 7,5 milliards de francs. Mais la compagnie a des bases de départ satisfaisantes. Il ne faut pas oublier qu'elle s'est reconstruite sur quinze ans ! C'est un élément fondamental. Total a été reconstitué complètement son amont après les nationalisations intervenues en Algérie, en Irak, en Iran, etc. Aujourd'hui c'est fait. Nous sommes sur un très bon che-

min. Nos performances en matière d'exploration sont tout à fait comparables à celles de nos concurrents.

Pour tous, l'exploration est devenue plus difficile : baisse du prix du pétrole, qui élimine les territoires à exploration chère, monopole des compagnies nationales dans certaines très bonnes zones, etc. La preuve est que l'an dernier les compagnies ont renouvelé leurs réserves, grâce au complément qu'apportait les acquisitions et non la seule exploration. Nous avons reconstruit nos réserves. Nous nous spécialisons sur certaines zones, sur deux ou trois objectifs fondamentaux. Et nous sommes en train d'abaisser notre point mort, c'est-à-dire le prix de revient d'équilibre. Par exemple, nous donnons la priorité à l'exploration dans des zones que nous connaissons bien et que nous sommes « sentons » bien. Notre politique est aussi de développer les satellites autour de pôles de production importants comme Alwyn ou l'Argentine. Nous économisons ainsi sur toute une partie des infrastructures et le coût moyen est abaissé.

Pour augmenter la profitabilité il ne suffit pas de se mettre à genoux et espérer que les dieux vont nous apporter un baril à 25 dollars, un dollar à 7 francs et des marges de raffinage triples ! Il y a un énorme travail à faire pour être en état de profiter des atouts dont nous disposons. J'ai appliqué une politique tenace de rationalisation. Nous mettons en place des centres de profit. Nous avons vendu le raffinage-distribution en Italie que la maison considérait comme un de ses fleurons mais dont n'attendaient pas de résultats autres que décevants. Nous sommes sortis du secteur des câbles, un marché incertain où nous n'avions ni la dimension ni le type de culture nécessaire. Nous avons sensiblement réduit la voile en matière minière. Une partie de nos coûts aujourd'hui sont des coûts de restructuration.

Depuis mon arrivée en 1984, les effectifs de la maison mère ont diminué de 25 %, ceux de l'exploration-production de 40 %. Total-France a réduit ses effectifs de 30 % et le nombre de ses points de vente d'un tiers. Cela en cherchant à valoriser mieux l'outil, en le privant de ses compétences. C'est un travail mal perçu car il doit être fait de manière continue et sans glorie. Tels que nous sommes, et comme la stratégie que nous suivons, je suis convaincu que nous pouvons nous développer et gagner plus d'argent. Il faut accompagner cet effort d'une augmentation raisonnée de nos fonds propres, c'est-à-dire élargir notre base financière. Il faut aussi que notre effort de musculation soit poursuivi avec constance.

Vers un retour dans la chimie

Total est absent du secteur chimie. Le regrettez-vous ? - Nous ne sommes pas absents. Certes nous n'avons pas une grosse branche chimie, mais nous avons des positions non négligeables et une bonne rentabilité. Après tout la chimie a fait 20 % de nos profits en 1988. Nous avons une participation dans Socabo, nous sommes parmi les meilleurs dans les aromatiques. Dans la « parachimie » nous sommes, grâce à notre présence dans Hutchinson, les premiers caoutchoucs industriels et domestiques en France et les deuxièmes à l'échelle de toute l'Europe.

Nous avons peut-être malgré tout une base pétrolière trop exclusive dans un marché incertain. C'est pourquoi nous avons pris le parti de développer notre secteur chimie. Nous y avons déjà été, nous y conservons une présence et il y a une affinité entre le développement de la chimie et celui du pétrole.

Nous développerons notre présence dans ce secteur, mais je ne tenterai pas d'installer une nouvelle tête de pont en payant un droit d'entrée trop élevé. C'est là la différence avec une compagnie déjà installée : elle a son système, elle fait son achat, cherche des synergies ; elle économise sur ses frais gé-

aux, elle peut compléter ses gammes. Pour nous, au contraire, le surcoût est total au départ. On peut faire un petit effort sur le ticket d'entrée, mais je n'accepte pas de surpayer une acquisition dans la chimie. Je n'ai pas d'expérience chimique actuelle, simplement pour qu'on puisse dire : « Total, quelle anecdote ! » Je n'ai pas accepté de le faire. Je ne dis pas que je n'aie pas cherché des solutions d'une nature différente, afin d'éviter cet écueil, mais cela n'a pas marché.

Comment allez-vous faire ? - Notre stratégie consiste à nous appuyer sur les bases actuelles. Nous voulons développer notre présence dans les aromatiques, nous avons d'assez gros projets, et renforcer Hutchinson. Cela manque de « pep » ? Mais, si nos projets se réalisent on va investir 1,6 milliard ou 1,7 milliard dans les aromatiques sur les exercices 1990-1992. Et Hutchinson, qui vient de prendre une participation dans Spontex, a tout notre soutien dans ses projets de développement. J'espère que cela sera rentable. Nous en sommes sûrs.

On a dit que vous vous étiez fait forcer la main ?

C'est entièrement faux. Nous avons pris l'affaire Spontex dès le départ. Les décisions ont été les nôtres. Le principe ici est de faire ce qu'on croit devoir faire avec les moyens dont on dispose et de ne pas chercher de faux rêves. C'en est un bon exemple de gestion. Total est en train de faire une acquisition chimique que nous aurons traitée longtemps.

Vous succédez et celle de M. Deny, ancien chef de groupe, restent ouvertes ? Ne sont-elles pas responsables de la situation actuelle ? - Rassurez-vous : en ce qui concerne la succession de M. Deny, elle est réglée. Pierre Vailland, directeur de l'exploration-production, vient d'être nommé directeur général de la compagnie. Son expérience, je l'ajoute, dépasse de beaucoup le cadre de l'amont. Avec cette nomination qui intervient après celle, toute récente, de M. Nanot à la présidence de Total-France, l'équipe du comité exécutif est au complet, les hommes sont en place, il n'y a aucun hiatus dans aucun des organes de direction de la compagnie.

Quant à moi, je pars en février 1990 et comme j'ai bien l'intention de rester jusqu'au bout la plénitude de mes responsabilités, il n'y a pas de problème de succession. J'ai le vif désir que la maison ne soit pas habitée par des questions comme « où allons-nous ? Que va-t-on devenir ? », qui sont un élément de trouble important. Il reste huit mois, il n'est pas étonnant que le climat soit un peu tendu. Mon objectif est de pouvoir clarifier la situation, moins vis-à-vis du « microcosme » que de l'extérieur. Les équipes ont besoin de savoir dans quel type d'organisation elles se trouvent.

Sonhaitiez-vous quelques de l'industrie ? - Gardons une pointe de mystère... Je me suis fixé comme règle de ne pas m'exprimer publiquement sur des sujets. Le problème, comme dans toute succession, c'est le choix d'un bon président, d'un homme capable de définir une politique, de commander, de négocier, de motiver. C'est à cela que je m'emploierai avec l'objectif d'éclaircir l'avenir assez tôt.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURUS.

Accord germano-bulgare sur la navigation fluviale. - Un accord entre la Bulgarie et la RFA sur la navigation fluviale a été signé le 4 juillet à Bonn par le ministre ouest-allemand des transports, M. Friedrich Zimmermann, et son homologue bulgare M. Trifon Paschov. Les péniches et convois bulgares pourront utiliser le canal reliant le Main au Danube, qui doit être ouvert dans deux ans. L'accord règle également la circulation sur la partie bulgare du Danube des péniches ouest-allemandes. (AFP.)

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Remoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Remoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (valeur normale)
2 semaines	80 F	180 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	160 F	261 F
2 mois	280 F	462 F
3 mois	365 F	703 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-98-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la date en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE

du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Économie

CONJONCTURE

Les hausses de juillet

En même temps que le plafond de la Sécurité sociale qui passe de 10 540 F à 10 540 F (+ 1,33 %) et qui sert de base à plusieurs prestations et cotisations, de nombreuses prestations sont revalorisées à compter du 1^{er} juillet :

• Les pensions de retraite et d'invalidité et les rentes d'accidents du travail du régime général et des régimes assimilés sont majorées de 1,2 % ; la pension d'assurance-veuvage minimum passe à 2 597 F par mois pour la première année, 1 706 F la deuxième, 1 299 F la troisième ; le minimum contributif est porté à 2 713,47 F par mois.

• La majoration pour tierce personne à 4 730,21 F par mois ; l'allocation aux vieux travailleurs salariés passe à 1 207,50 F par mois ; l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité à 1 025 F par mois pour une personne seule, à 2 667,50 F pour un couple ; le plafond de ressources est porté à 34 890 F par an pour une personne seule, à 60 990 F pour un couple.

• L'allocation aux adultes handicapés passe à 2 832,50 F par mois, et l'allocation compensatrice pour tierce personne à 3 784,23 F par mois au minimum, 1 892,11 F au maximum. Le plafond de ressources est porté à 34 050 F par an pour un célibataire, 68 100 F pour un couple, avec un supplément de 17 025 F par enfant à charge.

• Les prestations familiales ayant été augmentées de 1,01 % au 1^{er} juillet les allocations familiales passent à 579 F par mois pour deux enfants, et 741 F par enfant supplémentaire (majoré de 163 F pour les enfants de 10 à 15 ans, de 289 pour ceux de plus de 15 ans) ; le complément familial est porté à 753 F par mois ; l'allocation pour jeune enfant à 831 F ; l'allocation parentale d'éducation à 2 578 F (à plein temps), l'allocation de rentrée scolaire à 362 F.

• L'allocation de soutien familial passe à 542 F en cas d'absence des deux parents, 407 F en cas d'absence d'un seul ; l'allocation de parent isolé à 2 712 F plus 904 F par enfant.

De son côté, la Caisse nationale de retraite des artisans a décidé de relever de 2,5 % les retraites complémentaires. Le point de retraite passe à 1,446 F.

Le rapport de M. Jean Lacroix

Le Conseil économique et social préconise un nouveau partage des fruits de la croissance en faveur des salariés

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, devait présenter, mercredi 5 juillet, en conseil des ministres une communication sur la situation économique française. En présentant, mardi, l'analyse de conjoncture du Conseil économique et social, M. Jean Lacroix, ancien président de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs, a estimé que l'économie française était entrée dans un « cercle vertueux », il était temps « de procéder à un réajustement du partage des fruits de la croissance en faveur des salariés ».

« Finalement, vous voyez la situation économique avec optimisme ?

— Oui, je suis relativement confiant.

— Vous pensez donc que le ralentissement de l'activité dans le monde n'est pas pour 1989, mais pour 1990 ?

— Peut-être même pas pour 1990.

Il y a beaucoup de robustesse et pas mal d'indépendance d'esprit dans les propos de M. Jean Lacroix, qui, pour le Conseil économique et social, présentait à la presse, le mardi 4 juillet, la traditionnelle analyse de conjoncture du palais d'Élysée.

L'auteur du rapport explique « en résumant parfois de son texte mais en signalant toujours quand cela se produit — que le cycle de forte expansion que connaissent les États-Unis depuis presque sept ans est en train de prendre fin tout doucement. Un atterrissage en douceur » qui va réduire la demande de l'Amérique du Nord dans les échanges internationaux, mais devrait être compensée par la forte

activité de l'Europe et du Japon. Une activité plus forte que prévu.

Après avoir discrètement rappelé l'appel émis de trente-trois économistes internationaux — dont deux Prix Nobel — qui, à la suite du krach boursier de l'automne 1987, avaient lancé une supplique pour une action commune destinée à éviter au monde la récession et le chômage, M. Jean Lacroix explique que la France se rapproche, quant à elle, fortement du « cercle vertueux ». Si celui-ci n'est pas atteint, c'est à cause du commerce extérieur et de l'emploi qui posent problème, mais manifestement n'inquiètent pas notre mesure le rapporteur.

Le commerce extérieur vient, il est vrai, d'être fortement déficitaire mais le déséquilibre de la balance commerciale est le fait de l'énergie — nous n'y pouvons pas grand-chose — et, dans une grande mesure aussi, celui des importations de biens d'équipement. « Acheter ces biens constitue un gage de redressement puisque ce sont des investissements. De plus, la balance des services de la France est excédentaire et, d'une certaine façon, « il est bon que le tourisme finance l'effort d'investissement industriel ». C'est finalement « la balance des paiements courants qu'il faut avoir en ligne de mire plus que la balance commerciale ».

Un retournement ?

L'emploi ? Le chômage ne diminuera pas, souligne Jean Lacroix, aussi longtemps que l'industrie ne créera pas d'emplois. « C'est peut-être là le problème de la France ». L'augmentation des effectifs salariés industriels en premier trimestre 1989 (+ 0,3 %) annonce peut-être un retournement. Mais il y a des stratégies industrielles à mettre en œuvre. « Je crois personnellement qu'il faut venir conforter les entreprises de bonne taille et de taille moyenne plutôt que de favori-

ser l'apparition de nouvelles entreprises ».

Le rapport ne dit pas cela, attachant aux deux stratégies la même importance. Jean Lacroix n'en persiste pas moins : son point de vue à lui c'est de favoriser en priorité la croissance de ce qui existe.

L'économie française va bien. Il est donc possible et même souhaitable de modifier le partage des surplus dégagés par la croissance économique. Le rapport dit « que la situation économique permet de procéder à un réajustement du partage des fruits de la croissance en faveur des salariés ». De façon plus explicite, Jean Lacroix estime que la France, faisant en matière de productivité et de prix de détail aussi bien sinon mieux que ses voisins et concurrents, peut modifier le partage de la valeur ajoutée en faveur des salariés, réduisant donc le part allant au profit.

« Il y a eu un débat sérieux entre nous sur le sujet, et nous avons modifié la formulation finale. On comprend le rapporteur : M. Bérégovoy, dans les conclusions de la politique économique qu'il avait données récemment, ne privilégiait pas le pouvoir d'achat mais l'investissement et l'emploi.

Le rapporteur assume cette contradiction, mais il ajoute qu'il faut proposer aux salariés les formules nouvelles les incitant à épargner davantage.

« Nous ne pouvons distribuer tout, tout de suite », a immédiatement répondu M. Pierre Bérégovoy. Le ministre estime que la création d'emploi et la réduction du chômage de longue durée « passent (...) avant les augmentations de salaires » et que la situation de l'économie française impose « un très gros effort d'investissement ». Pendant plusieurs années encore, celle-ci devra progresser nettement plus vite que le PIB.

Le choc des idées, c'est cela... A. V.

EUROPE 93

La fiscalité de l'épargne au sein de la CEE

Pas de retenue à la source mais renforcement de la coopération contre la fraude

M^{me} Christiane Scrivener, commissaire européen à la fiscalité, a indiqué mardi 4 juillet à Paris qu'elle remettrait lundi prochain 10 juillet aux ministres des finances européens réunis à Luxembourg un « rapport informel sur la fiscalité de l'épargne », préconisant le renforcement de la « coopération fiscale au plan communautaire ».

« Les propositions de ce rapport ne reprendront pas l'idée d'une retenue à la source sur les revenus de l'épargne ni celle d'une déclaration systématique au fisc par les banques des intérêts versés aux clients, sur lesquelles aucune unanimité des Douze n'est actuellement possible », a précisé M^{me} Scrivener lors d'une conférence de presse.

La Commission de Bruxelles avait proposé en février l'instauration d'une retenue à la source de 15 %, solution rejetée par une majorité de pays.

Selon la commissaire européenne, la seule voie possible est maintenant « une coopération fiscale entre les pays de la Communauté » fondée notamment sur « un renforcement des échanges d'informations entre les administrations lorsqu'il y a fraude ou présumption de fraude ».

Elle a également prôné l'instauration de mesures permettant de « mieux suivre les déplacements des capitaux », à l'instar du système en vigueur aux États-Unis.

M^{me} Scrivener a enfin souligné la nécessité d'élargir la coopération fiscale entre les Douze à un dialogue bilatéral avec le Japon et les États-Unis et à une concertation multilatérale, notamment au sein de l'OCDE. Ces propositions sont susceptibles d'obtenir un accord unanime au sein de la CEE, a-t-elle estimé, ajoutant que « tous les pays se sont prononcés pour une coopération accrue en matière de lutte contre la fraude ».

fiscale ». Tous les pays y compris le Luxembourg. M^{me} Scrivener a par ailleurs jugé que « l'égalité absolue des taux d'imposition des revenus de l'épargne entre les pays de la CEE n'est pas nécessaire ».

Rapprochement des taux de TVA

Concernant le dossier de la fiscalité indirecte, M^{me} Scrivener a indiqué que les ministres des finances des Douze se prononceraient en octobre sur de nouvelles orientations pour « rapprochement » des taux de TVA et la suppression des contrôles fiscaux à l'intérieur de la CEE.

Le nouveau système envisagé par la Commission en matière de compensations à l'exportation prévoit-on le sait, d'appliquer le taux de TVA du pays consommateur pour les ventes d'automobiles, les ventes par correspondance, les ventes aux non-résidents et les ventes entre entreprises liées. Ces quatre secteurs couvrent 60 à 70 % des échanges entre les Douze.

Dans tous les autres cas, la TVA serait payée dans le pays d'origine, la compensation s'effectuant dans le cadre d'un « système de restitution de la TVA sur une base macro-économique », a précisé M^{me} Scrivener.

Dans l'immédiat, la Commission propose par ailleurs deux mesures « transitoires » pour faciliter les passages aux frontières : la suppression de l'avis de passage et le relèvement progressif des franchises douanières, qui passeront, pour les particuliers, de 370 ECU actuellement à 800 ECU au 1^{er} janvier 1990 et à 1 600 ECU au 1^{er} janvier 1992. Il n'y aura plus aucune limitation à partir de 1993.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Message du Président aux Actionnaires

Chers Actionnaires,

Le mardi 6 juin 1989, nous vous avons avisés de l'acquisition par BSN de toutes les activités de NABISCO en Europe. Cet achat global nous a permis de nous soustraire aux dangers des enchères afin de ne pas risquer de perdre la France, l'Italie, la Grande-Bretagne, ou même les trois sociétés.

Suivre la procédure des enchères est aussi périlleux qu'une OPA sauvage : on ne sait jamais où cela peut vous entraîner. C'eût été une erreur fatale et l'abandon à terme de l'européanisation de notre Branche Biscuits.

Cette opération a représenté, globalement, un montant d'environ 16,8 milliards de francs.

Depuis notre acquisition, nous avons pu constater que les sociétés SAIWA (Italie), BELIN (France) et JACOB'S (Grande-Bretagne) étaient absolument conformes à nos activités avec des produits de haute qualité et des parts de marché tout à fait significatives en termes de biscuits salés et sucrés.

En outre, nous avions acheté deux entreprises anglaises, WALKERS et SMITHS, leaders sur le marché des « chips » et des « snacks » à base de pommes de terre. Ces produits ne font pas partie de la famille des biscuits : BSN ne possède, dans aucun autre pays d'Europe, une activité de ce type et, par conséquent, ne pouvait décharger aucune synergie technologique.

Dans les jours qui ont suivi notre acquisition, la société américaine PEPSICO, Inc., premier producteur mondial de « chips », nous a fait connaître le vif intérêt qu'elle portait à acquérir ces deux sociétés.

Nous avons jugé opportun et raisonnable de nous désinvestir de ces activités qui représentent un chiffre d'affaires d'environ 3 milliards de francs ; nous les avons cédées à PEPSICO, Inc. pour 1 350 millions de dollars (environ 9 milliards de francs).

Nous conservons l'intégralité des activités Biscuits en Europe, qui représentent un chiffre d'affaires d'environ 5 milliards de francs, pour un montant net d'acquisition d'environ 7,8 milliards de francs ; cette opération démontre amplement que nous avons acheté l'ensemble NABISCO au prix du marché.

Ce désinvestissement d'activités non prioritaires va nous permettre de poursuivre, dans d'autres domaines, notre développement externe tout en restant le N° 1 du biscuit en Europe.

Fidèlement,

Antoine RIBOUD
Paris, le 3 juillet 1989

BSN
C'EST TOUT CE QUE J'AIME

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

SOCIAL

La Caisse nationale d'assurance-maladie ratifie l'accord avec les médecins

Le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie a ratifié mardi 4 juillet l'accord-cadre conclu vendredi 30 juin pour modifier la convention avec les syndicats médicaux. Le vote a été acquis par treize voix pour (les sept du patronat, les quatre de FO et les deux de la CGC) contre sept (les quatre de la CGT, les deux de la Mutualité et celle de la FEN) ; les quatre administrateurs CFDT et les deux CFEC n'ont pas pris part au vote.

Les représentants de la CGT avaient qualifié l'accord-cadre de « véritable machine de guerre contre la médecine », entraînant un système « à deux vitesses », dans la mesure où il maintient des « honoraires libres » et ne répond ni aux besoins des assurés ni à ceux des médecins libéraux. C'est aussi l'hostilité résolue aux honoraires libres qui a motivé les votes de la Mutualité et de la FEN, que la position de la CFDT et de la CFEC, qui réservent leur avis en attendant les annexes, qui doivent, d'ici au 1^{er} novembre, préciser l'application de l'accord.

De son côté, le ministre de la solidarité, M. Claude Evin, avait déposé le terrain en annonçant qu'il prorogerait la convention de 1985 jusqu'à la fin de l'année.

• **Reprise du travail aux Potasses d'Alsace.** — Les ouvriers des Mines de potasse d'Alsace, en grève depuis le 8 juin, ont repris le travail mercredi 5 juillet au matin. La veille, une assemblée réunissant plus de deux mille des trois mille neuf cents salariés avait voté à bulletin secret l'arrêt de la grève, par 1 381 voix contre 625, acceptant les « ultimes propositions » faites par la direction dans la nuit du 3 au 4 juillet. Les grévistes réclamaient une augmentation des salaires de 1 200 francs par mois et une réforme des classifications. Le protocole de fin de conflit signé le 5 juillet entre les syndicats et la direction prévoit une augmentation de 300 francs et le paiement de douze des vingt-six jours de grève, en perte à valoir sur la rémunération des mois suivants.

• **Dépôts de bilan dans les Vosges.** — Deux entreprises textiles des Vosges, Les Filatures de la Volage et Les Tissages de Roville, viennent de déposer leur bilan. Ces deux entreprises emploient six cent vingt personnes au total. En 1988, elles ont enregistré des pertes de 5 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 320 millions de francs.

Manifestation des agents des impôts en grève

Plusieurs milliers d'agents des services du ministère des finances — essentiellement des agents des impôts en grève depuis le 6 juin — ont défilé mardi 4 juillet à Paris, entre la place de la République et le ministère des finances, rue de Bercy, à l'appel des fédérations CGT, CFDT des finances, du Syndicat national unifié des impôts et du Syndicat des impôts FO. De nombreuses délégations de province ont participé à la manifestation. Dans la soirée, un communiqué du PS rédigé par M. Michel Charzat demandait au gouvernement d'« ouvrir au plus vite les négociations ».

« La dernière roue du carrosse »

« On en a marre de rester sur le quai et de voir les trains passer. A trente ans, dont sept passés aux impôts, Alain, agent de recouvrement, non syndiqué, résume l'état d'esprit qui règne dans les services du fisc. « On nous dit : les impôts doivent monter l'exemple, se refuser toute facilité budgétaire. Pendant plusieurs années on a accepté. Résultat : aujourd'hui, tout le monde nous a oubliés. » Les revendications de carrière accordées aux gardiens de prison, aux postiers, aux enseignants, aux infirmières, aux policiers, ont laissé un goût amer aux agents du fisc.

A la direction générale des impôts, le personnel d'exécution (catégories C et D) représente près de la moitié des effectifs. De plus en plus marginalisés par rapport à leur tâche (Alain, bachelier, appartient à la catégorie C dont le recrutement se fait au niveau du BEPC), ces agents touchent suivant leur ancienneté entre 5 500 et 6 500 F net par mois. Des agents qui, par leurs fonctions, sont très en fait de l'évolution des rémunérations dans le secteur privé comme dans le reste de la fonction publique.

Tous les échelons hiérarchiques

« Parce que l'opinion n'a pas pour nous la sympathie qu'elle peut avoir pour les instituteurs ou les professions de santé, on nous traite comme la dernière roue du carrosse. » Le ressentiment des agents des impôts ou de la comptabilité publique est à la hauteur des espoirs qu'ont fait naître les négociations entamées en janvier par le ministre de l'économie et des finances et le ministre du budget avec les principaux syndicats. Ces négociations portaient sur l'état des services et des missions du fisc d'une part ; sur les revendications catégorielles d'autre part. De véritables « cahiers de doléances » recensant les problèmes d'effectifs, soulignant le manque de moyens, ont été rédigés à cette occasion.

Les attentes ainsi exprimées en termes de modernisation et de rationalisation des statuts se sont vite

heurtées aux impératifs budgétaires pour l'année 1990. En dépit de l'annonce d'un plan de promotion concernant deux mille cent agents des finances (par transformation d'ici à la fin de l'année 1989 de postes de catégorie C en catégorie B), la déception a été énorme. D'où le malaise.

Fait nouveau : la grève dans les services des impôts concerne tous les échelons hiérarchiques. Représentés plus individuellement (catégorie A, la plus élevée dans la grille de la fonction publique) sont souvent à la pointe du mouvement en ce qui concerne les conditions de travail. « Toute l'année, on visite des entreprises. On se rend bien compte que ce qu'on demande n'est pas superflu, qu'on se situe à des années-lumière du secteur privé », constate cette inspectrice des services de vérification de la région parisienne. « Je partage mon bureau avec sept collègues. Je n'ose pas recevoir les comptables des entreprises que je contrôle. Je m'arrange toujours pour les rencontrer au siège de leur société. »

Rue de Bercy, au ministère des finances, on attribue volontiers l'agitation qui règne actuellement dans une cinquantaine de recettes des impôts à la volonté de la CGT (et dans une moindre mesure du Syndicat national unifié des impôts, le SNUI) d'en découdre avec l'administration des finances en général, et avec M. Charasse, le ministre délégué au budget, en particulier.

Mais, pour les grévistes, l'extension actuelle du mouvement s'explique par les « maladroites » commises par M. Charasse dans la gestion du conflit. La décision de reporter les congés d'été des agents des impôts de Marseille est pour beaucoup dans l'organisation de la journée nationale d'action du mardi 4 juillet. Tout comme elle a durci le conflit dans le Sud-Est. Le ministre du budget peut toujours tabler sur le pourrissement du conflit pendant l'été. Le malaise dans les services des impôts n'en aura pas pour autant disparu à la rentrée.

CAROLINE MONNOT.

هكمان الأمل

Économie

AUTOMOBILE

La lutte contre la vitesse

M. Georges Sarre veut convaincre les constructeurs que la « sécurité routière représente un marché important »

L'insécurité routière coûte cher alors que la sécurité peut produire des profits, prétend M. Georges Sarre, secrétaire d'État aux transports. Selon lui, l'opinion publique se rend malade de la vitesse.

C'est une partie fort subtile que joue M. Georges Sarre, secrétaire d'État aux transports routiers et fluviaux, en cherchant à convaincre les constructeurs automobiles de se joindre au gouvernement pour vendre les vertus de la sécurité routière. Il a commencé à y parvenir puisque la campagne de sensibilisation, « Faisons la route ensemble », en cours est pour la première fois appuyée par Renault et Peugeot-Citroën qui insistent eux aussi les constructeurs à signer le « pacte de la route » et six dix commandements pour respecter une conduite « apaisée ».

Il faut dire que les constructeurs automobiles avaient donné quelques coups de sang aux ministres successifs en charge de la sécurité routière. Année après année, ils ont bombardé les acheteurs potentiels de publicités vantant la vitesse des petites « bombes » qu'ils proposaient d'acheter. Les ministres eurent beau faire, signer aux uns et aux autres des lettres promettant une réclamation plus sévère, rien n'y fit : il y avait toujours une agence de publicité pour vendre à une marque un slogan explosif reléguant la prudence au rayon des vieilles lunes.

« Chaque année, constructeurs et importateurs dépensent 2,6 milliards de francs pour leur publicité et nous, entre 40 et 50 millions pour défendre la sécurité routière », explique M. Sarre. La disproportion est trop grande pour que nous laissions ces milliards annuler nos efforts en diffusant des messages contraires aux nôtres. Le 7 septembre 1988, je suis intervenu à l'Assemblée d'une publicité trop agressive de Porsche. Mais un exemple ne suffit pas, aussi avons-nous convié l'ensemble de la profession du 23 novembre à un code de bonne conduite publicitaire. C'était un premier pas. Nous voulons nouer avec les professionnels des relations plus régulières et plus positives. Nous ne leur demandons pas de jouer aux machines ou de proposer, ser que ce soit. Nous ne leur proposons pas un supplément

d'âme. Non, nous voulons simplement leur démontrer qu'ils ont des intérêts convergents avec l'État. Leur intérêt commercial bien compris est de ne plus miser sur la vitesse pour résister à la concurrence sur le marché européen.

L'opinion publique change

En d'autres termes, le ministre voudrait démontrer à l'industrie automobile que l'opinion publique change. Elle n'est plus exclusivement fascinée par les performances des véhicules. Elle a mûri comme le prouvent des sondages déjà anciens. En 1985, la SOFRES obtenait 69 % de réponses hostiles ou défavorables à la publicité vantant la vitesse de pointe des automobiles. En 1986, elle faisait apparaître que 90 % des personnes interrogées achèteraient leur voiture en fonction de son confort et de sa sécurité et 6 % seulement en raison de sa vitesse. Même les Allemands de l'Ouest, qui sont les seuls dans la CEE à pouvoir rouler sur autoroute de rase campagne sans limitation de vitesse, commencent à jurer cette liberté excessive, les deux tiers d'entre eux semblent prêts à abandonner ce privilège, surtout pour protéger l'environnement.

C'est normal, se réjouit M. Sarre. Plus on roule vite, plus on pollue et plus on se tue. Les constructeurs voient bien que le dernier carré des fanatiques de la vitesse se réduit de plus en plus. Ils ne peuvent plus construire des véhicules pour une fraction - 15 % - du réseau autoroutier ouest-allemand où la vitesse est vraiment libre. D'ailleurs l'exception allemande est condamnée à disparaître. La démythification de l'auto est un phénomène européen. On roulera à tombeau ouvert seulement là où c'est étudié par, par exemple, au Mexique ou au Canada. Les constructeurs ont intérêt à miser sur la sécurité, la tenue de route et le confort. Qui la sécurité est un argument commercial porteur et il est temps de retirer les stigmates des moteurs. Le gouvernement aidera la profession à séduire ce virage.

Le secrétaire d'État s'acharne à démontrer que la sécurité routière appartient au domaine économique, ce que nient plusieurs États membres de la CEE, afin de refuser

l'introduction de Bruxelles dans leur législation routière. Et les 100 milliards de francs que coûtent chaque année à la collectivité française les accidents de la route, soit 5 000 F par ménage ? Et les 16 milliards de francs remboursés par les compagnies d'assurances pour les dommages corporels et les 32 milliards versés pour les dommages matériels ? Ce ne sont peut-être pas de lourds fardeaux économiques ? M. Sarre a reçu il y a un mois les représentants du patronat français et ceux-ci ont souligné le glissement économique inéluctable que représente l'insécurité routière, car l'accident sur le trajet de l'entreprise est un accident du travail qui provoque absentisme et désorganisation.

Les bénéfices de la sécurité

« D'autre part, poursuit le secrétaire d'État, la sécurité représente un nouveau marché potentiellement très important. Le contrôle technique obligatoire des véhicules qui se mettra en place à partir de 1990 poussera les centres agréés à s'équiper. L'investissement variera de 300 millions à 500 millions de francs. L'activité de contrôle elle-même réalisera un chiffre d'affaires annuel de 1 milliard de francs et les spécialistes évalués à 10 milliards de francs le coût de la remise en état du parc automobile. On peut

aussi rêver à la voiture intelligente de demain, capable de détecter le brouillard et de dialoguer avec son environnement, via des satellites et des ordinateurs, pour trouver sa route dans les embûches de la circulation. Il y en aurait par an pour 30 milliards de francs d'équipements, de radios-téléphones, de radios-messageries, d'écrans vidéo, de radars, de balises infrarouges, etc. »

On le voit, la stratégie de M. Sarre se développe en direction des industriels sur le thème « l'insécurité routière est ruineuse, mais la sécurité, elle, peut rapporter très gros ». Argument auquel aucun gestionnaire ne peut rester insensible. Dérivés ces calculs, il en est un autre, forcément plus délicat à concrétiser : les statistiques prouvent la responsabilité de la vitesse dans la dangerosité exceptionnelle des routes françaises. Or si l'alcoolisme au volant est unanimement condamné, il n'en est pas encore de même pour l'excès de vitesse. Le secrétaire d'État s'est donc attelé à la tâche difficile de persuader l'opinion, que « la vitesse c'est ringard ». Une entreprise de longue haleine.

ALAIN FAUJAS.

(Lire page 2 le point de vue du professeur Claude Gol.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RICOH

RÉSULTATS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1989

(Tous les montants sont exprimés en millions et arrondis au million inférieur)

1. RÉSULTATS DE L'EXPLOITATION

	Clôture au 31 mars 1989		Clôture au 31 mars 1988	
	En millions de yen, à l'exception du net par action	Pourcentage de variation à la hausse (à la baisse)	En millions de yen, à l'exception du net par action	Pourcentage de variation à la hausse (à la baisse)
Revenu	602.704	7,6	560.017	14,8
Résultat d'exploitation	24.327	(1,9)	24.806	43,4
Résultat net par action	19.337	40,5	13.654	48,5

2. DIVIDENDES

	Exercice clos le 31 mars 1989	Exercice clos le 31 mars 1988
Dividende par action pour la période de 6 mois qui s'est achevée le 31 mars (JPY)	\$	\$
Accompte sur dividende par action payé pour le premier semestre arrêté au 30 septembre (JPY)	\$	\$
Distribution en espèces (en milliards de JPY)	5.956	5.290

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

GAN RESULTATS CONSOLIDÉS 1988

La Collège exerçant les pouvoirs de l'Assemblée Générale Ordinaire du GAN s'est réunie le 22 juin 1989 sous la présidence de Monsieur Henri LAVAIL, Président de Section honoraire au Conseil d'Etat, pour approuver les comptes de l'exercice 1988.

Le Président François HEILBRONNER a présenté les principales orientations du GAN qui s'inscrivent dans un environnement économique dominé par la proximité de l'ouverture du marché unique européen :

■ Une véritable alliance avec le monde bancaire, grâce à la constitution, avec le Groupe C.I.C., d'un ensemble Banque-Assurance qui constitue l'une des meilleures réponses à la concurrence européenne des prochaines années dans le secteur de la collecte de l'épargne.

■ Une politique internationale offensive qui s'est traduite par la création, en 1988, de GAN INTERNATIONAL, holding regroupant toutes les filiales et participations étrangères du GAN ainsi que sa filiale de réassurance, la C.T.R. Cette société facilitera des rapprochements ultérieurs avec certains groupes d'assurance étrangers, à l'image de celui qui vient d'être réalisé avec le 3^e assureur italien : la S.A.I.

■ Une offre commerciale adaptée, rendue possible grâce à une approche globale des besoins de la clientèle et à la poursuite de la rénovation des produits, notamment sur les secteurs les plus porteurs (épargne et retraite, santé).

■ Une mobilisation de l'ensemble des collaborateurs du GAN, suscitée par la mise en œuvre d'un projet d'entreprise, et par la signature d'un important protocole avec les agents généraux qui a restauré les conditions d'un véritable partenariat.

ture d'un important protocole avec les agents généraux qui a restauré les conditions d'un véritable partenariat.

En 1988, cette politique s'est traduite par une augmentation significative des résultats du Groupe.

COMPTES CONSOLIDÉS

En milliards de francs	1987	1988	Variation
Chiffre d'affaires consolidé	21,0	23,5	+ 11,9 %
Résultat net consolidé	1,3	1,9	+ 46,5 %
Fonds propres	8,1	9,9	+ 22,6 %
Actifs gérés	71,3	84,5	+ 18,5 %

Le GAN a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 23,5 milliards de francs, en croissance de 11,9 % ; l'assurance dommages entre pour 12,9 milliards de francs et l'assurance vie et capitalisation pour 10,6 milliards de francs, soit 45 % de l'ensemble contre 42 % en 1987.

L'évolution très favorable du résultat net, qui s'est établi à 1,9 milliard de francs, a été obtenue grâce à une réduction très sensible du déficit d'exploitation du GAN Incendie Accidents, et à la réalisation d'importants bénéfices financiers rendus possible par la qualité des placements du GAN et la bonne conjoncture des marchés financiers. Le volume de plus-values latentes ne se trouve pas pour autant réduit ; il s'est, au contraire, accru d'un montant supérieur à celui des prises de bénéfices.

Les principales sociétés du Groupe ont contribué de la façon suivante à l'activité globale :

GAN INCENDIE ACCIDENTS

Le chiffre d'affaires a atteint 8.694 millions de francs, en hausse de + 2,7 % par rapport à 1987. Cette faible progression résulte notamment de la filialisation, en 1988, des succursales belges et canadiennes ; à périmètre constant, la croissance aurait été de + 6,4 %. L'évolution favorable de la charge des sinistres et des frais de gestion a permis de réduire sensiblement la perte d'exploitation, qui passe de - 204 millions de francs à - 115 millions de francs. Grâce à la qualité des résultats financiers, le bénéfice net a été porté de 296 millions à 620 millions de francs.

siblement la perte d'exploitation, qui passe de - 204 millions de francs à - 115 millions de francs. Grâce à la qualité des résultats financiers, le bénéfice net a été porté de 296 millions à 620 millions de francs.

GAN VIE

Le chiffre d'affaires du GAN Vie s'est élevé à 6.900 millions de francs, en progression de + 12,4 % malgré la filialisation des succursales belges et suisses intervenues en 1988 ; à périmètre constant, la croissance aurait été de + 15,3 %. Cette évolution a pu être réalisée grâce au rapide développement des contrats d'épargne et de retraite, notamment en primes uniques. Le résultat net s'est établi à 711 millions de francs, en progression de + 15 % sur celui de 1987.

GAN CAPITALISATION

Le chiffre d'affaires de cette société a été porté de 1.088 millions de francs en 1987 à 1.400 millions de francs, soit une croissance de + 28,7 % après une année 1987 en progression de + 48,7 %. Le résultat net est de 38,7 millions de francs, en augmentation de 29,2 % par rapport à l'exercice précédent.

GAN S.A.

Au cours de l'exercice 1988, cette holding, créée en 1987, a encaissé des revenus de ses filiales (GAN Vie et GAN Incendie Accidents), des produits d'immobilisations et de valeurs mobilières pour un montant de 363 millions de francs. Compte tenu des charges de gestion, le bénéfice net après impôts s'est établi à 276 millions de francs.

DIVIDENDE

Le dividende à répartir aux actions de la SOCIÉTÉ CENTRALE du GAN s'élève à 252 millions de francs, en hausse de + 49 %.

Compte tenu de l'augmentation de capital effectuée en rémunération de l'apport par l'Etat de titres de la Compagnie Financière de C.I.C., le dividende par action est de 27,77 francs, auxquels s'ajoute l'impôt payé d'avance au Trésor de 13,885 francs.

ETRANGER

Après des recommandations du FMI

La Côte-d'Ivoire baisse le prix d'achat du cacao

Après avoir vainement tenté de faire remonter les cours du cacao sur le marché mondial en stockant sa récolte 1987-1988, la Côte-d'Ivoire baisse le prix d'achat du kilo au planteur (250 F CFA) au lieu de 400 F CFA. Cette mesure, recommandée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, marque l'échec d'une politique menée par le président ivoirien depuis 1987.

ABIDJAN correspondance

Les planteurs de la ceinture cacaoyère de Côte-d'Ivoire ne cachent pas leur déception. A Soubré, préfecture à l'est du pays, plusieurs d'entre eux s'avouent découragés après l'annonce de la baisse du prix d'achat du cacao. Cette baisse n'est pas une surprise car, le 5 juin, le président Houphouët Boigny avait fait voter dans sa ville natale, à Yamoussoukro, plusieurs dizaines de représentants du monde rural pour leur annoncer « une importante décision ».

Le chef de l'Etat ivoirien, âgé de quatre-vingt-quatre ans, avait d'ailleurs reporté ce rendez-vous sine die à la suite d'une infection intestinale. C'est finalement le ministre de l'Agriculture, M. Denis Brakanon, qui a eu la responsabilité d'annoncer la mauvaise nouvelle : pour la campagne intermédiaire (du 1^{er} juillet au 30 septembre), le prix du cacao est ramené à 250 F CFA. M. Brakanon s'est voulu rassurant en justifiant cette baisse par la qualité secondaire des fèves récoltées durant cette saison. « Pour la campagne prochaine, de nouvelles dispositions seront prises par le chef de l'Etat ». Le ministre de l'Agriculture a, d'autre part, mis en garde les acheteurs qui pénétraient en dessous de la nouvelle valeur : un texte de loi répressif a d'ailleurs été adopté par l'Assemblée nationale courant mai.

A Abidjan, les exportateurs de cacao accueillent avec réserve la baisse du prix des fèves. « Il faudra

attendre quelques semaines pour y voir plus clair sur le marché international », reconnaît l'un des plus importants négociants français d'Abidjan. Selon lui, le prix de cacao rendu à Amsterdam revient de 625 CFA/kilo.

Depuis 1985/1986, le marché du cacao n'a cessé de se dégrader à cause d'un surplus de production et d'une féroce concurrence des fèves de Malaisie. La Côte-d'Ivoire a suspendu le remboursement de sa dette extérieure (évaluée à quatorze milliards de dollars), puis stocké la récolte 1987/1988 pour faire remonter les cours du cacao sur le marché mondial tout en garantissant un prix d'achat élevé aux planteurs (400 CFA). Cette politique s'est avérée inefficace. Lors du sommet de la francophonie à Dakar, le président ivoirien avait reconnu pour la première fois son échec : « J'ai échoué car je me suis heurté à un double mur : celui de l'argent et de l'incompréhension ».

Confrontée à des difficultés économiques, la Côte-d'Ivoire est contrainte à un certain réalisme. Samedi 1^{er} juillet, une délégation du FMI à la Banque mondiale était de passage à Abidjan. Un compromis aurait été trouvé en vue d'un nouveau soutien des bailleurs de fonds ; la baisse du prix du cacao était la condition sine qua non de cet accord.

ROBERT MINANGOY.

1 franc CFA = 0,02 franc.

● AUTRICHE. — Le gouvernement adopte la lettre de demande d'adhésion à la CEE. — Le gouvernement autrichien a adopté, mardi 4 juillet, le texte de la lettre de demande d'adhésion de l'Autriche à la CEE, qui doit être remise dans les prochaines semaines à la présidence française de la Communauté. Le Parlement avait donné le feu vert à cette demande, jeudi, en autorisant le gouvernement à entamer des négociations avec Bruxelles, à condition que la neutralité du pays soit respectée (le Monde du 5 juillet). — (AFP.)

L'énergie
de tous
les projets

gan
assurances

Marchés financiers

Directeur général adjoint

M. Daniel Hua quittera la Société générale dans onze mois

« Sur sa demande », M. Daniel Hua, directeur général adjoint (DGA) de la Société générale, prendra sa retraite le 1^{er} juin 1990, à l'âge de soixante ans et demi, au lieu de se retirer à soixante-cinq ans, comme c'est la règle dans l'établissement.

Le PDG, M. Marc Vienot, qui a pris acte avec regret de cette décision, lui a demandé de conduire, du 15 septembre prochain jusqu'à son départ, deux missions, concernant l'une, « l'optimisation » des structures financières du groupe, l'autre, l'actuariat de la Société générale. M. Hua, titulaire de la direction des grandes entreprises depuis l'automne 1986, après avoir dirigé les affaires financières à partir de 1974, sera remplacé par M. Léopold Jeorgier, DGA chargé de la direction des marchés de capitaux, auquel succèdera son adjoint, M. Patrick Duverger, directeur central.

Avec M. Daniel Hua, la place de Paris va perdre un de ses meilleurs spécialistes des affaires financières (émissions, opérations de haut de bilan et ingénierie). A ce titre, il a largement participé aux travaux des groupes de travail qui ont amélioré

et modernisé le fonctionnement de cette place : commission Pérouse (régime des titres) en 1979-1980, commission Dauterme (marché financier) en 1981, groupe Tricot (coût de l'intermédiation financière) en 1984-1985, groupe Brac de la Perrière (déontologie des activités financières) en 1987-1988.

M. Hua avait, notamment, conseillé avec succès M. Claude Bébér dans son offensive sur la compagnie d'assurances La Providence, en 1986, contre M. Bernard Pagezy, appuyé par la Banque Lazard. Surtout, il avait été la cheville ouvrière du dispositif de défense mis en place par l'état-major de la Société générale à partir de septembre 1988 pour résister à l'offensive infructueuse menée par M. Georges Pébereau.

Dans un an, on ne verra plus la haute silhouette de cet homme, parfois caustique, qui aura brillamment servi la Société générale pendant trente-cinq ans, et qui, à l'instar de M. Olivier Locerf, veut se retirer en pleine possession de ses moyens, pour ne plus faire « ni de banque ni d'activités financières ».

FRANÇOIS REMARD.

La bataille autour du Bon Marché

La Financière Agache se défend

Dans une mise au point publiée le 4 juillet, la Financière Agache déclare que « ni elle, ni aucune autre société du groupe Arnault n'ont jamais reçu aucune assignation ni au sujet de l'augmentation du capital du Bon Marché, ni à propos d'aucune autre affaire. Elle rappelle par ailleurs qu'à la suite d'un référé, le tribunal de commerce de Paris avait déclaré régulière la convocation de l'assemblée générale. La cour d'appel de Paris avait le jour même de l'assemblée confirmé la régularité de la tenue de celle-ci. Financière Agache précise que M. Lattès pour tenter de contourner le précédent arrêt a assigné à titre personnel M. Robert Léon, directeur général de Financière Agache, sur la base des critiques antérieurement déclarées vaines. Financière Agache considère que ce nouveau procès est comme le

précédent dénué de tout fondement ».

L'arrêt de la cour d'appel du 8 décembre 1988 faisait suite à une procédure de référé. Il ne préjugait donc pas une action au fond telle que celle que mène actuellement M. Lattès au nom des petits actionnaires (le Monde du 4 juillet).

En outre l'assignation du 28 juin concerne effectivement M. Robert Léon qui cumule les trois fonctions de directeur général de la Financière Agache, de président de la Compagnie commerciale d'investissement, société actionnaire du Bon Marché, et celle d'administrateur du Bon Marché. Les trois titres, en fait, ont des acteurs principaux de la réorganisation du Bon Marché mise en cause par M. Jean-Marie Lattès. M. Léon est aussi connu pour être un des proches collaborateurs de M. Bernard Arnault, président de LVMH.

Consolid accepte l'offre d'achat de Hanson

Le groupe minier britannique Consolidated Goldfields (Consolid) a accepté mardi 4 juillet l'offre publique d'achat que le conglomérat londonien Hanson avait lancée sur lui, le 22 juin (le Monde du 23 juin), et dont il a amélioré les termes. Hanson offre maintenant un montant global de 3,5 milliards de livres sterling (3,6 milliards de francs) contre 3,1 milliards de francs précédemment, ce qui rejoint presque les 3,6 milliards de francs proposés, ces derniers mois, par le holding luxembourgeois Minorco.

Le président de Consolid, M. Rudolph Agnew, a donné son appui à Hanson, qui avait déjà reçu l'accord de Minorco, détenteur de 29,9 % des actions du groupe. Les activités minières de Consolid (or et métaux précieux) ne représentent plus que 30 % des activités du groupe, désormais numéroté au britannique dans les matériaux de construction (béton, graviers, tuiles et briques), l'une des spécialités de Hanson.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOURCE
Perrier

Réunie le 30 juin 1989 à Verrières (Gard), l'assemblée générale des actionnaires a approuvé les comptes de la société qui se soldent par un bénéfice net de 303 millions de francs, contre 138 millions en 1987, et a pris connaissance des comptes consolidés dont le résultat net atteint, pour la part du groupe, 1 027 millions de francs contre 570 millions en 1987.

L'assemblée générale a également décidé la distribution d'un dividende complémentaire de 13 francs par action, donnant droit à un avoir fiscal de 6,50 francs qui sera mis en paiement le 19 juillet 1989. Compte tenu de l'acompte sur dividende de 7 francs par action déjà payé, le dividende total pour l'exercice s'établit à 20 francs par action, soit, compte tenu de l'avoir fiscal, un revenu global de 30 francs, contre 24 francs au titre de l'exercice précédent.

Le brasseur écossais Scottish and Newcastle prend le contrôle de Center Parcs

AMSTERDAM de notre correspondant

Sans rien remarquer, les milliers de vacanciers qui logent en ce moment dans un bungalow d'un des treize parcs de vacances de la chaîne néerlandaise Center Parcs, viennent de changer d'hôte. Le propriétaire fondateur de la société M. Piet Derksen, a annoncé mardi 4 juillet, qu'il cédait ses 8,3 millions d'actions (60 % du capital) au groupe écossais Scottish and Newcastle Breweries (SNB).

SNB détient 747,5 millions de francs (environ 2,4 milliards de francs) pour acquérir les titres de la famille Derksen. Il souscrira par ailleurs intégralement une augmentation de capital de Center Parcs pour un montant de 80 millions de francs (près de 250 millions de francs). Cette dernière opération permettra à SNB de garder le contrôle majoritaire des Center Parcs au cas où les titulaires d'obligations convertibles en actions demanderaient la conversion de leurs valeurs.

L'ensemble de la transaction sera concrétisée dans le courant de l'été. D'ici là le groupe britannique mettra en vente sa chaîne d'hôtels quatre étoiles (Thistle) afin de financer l'acquisition des Center Parcs sur lesquels lorgnaient une trentaine d'investisseurs néerlandais.

CHRISTIAN CHARTIER.

La RFA continue à engranger des excédents commerciaux

L'excédent commercial ouest-allemand s'est établi à 10,5 milliards de marks (35,7 milliards de francs) en mai, contre 9,9 milliards un mois auparavant et 10,3 milliards en mai 1988. L'excédent, mardi 4 juillet, 1988, a annoncé, mardi 4 juillet, l'office fédéral des statistiques de Wiesbaden. Sur un mois, les importations ont baissé de 7,1 % et les exportations de 4,6 %.

Pour sa part, la balance des paiements courants enregistre un surplus de 8,6 milliards, contre 7,7 milliards en avril et 7,5 milliards en mai 1988. Durant les cinq premiers mois de 1989, le commerce extérieur fait ainsi apparaître un excédent de 36,4 milliards de marks.

NEW-YORK, 4 juillet

Clos

Tous les marchés financiers et commerciaux américains ont été fermés, mardi 4 juillet, pour la célébration de l'Indépendance Day.

CHINE

Les boursiers de Hongkong touchés par la crise

Les récents événements survenus en Chine ont entraîné une diminution de quelque 30 % des revenus des courtiers sur le marché des valeurs de Hongkong en raison d'une forte réduction du volume d'affaires. Le président de l'Association des courtiers de la colonie britannique, M. Henry Wu, a fait part de ses inquiétudes à ce sujet. Depuis la répression sanglante à Pékin, les 3 et 4 juin, « le plupart des investisseurs de la Bourse de Hongkong continuent, en effet, de rester à l'écart du marché, préoccupés par le climat d'instabilité politique en Chine », précise M. Wu.

Le volume quotidien des transactions sur la place boursière de la colonie britannique, qui avait atteint un maximum de 1,4 milliard de dollars de Hongkong (1,2 milliard de francs) au cours des deux derniers mois, s'est effondré, mercredi, à 592 millions de dollars HKG (510 millions de francs), soit une chute de plus de 55 %.

« La plupart des courtiers ne peuvent vivre que si le chiffre d'affaires quotidien atteint ou dépasse les 800 millions de dollars HKG (684 millions de francs) », a encore indiqué M. Wu, soulignant que si la tendance négative persiste pendant encore un mois, la situation deviendra « très préoccupante ».

Hongkong doit revenir sous souveraineté chinoise en 1997.

LONDRES, 4 juillet

Fermé

Après la sensible hausse de la veille, la Bourse de Londres a fermé, mardi, sur une note de bonnes conditions. L'indice FTSE 100 a gagné 3,8 points, à 2 174,4. Quelques 373 millions de titres ont été échangés. La baisse du dollar a bénéficié à la livre sterling, notamment les opérateurs, préoccupés, par ailleurs, par toutes les affaires en cours.

La brasserie Scottish and Newcastle a cédé 5 pence à 332,5. L'annonce de l'acquisition de 65 % du groupe de loisirs hollandais Center Parcs pour 218 millions de livres et de l'achat des derniers 35 % du groupe de villages de vacances Funus pour 60 millions de livres. Dans ce contexte, Rank Organisation, propriétaire de la chaîne de villages de vacances Rankine, a bondi de 29 pence à 1 033. Le groupe textile Hinesworth et la compagnie immobilière Arlington Securities ont gagné respectivement 26 pence à 170 et 45 pence à 260 à la suite d'approches par des compagnies non identifiées.

La plupart des secteurs étaient fermés, notamment ceux des métaux, des pétroliers, des chimiques, des alimentaires et des électriques. Les fonds d'Etat ont terminé en hausse de plus d'un demi-poin. Les mines d'or se sont amoindries.

FAITS ET RÉSULTATS

• BASF, hausse de 12 % du chiffre d'affaires au premier semestre. Le chiffre d'affaires du groupe allemand BASF a augmenté de près de 12 % au premier semestre 1989 par rapport à la même période en 1988, atteignant 24,1 milliards de deutschemarks, soit 12,5 milliards de francs. Les ventes de la maison mère ont progressé un peu plus vite, à 11,7 milliards de deutschemarks (+13 %). Le bénéfice n'a pas grimpé dans les mêmes proportions en raison de la hausse des prix des matières premières. D'autre part, BASF a annoncé qu'elle allait implanter aux États-Unis, soit dans l'État de l'Ohio, soit dans celui de l'Indiana, une usine de laque pour l'industrie automobile. Cette usine de cinq cents personnes va décaler un investissement de 150 millions de deutschemarks (plus de 500 millions de francs).

• Provost reprend l'allemand Norddeutsche. Le groupe textile français VEV Provost va, avec la Dresdner Bank, reprendre le contrôle du fabricant de fibres synthétiques allemand Norddeutsche Faserwerk (Nordfaser), le groupe chimique français Rhône-Poulenc se retirera du projet à la suite des réticences de l'office des cartels allemand. Selon le nouveau schéma de reprise qui a été soumis à l'office des cartels, Rhône-Poulenc va se retirer au profit d'une banque française allée de Provost. Provost conserverait 49 % dans Stuttgarter Holding créée en février dernier pour reprendre la totalité de Nordfaser. La Dresdner Bank avait racheté en juin 1988 Nordfaser au conglomérat Veba, maintenant sa part à 27 %.

La GMF rachète la mutuelle espagnole La Nueva Mutua. —

PARIS, 5 juillet

Effritement

Après deux séances de hausse, la Bourse de Paris s'est de nouveau orientée à la baisse mercredi. Une grande incertitude a fait fuir à l'ouverture matrasse. D'abord au point d'équilibre, ou presque (-0,01 %), le marché a ensuite peu à peu voulu se redresser un peu (+0,02 %). Mais il n'arrivait pas à tenir la distance. A l'heure du déjeuner, l'incertitude était de nouveau totale (-0,51 %). Puis l'effritement gagnait progressivement. Dans l'après-midi, l'indicateur instantané accusait un retard de 0,10 % environ.

A vrai dire, nul sous les lambris ne se disait vraiment surpris par ce glissement des cours. Avec le chômage observé à New-York pour le feu de l'Indépendance, Paris n'a momentanément plus de guide. Ce au moment où la situation économique apparaît pour le moins assez confuse outre-Atlantique. Le Nouvel Monde est-il encore au bord de la récession ? Pour éviter le phénomène, les autorités monétaires américaines vont-elles assouplir la politique de crédit ? Deux questions auxquelles personne ne se hasarde de répondre, tant les avis sont partagés.

Quelques-uns croient que, durant la réunion mercredi de l'Openmarket américain, le Reserve Federal Board pourrait décider d'abaisser les taux d'intérêt. D'autres ne voient pas de raisons particulières, qui inciteraient la banque centrale des États-Unis à agir de la sorte.

En fait, c'est doublement l'attente, puisque, vendredi prochain, le bureau de travail américain doit publier les dernières statistiques disponibles sur l'emploi, très importantes pour juger de la situation exacte de l'économie.

Bespect sous les lambris desant que, dans des conditions, il y a eu peu de chances pour que la Bourse de Paris sorte de sa torpeur estivale. Mardi, les transactions avaient comme la veille porté sur 1,2 milliard de francs. Ce mercredi, l'activité était au point mort.

TOKYO, 5 juillet

L'avance reprend

Après vingt-quatre heures d'interruption, le mouvement de hausse a repris, mercredi, au Kabuto-Cho à pas comptés. Sur des achats de fonds d'investissement, il s'agit d'un rebond de la semaine pour se poursuivre ensuite au rythme habituel. A la clôture, l'indice Nikkei s'élevait à 33 309,71 avec une avance de 119,33 points (+0,36 %). Quelque augmentation, l'activité est restée relativement faible avec quelques 700 millions de titres échangés, contre 550 millions la veille.

Les inquiétudes d'ordre politique et économique ont continué de peser sur le marché. Les investisseurs institutionnels, qui avaient un instant oublié le pas aux grands Fonds japonais, ont, par la suite, pris leurs précautions. D'une façon générale, les constructions navales, les automobiles et les produits pharmaceutiques ont été particulièrement bien cotés, de même que les secteurs de précision. Les mines et les cimenteries se sont amoindries.

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Les valeurs de la semaine dernière

Marchés financiers

BOURSE DU 5 JUILLET

Compagnie	VALEURS	Cours projet.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours projet.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours projet.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
3808	C.A.E. 35 %	2820	3810	3820		1110	1110	1105		0 65	Compagnie	VALEURS	Cours projet.	Premier cours	Dernier cours	% + -		
1212	B.D.P. T.P.	1201	1116	1105		1210	1201	1201			Compagnie	VALEURS	Cours projet.	Premier cours	Dernier cours	% + -		
1210	C.C.F. T.P.	1210	1201	1201		1210	1201	1201			Compagnie	VALEURS	Cours projet.	Premier cours	Dernier cours	% + -		
1212	Châ. Lyon. T.P.	1126	1135	1135		- 0 08	650	650			Compagnie	VALEURS	Cours projet.	Premier cours	Dernier cours	% + -		
1228	Châ. Lyon. T.P.	1728	1734	1725		+ 0 28	650	650			Compagnie	VALEURS	Cours projet.	Premier cours	Dernier cours	% + -		
1230	Châ. Lyon. T.P.	1728	1734	1725		+ 0 28	650	650			Compagnie	VALEURS	Cours projet.	Premier cours	Dernier cours	% + -		
1347	St-Gabriel T.P.	1345	1380	1340		- 0 07	1070	1040	1040			Compagnie	VALEURS	Cours projet.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1380	Thomson T.P.	1371	1375	1372		- 0 22	650	650			Compagnie	VALEURS	Cours projet.	Premier cours	Dernier cours	% + -		
720	Accor	728	729	728			2950	Dunlop S.A.	2598	2570	2140	+ 5 05	1530	Lyon-Sonacris	1381	1381	1375	+ 0 25
620	Alcatel	620	613	612		- 0 33	1380	De Diering	1230	1230	1140	+ 1 44	700	Lucas-Motors	703	704	705	+ 0 03
3030	Mondial S.	3030	3030	3030			216	De P.A.C. L.	217	219	218	+ 0 92	480	Lucas-Motors	480	475	475	- 0 10
2140	Alcatel	2086	2080	2080		- 0 24	650	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	A.L.E.P. S.	370	370	369		- 0 27	545	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	A.L.E.P. S.	370	370	369		- 0 27	545	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2570	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
1050	Alcatel	991	995	1000		+ 1 07	1010	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510	Lucas-Motors	501	495	495	- 0 12
2140	Alcatel	691	686	686		- 0 67	400	D.M.C.	528	535	540	+ 0 08	510					

Comptant

(selection)

SICAV

(selection)

4/7

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net
Obligations																							
Obli. 8,00 % 77	125 01	1 037	C.L. Maritime	624	624	Michelin Ind.	330	330	Virgint	1419	1419	A.A.A.	1000 71	378 30	France Obligat.	453 29	448 80	Financ. Pacifique	248 26	248 02			
5,00 % 78/83	101 73	8 612	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie Uniprix	136 60	136 60	West	320 20	320 20	Asiatic	223 28	228 70	France	450 41	446 42	Financ. Invest.	727 69	684 68			
10,00 % 79/84	104 40	8 360	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
12,50 % 80/90	102 82	1 162	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
14,20 % 82/92	103 46	1 470	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
10 % jan 82	105 08	1 740	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
10 % 10/80	105 18	1 740	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
12,40 % oct 83	115 84	7 195	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
12,50 % oct 84	108 90	9 125	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
11 % jan 85	113 50	4 038	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
10,25 % jan 86	105 65	3 233	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
OAT 12,75 % 83			Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
OAT 10 % 2000	106 38	1 068	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
OAT 8,50 % 1997	107 43	6 553	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
OAT 5,00 % 1998	105 03	5 553	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France 93			Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. Espagne jan. 82	101 21	0 096	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	Asiatic France	643 73	634 08	France Financ.	106 90	102 62	Pharmat. 01	1102 91	1102 91			
Ch. France jan. 82	101 18	0 098	Chaux (P) 2330	2330	2330	Magnésie S.A.	634 08	634 08	Asiatic France	643 73													

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3-4 La visite en France de M. Mikhaïl Gorbatchev. 6 Pologne : l'ouverture du nouveau Parlement. - Cambodge : le prince Sihanouk « plutôt pessimiste » sur la prochaine conférence de Paris. 10 Mexique : la défaite électorale du PRI.	11 Les projets de loi sur l'immigration, l'enfance maltraitée et l'éducation adoptés par l'Assemblée nationale. 12 Le Conseil constitutionnel valide la loi de « dénouage » des entreprises privatisées.	13 Une direction collégiale à la DGSE. - Mort de Jean Laguy, ancien responsable de la police de Vichy pour la zone occupée. 14 Un arrêt « Willoquet » de la Cour de cassation. - La « peste connexion » en Suisse.	22 Carnet à Mmes. 12 Communication : la Cinq au pied du mur. SPORTS 18 Tour de France : les gendarmes du peloton. - Tennis : les Internationaux de Grande-Bretagne.	27 Un entretien avec le président de Total. 28 Le rapport du Conseil économique et social. 29 M. Georges Sarre et la lutte contre la vitesse. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 23 à 28 Carnet 18 Météorologie : en grève. Mots croisés 22 Radio-Télévision 22	Les corrigés du bac 3615 tapez LMBAC Les grandes écoles 3615 tapez LEMONDE

Le Brésil suspend ses remboursements aux États créanciers

Décidé à maintenir ses réserves monétaires au-dessus du seuil jugé « critique » d'environ 4,5 milliards de dollars, le Brésil a retardé ses remboursements aux gouvernements créanciers membres du Club de Paris. Cela doit commencer dans 30 jours (23 milliards de dollars) et au 3 juillet (580 millions) sera en conséquence différé, a confirmé mardi 4 juillet un porte-parole du ministère des finances, M^{me} Rosa Dalcin. Cette décision intervient peu après que le ministre a pris des mesures de centralisation de la gestion financière du pays le plus endetté du tiers-monde (113 milliards de dollars).

Les créanciers de Brasília s'interrogent sur la portée exacte de cette mesure. Les banques auxquelles le Brésil doit rembourser 3,7 milliards de dollars durant le second semestre 1989, dont 600 millions en juillet, seront-elles épargnées ? L'inquiétude perce dans les milieux bancaires. En « reportant » leurs remboursements, les Brésiliens excluent pour le moment un véritable moratoire. Une approche valant pourtant mise en garde au moment où le pays ne parvient pas à trouver un terrain d'entente avec le Fonds monétaire international.

Les réserves de changes, évaluées à 5,6 milliards de dollars actuellement, sont insuffisantes pour honorer tous les engagements des mois à venir. Si les créanciers de Brasília ne comprennent pas cette situation, un nouveau pas pourrait être franchi, auquel le ministre des finances, M. Da Nóbrega, opposé par principe à tout moratoire, est encore apparemment hostile.

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres de mercredi 5 juillet a adopté le mouvement préfectoral suivant :
Creuse : M. Alain Front, directeur au ministère de la défense, est nommé préfet de la Creuse en remplacement de M. Jean-Claude Treuss, nommé directeur au ministère de la défense.

Vendée : M. Christian Tracou, préfet de la Vendée, bénéficie sur sa demande d'une mise en congé spécial.
M. Jean-Claude Petitdussange, chef de cabinet du premier ministre, est nommé préfet et chargé d'une mission de service public relevant du gouvernement.

Le numéro du « Monde » daté 5 juillet 1989 a été tiré à 501 984 exemplaires

La chute en Belgique de l'avion militaire soviétique

Le Mig-23 a volé une heure sans pilote

BRUXELLES
de notre correspondant

« No pilot! No pilot! » Il était 10 h 5 mardi matin 4 juillet lorsque les pilotes de deux F-15 américains rejoignent un Mig-23 soviétique qui avait été repéré vingt-deux minutes plus tôt franchissant la frontière aérienne de la RFA en provenance de l'est et constatant que cet avion n'avait plus ni pilote ni bulle de cockpit. Les pilotes américains recevaient l'ordre de détruire l'intrus si — selon les déclarations militaires de M. Guy Koene, ministre belge de la défense, — il présentait « un danger manifeste dans une zone urbaine ».

L'avion-fantôme, toujours escorté des deux F-15, franchissait ensuite l'espace aérien néerlandais, puis belge, survolant des villes aussi importantes que Eindhoven, Anvers, Gand, avant de prendre la direction de Courtrai. On pense alors qu'il se dirige vers la mer et que la catastrophe va être évitée. Mais, alors qu'il survole l'agglomération de Courtrai, le Mig plonge soudain vers un groupe de villages longeant la route Tournai-Courtrai et s'écrase, vraisemblablement au point de carburant, sur la maison de la famille Delaere. Il faudra trois heures aux sauveteurs pour dégager un corps des débris : celui de Jim Delaere, dit-il, qui était seul dans la maison au moment du drame.

En l'absence d'informations officielles, les hypothèses les plus saugrenues ont circulé. On parle ainsi d'un avion de l'escorte de Mikhaïl Gorbatchev qui aurait, au véritable sens du terme, « perdu le nord ». Certains imaginent aussi que le pilote aurait choisi de quitter l'URSS par le singulier moyen de son siège éjectable. Il faut attendre le début de la soirée pour qu'un communiqué de l'agence Tass donne un début d'explication : le pilote avait dû s'éjecter de son appareil « en raison d'une défaillance technique » au-dessus du territoire polonais. Les radars de l'OTAN avaient déjà, selon le porte-parole des forces aériennes ouest-allemandes, repéré que l'avion avait décollé de la base de Kolobrzey, en Pologne, située très près de la frontière avec l'Allemagne de l'Est. L'agence soviétique précisait que le Mig appartenait aux « forces du Groupe du nord », c'est-à-dire les forces armées soviétiques stationnées en Pologne et qui effectuaient des manœuvres. Elle ajoutait que le pilote est vivant.

L'hélicoptère écrié de justice

L'avion a donc volé très exactement une heure et trois minutes sans pilote au-dessus de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Belgique. Les responsables militaires belges, notamment le chef d'état-major, le général Joseph Charlier, déclarent que les deux F-15 ne pouvaient faire feu sans danger pour les populations. Les régions soviétiques sont sans doute parmi les plus peuplées du monde, et les densités des données records. Une catastrophe beaucoup plus meurtrière a d'ailleurs été évitée de justesse, l'endroit où le Mig s'est abattu étant situé à quelques centaines de mètres d'un village, Kozeim, lui-même à quelques kilomètres de l'agglomération de Courtrai et à quelques dizaines de kilomètres au grand maximum de la concession Lillo-Roubaix-Tourcoing.

Est-ce pour cette raison que deux Mirage français basés à Cambrai avaient décollé pour, éventuellement, intercepter l'appareil s'il pénétrait sur le territoire français ? Il est clair qu'une hélicoptère aurait entraîné les gouvernements européens à des réactions plus dures que les simples « explications » qu'ils ont demandées à Moscou. Pour le moment, de effet, si chacun constate que le dispositif de l'OTAN a fonctionné apparemment sans défaillance, on se demande aussi si les Soviétiques n'auraient pas eu la possibilité de prévenir plus tôt les responsables de l'OTAN.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Au gré des vents...

Des avions peuvent continuer à voler sans leur pilote. Pour être rare, ce genre d'incident n'est pas exceptionnel. Avant le Mig-23, un Mirage-5 français a parcouru, en juin 1984, depuis sa base de Colmar, plus de 150 kilomètres au-dessus du territoire ouest-allemand pour finalement s'écraser près de Karlsruhe, et, en novembre 1987, un Harrier britannique a, de la même façon, couvert jusqu'à 200 kilomètres au-dessus de la Grande-Bretagne.

Pour l'instant, les circonstances de la navigation du Mig-23 sans pilote ne semblent pas totalement élucidées. Mais une version plausible de l'incident peut être donnée.

Victime, par exemple, d'une alarme-feu au réacteur, le pilote du Mig-23, avion monoréacteur, a pu s'éjecter conformément aux consignes qui doivent être les siennes en cas d'un incident majeur pour lui, comme un arrêt de sa propulsion. Le Mig-23 est dépourvu de pilotage automatique. En revanche, il possède ce que les spécialistes appellent des « trims », qui sont des dispositifs compensateurs capables de laisser l'avion en vol horizontal stable. Si, à la suite de ce qui n'aura été qu'une alerte intempestive, le réacteur continue de fonctionner après l'éjection du pilote, l'avion poursuivra sa navigation quasiment au gré des vents, tant qu'il aura du carburant.

C'est probablement ce qui s'est produit pour le Mig-23, dont la vitesse était alors de

720 kilomètres à l'heure environ et l'altitude de 12 kilomètres. Compte tenu de ces deux paramètres, de vol, l'avion peut parcourir une assez longue distance sans son pilote, car sa consommation de carburant est, dans ces conditions, relativement faible.

Toute interception par des avions de chasse venus à la rencontre d'un intrus naviguant au gré du vent est délicate au-dessus de territoires habités, comme c'est le cas dans cette région fortement urbanisée d'Europe.

La décision de tirer ne peut, en effet, être prise que par des pilotes envoyés au-dessus de lui, et non par un état-major au sol ou par un responsable du contrôle aérien trop éloigné. Les pilotes d'interception doivent, en particulier, anticiper sur les conséquences d'une destruction en plein vol et les éventuelles retombées au sol, pour en limiter les dégâts. C'est ainsi, par exemple, que, lors du vol du Mirage-5 au-dessus de l'Allemagne fédérale en 1984, un autre avion français, qui avait décollé précipitamment pour abattre l'appareil désemparé, a dû attendre plus d'une demi-heure pour pouvoir tirer avec la garantie d'une absence totale de graves retombées.

Dans le cas présent, la défense aérienne française avait mis deux Mirage F-1 de Cambrai en vol pour prendre le relais des deux F-15 américains au passage de la frontière.

M. Gorbatchev et les (faux) étudiants de la Sorbonne

La rencontre que M. Gorbatchev avait mercredi 5 juillet, en fin de matinée, avec officiellement « les étudiants » et les « intellectuels » n'a répondu que partiellement à son objet. Si les membres de l'Institut et autres académiciens occupaient deux rangs dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, la reste des gradins était occupé par le Tout-Paris politico-médiatique. Quelques rares étudiants seulement avaient pu trouver une place dans les tribunes du haut. On notait la présence de MM. Lang, Jospin, Poher, Raitin, Harlem Désir...

La première question fut posée par le sinologue Jean-Luc Domenach et avait trait à la tragédie chinoise. M. Gorbatchev fit une réponse « réticente et responsable », selon ses propres termes, à propos de ces « douloureux événements ». Selon lui, il était normal que « des difficultés et des erreurs » se produisent dans la mesure où des réformes aussi profondes que celles qui ont été entreprises en Chine touchent à de très nombreux intérêts. « Cela ne peut pas se passer comme derrière une bouteille de champagne », M. Gorbatchev a également, tout en regrettant les victimes humaines, cru noter un certain apaisement de la situation à l'heure actuelle, ce qui permettra « la poursuite des changements ». Il a aussi demandé que les problèmes chinois soient réglés « par le dialogue entre les dirigeants et le peuple ». « C'est toujours notre avis », a-t-il ajouté.

Après avoir rassuré M. Haroun Tassieff sur les possibilités de coopération franco-soviétique pour la lutte antismiste et trouvé « bonne » la question du professeur Lesage, sociologue, sur les rapports entre les deux propres personnages (président du Soviet suprême et chef du parti), M. Gorbatchev a répondu à M. Régis Debray qu'il interrogeait sur les frontières de la maison européenne commune : « Je reprends les conceptions du général de Gaulle ; pour moi, l'Europe va de l'Atlantique à l'Oural ».

Après avoir, le numéro un soviétique avait fait un exposé très orthodoxe sur la comparaison des révolutions française de 1789 et soviétique de 1917 (octobre 1917 et non pas février), réaffirmant la volonté des communistes soviétiques de former « une société de type nouveau » sur « des fondements communistes ». « On dit que les pays socialistes vont rejoindre le giron capitaliste », s'est exclamé M. Gorbatchev ; on dit que la société bourgeoise est le modèle. Mais ce n'est pas sur cette base qu'il faut chercher un monde meilleur. » Cela dit, la perestroïka en URSS passe par une vaste démocratisation qui transforme l'Union soviétique « de manière irréversible ».

MICHEL TATU.

Les inscriptions dans les universités

File d'attente à Paris

Dure vie que celle de parents de bacheliers ! Huit heures du matin rue Soufflot, dans la file d'attente pour les inscriptions en première année de droit à Paris-L. Visages fatigués, barbes de la veille, sièges pliants pour les plus prévoyants, bouteilles de café, et cette attente épuisante des « collantes », après une nuit à la fraîche pour les plus amateurs.

Même spectacle rue Saint-Jacques, devant les portes encore closes des inscriptions à Paris-V ou à Censier (Paris-III) où certains ont pris le quart depuis la veille. Notamment ceux, très nombreux, qui veulent s'inscrire — ou inscrire les enfants — en LRA (langues étrangères appliquées). Un père a pris une journée de congé pour passer la nuit sous la pluie. Faute de métro, une mère et sa fille sont venues à pied à 4 h du matin de la banlieue sud.

L'arrivée des chers petits, sourire aux lèvres ou larme à l'œil, déclenche une onde incertaine dans la file compacte. Embarrassés ici, regard déglotté pour d'autres qui quittent la file en silence et se préparent à affronter dans la foule les premiers crans de rattrapage.

A Jussieu, Paris-VII, dès 9 h et demie, les inscriptions ont commencé sans bonclade. Chaque discipline bénéficie d'une file d'attente et d'un grand amphithéâtre. En AES (administration économique et sociale), presque tous les candidats sont déjà repartis. On ne leur demande que de déposer leur dossier ; ils recevront une réponse dans l'après-midi.

Mais la surprise de la journée est indéniablement à l'université Paris-II (droit et économie). Au lieu traditionnel des bonclades et des empouilles, la rue d'Assas est presque déserte. Un panneau lumineux fait passer le message presque incongru : « Ne faites pas la queue, cela ne sert à rien... Vous pouvez obtenir un rendez-vous par minute ».

Jusqu'à 15 heures. Seuls problèmes qui risquent de provoquer le cruel déconvoi : le minitel de Paris-II a été saturé dès les résultats connus, et les critères géographiques sur lesquels se fera le premier tir des candidats n'ont pas été affichés. Belle journée en tout cas pour les instituteurs et les écoles supérieures privées, qui distribuent tranquillement leur publicité dans les rangs.

Astronaut wanted

L'annonce a occupé une page complète de Times et du Financial Times : « Recherches astronautiques, aucune expérience nécessaire. » Mais l'heureux élu (homme ou femme), âgé de vingt et un à quarante ans, devra — quand même — posséder un solide bagage scientifique en biologie, physique appliquée, ingénierie ou médecine, être doué pour les langues étrangères et doté d'une bonne santé. Le texte détaille ensuite les buts de « la première mission spatiale anglo-soviétique », baptisée « Juno » et prévue pour 1991. Il se termine par la mention d'un numéro de téléphone, seize lignes groupées où les personnes intéressées peuvent faire acte de candidature, avant lundi 24 juillet.

Il s'agit en fait d'une opération de « sponsoring » spatial à grande échelle. Un Britannique doit effectivement voler pendant huit jours sur la station soviétique Mir dans deux ans. Mais, fidèle à sa doctrine libérale pure et dure, M^{me} Margaret Thatcher a refusé d'engager le moindre penny d'argent public dans l'opération. La mission a donc été montée conjointement par l'agence spatiale soviétique Glavkosmos et un consortium de sociétés privées qui recherchent actuellement 16 millions de livres (170 millions de francs). Deux heures après le parution de la « petite » annonce, mille personnes avaient déjà appelé. Les deux astronautes (dont un seul volera) seront choisis parmi trois cents candidats présélectionnés.

California, Florida, Nord-Est, par importante organisation U.S.

ETUDES EN USA

Université USA

- L'année américaine après le bac (17 à 24 ans).
- Diplôme de Business en 12 mois (18 à 35 ans).
- Stages linguistiques : anglais, allemand, espagnol (18 à 35 ans).
- Préparation tous diplômes (B.A., M.B.A., M.A.S.T.E.R., Ph.D.).
- Simplification des formalités et des délais. Doc. contre 5 timbres.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94 ou 47.45.09.19
ou (06) Cannes, 93.43.65.19

jeudi 6, vendredi 7, samedi 8
de 9 h 30 à 19 heures

smalto

SOLDE

DE 30 A 50 %

HOMME : 44, RUE FRANÇOIS-1^{er}
HOMME ET FEMME : 5, PLACE VICTOR-HUGO

Avec Le Monde sur Minitel

ENSTIM ALÈS

ENSTIM DOUAI

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

GRÈCE

M. Athanassios Tsaldaris nouveau président du Parlement

M. Athanassios Tsaldaris, député conservateur, a été élu, mardi 4 juillet, président du Parlement grec. Il a recueilli 144 voix contre 124 au candidat du PASOK (socialiste), M. Yannis Haralambopoulos, ancien ministre de la défense. M. Tsaldaris succède à M. Yannis Aléxas, qui occupait ce poste depuis 1981.

Le nouveau gouvernement de M. Tsamir Tsamiratsis a décidé, le même jour, que la Grèce serait désormais représentée dans ses ambassades à l'étranger uniquement par des diplomates de carrière. Les personnalités politiques en poste dans certaines capitales devraient être ainsi rapidement remplacées. Cette mesure touche notamment les ambassadeurs à Londres, La Havane, Caracas et Stockholm.

Le commandant en chef des forces armées grecques, le général d'aviation Nicos Kouri, et le chef de la police nationale, M. Andréas Kalogeris, ont présenté, le 4 juillet, leur démission. Tous deux étaient proches de l'ancien gouvernement socialiste de M. Andréas Papandréou. Le général Stamatis Vélidis a été nommé à la tête de l'état-major. La passation des pouvoirs des socialistes aux conservateurs se déroule, semble-t-il, à quelques problèmes pratiques. La plupart des ministres du cabinet Papandréou n'ont pas remis leurs dossiers à leurs successeurs. Lorsque le nouveau premier ministre s'est rendu, dimanche, au palais Maximos, siège du gouvernement, pour prendre possession des lieux, aucun document ne lui a été remis. « Je n'ai eu ni un coup de fil de mon prédécesseur ni une lettre, rien ! », a déclaré M. Tsamiratsis. Le directeur du cabinet de M. Papandréou lui aurait dit qu'il n'y avait pas d'archives à

lui remettre car il n'y avait aucune question en suspens. Et l'ajouté : « Les papiers sont pour les problèmes à résoudre, et nous, nous avons tout résolu ! »

Trois membres seulement du gouvernement sortant n'ont pas bouclé leurs successeurs. La presse grecque affirme que des documents confidentiels du ministère du commerce ont été retrouvés dans une poubelle, non loin du domicile d'un ancien ministre socialiste. — (A.F.F.)

NICARAGUA

Accord gouvernement-opposition sur des garanties électorales

Le cardinal Miguel Ovando Bravo, archevêque de Managua et président de la Commission nationale de réconciliation, a rendu public, mardi 4 juillet, le texte d'un accord qui vient d'être signé entre le gouvernement sandiniste et l'opposition en vue d'accorder à cette dernière les garanties nécessaires à sa participation aux élections du 25 février 1990. Ce document, indique l'Agence France-Presse, règle en particulier la question de l'accès aux moyens de communication ; il permet la présence d'observateurs étrangers lors du scrutin, « en accord avec le conseil électoral suprême ».

A C D E F G H

Le Monde

ARTS SPECTACLES

AVIGNON 89



Moins étendu dans le temps, mais pas moins dense, au contraire, le festival 1989 commence le 12 juillet pour s'achever le 3 août. Après le Soulier de satin en version intégrale, c'est encore une fois Antoine Vitez, à présent administrateur général de la Comédie-Française, qui attire l'attention en demandant à Jeanne Moreau de revenir dans cette Cour d'honneur, où avec Vilar elle a participé aux premières manifestations, dans les années incertaines. Elle y joue la Célestine (lire nos articles pages 2 et 3).

Théâtre, danse, musiques. Prestige et petites formes - le Bicentenaire n'est pas oublié, mais il n'est pas envahissant. Le festival continue à pratiquer une formule parfaitement adaptée à sa géographie intérieure, et à ses publics. La Société des auteurs organise des lectures de textes nouveaux et, avec Actes Sud/Papiers, installe comme chaque année la Roulotte dans la cour de la Maison Jean-Vilar (deux mille titres disponibles). A la Chartreuse, ce sont les Editions « Théâtrales » et encore Actes Sud/Papiers qui organisent les lectures. Le poète célébré cette année par le festival est Aimé Césaire, donc l'exotisme musical vient des Antilles.

Mais les programmes qui d'année en année racontaient l'histoire du cinéma s'arrêtent, tout au moins font la pause. Reste le chef-d'œuvre d'Eisenstein Octobre, à la Cour d'Honneur, accompagné en direct par un orchestre symphonique.

Autre tradition : les grands débats professionnels. Ils ont, pendant un temps, réuni gens de théâtre et des sciences humaines pour des travaux qui n'ont pas été inutiles. Ils reviennent à la Maison du théâtre - qui, à partir de 1990, prendra une dimension européenne. Et on ne doit pas oublier les 5 à 7 du Verger, rencontres des artistes - également du syndicat de la critique - avec le public.

L'importance du festival est telle qu'il détient un quasi-monopole. Ce n'est pas forcément un bien. Mais il en va ainsi, le succès va au succès et les médias suivent et ça fait boule de neige. Ceux qui s'intéressent intelligemment au spectacle sont à Avignon, c'est normal et positif. La SEPT organise une journée continue de projections de films de théâtre. Franco-Culture est présent, comme d'habitude, avec ses propres lectures et débats, mais aussi ses émissions et sa participation logistique à quelques spectacles.

En dehors des subventions des ministères de la culture, des affaires étrangères, de la francophonie et des DOM-TOM, de l'Association française d'action artistique, de la mission du Bicentenaire, de la municipalité de Villeneuve, de la ville, du département, de la région, en dehors des soutiens divers, et de ses recettes qui ne sont pas négligeables, le festival a besoin de mécènes et en a fidélisé quelques-uns, comme la CAECL ou Alpha Fnac, l'ADAMI, les Fondations GAN et Louis Vuitton, l'UAP... On imagine mal jusqu'où s'élève le budget d'un festival de créations, même lorsque les productions sont en partie assurées par les troupes et les groupes. Mais qu'importe, puisqu'il s'agit du plaisir de dizaines de milliers de spectateurs.

C. G.

THÉÂTRE

Langhoff met en scène
Schnitzler et Müller

Pages 4 et 5

DANSE

Carte blanche
à Daniel Larrieu

Page 9

MUSIQUE

Pascal Dusapin
casse l'opéra

Page 10

Supplément au numéro 13821. Ne peut être vendu séparément.

(Publicité)

Tu te souviens Jeanne Moreau dans
"Jules et Jim" ? C'était quelque chose !



L'UAP est le sponsor exclusif de la Célestine de Fernando de Rojas, mise en scène d'Antoine Vitez, avec Jeanne Moreau, Lambert Wilson et les Comédiens français.

AVIGNON 89

« LA CÉLESTINE »,

La révolte, le plaisir

L'espace de la Cour d'honneur stimule l'inspiration d'Antoine Vitez et de son scénographe, Yannis Kokkos. Après une *Lucrece Borgia* qui jouait sur le dépouillement et les nuits confondues du plateau et du ciel, après le défi — devenu événement — du *Souffler de satin* en version intégrale, tous deux mettent en lumière l'un de ces personnages mythiques qui alimentent l'imagination de l'Occident : la Célestine. Maquerelle, femme usée au passé luxurieux, elle règne au royaume des interdits, initiée aux mystères du sexe et de la vie, et initiatrice. Elle protège deux jeunes amants, enfants de bonne famille, que la séparation exalte, Calixte et Mélibée. Elle les aide, leur soutire argent et avantages. Elle navigue



dans les eaux les plus troubles, vend les vertus, achète les complaisances, mais sous-estime l'avidité de deux valets rebelles, et en mourra.

La Célestine de Fernando de Rojas, chef-d'œuvre subversif, trivial, épique, de la littérature baroque espagnole, va à contre-courant de son époque.

A vrai dire, un personnage tel que la Célestine se retrouve à plusieurs reprises dans la littérature ibérique. Le précédent le plus remarquable, créé par un archiprêtre qui ne dédaignait pas les plaisirs de la vie, s'appelle Trotaconventos. Parmi les suivants, on peut citer Brígida, qui vient du don Juan de Zorrilla le plus populaire en Espagne. Mais



Le texte de Fernando de Rojas, la Célestine, date de la fin du quinzième siècle : les souverains catholiques, Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon, viennent de créer l'Etat espagnol ; la découverte de l'Amérique ouvre les portes à tous les rêves de grandeur et de conquête. Et la Célestine s'oppose à une idéologie qui voit dans l'unité religieuse, dans les défenses du catholicisme, dans le principe de monarchie absolue et les valeurs de l'empire, les fondements de la culture officielle.

Face à cette Espagne des grands destins, qui habite notre théâtre baroque, face à une notion de vie conçue comme simple passage — pendant lequel il importe d'accomplir son devoir et de servir Dieu afin de mériter le respect des autres et la gloire éternelle — les personnages de la Célestine pratiquent la morale du plaisir et du profit. Leurs armes : le scepticisme, plus une conscience de leur identité qui contredit l'héritage médiéval — la conception de la vie comme une fin en soi en est la négation, — tout autant que le nouvel

ordre de la société espagnole. Cet ordre figé qui définit les personnages selon leur place dans la hiérarchie économique et politique est ici outrepassé.

Dans le système en cours, chacun, du roi au vilain, obéissait à un modèle de conduite, réglait son existence, ses sentiments, et jusqu'à son langage sur le principe du *soy quien soy* (« Je me montre digne de mon rang ») en usage dans nos drames classiques. Et ce n'était rien d'autre que l'étroite identification du personnage au rôle que lui assignait sa position sociale.

Dans ce rôle, chacun allait chercher le modèle de sa relation aux autres. Vouloir affirmer sa singularité, se tenir en marge du jeu social conduisait à la disgrâce, tout au moins paraissait incongru. Certes, les œuvres les plus importantes de notre théâtre classique remettent en question cet état de fait, mais la Célestine va plus loin dans la mesure où l'un de ses thèmes princi-

paux est justement la lutte contre la morale hiérarchisée. Rojas expose les idées, les sentiments exclus du schéma social, et les met en lumière.

Ainsi, on voit les serviteurs, Sempronio et Parmeno, développer un intéressant jeu de masques. Ils simulent la maîtrise, tandis qu'ils contemplent avec une joie obscure le déclin de leurs despotes de maîtres. Je prends l'exemple des serviteurs parce qu'ils constituent l'une des originalités essentielles de la pièce : ils ne considèrent pas leur fonction de domestiques comme un service, mais comme une servitude, qu'ils refusent.

PASSION, SEXE ET SUBVERSION

A leurs yeux, le rang de Calixte ne justifie pas à lui seul l'absence dans laquelle vit le jeune homme. A leur niveau, ils tentent de suivre son exemple, de tirer profit des dons de la vie, c'est-à-dire de leur relation avec Elvira et Areusa, prostituées, protégées de la Célestine, avec qui ils luttent — ils iront jusqu'au meurtre — pour partager l'argent qu'elle reçoit de Calixte. Mieux, il leur arrive de railler l'exaltation de Calixte, et même la beauté de Mélibée. A l'idéalisme des amants et à leur délire, ils opposent une vision à ras de terre du plaisir et du sexe.

Nous n'avons donc pas, comme dans les *Antisacrés*, mentales qui paraissent un peu plus tard, « un grand théâtre du monde » dans lequel on doit seulement ne pas sortir de son rôle. Ici, les serviteurs jugent la société, découvrent rapidement qu'elle se fonde sur l'argent. C'est l'argent qui assure à Calixte et à Méli-

bée leur position sociale, leur procure la sécurité, le loisir de se consacrer entièrement à leur passion, leur assure également l'obéissance des domestiques, et l'aide de la Célestine.

Certains critiques ont souligné en quoi cette vision anticipe l'idéologie bourgeoise. La façon dont Sempronio et Parmeno glorifient l'argent, la férocité avec laquelle ils le disputent à la Célestine, ne révèlent pas seulement des traits de caractère. Aucun des deux ne croit aux valeurs que propose l'ordre établi. Ils y voient les faux arguments destinés à asseoir la légitimité du pouvoir. Tous deux apprennent que l'argent est le premier échelon permettant d'accéder aux plaisirs de la vie et à ses avantages. Pour échapper à leur servitude, un seul moyen : l'argent.

La Célestine possède les mêmes caractères que Sempronio et Parmeno, mais à un degré différent. Face à leurs frustrations, elle assume sa condition. Transgresser l'ordre social ne la trouble pas. L'argent gagné comme entremetteuse la fait vivre, c'est tout. Elle s'accepte telle qu'elle est, fière de son passé dans les lupanars, consciente de la sagesse acquise à coups de malheurs, ironique à l'égard d'une société hypocrite qui maintes fois sollicite ses services. Sur un autre plan, elle vit pleinement le monde de conjurations et d'enchantements, qui mène jusqu'au Roi des enfers... Elle possède le sens des réalités, domine les lois, maîtrise sa vie et son métier qui consiste, en somme, à procurer du plaisir contre de l'argent. Elle possède plus de force et d'autonomie qu'aucun autre personnage du théâtre occidental avant Shakespeare.

"OCTOBRE"
UN FILM DE
SERGUEI
EISENSTEIN
25, 26 ET 27
JUILLET
AVIGNON

FONDATION GAN
POUR LE CINEMA



DANS LE CADRE DU FESTIVAL D'AVIGNON, LA FONDATION GAN S'ASSOCIE À LA DIFFUSION EXCEPTIONNELLE D'"OCTOBRE", CHEF-D'ŒUVRE DU CINÉMA MUET. LES 25, 26 ET 27 JUILLET, À 22 H 00, PROJECTIONS DU FILM SUR ÉCRAN GÉANT DANS LA COUR D'HONNEUR DU PALAIS DES PAPES, AVEC MUSIQUE ORIGINALE DE EDMUND MEISEL, RESTAURÉE ET DIRIGÉE PAR ALAN FEARON. INTERPRÉTÉE EN DIRECT PAR LES MUSICIENS DU NORTHERN SINFONIA OF ENGLAND.

La Fondation Gan pour le Cinéma, 2, rue Pillet-Will - 75009 PARIS. Tél. : 42.47.68.60/67.53. Avec ses partenaires : Agfa-Gevaert, Renault et Télérama.

TRILOGIE GRECQUE

Mythes et démocratie

AVANT de prendre officiellement la direction du Théâtre des Amandiers à Nanterre, Jean-Pierre Vincent y présentera trois spectacles tirés du théâtre grec par Bernard Chartreux : *Edipe Tyrant* et *Edipe à Colone* de Sophocle créés à Avignon où seront lus les Oiseaux d'après Aristophane. Une histoire en trois parties pour raconter la naissance et la décadence de la démocratie. Démocratie et théâtre étant tous deux, selon Jean-Pierre Vincent, « fondés sur le dialogue ». Mais la mise en scène de ces dialogues pose des problèmes qui commencent au moment de la traduction. Pour Nicole Loraux, helléniste, qui a adapté pour Bernard Sobel *Hécube* et *Oreste*, les textes, en particulier ceux du chœur, n'étaient déjà pas immédiatement compréhensibles à la plupart des spectateurs. « Les textes s'adressaient à l'oreille plus qu'à la raison. Les sons s'y télescopent. Quelqu'un comme Bob Wilson, à sa manière, donne aux mots une fonction musicale similaire. Le Prométhée de Luigi Nono se rapproche probablement de ce qu'était le chant parlé du chœur. Quant aux comédies, elles sont bourrées d'allusions à l'actualité, et pratiquement indéchiffrables. Les décors sont indispensables... ».

Tragédies ou farces satiriques ne se jouant pratiquement plus en « costumes d'époque », avec tuniques drapées, masques et colthurns, survivances d'un théâtre universitaire qui a connu son âge d'or au début des années 60. L'image s'adapte aux modes. Avignon, dans les représentations du théâtre grec, a connu les stylisations de Gishia, puis les fleurs et broderies indo-européennes des hippies. Aujourd'hui, on invente un vingtième siècle dans lequel les héros sont des voyageurs poussés par des soldats, ou des mafiosi, et le chœur est formé par des hommes du peuple en grosses galoches et pardessus. Jean Anouilh a montré l'exemple en 1941 avec son *Antigone*, mais il avait repris le texte à son compte. En revanche, Peter Stein a donné son *Oreste* dans une adaptation stricte du texte d'Eschyle, mais dans des costumes d'allure contemporaine qui évoquaient la rudesse de paysans réunis pour commenter les affaires de la cité. Le théâtre de l'Assemblée nationale, en somme.

Depuis quelques années, remarque Nicole Loraux, on insiste sur la dimension politique de la tragédie. Elle était, c'est vrai, écrite pour offrir matière à réflexion aux citoyens, même si venaient au spectacle des gens qui n'avaient pas le droit de participer aux affaires publiques : femmes, esclaves, étrangers... Les représentations étaient

مكتبة الأمل

AVIGNON 89

DE FERNANDO DE ROJAS et l'argent

comme don Juan et don Quichotte, la Celestine porte des forces plus profondes, et — comme Hamlet, Othello, Médée — appartient à la mythologie universelle.

Cette figure malfaisante et protectrice, généreuse et rapace, hors la loi, à l'aise dans un monde convulsif et hypocrite, fascine actrices et metteurs en scène. La Comédie Française avait déjà tenté une version de la Celestine avec Denise Gence, dirigée par Marcel Maréchal. A Chateaufort, Jean Gillibert avait composé une ronde folle autour de Maria Casarès, furie glorieuse, déesse carnassière.

Le texte foisonnant de Rojas peut donner naissance à une infinité d'interprétations. Il préfigure,



il porte en germe les lois de toute l'écriture théâtrale et romanesque qui va suivre. Pour le définir, Fernando de Rojas a inventé le terme de tragédie. « D'autres, écrit-il, ont contesté le titre de mon œuvre, disant qu'elle ne devait pas s'appeler comédie puisqu'elle se termine dans la tristesse, mais tragédie. Son premier auteur avait voulu évoquer le plaisir. Moi, voyant les désaccords, j'ai coupé court à la discussion, et je l'ai appelée tragédie. » En fait, Rojas accordait peu d'importance à la définition des genres. Les chefs-d'œuvre n'ont pas besoin d'étiquette.

Gravures de Picasso sur le thème de la Celestine. Photos RMN.



Dans sa première édition, l'œuvre de Rojas s'intitule la Comédie de Calixte et de Mélibée. Elle comporte seize actes, un premier prologue, des acrostiches par lesquels l'auteur s'excuse de son audace, fait connaître son nom, sa date de naissance, l'argument de la pièce. Chaque acte est également précédé de son argument. Le livre se termine par les strophes d'Alonso Proaza, avec la date (1502) et le lieu (Burgos) de l'édition. Plus tard, sera publiée la Tragédie de Calixte et Mélibée, qui compte vingt et un actes, dont les seize déjà connus légèrement modifiés, plus un second prologue.

LA MAQUERELLE ET LES DEUX VALETS

Les noms de Calixte et de Mélibée demeurent, mais déjà l'une des éditions porte en titre Livre de Calixte, Mélibée et de la vieille putain Celestine. Preuve que celle-ci a très vite acquis auprès du public le statut de véritable protagoniste, statut qui s'est confirmé au long des ans. Il n'est pas de spectacle tiré du texte de de Rojas qui n'utilise son nom. Et qui n'ait posé aux metteurs en scène le problème de tenir en éveil l'intérêt du public après sa mort. Car finalement, malgré l'extraordinaire beauté littéraire des scènes entre Calixte et Mélibée, malgré l'émotion qu'elles dégagent, la pièce est soutenue par la maquerele et les deux valets. Après leur disparition, l'intensité dramatique s'épuise.

Pourquoi ? En partie parce que l'histoire de Calixte et Mélibée passe sous silence un élément qui, pour les contemporains de Rojas, n'avait pas besoin d'être

explicité. Mais aujourd'hui, une question se pose : puisque les deux amants appartiennent au même milieu social, et que Mélibée a reçu une éducation chrétienne, pourquoi n'envisagent-ils pas un stratagème comportant un mariage, comme Roméo et Juliette, qui ont souvent ou les compare ? Les spécialistes avancent plusieurs réponses possibles : les parents de Calixte — ou ceux de Mélibée — sont de « nouveaux chrétiens », des juifs convertis avec tout ce que la situation entraîne de méfiance, de rejets. Ainsi, la pièce refléterait la grande difficulté à vivre des juifs convertis — ce que certainement Rojas était — et de leurs descendants.

Autre réponse possible : Rojas a simplement conté une histoire d'amour. Soit dans le but d'illustrer les conséquences désastreuses de la passion, soit au contraire dans l'esprit de la Renaissance, qui fait de l'amour, du plaisir, de la beauté, un thème en soi. Dans ces deux cas, si l'on marie les amants, il n'y aurait plus de pièce.

Des recherches érudites ont permis d'établir certaines données sur Fernando de Rojas, spécialement à partir de 1507, date à laquelle il s'est établi à Talavera-de-la-Reina, où il est mort en 1541. On pense qu'il est né à Puebla-de-Montalban, dans la province de Tolède, et que son père s'appelait Gonzalo Gonzalez de Tineo. Ce nom, selon certains, cacherait son véritable lieu d'origine, qui serait Tolède, où son père, Hernando de Rojas, aurait été condamné par l'Inquisition en 1448.

Ce qui est sûr, c'est que Rojas était un nouveau chrétien. En tant que tel, il a été menacé par l'Inqui-

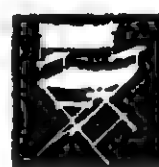
sition quand il a voulu plaider contre elle — il était juriste — à propos du patrimoine de sa femme. Voilà pourquoi il justifie si soigneusement son texte de la Celestine. Un juif converti devait se montrer d'une extrême prudence, surtout quand il était l'auteur d'une œuvre ouvertement opposée au régime. Une œuvre libre, obscène, en totale contradiction avec les valeurs prônées par la monarchie catholique.

D'autres interprétations ont été émises : Rojas serait sincère quand il indique dans son prologue que « l'œuvre fut écrite pour réprimander ces amoureux fous qui, vaincus par leur appétit désordonné, disent de leurs amies qu'elles sont leur dieu, et aussi pour prévenir contre la fourberie des maquereles et la flatterie des méchants serviteurs ». Peut-être aussi Rojas a-t-il voulu se protéger, en particulier quand il prétend n'être pas l'auteur du premier acte. Il l'aurait trouvé, puis développé. Affirmation qui a soulevé bien des débats d'experts. En fait, il aurait voulu dénoncer l'oppression sociale qui s'exerce sur les passions. Une

mise en scène récente, en Espagne, a simplifié le problème en réduisant l'œuvre — qui est quand même plus complexe — à une dénonciation de la répression sexuelle. Quoi qu'il en soit, l'Eglise a rapidement ordonné de supprimer les répliques par lesquelles Calixte clame son amour pour Mélibée. Par la suite, l'œuvre a été mise à l'index. Bien entendu, dans les périodes où la réalité politique a véhiculé une certaine dose d'intolérance, la Celestine a connu de sérieux problèmes avec la censure.

La longueur du texte empêche de le représenter dans son intégralité. Il doit être adapté pour chaque mise en scène, obligation, qui à mon avis, enrichit l'histoire théâtrale de la Celestine. De plus, l'œuvre est si touffue que l'on peut arriver à traiter l'un ou l'autre de ses thèmes sans être profondément infidèle à ce monument, toujours vivant, toujours actuel.

JOSÉ MONLEON.



Alpha Fnac

Au service du spectacle vivant, des artistes et du public, Alpha Fnac continue depuis 1965 de soutenir la création.

Ses choix de l'été.

- Près d'Avignon, au château de Lacoste : le 14 juillet à 21 h, une unique soirée de théâtre avec "Sade, marquis sans culotte" de Georges Lauris et le TQM de Montpellier (Michel Touraille). Billets en vente : * à l'Office du tourisme Avignon, Apt, l'Isle sur Sorgues, Gordes, Cavaillon. * à Fnac Montpellier et par BILLETTEL : aux bornes ou de chez vous 3615 Billetel avec envoi des places à domicile. * sur place, à l'entrée du spectacle. Pour ceux qui sont à Avignon sans voiture : un car partira à 19 h le 14 juillet de la Porte de l'Oulle. A Lacoste il y aura buffet et boissons.

- au Festival d'Avignon : Quatre pièces de théâtre : "La mission" et "Le Perroquet Vert" - "Eclats" (coproduction avec le Théâtre de la Ville) et "Tant qu'il fait jour, Robert Schumann". Une pièce de théâtre musical : "O pais dos elefantes". Un texte mis en théâtre : "Parlez-moi de vous". Cinq groupes de danse différents : "Carte blanche à Daniel Larrieu". Billets : 3615 Billetel. Envoi des places à domicile.

- Au festival d'Aix en Provence : "Le Rouge et le Noir", opéra de Claude Prey d'après Stendhal. Mise en scène Mireille Laroche, direction musicale Jean-Claude Penmetier. Orchestre Ars Nova. Les 20 et 21 juillet à 21 h 15, le 22 à 17 h au Théâtre Municipal. Billets sur place.

- Près de Montélimar : A Alba la Romaine, au théâtre antique restauré : "Quatre saisons pour les Chevaliers de la Table Ronde" d'après Chrétien de Troyes. Grande épopée mise en scène par Denis Llorca. Jeudi 3 août à 17 h. Samedi 5 août à 20 h. Lundi 7 août à 17 h. Spectacle en 4 parties. 3 entr'actes avec buffet. Location Alpha Fnac Paris et 3615 Billetel bornes et billets à domicile.



données à l'occasion des fêtes de Dionysos, elles faisaient l'objet de concours, et les orphelins de guerre ayant atteint l'âge requis y étaient officiellement présentés à la ville. La tragédie, c'est aussi la famille vue comme lieu de la haine autant que de l'amour, sans espoir de rachat, ni de rédemption. Présentée sous forme de trilogie, elle raconte, en trois parties, comment l'individu s'arrache à l'horreur familiale par le meurtre, puis comment s'organise la cité, dont le pouvoir va remplacer celui, arbitraire, des dieux.

Avec leurs dieux, les Grecs entretenaient des rapports libres, exempts de fanatisme. On accomplissait les rites sans avoir besoin de s'y investir. Les gestes suffisaient. On a vu des procès d'impunité pendant les guerres du Péloponnèse — toute période de crise engendre l'intolérance. Mais c'était une exception.

La censure se portait ailleurs. Par exemple, on a entendu parler d'une tragédie sur un thème presque contemporain : la prise de Milot, ville d'Asie Mineure, détruite par des alliés d'Athènes. Un grand succès public, et pourtant les représentations ont été interdites : seule la distance d'un passé de légende, de personnages mythiques, permettait

d'accepter les atrocités dont les tragédies sont pleines. Et, puisqu'il n'y a pas de rédemption, on ne voulait pas que les citoyens puissent s'identifier à la barbarie, et ne se reconnaissent autrement que civils et civilisés.

Les manuscrits que nous connaissons ne représentent pas la totalité de la production athénienne, loin de là. Ils nous sont arrivés par un chemin long et tortueux. Des érudits romains ont été chargés de les sélectionner et de les rassembler à Constantinople. On sait qu'il les ont expurgés sur différents critères, et en particulier sur ceux des bonnes mœurs. Ainsi, on en est sûr, ils ont supprimé tout ce qui avait trait à l'homosexualité.

Nous sommes les héritiers de ce théâtre-là, qui porte nos inhibitions, nos pulsions... Et notre héritage ne s'arrête pas au théâtre. Les Grecs, écrit Jean-Pierre Vincent, ont rêvé puis pensé un monde. Nous avons notre rêve qui leur doit beaucoup, et nous nous disons que nous sommes peut-être en train de changer de rêve... C'est pourquoi il est temps de nous tourner vers notre enfance-modèle, et de mesurer le chemin parcouru.

C. G.

AVIGNON 89

MATTHIAS LANGHOFF,

A la poursuite

Matthias Langhoff est venu déjà à Avignon, avec Manfred Karge, présenter « Marie/Woyzeck » en allemand.

Puis, en français, « le Prince de Hombourg » et « la Cerisade ». Pour la première fois, il y crée, seul, un spectacle double : « la Mission », de Heiner Müller, « Au Perroquet vert », de Schnitzler.

MATTHIAS LANGHOFF, qui est allemand et dont le théâtre entremêle la décision la plus cruelle et la violence la plus lucide — ainsi, sa *Mademoiselle Julie* à l'Athénée (le Monde du 17 janvier) — met en scène au Cloture des Carmes la *Mission* de Heiner Müller, et « Au Perroquet vert » de Schnitzler, deux pièces qui ont à voir avec l'époque de la Révolution. « Les rapprocher n'a paru évident, déclare Matthias Langhoff. Le jour où j'aurai compris pourquoi mon travail sera terminé. La *Mission* est une pièce étrange, qui se développe à partir d'une ligne très simple. Quant au Perroquet vert, j'y ai peut-être pensé parce que c'est une comédie d'intrigues insolentes qui se passe le 14 juillet 1789. Elle ne parle pas de l'Histoire, mais de sa représentation. Elle parle de théâtre. J'y ai peut-être pensé parce qu'il fallait bien enfin mettre en scène le ras-le-bol des majestueuses célébrations. »

Matthias Langhoff se méfie de ce qui paraît simple et qui lui paraît, à lui, un piège. Il a répété son double spectacle à Lausanne, où il vient de prendre la direction du Théâtre Vidy, bâtiment construit au bord du lac il y a une cinquantaine d'années, pour une utilisation provisoire. Le site est superbe, la salle en gradins peut recevoir environ quatre cents spectateurs, le plateau est grand, l'équipement technique satisfaisant. La municipalité — qui accueille également les Ballets de Maurice Béjart — semble mieux disposée envers les arts que la ville de Genève, où Matthias Langhoff devait prendre la succession de Benno Besson à la Comédie. Mais son projet a paru trop ambitieux. Il l'a adapté aux mesures du Théâtre Vidy, et pour l'instant a obtenu ce qu'il demande. Il dit être merveilleusement tranquille pour travailler. Une seule chose lui fait peur : que le bonlangage le reconnaisse quand il va chercher ses croissants. Il craint de devenir un notable



MORTU ENIGMA

installé. Depuis sa naissance, Matthias Langhoff vit un perpétuel sentiment d'exil.

Fils d'un acteur célèbre qui, après la guerre, a dirigé le Deutsches Theater à Berlin-Est, Matthias Langhoff, enfant et même adolescent, détestait le théâtre, ce monstre dévorant qui absorbait l'existence de toute sa famille et de son chef : « Et ma mère, en bonne mère juive, voulait que tout se passe toujours bien. Elle apaisait les conflits, protégeait mon père de nos sarcasmes, nous faisait comprendre les raisons de son anxiété, de sa nervosité, nous obligeait à le ménager. Donc, je voulais devenir chimiste. Tout en continuant mes études, je suis parti travailler à la campagne. Comme maçon. Mais il était clair que ça ne pouvait pas continuer. »

Alors Matthias Langhoff (dont le frère, Thomas, est également devenu metteur en scène à l'Est, bien qu'il lui arrive de travailler en RFA) rencontre Hans Eisler (1) à qui il accorde toute sa confiance, qui devient un substitut de son père, et le fait entrer au Berliner Ensemble. Non sans mal, car pour être admis, Matthias Langhoff doit analyser *Têtes rondes et têtes pointues*, pièce de Brecht vraiment didactique. Il la juge sans intérêt et le dit. Scandale, Eisler doit mettre en jeu son prestige et son autorité.

Brecht est mort. La prestigieuse maison se survit, dirigée par sa veuve, Hélène Weigel, inoubliable Mère Courage à la voix grave, personnage impressionnant, maîtresse femme intelligente, qui, certainement, reconnaît la nécessité d'ouvrir les portes à la jeunesse. Elle domine les compagnons de la première heure et tient ferme une organisation excessivement hiérarchisée : « Ils étaient des centaines à travailler là, des dizaines d'assistants, présents à toutes les répétitions et qui prenaient des notes. Les derniers arrivés, les plus jeunes, s'asseyaient au fond de la salle. D'année en année, on se rapprochait du metteur en scène. On ne pouvait pas espérer se trouver à ses côtés avant d'atteindre trente ans. »

AU DÉBUT ILS ÉTAIENT DEUX

C'est là, en 1961, que Matthias Langhoff, dix-neuf ans, rencontre Manfred Karge, de trois ans plus âgé que lui, et aussi différent qu'on peut l'être. Entre l'intellectuel tourmenté, né en Suisse où ses parents avaient dû se réfugier, fils d'artistes élevés dans le sérail, et le jeune loup solide et rieur, enfant du prolétariat, Prussien du Brandebourg, venu au texte par la chanson, se noue une entente qui va durer vingt-deux ans, fondée sur un même esprit de rébellion. A l'époque, tous deux sont innocents. Pour des raisons opposées — l'un parce qu'il connaît trop, l'autre parce qu'il ne connaît pas — ils transgressent les lois strictes du Berliner Ensemble. Ils s'amusent à regarder, et, sans bien se rendre compte du sacrilège, décident de faire une mise en scène. Mais de quoi ?

Quand la troupe va boire un pot, après les représentations, Hélène Weigel et les anciens racontent souvent leurs bons souvenirs pleins d'anecdotes du Petit Mahagonny que Brecht avait arrangé d'après son opéra, un spectacle court, avec peu de comédiens et

peu de texte entre les chansons. Karge et Langhoff pensent que ça ferait un bon début pour eux : « Nous sommes allés voir la Weigel, et après quelques verres, lui avons demandé l'autorisation de monter ce Petit Mahagonny. Elle était un peu interloquée, mais elle avait trop répété à quel point la pièce était formidable, et ne pouvait plus la refuser. Nous nous sommes précipités pour obtenir les droits. Là, nous avons débattu. On nous a dit : « Ah, oui, vous êtes nouveaux. Vous ne savez pas que le texte n'existe pas. Brecht l'a amené pendant les répétitions, mais n'a rien noté. » Nous avons fait remarquer que Weigel elle-même pensait que ce texte existait puisqu'elle nous autorisait à le monter. Après quelques bouteilles de vodka, ils nous ont accordé les droits. »

« Pratiquement, nous connaissions ce texte-fantôme tant nous en avions entendu parler. En une nuit, nous l'avons reconstitué, puis présenté à la Weigel, qui l'a lu et approuvé. Les autres nous ont laissé faire. Persuadés que nous nous enfionçions dans un piège, ils attendaient, prêts à ramasser les morceaux. Mais nous sommes arrivés au moment juste. Les spectateurs n'avaient assez des spectacles nets comme des lits bien faits, où la place de chaque scène, le ton de chaque réplique ont été analysés, mis au point, et ne laissent plus passer aucun doute, aucune question. »

Le « juste moment » de ce Petit Mahagonny dure des années (cette version sera adaptée en France par Pierre Barot, puis par Hans Peter Cloos). Le spectacle tourne un peu partout, reproduit le style agit-prop, avec deux plates-formes de canon formant le plateau, quelques comédiens, autant de grandes poupées de chiffon écor, les âpres chansons de Kurt Weill et une virulente insolence terriblement efficace. Parce que Karge et Langhoff découvrent tout de leur métier, rien ne freine leur audace. Ils se sentent libres, plus sans doute qu'ils ne le seront jamais.

Mais viennent les incertitudes et ils rentrent leur second spectacle. Ce n'est pas le cas du troisième : le Commerce du pain, de Brecht, spectacle choc dans la tournée que le Berliner Ensemble effectue en 1971 à Nanterre, Saint-Denis, Aubervilliers, avec également des « classiques » dont la Mère d'après Gorki, où pour la dernière fois en France on a pu voir Hélène Weigel, morte peu de temps après. Il semble qu'ensuite l'innovation n'ait pas trouvé sa place au Berliner Ensemble.

Comédie-Française.

1680

Abonnements 40 15 00 15

<p>Beaumarchais <i>La Folle Journée</i> ou <i>Le Mariage de Figaro</i> Mise en scène d'Antoine Vitez</p> <p>Molière <i>L'Avare</i> Mise en scène de Jean-Paul Roussillon</p> <p>William Congreve <i>Amour pour amour</i> Texte français de Guy Dumur Mise en scène d'André Steiger</p> <p>Alfred de Musset <i>Lorenzaccio</i> Mise en scène de Georges Lavaudant</p> <p>Molière <i>Le Misanthrope</i> Mise en scène de Simon Eine</p> <p>Shakespeare <i>Comme il vous plaira</i> Traduction de Raymond Lepoutre Mise en scène de Lluís Pasqual</p> <p>Racine <i>Britannicus</i> Mise en scène de Jean-Luc Boutté</p>	<p>Beaumarchais <i>L'autre Tartuffe</i> ou <i>La Mère coupable</i> Mise en scène de Jean-Pierre Vincent</p> <p>Bertolt Brecht <i>La Vie de Galilée</i> Traduction d'Eloi Recoing Mise en scène d'Antoine Vitez</p> <p>Jean-Paul Sartre <i>Huis clos</i> Mise en scène de Claude Régy</p> <p>Molière <i>Le Médecin malgré lui</i> Mise en scène de Dario Fo Précédé du Mariage forcé</p>
--	---

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Tél. _____

Je désire recevoir les formulaires d'abonnement pour la prochaine saison. Je joins à cette demande 6 F en timbres-poste.

Adressez ce coupon à :
Comédie-Française - Abonnements
B.P. 266 - 75021 Paris Cedex 01

Saison 1989-1990

THEATRE NATIONAL
DE LA COLLINE
43 65 43 60

SAISON 89-90
GRAND THEATRE
11 OCT 1989
OPÉRETTE
GOMBROWICZ / LAVELLI

LA TRAVERSEE
DE L'HIVER
REZI / HERBERT

LA GRECQUE
BERKOFF / LAVELLI

PETIT THEATRE
18 SEPT 1989
UNE SAISON AU CONGO
CESAIRE / ULUSOY

10 NOV 1989
LES PETITS AQUARIUMS
MINYANA / CANTARELLA

16 JANV 1990
AVANT LA RETRAITE
BERNHARD / STAVISKY

24 MARS 1990
LE PETIT SILENCE
D'ELISABETH
FAURE / FAURE

CARTE COLLINE
7 SPECTACLES 420 F

M
adresse _____

Je souscris _____ CARTE(S) COLLINE
et joins un chèque de _____ F.
à l'ordre du Théâtre National de la Colline
15 rue Malte-Bran 75022 PARIS

déon

ODEON THEATRE NATIONAL
Direction Antoine Vitez

SAISON 1989-1990

La Célestine
de Fernando de Rojas
Version française de Florence Delay
Mise en scène d'Antoine Vitez
Coproduction Théâtre national de l'Odéon, Comédie-Française, Opéra municipal de Strasbourg.
Avec le concours de l'UAR

19 septembre - 5 novembre 1989

Torquato Tasso
de Goethe
Texte français et mise en scène de Bruno Bayen
Coproduction Théâtre national de l'Odéon, Comédie-Française, Compagnie Théâtrale

21 novembre - 31 décembre 1989

L'Emission de télévision
de Michel Vinaver
Mise en scène de Jacques Lassalle
Coproduction Théâtre national de l'Odéon, Comédie-Française, Théâtre national de Strasbourg.

16 janvier - 28 février 1990

Abonnements 43 25 70 32

Je désire recevoir la brochure et le formulaire d'abonnement de la saison 1989-1990 du Théâtre national de l'Odéon

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Bulletin à compléter et à retourner, accompagné d'une enveloppe (format américain, 106 x 220) timbrée à 3,70 F ou Théâtre national de l'Odéon, 1 place Paul-Claudel 75006 Paris.

AVIGNON 89

L'HOMME SANS ILLUSIONS

d'une impossible liberté

« La Berliner Ensemble a été pendant un certain temps un théâtre d'avant-garde, mais n'a pas cherché à le rester. Il s'est au contraire constamment efforcé d'augmenter son prestige tant en RDA qu'à l'étranger. On a pu voir dans le monde entier des mises en scène qu'il a influencées. Mais en même temps, il n'était plus indispensable. Il a poursuivi sa voie spécifique, et nous la nôtre », déclarait Matthias Langhoff (le Monde du 2 mars 1972).

Quand on découvre Karge et Langhoff à Ansbach, grâce à ce Commerce du pain — qu'ils reprendront l'année suivante avec des acteurs français, — ils ont déjà rejoint Benno Besson à la Volksbühne : « Un théâtre en complète décadence. On jouait devant des salles vides aux neuf dixièmes. Il fallait lui redonner un public, une vie. Nous nous étions accordés cinq ans ; en trois ans, nous avons relevé le défi. »

A partir de là, Karge et Langhoff, toujours en duo, connaissent le sort des metteurs en scène de la RDA : le confort financier, l'organisation, mais aussi — dans les années 70 — la censure, et une bureaucratie toute-puissante. Cette bureaucratie qui isole ses serviteurs de la réalité, les vide de toute faculté de penser. Une horreur pour eux qui ne savent pas, ne veulent pas composer. En dépit des obstacles, ou grâce à eux, la vie artistique est alors très intense en RDA. Karge et Langhoff rencontrent Volker Braun, Thomas Brasch, Heiner Müller, dont ils mettent en scène la Bataille, parapsychisme de Grand-père et misère du III^e Reich, spectacle fulgurant, sauvage et sardonique, venu en

France à la Fête de l'Humour, Villeurbanne et Saint-Denis.

Karge et Langhoff sont autorisés à travailler en RFA où ils retrouvent sensiblement la même ambiance qu'à l'Est. La bureaucratie y paraît sans doute moins étouffante, mais la hiérarchie est tout aussi forte, installée, contraignante. « Les Français ont longtemps été impressionnés par les théâtres allemands, qui ont des moyens importants, c'est vrai, mais un cahier des charges absurde, des personnes inutilement nombreuses, mal réparties. En définitive, le budget pour la création n'est pas tellement plus élevé qu'en France. » Il faut dire que Matthias Langhoff a seulement travaillé dans des maisons considérées comme riches : le TNP, le TNS, Bobigny...

JE CROIS AU JUSTE MOMENT

Il a fini par parler notre langue et dit trouver plus de romantisme et de souplesse chez les acteurs français que chez les Allemands. « Les Allemands agissent toujours en accord avec ce qu'ils disent, c'est notre culture qui veut ça. On peut demander à un comédien de creuser son texte jusqu'au vertige, mais pas de jouer à côté. Il n'imagine même pas ce que ça signifie. La plupart sont capables d'une grande intensité retenue, mais ils craignent le maniérisme. Monter Kleist, par exemple, est aussi difficile en Allemagne qu'ailleurs. »

En 1976, l'affaire Wolf Bierman (2) secoue l'intelligentsia de l'Est. Karge et Langhoff font évidemment partie de ceux qui protestent publiquement. Ils ne sont pas déçus de leur nationalité mais travaillent régulièrement à Bochum avec Clans Peymann. Ils gagnent une stature internationale. Les festivals d'Avignon et d'Automne invitent leur Marie/Woyzeck où Marie (Lore Brummer) est une « fille forte, charnelle, mal embochée, affligée d'un enfant géant, qui s'agrippe à elle et l'encombre. Manfred Karge joue Woyzeck, donne au personnage sa carrure, son visage buté, son intelligence. Ce n'est pas lui qui est malade, c'est le docteur ou l'officier. Mais eux sont en harmonie avec l'organisation sociale, et pas lui. Dans les flonflons d'une fête sale, le spectacle suit le parcours d'un homme réduit à l'impuissance, et qui tue. Le seul acte accompli librement, sans que l'ordre lui en ait été donné. Meurtre inutile, non pas auprès d'un lac, mais sur un palier, dans la nuit vide hachée par les flashes crus d'une mimétisme. Karge et Langhoff ont réintroduit la trivialité du fait divers dans s'est inspiré Brechtner... »

Pendant qu'ils travaillent à Bochum, ils font des incursions hors d'Allemagne : en Suisse (Prométhée, la Cérise à Genève), à Villeurbanne, où ils montent le Prince de Hombourg avec Gérard Desarthe, Philippe Clément, Serge Merin, qui au TNS et à Bobigny sera ensuite un roi Lear cinglant et romantique, pour Matthias Langhoff seul.

Langhoff s'est marié en Suisse, et Karge se sent chez lui en Allemagne. Leur dernier spectacle ensemble est, à Bochum, un Tins Andronicus « baroque, mais pas satisfaisant. Nous commençons à trop nous ressembler. Mais nous nous retrouverons, j'en suis certain, au moment juste. Je crois beaucoup à cette histoire de moment juste. Je peux porter en moi très longtemps des projets, les laisser de côté jusqu'à ce que je sente que le temps est venu. Pendant cette attente, je n'y pense pas, je fais autre chose. Si, le temps venu, je suis empêché, j'attends encore. Une autre occasion se présentera, ou bien j'abandonnerai le projet, ou bien il se modifiera... En tout cas, je ne cherche pas à compenser. Mes choix sont dictés par les circonstances extérieures. Ils ne sont pas biographiques. Sauf peut-être si de là-bas si loin (3) que j'ai monté dans un moment d'étouffante solitude. Je ne pouvais pas ne pas le faire. »

COLETTE GODARD.

(1) Hanns Eisler, mort en 1962, compositeur, élève de Schoenberg, avec qui il se fâche. A écrit des musiques de films et de scènes. En particulier, pour Brecht, celle de la « Mère ». Il a également composé l'hymne de la RDA.

(2) Wolf Bierman, chanteur très populaire dans les deux Allemagnes, est né à Hambourg, et en 1953, a choisi de vivre en RDA où la plupart de ses chansons ont fini par être interdites à partir de 1963. Ayant obtenu l'autorisation de donner un concert à Cologne en 1976, il a été déchu de sa nationalité et contraint à l'exil. C'était le début d'un durcissement de la censure, et du départ de nombreux intellectuels.

(3) Montage de textes de García Lorca, Eugène O'Neill, plus la Dernière Bande de Beckett, traitant de démission et de solitude. Créé à Bobigny, en novembre 1987.

89 90

THEATRE DE LA VILLE

théâtre

HEINER MÜLLER LA MISSION
ARTHUR SCHNITZLER AU FERROQUET VERT
MATTHIAS LANGHOFF

MICHEL DEUTSCH FÉROË, LA NUIT...
GEORGES LAUDANT

JOHN MILLINGTON SYNGE LE BALADIN
DU MONDE OCCIDENTAL
JACQUES MICHEL

AUGUST STRINDBERG LA DANSE DE MORT
LUCIAN PHILIPPE

CATHERINE ANNE ECLATS
CATHERINE ANNE

PHILIPPE GENTY DÉRIVES
THÉÂTRE D'IMAGES

dance, danse, théâtre

CARBONE 14 NEEDCOMPANY JIRI KYLIAN
KARINE SAPORTA MATHILDE MONNIER DANAT DANZA
TRISHA BROWN CHRISTINE BASTIN WIM VANDEKEYBUS
THIERRY DE MEY JEAN-FRANÇOIS DUROURE BOUVIER
OBADIA CATHERINE DIVERRES JEAN-CLAUDE GALLOTTA
CAROLYN CARLSON ISO DANCE THEATRE MATS EK
PINA BAUSCH DOMINIQUE BAGOUET JOSEF NADJ
ANNE TERESA DE KEERSMAEKER ANGELIN PRELOCAJ

musique, chanson... 18h30

ABONNEMENT 2 PLACE DU CHÂTELET PARIS 4 - TEL. 42.74.22.77

Sixième Saison
Octobre 89
Mai 90

THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE

CHOREGRAPHES INVITÉS

DAISY BIRNIE
MILAN CROFORA
BASTIEN TREISS
ANNE-PAUL PASCHLI
BENOÎT LARSEN
BERNARD GLANER
FRÉDÉRIC HADST
SANDRA BODINE
CATHERINE DIVERRES
BARTY DIASIAS
BENJAMIN PETTY
BENJAMIN BODINE
CHRISTOPHER ADAMS
CHRISTOPHER ADAMS
LAURA DE HERBY/BRUNO BEZIN
JEAN-CLAUDE GALLOTTA

ABONNEZ-VOUS
50 F à 60 F la place

THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE 9 rue Geoffroy-Henri
75004 PARIS TEL. 42.74.44.22

Pour recevoir gratuitement le programme veuillez nous retourner ce bulletin.

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____



LE CRÉDIT LOCAL DE FRANCE FAIT PLUS QUE CONSTRUIRE DES THÉÂTRES, IL VEUT LES FAIRE VIVRE.

Financier des ambitions locales, le Crédit Local de France, est plus qu'un simple prêteur, il est le partenaire privilégié des collectivités locales. Signe de dynamisme et source de rayonnement, la vie culturelle est au cœur du développement local. Avignon témoigne de cette vitalité. Les spectacles qui y sont montés proviennent de la France entière et en repartent pour rayonner de ville en ville, jusqu'au-delà des frontières. Parrain pour la cinquième année du Festival d'Avignon, le Crédit Local de France soutient la diffusion de la culture et aide ainsi les villes à faire vivre leurs ambitions culturelles.

AVIGNON 89

HISTOIRE POUR LE BICENTENAIRE

Comédies et massacres

Mais, puisqu'on ne peut éviter le Bicentenaire, que se passait-il donc à Avignon en ce temps-là. Avignon, ville hantée par ses papes et annexée par la France en 1791, n'était pas toute acquise à l'élan révolutionnaire. Qui s'en étonnera ?

AVIGNON 1989. Bon, n'évitons pas le Bicentenaire... mais en évoquant plusieurs choses, et d'autres.

Partons d'un point de rencontre tout trouvé : l'étrange citoyen Philippe François Nazaire.

C'est lui qui, le premier, a obtenu du vice-légat du pape la permission d'ouvrir le théâtre d'Avignon en permanence, sauf, quand même, le vendredi. Jusque-là, il y avait de très nombreux jours interdits, pour un tas de motifs, religieux ou autres.

Mais Nazaire, qui débarque en Avignon en juin 1785, avec une petite troupe pas flamboyante, a, lui, un calot d'acier et un bagou formidable. Il se fait attribuer le théâtre, qui était alors situé sur l'actuelle place Crillon, devant l'hôtel de l'Europe (la façade aujourd'hui est là, restaurée) ; oui, il se fait attribuer le théâtre pour un an, avec permission de jouer ce qu'il veut.

La vérité, c'est qu'il est tancé par sa femme, prétendument cantatrice (elle chante un peu, son succès habituel est *Il pleut, bergère*).

En décembre, Philippe Nazaire quitte Avignon. Il part pour la capitale. Il va y jouer un rôle, pas seulement au théâtre. Il mourra sur la guillotine le 6 avril 1794. Il avait un autre nom : Fabre d'Églantine.

Il y eut comme cela des célébrités de passage, à Avignon. Par exemple l'un des vice-légats, en 1634, n'était autre que Mazarin (les Avignonnais reprochaient surtout aux vice-légats d'être italiens). Mais revenons au théâtre.

Le Théâtre de la Comédie de la place Crillon, inauguré en 1733, fut la première vraie salle de la ville. Avant, et dès la nuit des temps, les acteurs jouaient des farces, des sauterelles, un peu partout dans les rues, surtout sur l'actuelle place de l'Horloge et juste autour, mais ailleurs aussi, et cela ressemblait beaucoup à ce qui se passe aujourd'hui, vers sept ou huit heures du soir, quand les troupes « off » font la parade pour relancer le public.

A part les tréteaux de fortune, le théâtre un peu plus costard était donné dans deux jeux de paume. L'un, qui appartenait à la femme du peintre Mignard, était rue des Lices, là où en 1655 et peut-être aussi en 1657 Molière joua de courtes comédies.

L'autre jeu de paume, plus grand, plus aéré, était près de la porte de l'Oulle, entre le mur d'enceinte et la rue de la Fusterie ; sur son emplacement fut construit le Théâtre de la Comédie, par une société par actions. Ce théâtre ferma en 1824 lorsque s'ouvrit celui de la place de l'Horloge.

Le vice-légat, qui était si l'on veut le « souverain » d'Avignon, aimait bien aller au théâtre. C'est là qu'il tenait des réunions un peu informelles lorsque s'élevait une difficulté à propos de l'éternel et épineux problème : Avignon papale et (ou) Avignon française.



En ce temps-là, les pierres élevaient vers le ciel leur cri silencieux.

Sur beaucoup de points (impôts, commerce du sel, du tabac, des soies, etc., administration), la présence par intérim du pape avait avantages et inconvénients. Le plus gros ennemi, c'était la justice : les procès transitaient par Rome, c'était interminable.

Donc le vice-légat choisissait le théâtre pour régler des différends. Mais il y allait aussi écouter l'opéra, la comédie. Il était très susceptible. En 1764, le vice-légat était aussi le grand inquisiteur, Grégoire Salviati. Il eut un moment l'impression que le parterre le chahutait. Il donna aussitôt l'ordre de conduire tout le parterre en prison. Ses officiers lui dirent qu'il n'y avait pas assez de place dans ses prisons. A Dieu vat ! les spectateurs se tassèrent dans les galeries du Palais, le surplus rentra chez lui.

En 1789, le vice-légat s'appelait Philippe Casoli. Il fut chassé le 12 juin 1790. Il fut le dernier intérim du pape à Avignon. Le comtat Venaissin et Avignon redevinrent définitivement français le 12 septembre 1791.

L'annexion d'Avignon en septembre 1791 attisa entre ces tendances les instincts de vengeance, de combat. Cela conduisit, onze mois avant les massacres parisiens de septembre, à une nuit de terreur au Palais des papes : la célèbre nuit de la tour de la Glacière, du 16 au 17 octobre 1791. Dans la journée du 16, le bruit courut que des objets religieux et des argenteries du Mont-de-Piété avaient été volés pour payer des uniformes des gardes nationaux. Une foule se rassembla à l'église des Cordeliers, convoqua l'un des dirigeants

révolutionnaires les plus actifs, Lecuyer, qui fut lynché. Alors arriva, à la tête de sa section de gardes, Mathieu Jourdan, qui était redouté : il avait participé au 14 juillet à Paris, au 5 octobre à Versailles.

Jourdan fit arrêter tout ce qu'il put capturer aux Cordeliers, ce monde fut conduit dans les prisons du Palais. Et là, dans la nuit du 16 au 17, 60 femmes et hommes furent égorgés, froidement, l'un après l'autre, et pour la plupart jetés dans une tour dite tour de la Glacière, qui est située dans le Palais vieux, au fond du cloître à droite lorsqu'on arrive de la cour d'honneur. (Les vice-légats s'étaient fait installer une glacière, au XVII^e siècle, juste à côté des cuisines.)

Jourdan ne survécut que deux ans et demi à la nuit de la Glacière : il fut guillotiné à Paris le 27 mai 1794.

En effet, dans les premières semaines de 1794 la Convention, à Paris, reçut des nouvelles inquiétantes d'Avignon : les contre-révolutionnaires semblaient relever la tête, en ville et dans la région. Or la Convention redoutait terriblement l'éventualité d'une deuxième Vendée, dans le Midi.

Elle expédia à Avignon un homme raisonnable, loyal mais jusque-là pas « sanglant », Etienne-Christophe Maignet, député du Puy-de-Dôme.

Or, à Avignon, exaspérés par les allures « libres » des habitants (« *Avignon est devenu le rendez-vous des aristocrates, pas une femme n'y porte la cocarde nationale* », écrivait-il), Maignet se montra plus sévère.

Il arriva à Avignon le 6 avril 1794. Peu sûr de la loyauté du 14^e régiment de chasseurs à cheval, il l'expédia partie dans les Alpes, partie dans les Pyrénées, et fit venir à ses côtés un bataillon de volontaires de l'Ardèche, commandé par Louis-Gabriel Suchet, le futur maréchal de Napoléon. Mais Suchet, qui avait alors vingt-quatre ans, était une sombre brute.

Le 23 avril, estimant que Jourdan, l'homme de la Glacière, par sa sauvagerie suscitait la réaction, Maignet le faisait arrêter et l'envoyait au tribunal révolutionnaire, à Paris. Puis Maignet attendit l'occasion de frapper à Avignon le grand coup.

L'occasion se présenta, non pas à Avignon même, mais dans le village de Bédoin, au pied du Ventoux. Ce village était un refuge de prêtres réfractaires, de religieuses en fuite, de familles d'émigrés. Sans doute une provocation délibérée arracha, le 1^{er} mai, l'arbre de la liberté et lacra des affiches. Suchet survint, sur l'ordre de Maignet.

Les soldats de Suchet réprimèrent les habitants du village, 2 000 environ, dans l'église et demandèrent aux coupables de se dénoncer. Personne ne se présenta. Un tribunal criminel se tint du 10 au 28 mai et s'achève par la condamnation à mort de 63 personnes. 35 hommes furent guillotins. Et 28 personnes, dont des femmes et des adolescents (enfants d'aristocrates), furent fusillés par les soldats de Suchet.

Le 3 juin, Suchet fit mettre le feu au village. Les maisons mirent trois jours à se consumer entièrement. Interdiction fut faite aux survivants de revenir dans les ruines.

Maignet et Suchet rentrèrent à Avignon dans une ville muette, pétrifiée. Pas du tout par peur, mais par horreur et par chagrin. Le théâtre cessa durant un certain temps, aussi bien dans la belle salle de la place Crillon que sur les places et dans les rues.

MICHEL COURNOT.

APRÈS Nathalie Sarraute, après Robert Pinget, Georges Perec, l'« auteur du festival » est Aimé Césaire, poète et député de la Martinique. Toute sa vie est consacrée à son île, à son œuvre, les deux se mêlent. Il peut dire comme Malraux que « la politique est la forme moderne du destin... » Il a donné « un sens martiniquais aux mots de la tribu française » en faisant un « emploi pirate » de la langue, en la dévoyant, en la détournant, mais aussi en la rechargeant et en la dynamisant, écrit Jacqueline Léiner (1), qui ajoute :

« Il poursuit donc la révolution amorcée par Rimbaud, et la poésie devient pour lui « cette démarche qui par le mot, l'image, le mythe, l'amour et l'honneur l'installe au cœur vivant de lui-même et du monde ». Le mot est « la sonde, la tête chercheuse, la benne preneuse » qui lui permet d'accéder aux gisements les plus profonds de son être, et de tous les Martiniquais. Rien de gratuit dans le choix de ses images, toutes liées à une situation géographique : environnement tropical, végétation luxuriante, île, univers d'eau, de boue, de soleil ; liées aussi à la situation historique d'un homme épuisé de son sol originel. D'où son rêve d'arbre, profondément enraciné dans le sol et pouvant regarder droit vers le ciel. »

(1) Jacqueline Léiner a écrit et édité de nombreux livres sur Aimé Césaire et son œuvre, dont *Soleil ébloui*, *Aimé Césaire ou l'Athénisme d'un alchimiste*.

* Bibliographie : *Cahier d'un retour au pays natal* (Présence africaine). *Discours sur le colonialisme* (Présence africaine). *Une saison au Congo* (Seuil). *Une tempête* (Seuil). *La tragédie du roi Christophe* (Présence africaine).

AIMÉ CÉSAIRE

Réalité d'un poète et d'une île



Troncs-thyrses
Draperies
Conciliabules de dieux sylvestres
Le papotage hors-monde des fougères arborescentes

Cà et là un dépoitraillement jusqu'au sang
D'impassibles balisiers
Figuration rapace
(ou féroce ou somptueuse
la quête est soif de l'être)

Bientôt sera le jeu des castagnettes d'or léger
Puis le tronc brûlé vif des simarubas

Qu'ils gesticulent encore selon ma propre guise
Théâtre dans la poussière du feu femelle
Ce sont les derniers lutteurs fauves de la colline

Ministre-de-la-plume de cette étrange cour
C'est trop peu de dire que je parcours
Jour et nuit ce domaine
C'est lui qui me requiert et me nécessite
Gardien
S'assurer que tout est là
Intact absurde
Lampe de fée
Cocons par besoin terreux
Et que tout s'enflamme soudain d'un sens inaperçu
Dont je n'ai pu jamais infécher en moi le décret.

AIMÉ CÉSAIRE
(poème inédit).

ARTS • SPECTACLES

CINÉMA

LE GUIDE

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

FILMS NOUVEAUX

Le Plus Recroquevillé des deux
de Frank Oz, avec Steve Martin, Michael Caine, Glenn Headley, Américain (1 h 30).

Comment un petit escroc apparemment sans aucune convoitise se transforme en grand maître — de surcroît légèrement gigolo — en ce domaine, et le met en danger. C'est une comédie.

VO : Forum Aéro-Ciel, 1^{re} (40-39-53-74) ; Pathé Home-Video, 1^{re} (48-33-78-38) ; George V, 1^{re} (45-52-41-48) ; VF : Pathé Impérial, 1^{re} (42-22-72-82) ; Fawcett, 1^{re} (43-31-56-58) ; Sept Persepolis, 1^{re} (43-30-32-30) ; Images, 1^{re} (42-22-47-94) ; La Gaieté, 1^{re} (46-36-10-96).

Young Guns
de Christopher Cain, avec Emilio Estevez, Emilio Echevarria, Lou Diamond Phillips, Casey Siemaszko, Dermot Mulroney, Terence Stamp, Américain (1 h 42).

Comment, à la fin du siècle dernier au Nouveau-Mexi-

que, la violence individuelle compense les insuffisances de la justice. Comment l'organisation des gangs, et comment se révèle celui qui devient célèbre sous le nom médiatique et médiatique de Billy le Kid. Comment les bons sentiments peuvent donner naissance à des films ambigus.

VO : Forum Horizon, 1^{re} (48-08-57-57) ; Publiec Saint-Germain, 1^{re} (42-22-72-80) ; Gaumont Américain, 1^{re} (43-30-32-30) ; VF : Gaumont Opéra, 1^{re} (47-42-80-33) ; Rex, 2^e (42-38-38-38) ; Les Nations, 1^{re} (43-43-04-07) ; Fawcett, 1^{re} (43-31-56-58) ; Gaumont Opéra, 1^{re} (43-27-84-80) ; Miramax, 1^{re} (43-20-82-27) ; Gaumont Convention, 1^{re} (43-28-42-27) ; Pathé Wapler, 1^{re} (45-22-46-01) ; La Gaieté, 1^{re} (46-36-10-96).

SÉLECTION

Bel possesseur

de Henri Duparc, avec Betsy Burton, Tchéky Karyo, Thérèse Tabet, Anne Kallan, Océane Hertz, Américain (1 h 31).

Il y avait une fois un riche paysan qui possédait cinq femmes. Il voulait en épouser une sixième. Mais lui en prit, car elle ne lui apportait que des ennuis. Mais Henri Duparc était là, et en profita pour raconter les mésaventures de son macho pami avec toutes les ressources de l'humour ironique. Résultat : un film épatant.

Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 1^{re} (47-42-80-33) ; Racine Odéon, 1^{re} (43-25-19-68) ; Gaumont Persepolis, 1^{re} (43-30-32-30) ; Fawcett, 1^{re} (43-31-56-58) ; Gaumont Persepolis, 1^{re} (43-30-32-30) ; Gaumont Opéra, 1^{re} (43-27-84-80) ; Gaumont Convention, 1^{re} (43-28-42-27) ; Images, 1^{re} (42-22-47-94) ; La Gaieté, 1^{re} (46-36-10-96).

Chino, ma douleur

de Dai Sijie, avec Gao Lixing Yi, Tian Guan Hui, Wang Hui, Cai-Yi Sun, Truong Lai, Chang Chong Sheng, Français (1 h 28).

Pendant l'âge d'or de la révolution culturelle, il suffisait de draguer une jeune fille en lui faisant entendre une chanson d'amour sur un vieux disque, pour être soumis à l'autocritique avant d'être envoyé en camp de rééducation. C'est ce qui arrive au héros, dit Petit Binoclar, qui apprendra le prix de la ruse et celui de l'humanité. Le film n'est pas autobiographique, il a été tourné en France alors qu'un espoir encore. Pourtant il possède une vraie authenticité, celle du cœur.

VO : Utopia Champollion, 1^{re} (43-28-84-68) ; Studio 43, 1^{re} (47-42-80-33).

Do the Right Thing

de Spike Lee, avec Danny Aiello, Ruby Dee, Ossie Davis, Américain (1 h 59).

Comment, à la fin du siècle dernier au Nouveau-Mexi-

que, la violence individuelle compense les insuffisances de la justice.

Chaque jour dans un coin pas tranquille, plaque tournante d'une population multiraciale. Chacun défend son territoire, le son des radios brouille le tout. C'est ainsi que Spike Lee, le Noir qui parle au nom des Noirs, voit la bonne ville de New-York.

VO : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 1^{re} (47-42-80-33) ; 14 Juillet Odéon, 1^{re} (43-25-19-68) ; Gaumont Persepolis, 1^{re} (43-30-32-30) ; Fawcett, 1^{re} (43-31-56-58) ; Gaumont Persepolis, 1^{re} (43-30-32-30) ; Gaumont Opéra, 1^{re} (43-27-84-80) ; Gaumont Convention, 1^{re} (43-28-42-27) ; Images, 1^{re} (42-22-47-94) ; La Gaieté, 1^{re} (46-36-10-96).

Jésus de Montréal

de Denys Arcand, avec Louis-Philippe Duro, Catherine Williams, Johanne-Marie Tremblay, Sidney Garand, Robert Laporte, Gilles Pelletier, Canadien (2 h).

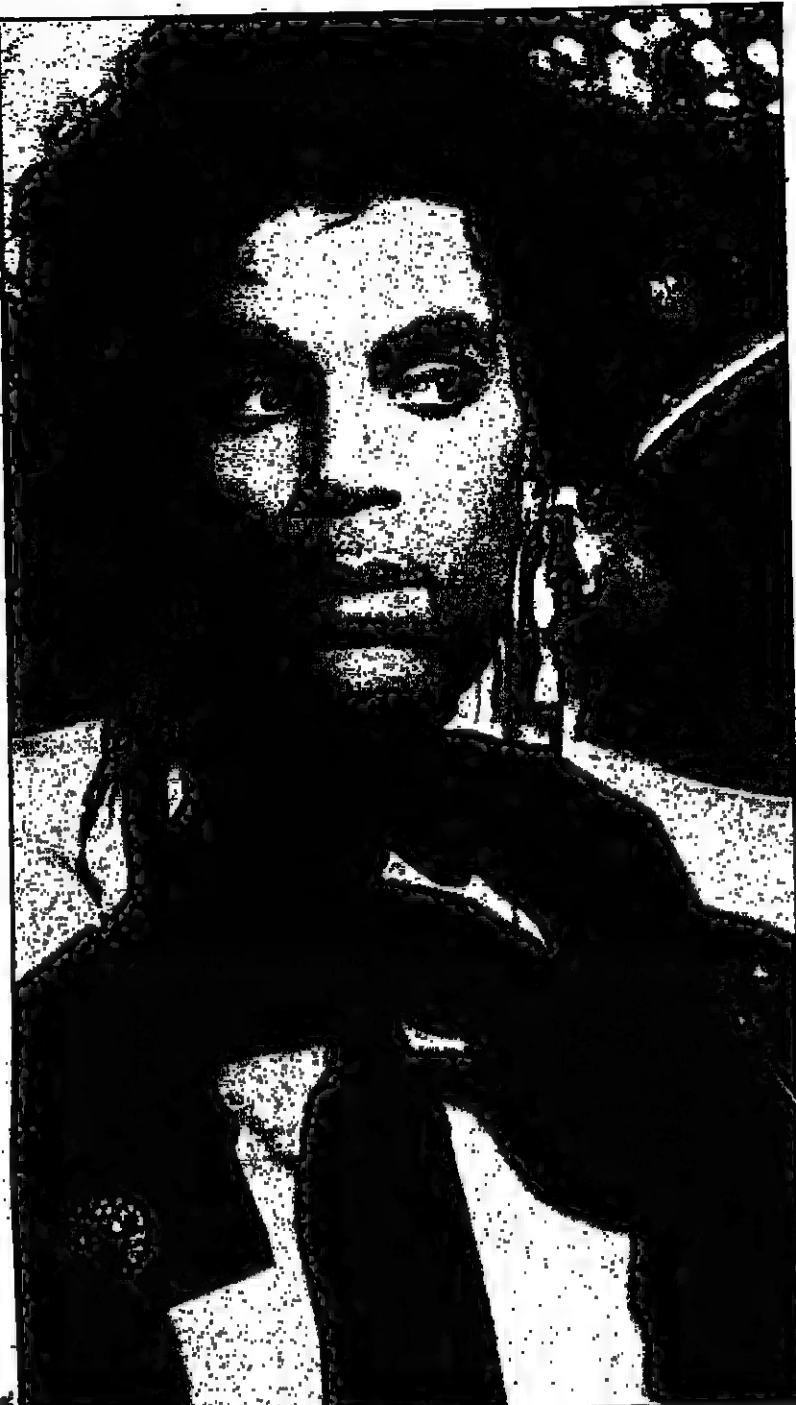
Un acteur sérieux joue le Christ, et son existence reproduit comme une parabole les passions de son personnage. Mirages et miracles du théâtre. Denys Arcand invente cette histoire vigoureuse, amère et picaresque pour continuer à déconner, avec son humour candide, le déclin de l'empire américain.

Ciné Bouchard, 1^{re} (42-71-52-38) ; U.G.C. Normandie, 1^{re} (45-74-84-84).

La Petite Véra

de Vassili Pichou, avec Natalia Nogoda, Andrei Soloviov, Yuri Nazarov, Ludmila Zaitseva, Andrei Fomine, Soviétique (2 h 18).

La libre circulation des idées détruit le mystère, mais non la fascination. Ainsi, l'on voit que les jolies filles soviétiques, rêvent de flirt, de rock et de fringues, tout comme leurs sœurs occidentales. Normal. Sur-



Prince est le meilleur. C'est un avis largement partagé, surtout par Son Altesse. C'est pourquoi elle s'est filmée elle-même en personne. Signe o' the Times, le film tiré de l'album de la tournée, se classe sans efforts dans les grands films de concert. Ce n'est pas beaucoup mais ce n'est déjà pas si mal.

tout quand elles sont aussi séduisantes que la petite Véra, Natalia Nogoda.

VO : Forum Orient Express, 1^{re} (42-33-42-28) ; Le Triomphe, 1^{re} (45-62-45-78) ; Sept Persepolis, 1^{re} (43-30-32-30).

Le Peuple singe

de Gérard Vissan. Texte de Jacques Lammont, Antoine Helli, Yves Coppens dits par Michel Piccoli, Franco-Indonésien (1 h 26).

Les Singes, tels qu'on en imagine, leur vie quotidienne dans toutes les parties de la terre où ils vivent en liberté. Leur espoir et

leurs déboires. Leurs amours et leur sagesse. Cinq ans de patience acharnée ont été nécessaires pour arriver à saisir la vérité des singes.

Forum Horizon, 1^{re} (48-08-57-57) ; Cluny Palace, 1^{re} (43-64-07-76) ; Bretagne, 1^{re} (42-22-47-94) ; U.G.C. Normandie, 1^{re} (45-62-45-78) ; Pathé Wapler, 1^{re} (45-22-46-01).

Un été d'orages

de Charlotte Brändström, avec Judith Godrèche, Stanislas Carré de Malberg, Murray Head, Marie-Christine Barrault, Français (1 h 31).

Attentats quotidiens, police et bureaucratie allant main dans la main, chirurgiens esthétiques régnant sur les esprits et les chairs, Robert de Niro en plombier et Jonathan Pryce se rêvant en archange blond et chevelu : le monde futur selon Terry Gilliam — l'Américain des Monty Python. Autant de fois on le voit, autant de fois on y découvre une merveille.

Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 1^{re} (47-42-80-33) ; U.G.C. Odéon, 1^{re} (42-25-10-30) ; U.G.C. Biarritz, 1^{re} (45-62-45-78) ; U.G.C. Lyon Bastille, 1^{re} (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 1^{re} (43-36-23-44) ; Gaumont Opéra, 1^{re} (43-27-84-80) ; Pathé Wapler, 1^{re} (45-22-46-01) ; Gaumont Convention, 1^{re} (43-28-42-27) ; U.G.C. Malrot, 1^{re} (47-48-06-06) ; Pathé Wapler, 1^{re} (45-22-46-01).

Prince Sign o' the Times

de Prince, avec Prince, Américain (1 h 25).

Prince en concert, Prince en studio, Prince en tournée européenne. Le petit homme est un grand showman. (Voir notre photo Légende).

Max Linder Panorama, THX, 1^{re} (45-24-88-88).

Police Academy 6

de Peter Bonerz, avec Budini Smith, Michael Winslow, David Graf, Marion Ramsey, Leslie Easterbrook, Lance Kinney, Américain (1 h 24).

Sixième épisode des triomphales aventures d'un groupe de flics débiles. Il n'y a pas de raison pour qu'il soit meilleur que les précédents.

VO : Forum Orient Express, 1^{re} (42-33-42-28) ; Pathé Wapler, 1^{re} (45-22-46-01) ; Fawcett, 1^{re} (43-31-56-58) ; Miramax, 1^{re} (43-20-82-27) ; Gaumont Convention, 1^{re} (43-28-42-27) ; Pathé Wapler, 1^{re} (45-22-46-01) ; La Gaieté, 1^{re} (46-36-10-96).

Trop belle pour toi

de Bertrand Blier, avec Gérard Depardieu, Joanne Balmet, Carole Bouquet, Roland Blanche, François Chénou, Didier Bourdon, Français (1 h 31).

« Les hommes préfèrent les grosses », disait déjà Josiane Balasko. Que Depardieu la préfère à Carole Bouquet, après tout pourquoi pas, de toute façon, ça le change. Le vrai miracle est qu'à partir d'un sujet plus que mince Bertrand Blier ait réalisé un film aussi aisé, mûlé dans l'humour noir, dans la tendresse paternelle.

Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 1^{re} (47-42-80-33) ; U.G.C. Odéon, 1^{re} (42-25-10-30) ; U.G.C. Biarritz, 1^{re} (45-62-45-78) ; U.G.C. Lyon Bastille, 1^{re} (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 1^{re} (43-36-23-44) ; Gaumont Opéra, 1^{re} (43-27-84-80) ; Pathé Wapler, 1^{re} (45-22-46-01) ; Gaumont Convention, 1^{re} (43-28-42-27) ; U.G.C. Malrot, 1^{re} (47-48-06-06) ; Pathé Wapler, 1^{re} (45-22-46-01).

Five Easy Pieces

de Bob Fosse, avec Jack Nicholson, Karen Black, Susan Anspach, Américain, 1970 (1 h 48).

L'un des films cultes de la décennie 70. Le ton était nouveau, la morale voulait que l'on abandonne la famille, les amours, et les idéologies pour partir en toute liberté sur les routes. Jack Nicholson était jeune et mince.

Em Dorian, Roger van Hool, Français (1 h 38).

Vacances en Auvergne pendant l'été 44. Les premières amours, qui se moquent bien de la guerre, mais que la guerre rattrape, romances et cruauté.

Pathé Wapler, 1^{re} (45-22-46-01) ; La Nouvelle Star, 1^{re} (47-70-72-86) ; Sept Persepolis, 1^{re} (43-30-32-30) ; Images, 1^{re} (42-22-47-94).

La Maison des otages

de William Wyler, avec Humphrey Bogart, Frédéric March, Arthur Kennedy, Américain, 1955, noir et blanc (1 h 50).

Une famille d'Américains moyens est prise en otage par trois gangsters, dans sa propre maison que la police finit par encercler. Dans le huis clos la tension monte. Humphrey Bogart en traand névropathe s'en donne à cœur joie. Un classique du suspense.

VO : Saint-André-des-Arts II, 1^{re} (43-28-42-28).

La Porte du paradis

de Michael Cimino, avec Kris Kristofferson, Christopher Walken, Isabelle Huppert, Sam Waterston, John Hurt, Joseph Cotton, Américain, 1980 (3 h 40).

S'il existe aujourd'hui un cinéaste épique, c'est bien Michael Cimino. Son existence n'en est pas facilitée. D'autant qu'il est difficilement classable. Il bouscule les traits convenus de l'Amérique, y compris dans la façon qu'elle a de pratiquer l'autocritique. Le film était déjà maudit à sa sortie pour avoir ruiné ses producteurs. Épouvantablement comté, il gardait malgré tout des moments fulgurants. Neuf ans plus tard, les histoires d'argent sont oubliées, et on ne cherche plus à faire passer cette *Porte du paradis* pour un western grandiloquant. On a donc écrit le film dans sa version intégrale et il est devenu ce qu'il est : un chef-d'œuvre.

VO : Saint-André-des-Arts I, 1^{re} (43-28-42-28) ; Les Trois Balcas, 1^{re} (45-61-10-80).

Sept ans de réflexion

de Billy Wilder, avec Marilyn Monroe, Tom Ewell, Américain, 1955 (1 h 46).

La jupe plissée blanche de Marilyn s'envolant sur une bouche d'air est plus célèbre encore que le fourreau et les longs gants de Gilda. Pour les amoureux de Monroe, que le film tienne ou non la distance n'a strictement aucune importance.

VO : Action Christine, 1^{re} (43-29-11-30).

« La Grande Parade », de Chen Kaige

Il est des films qu'il faut voir au second, voire au troisième degré. *La Grande Parade* est de ceux-ci. Car ce film de Chen Kaige, l'auteur de *Terre jaune* et du *Roi des enfants*, est un des rares documents dont nous disposons sur l'armée chinoise. A quelques semaines de l'entrée de cette armée sur la place Tiananmen à Pékin pour y massacrer les étudiants, il nous montre l'entraînement des soldats pour la grande parade de la fête nationale sur cette même place, cinq ans plus tôt.

A première vue, le contraste paraît choquant, comme un écho au professionnalisme d'une armée qui vient de noyer dans le sang une protestation pacifique. Et pourtant, quel mal est à l'époque Chen Kaige à tourner son film, soumis aux pressions de l'armée de l'air — le film est tourné sur une base aérienne — et des censeurs ! Au point qu'il dut en changer la fin pour la rendre « positive », sous peine de voir son œuvre interdite. En fait, *La Grande Parade* fut à peine distribuée en Chine, où elle circulait sur mauvaise copie vidéo, et n'eut de succès que dans des festivals étrangers (Nantes et Montréal, où elle obtint le prix spécial du jury).

Tant qu'il y aura des hommes à la chinoise, le film de Chen Kaige, bien que parfois trop long et pétrifié d'esthétisme, décrit l'absurdité d'un système à travers l'entraînement d'un groupe de soldats. Non pas pour la guerre, mais pour défilé place Tiananmen : 9 993 kilomètres de marche forcée pour aboutir à 96 pas de l'oise devant la tribune officielle de Tiananmen, remarque avec lassitude un officier. Un bague de neuf mois pour satisfaire la vanité d'un vieux chef, M. Deng Xiaoping, qui entendait célébrer d'une manière grandiose son triomphe. Des soldats poussés au bout d'eux-mêmes, déshumanisés, broyés dans une machine à faire des robots par un instructeur à la féroce dignité des marines américains, une vie suspendue à un seul objectif, hors de proportion avec un tel effort : un défilé.

Derrière ce documentaire sur une armée qu'on ne voit, dans la réalité, pratiquement jamais marchant au pas, c'est à la société chinoise que s'en prend Chen

étrangers (Nantes et Montréal, où elle obtint le prix spécial du jury).

Tant qu'il y aura des hommes à la chinoise, le film de Chen Kaige, bien que parfois trop long et pétrifié d'esthétisme, décrit l'absurdité d'un système à travers l'entraînement d'un groupe de soldats. Non pas pour la guerre, mais pour défilé place Tiananmen : 9 993 kilomètres de marche forcée pour aboutir à 96 pas de l'oise devant la tribune officielle de Tiananmen, remarque avec lassitude un officier. Un bague de neuf mois pour satisfaire la vanité d'un vieux chef, M. Deng Xiaoping, qui entendait célébrer d'une manière grandiose son triomphe. Des soldats poussés au bout d'eux-mêmes, déshumanisés, broyés dans une machine à faire des robots par un instructeur à la féroce dignité des marines américains, une vie suspendue à un seul objectif, hors de proportion avec un tel effort : un défilé.

Derrière ce documentaire sur une armée qu'on ne voit, dans la réalité, pratiquement jamais marchant au pas, c'est à la société chinoise que s'en prend Chen

Kaige, qui séjourne actuellement aux Etats-Unis. Un choix qui en dit long. Une société longtemps elle aussi embrigadée mais d'où émergent des individus qui n'acceptent plus de passer leur vie noyés dans une machine collective dont ils ne sont qu'une petite vis, soumis aux brimades de petits chefs également prisonniers du système, et dont l'instructeur Sun est le prototype. Le film montre ainsi cette escouade au garde-à-vous sous un soleil brûlant et qui éblouit tout l'écran, alors que les heures s'égrenent, marquées par l'évanouissement des soldats les uns après les autres.

« Cette époque est révolue, les gens se font de la grande parade », s'écrit l'un des bidasses dans un moment de révolte, avant de rentrer dans le rang.

Film ambigu donc, mais dont l'ambiguïté même montre les limites du cinéma chinois dans une période d'ouverture. Les images diffusées ces derniers jours par le régime de Pékin sur l'« héroïque victoire » des soldats face aux « contre-révolutionnaires » de la place Tiananmen donnent une idée de ce qu'aurait tiré d'un tel sujet le cinéma aux armées.

PATRICE DE BEER.

ARTS

NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (dans vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

Richard Artschwager

Après l'exercice de divers métiers, cet ancien élève d'André Breton, à New York, décide de réaliser quelques meubles « sur le mode constructiviste ». De là à concevoir des sculptures-mobilier, il n'y avait qu'un pas, que l'artiste franchit, combinant objets ordinaires et formes minimalistes, rigueur et ironie. Si bien qu'Artschwager peut passer aujourd'hui pour l'auteur d'une certaine sculpture des années 80.

Centre Georges-Pompidou, Galerie contemporaine, rue de Châteaufort, place Georges-Pompidou, Paris. 4. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Du 7 juillet au 17 septembre.

L'Algérie de Philippe Zimmeroff

On peut dire que la présence française en Algérie, à travers les collections de timbres, mais aussi de peintures, dessins, gravures, photos, cartes postales, archives, lettres, etc., d'un philatéliste, bibliophile et amateur d'art, aimant la rareté et l'écrit.

Musée de la Poste, 34, bd de Valenciennes, Paris. 15. Tél : 43-20-15-30. Tous les jours sauf dimanche de 11 h à 18 h. Du 6 juillet au 16 septembre. 10 F.

Wilfredo Lam

Venez tout droit de Cuba, une trentaine de peintures d'un des enfants chéris des surréalistes, pour la charge symbolique et la magie de son art, et dont Picasso avait dit à Pierre Loti, à propos de son primitivisme : « Il a le droit, lui, il est nègre ! »

Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, Paris. 7. Tél : 42-22-37-80. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 h à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

Avallon et Beauce

Elisabeth Martin
Le sculpteur des Demeures inspirées à l'origine par la maison de son enfance, devenu maison mère de son œuvre, est à Avallon. Celui des bois et des souches noueux, à Beauce.

Collège Saint-Lazare, église Saint-Pierre, 83200 Avallon. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures.

14 heures à 18 heures. Nocturnes les samedis, dimanches, veilles et jours de fête de 21 heures à 23 heures. Du 9 juillet au 10 septembre.

Chapelle de l'Oratoire, 75, rue de Lorraine, 21200 Beaune. De 14 heures à 18 h 30, fermé le lundi. Jusqu'au 10 septembre.

Nantes

Sculptures

Quarante ans de peinture forte, sombre, de plus en plus monumentale, de plus en plus noire. Les œuvres, une soixantaine, viennent de musées allemands, américains, parisiens, et de collections privées. Cette rétrospective, qui a déjà été présentée à Kassel et à Valencia, culmine avec l'œuvre de la sculpture d'art contemporain du Musée des beaux-arts de Nantes, désormais un des plus beaux qui soient.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clémenceau, 44000. Tél : 40-74-83-24. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures. Du 7 juillet au 1er octobre.

Nice

Art Jonction International

La foire de l'art contemporain de Nice, c'est la 4^e édition, s'agrandit et précise sa vocation : la jeune création. Une centaine de galeries y participent cette année, beaucoup sont françaises, mais aussi italiennes, et un hommage particulier est rendu à la photographie : dix galeries choisies en Europe ont été invitées à présenter chacune une exposition personnelle d'un jeune artiste d'expression photographique.

Palais des expositions, esplanade de l'Estre-de-Toulon, 06300. Tél : 93-87-37-34. De 10 h 30 à 22 heures. Jusqu'au 8 juillet.

Saint-Paul-de-Vence

« L'œuvre Ultime »

Les œuvres des dix dernières années de vingt-quatre peintres. (Voir notre photo légende.)

Fondation Maeght, 06100. Tél : 93-32-51-43. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 octobre.



SÉLECTION PARIS

Estampes et Révolution : 200 ans après

D'Adami à Zelig, soixante artistes ont reçu la commande d'une estampe célébrant le Bicentenaire. Chaque estampe étant tirée à cent exemplaires, cela fait cent collections que la diffusion aux arts plastiques doit diffuser dans les musées, les centres d'art et nos instituts culturels à l'étranger.

Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer, Paris. 8. Tél : 45-63-90-55. Tous les jours sauf mardi de 11 h à 18 h. Jusqu'au 27 août. 10 F.

Jean Fautrier

En plus de cent cinquante peintures accompagnées de dessins, de gravures et de la quasi-totalité des sculptures, un juste hommage à l'auteur des Otages, qu'il est bon de revoir à travers son œuvre « noire » de l'entre-deux-guerres.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris. 16.

Les derniers camps de Picasso, les derniers traits du génie de vingt-quatre peintres, Cézanne, Gauguin, Renoir, Monet ou Picasso (ci-dessus), le Matador, 1970. Quelques-unes de leurs œuvres sont exposées jusqu'au 4 octobre à la Fondation Maeght de Saint-Paul-de-Vence.

Métal, hommes et dieux

Comment les hommes, depuis 6000 ans, ont magnifié le métal, cuivre, or, argent, bronze. Une exposition composée de pièces rares provenant d'une douzaine de grands musées et trésors de cathédrales.

Jardin des Plantes, galerie de minéralogie, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris. 5. Tél : 43-36-54-26. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h, samedi, dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 janvier. 25 F (comprendant l'ensemble des expositions).

Michel-Ange dessinateur

Dessins d'architecture, dessins d'anatomie, études pour les fresques de la Sixtine ou pour les sculptures du tombeau des Médicis, projets pour la Bibliothèque Laurentienne... Sélectionnés dans les plus grandes collections, quatre-vingt-huit feuilles offrent au public une anthologie des méthodes de Michel-Ange dessinateur à chacune des grandes étapes de sa carrière.

Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris. 16.

Le dernier camp de Picasso, les derniers traits du génie de vingt-quatre peintres, Cézanne, Gauguin, Renoir, Monet ou Picasso (ci-dessus), le Matador, 1970. Quelques-unes de leurs œuvres sont exposées jusqu'au 4 octobre à la Fondation Maeght de Saint-Paul-de-Vence.

Métal, hommes et dieux

Comment les hommes, depuis 6000 ans, ont magnifié le métal, cuivre, or, argent, bronze. Une exposition composée de pièces rares provenant d'une douzaine de grands musées et trésors de cathédrales.

Jardin des Plantes, galerie de minéralogie, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris. 5. Tél : 43-36-54-26. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h, samedi, dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 janvier. 25 F (comprendant l'ensemble des expositions).

Michel-Ange dessinateur

Dessins d'architecture, dessins d'anatomie, études pour les fresques de la Sixtine ou pour les sculptures du tombeau des Médicis, projets pour la Bibliothèque Laurentienne... Sélectionnés dans les plus grandes collections, quatre-vingt-huit feuilles offrent au public une anthologie des méthodes de Michel-Ange dessinateur à chacune des grandes étapes de sa carrière.

Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris. 16.

L'Homme au nez cassé, il y en a eu autour du Bataillon. L'exposition les évoque.

Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris. 7. Tél : 47-05-01-34. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 17 septembre. 15 F (prix d'entrée du musée).

Traffic d'influences

Le savant et célèbre collectionneur de monnaies grecques Joseph Pellerin rangeait ses trésors dans deux splendides armoires au décor inspiré par l'Extrême-Orient. Les voici restaurées et présentées entourées d'objets, pour donner une idée de l'influence de la Chine dans le goût français des dix-septième et dix-huitième siècles.

Bibliothèque nationale, Cabinet des médailles et antiques, 55, rue de Richelieu, Paris. 2. Tél : 47-03-83-30. Tous les jours sauf dimanche de 13 h à 17 h. Jusqu'au 12 novembre. 20 F (billet valable pour les autres expositions de la B.N.).

Quand Rodin exposait

Bronzes et coupures de presse. Quand Rodin exposait, on en parlait. Les polémiques allaient même bon train. Il y en a eu autour de

Colmar

Hartung

Etudes d'après les maîtres anciens, tels Rembrandt, Hals, le Greco et Goya, et premières démarches abstraites des années 20. Les œuvres, trente tableaux et deux séries de dessins, proviennent, pour la plupart, de la collection personnelle de l'artiste.

Musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, 68000. Tél : 83-41-83-23. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 15 octobre.

Dijon

Hugues Sambin

Qui était Hugues Sambin ? Un homme de la Renaissance, qui travailla à Dijon, mais aussi, un temps, à Fontainebleau, dans l'entourage du Primatice. L'exposition qui tente de reconstituer sa carrière de décorateur, de théoricien de l'architecture, d'ingénieur militaire et hydraulicien, montre de nombreux dessins qu'on lui attribue.

Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle, 21000. Tél : 80-30-31-11. De 10 heures à 12 h 45 et de 14 h 20 à 18 heures, le dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 11 septembre.

Labège

Monique Frydman, Bernard Pagès

La toile et les papiers de soie, les pigments, le fusain et le pastel d'un CMA, et de l'autre des briques, de la ferraille et du béton. Apparemment antithétiques, les œuvres d'un peintre et d'un sculpteur d'aujourd'hui, qui aiment le contact des matériaux.

Centre régional d'art contemporain, Labège-Jaupoulet, 31328. Tél : 61-33-23-26. De 12 h 30 à 20 heures, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 3 septembre.

Lyon

Collection Penza : Don Florin

Il y aura des sculptures au sein, coloré ou pas, à tous les étages du musée. Les uns seront adossés aux murs, les autres placés dans les angles, qui ne masqueront sûrement pas de faire de l'effet. Car l'Américain Dan Flavin sait très bien manipuler la chose lumière.

Musée d'art contemporain, 1, rue du Président-E. Herriot, 69001. Tél : 78-30-60-66. De 12 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 6 septembre.

Tourcoing

Martin Barre

Après Nantes, Tourcoing accueille cette rétrospective du peintre Martin Barre, un abstrait qui depuis plus de trente ans travaille en silence, à l'économie, avec rigueur.

Musée des beaux-arts, 2, rue Paul-Doumer, 59200. Tél : 20-25-38-82. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. De 15 heures à 18 heures le dimanche. Fermé le mardi. Jusqu'au 10 octobre.

Saint-Etienne

Long et Nauman

Collection Penza, suite, en accord avec le Musée de Lyon. Cette fois il s'agit de grandes pièces de Richard Long et de Bruce Nauman, cercles de pierres ou de bois de l'un, constructions avec néons (noms formelles que celles de Flavin, à Lyon) et vidéos de l'autre. Soit des orientations très différentes de l'art des années 70.

Musée d'art moderne, la Terrasse, 42000. Tél : 77-63-63-63. De 10 heures à 18 heures, nocturne le mercredi. Jusqu'au 22 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 6 septembre.

Chartres

Soutine

Réalisée grâce au prêt de nombreux musées étrangers et de collections privées, l'exposition propose une vue d'ensemble de l'œuvre de Soutine, le peintre tourché de Montparnasse, dont la violence gestuelle était sans équivalent dans la peinture des années 20, à Paris.

Musée des beaux-arts, 23, Châteauneuf-Dumée, 28000. Tél : 37-36-41-23. De 10 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 30 octobre.

Colmar

Hartung

Etudes d'après les maîtres anciens, tels Rembrandt, Hals, le Greco et Goya, et premières démarches abstraites des années 20. Les œuvres, trente tableaux et deux séries de dessins, proviennent, pour la plupart, de la collection personnelle de l'artiste.

Musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, 68000. Tél : 83-41-83-23. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 15 octobre.

Dijon

Hugues Sambin

Qui était Hugues Sambin ? Un homme de la Renaissance, qui travailla à Dijon, mais aussi, un temps, à Fontainebleau, dans l'entourage du Primatice. L'exposition qui tente de reconstituer sa carrière de décorateur, de théoricien de l'architecture, d'ingénieur militaire et hydraulicien, montre de nombreux dessins qu'on lui attribue.

Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle, 21000. Tél : 80-30-31-11. De 10 heures à 12 h 45 et de 14 h 20 à 18 heures, le dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 11 septembre.

Labège

Monique Frydman, Bernard Pagès

La toile et les papiers de soie, les pigments, le fusain et le pastel d'un CMA, et de l'autre des briques, de la ferraille et du béton. Apparemment antithétiques, les œuvres d'un peintre et d'un sculpteur d'aujourd'hui, qui aiment le contact des matériaux.

Centre régional d'art contemporain, Labège-Jaupoulet, 31328. Tél : 61-33-23-26. De 12 h 30 à 20 heures, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 3 septembre.

Lyon

Collection Penza : Don Florin

Il y aura des sculptures au sein, coloré ou pas, à tous les étages du musée. Les uns seront adossés aux murs, les autres placés dans les angles, qui ne masqueront sûrement pas de faire de l'effet. Car l'Américain Dan Flavin sait très bien manipuler la chose lumière.

Musée d'art contemporain, 1, rue du Président-E. Herriot, 69001. Tél : 78-30-60-66. De 12 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 6 septembre.

Tourcoing

Martin Barre

Après Nantes, Tourcoing accueille cette rétrospective du peintre Martin Barre, un abstrait qui depuis plus de trente ans travaille en silence, à l'économie, avec rigueur.

Musée des beaux-arts, 2, rue Paul-Doumer, 59200. Tél : 20-25-38-82. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. De 15 heures à 18 heures le dimanche. Fermé le mardi. Jusqu'au 10 octobre.

Saint-Etienne

Long et Nauman

Collection Penza, suite, en accord avec le Musée de Lyon. Cette fois il s'agit de grandes pièces de Richard Long et de Bruce Nauman, cercles de pierres ou de bois de l'un, constructions avec néons (noms formelles que celles de Flavin, à Lyon) et vidéos de l'autre. Soit des orientations très différentes de l'art des années 70.

Musée d'art moderne, la Terrasse, 42000. Tél : 77-63-63-63. De 10 heures à 18 heures, nocturne le mercredi. Jusqu'au 22 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 6 septembre.

Chartres

Soutine

Réalisée grâce au prêt de nombreux musées étrangers et de collections privées, l'exposition propose une vue d'ensemble de l'œuvre de Soutine, le peintre tourché de Montparnasse, dont la violence gestuelle était sans équivalent dans la peinture des années 20, à Paris.

Musée des beaux-arts, 23, Châteauneuf-Dumée, 28000. Tél : 37-36-41-23. De 10 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 30 octobre.

galerie ariette giramay
KAPERA
TOUR EIFFEL AND C°
5 juillet - 29 juillet 1989
12 rue mazarine/paris 6
tél. 46.34.71.90

6 juillet - 25 juillet
Adami
"89"
Galerie Lelong
14, rue de Tournai, Paris 8

GALERIE MARIA DE BEYRIE
23, rue de Seine 75006 Paris
Tél : 43 25 76 15 - Fax : 43 25 41 97
Tableaux de
MAX ERNST
W. Bjerke-Petersen
Bellmer, Camacho,
Dominguez, Hantai,
Labisse, Lorentzon
Papazoff, Penrose
Meubles et lampes de
Giacometti

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
DES LIVRES

MUSEE RODIN
77, rue de Varenne (7e) - M° Varenne
TONI GRAND
Installation présentée dans les jardins du musée
T.L.J., sauf lundi, 10 h / 17 h 45, 28 juin, 17 septembre

MUSÉE BOURDELLE
16, rue Antoine Bourdelle, M° Montparnasse
POUGNY BOGRATCHEW
Peintures Sculptures
tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40
DU 2 JUIN AU 1^{er} OCTOBRE

GALERIE CAILLEUX
LES ÉTAPES DE LA CRÉATION
ESQUISSES ET DESSINS DE BOUCHER A ISABEY
136, Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris - Tél. : 43 59 25 24
du 12 juin au 13 juillet

مكتبة النجف

AVIGNON 89

CRÉATIONS CONTEMPORAINES Attention, auteurs



Valère Novarina



Catherine Anne



Pascal Rambert

A côté du grand répertoire, vient la création de textes inédits, écrits par des auteurs qui croient au caractère singulier de la scène. Chacun à sa manière, y compris Bernard Chartreux quand il s'inspire des Grecs, consacre sa vie à raconter le monde où l'on vit.

CATHERINE ANNE : *Eclats*

Comédienne, elle a fait ses premières armes d'auteur en 1976 dans un lycée de Saint-Etienne. Les fictions légères de Catherine Anne disent l'enfance qui passe, le désarroi de la jeunesse, le désir et cet « indéfinissable nommé amour par commodité ». Assomées et dissimulées entre les stries, lignes de fuite et de rencontres, tremblement physique. Plus qu'intimiste, l'écriture est intime. Découverte en 1987 avec *Une année sans été*, Catherine Anne met elle-même en scène ses topographies du sentiment. *Eclats* (Actes Sud / « Papiers ») est sa troisième pièce.

BERNARD CHARTREUX : *Trilogie*

Compagnon de Jean-Pierre Vincent et de Jean Jourdeuil, au Théâtre de l'Espérance, compagnie indépendante, il revendique pour son théâtre le statut de poème dramatique. Après *le Château dans les champs*, conte de fées moqueur créé par Robert Gironès en 1973, il écrit *Ab Q* avec Jean Jourdeuil, d'après Lou Sin, puis *Maximilien Robespierre*, toujours avec Jourdeuil, et pour Jean-Pierre Vincent, alors directeur du TNS, *Violences à Vichy*, puis *Les Dernières Nouvelles de la peste*, en 1983. L'année suivante, c'est *Cacodémon Roi*, d'après *Richard III*, pour Alain Milon et, en 1985, pour Robert Gironès, *le Tombeau d'Atrée*. Pour lui, comme pour Heiner Müller, qu'il admire, l'écrivain est un bibliothécaire, un manipulateur, un « pillier de tombeaux qui enfle en douce les pantalons des grands anciens ».

JEAN-POL FARGEAU : *Brûle, rivière brûle*

Acteur, animateur du groupe Défense fondé en 1980 à Marseille, il met en scène ses premières pièces (*Une cocotte allemande*, *Chansons dans la nuit*, *l'Affaire Crusoë*), puis Stuart Seide crée en 1985 à Chaillot *Hôtel de l'homme sauvage*. Deux ans plus tard, Robert Gironès, qu'il retrouve pour *Brûle, rivière brûle* (Actes Sud / « Papiers »), monte *Ici-bas*. Aventurier raffiné, il arpente les cieux célestes balayés par le vent. Détective, il part sur la trace des taches rouges sang que laisse l'Histoire derrière elle. Né à Marseille, il regarde vers les tropiques, fait brûler les mots, peint les rythmes en couleurs. Scénariste de *Chocolat*, Jean-Pol Fargeau prépare le second film de Claire Denis.

JOËL JOUANNEAU : *Le Bourrichon*

Directeur des affaires culturelles à Saint-Denis, journaliste, critique à *France Nouvelle*, *Révolution*, *Théâtre Public*, il se décide à passer à la mise en scène. Avec le collectif Grand Luxe, il monte *Genet*, *Pinet*, *Fasshinder*, *Gombrowicz*, *Borges*. En 1984, au TGP de Saint-Denis, il adapte et met en scène *la Dédicace*, de Botho Strauss, et, en 1985, sa première pièce, *Nuit d'orage sur Gaza*. Depuis toujours son personnage préféré est Martin, grand bonhomme entortillé dans ses mots, dans *l'Hypothèse* de Finger, présenté en 1986 à Avignon, avec David Warshaw, qui est également le *Minetti* de Thomas Bernhard, créé par Joël Jouanneau à Bobigny en 1987. *Le Bourrichon* (Actes Sud / « Papiers ») fait partie d'une « trilogie de l'enfer », où éclatent un goût prononcé pour d'étranges aventures à en perdre le nord.

RENÉ KALISKY : *Le Pique-nique de Claretta*

Belge, il a choisi de vivre en France, jusqu'à sa mort en 1981, il n'avait pas cinquante ans. Il était d'origine juive polonaise, avec ce que cela entraîne d'interrogations sur l'histoire, la mémoire, et de sens de la décision. *Trotsky*, sa première pièce, paraît chez Gallimard en 1969. Suivent : *Skandalon*, *Sur les ruines de Carthage*, *Jim le Téméraire*, *la Passion selon Pier*

Paolo Pasolini, *Aida vaincue*. Son langage, litanie proférée et prophétique, teintée de grotesque, séduit Antoine Vitez, qui crée à Ivry en 1974 *Le Pique-nique de Claretta* (Gallimard, « Le Manteau d'Arlequin »), avant de monter à l'Odéon avec la Comédie-Française *Dave au bord de la mer*. Enfin Jacques Rosner met en scène à Chaillot *Falsch*, qui se passe dans un aéroport, no man's land où l'on ne sait plus où est la vie, où sont les morts.

HEINER MÜLLER : *La Mission*

Le plus doué, commenté, adulé, le plus internationalement connu des écrivains est-allemands. On l'a découvert en France en 1970, et, depuis, son sourire aigü, son goût prononcé pour le paradoxe, l'ont défini comme biseur de clichés. Conseiller artistique au Berliner Ensemble, puis à la Volksbühne, prix Blichner en 1985, il voyage beaucoup mais habite toujours Berlin-Est. Suivant l'exemple de Brecht, il s'inspire des Grecs, de Shakespeare, de Hölderlin, de Lacroix, et de Brecht lui-même. Son ironie violente, son écriture, son art du fragment, du récit éclaté, composent une œuvre tranchante, tout à la fois compacte et ouverte. Elle a mobilisé l'imagination de metteurs en scène aussi différents que Bernard Sobel, Manfred Karge, Patrice Chéreau, Hans Peter Cloos, Jean-Louis Martinelli, Marc Liebens et Philippe Adrien, qui tous deux ont également monté *La Mission* (éditions de L'Arche) et Jean Jourdeuil qui, avec Heinz Schwarzer, traduit Müller et le met en scène avec Jean-François Peyre. La rencontre la plus inattendue de Heiner Müller s'est faite avec Bob Wilson pour *Hamlet Machine* et *Civil Wars*.

VALÈRE NOVARINA : *Vous qui habitez le temps*

Écrivain, peintre, metteur en scène, à l'heure où le théâtre baignait dans le quotidien, il composait des sotties burlesques, malaxait la langue, lui faisait rendre gorge. Avec lui le langage devient l'objet exclusif de la représentation. Le théâtre est foire d'empoigne et imprécation. L'acteur ne s'avance plus pour parler, mais pour être parole. Celle-ci ne communique pas, elle délivre. Ses parades foraines et métaphysiques

sont écrites pour « épouser l'acteur », cet acrobate auquel il a dédié ses monologues, *Lettre aux acteurs*, *Pour Louis de Funès*. Il est un habitué du Festival. Il y a mis en scène les deux mille huit cent quatre-vingt-sept personnages du *Drame de la vie*. Christian Rist y a arpenté son *Général*, André Marcon, le *Monologue d'Adramelech*, et le *Discours aux animaux*. Il met en scène à nouveau *Vous qui habitez le temps* (Éditions POL).

PASCAL RAMBERT : *Les Parisiens*

A dix-sept ans, il montait Marivaux et à dix-neuf ans Blichner, à Nice, sa ville natale. Depuis, avec sa compagnie, Side One/Posthume, il met en scène ses propres œuvres. Il s'invente une langue rapide, elliptique, tout à la fois parlée et ostentatoire. Rien souvent un personnage reprend à la baïe les mots de l'autre. Il n'y a pas de futur, mais le présent presse. Les « supersympas », le mal de vivre étouffé sous l'oreiller de la langue de bois, il en fait son affaire. De pièce en pièce, *Désirs*, *Lits I*, *Météorologies*, *Allez hop*, *le Réveil*, et la dernière, *Les Parisiens* (Actes Sud / « Papiers »). Il conjure ce qui ressemble fort à de l'angoisse métaphysique. Ses mises en scène ressemblent à des bandes dessinées anxieuses, avec ce que cela suppose d'esthétique fourre-tout.

LOUIS-CHARLES SIRJACQ : *Le Pays des éléphants*

Il rêvait de cinéma, l'écriture est devenue son métier après sa rencontre avec Bruno Bayen. Pour lui et les élèves du TNS, il écrit *Square Louis-Jouvet*, adapte *la Mouette* de Tchekhov. Il lui confie la mise en scène de son *Voyageur*. Lui-même met en scène *Elle pour oeil*, *Exquise Banquise*, expérience qu'il ne renouvellera pas. En 1987, Sophie Louachevsky monte ses *Désirs*. Son univers est doux-amer. Ses histoires dérapent volontiers du côté du fantastique. Comme tous les hommes graves, il se laisse tenter par le comique. Il a collaboré avec Gérard Mordillat pour son film *Vive la sociale*. A quarante ans, il reste curieusement secret. Il a écrit *Le Pays des éléphants* (l'Avant-Scène) pour une troupe brésilienne, et travaille à la publication de *Leo Katz*, roman sous-titré « Théâtre complet ».

ODILE QUIROT.

CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL

THEATRE GERARD PHILIPPE

DIRECTION JEAN-CLAUDE FALL

THEATRE

GRAND MAGASIN / TOUT SUR LE BRUIT / JEAN RAY
F. FORGEAU / LE CHIEN MORT / BRECHT
LE RADEAU / FRAGMENTS FORAINS / BÜCHNER
J.C. FALL - Y. BACRY / FOUS DE TCHEKHOV
RANOV - PLATONOV - ONCLE VANIA - LES TROIS SOEURS
D. AMIAS / PHEDRE / SENEQUE
X. MARCHAND / ABOLIBELOTT / MALLARME
LE MONDE EST ROND / STEIN
G. LAUDANT / PAWANA / LE CLEZIO
VERACRUZ / LAUDANT

ENFANTILLAGES

DEUX SEMAINES DE SPECTACLES POUR LES ENFANTS



SAISON 1989-1990

DANSE

GEORGES APPAIX / BASTA
FRANCOIS VERRET / L'ET EUX, LA NUIT
STEPHANIE AUBIN / POST-SCRIPTUM(S)
SANTIAGO SEMPERE / SANGS
PACO DECINA / OMBRE IN ROSSO ANTICO

MUSIQUE / AFRICOLOR

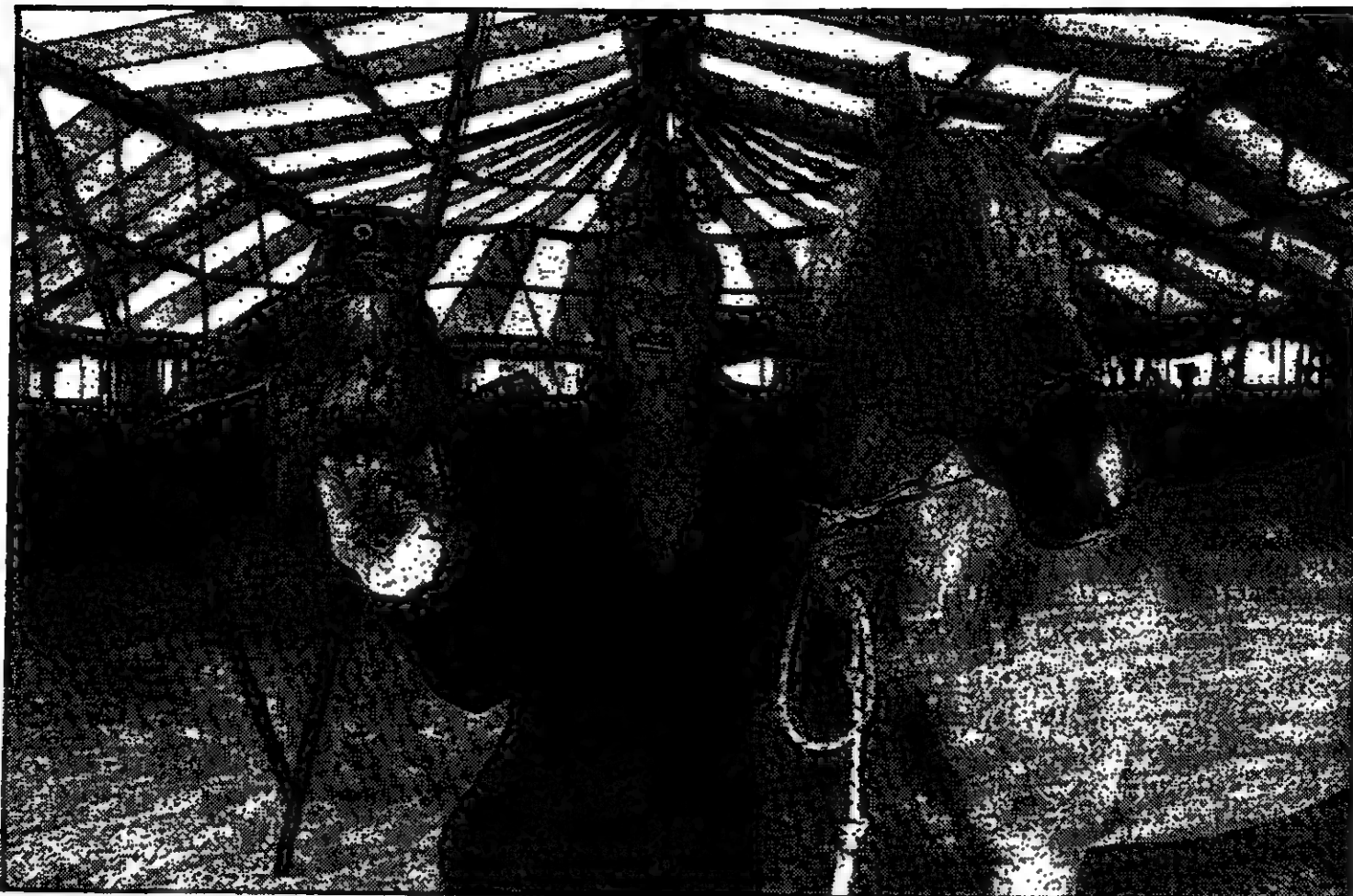
FEMI ANIKULAPO KUTI / RAY LEMA /
SORRY BAMBA / NAHAWA DOUMBIA / STATION JAPAN /
PAPA WEMBA / EVOLOKO / ISMAEL LO / KANTE MANFILA /
SALIF KEITA / MORY KANTE.

TGP SAINT-DENIS 59, Bd Jules Guesde 93200 Saint-Denis RESERVATIONS 42 43 17 17 RENSEIGNEMENTS 42 43 00 59
ABONNEMENTS Carte blanche 100F: 1/2 tarif sur tous les spectacles. Carte "Tout Bonnement Libre" 480F pour 8 spectacles

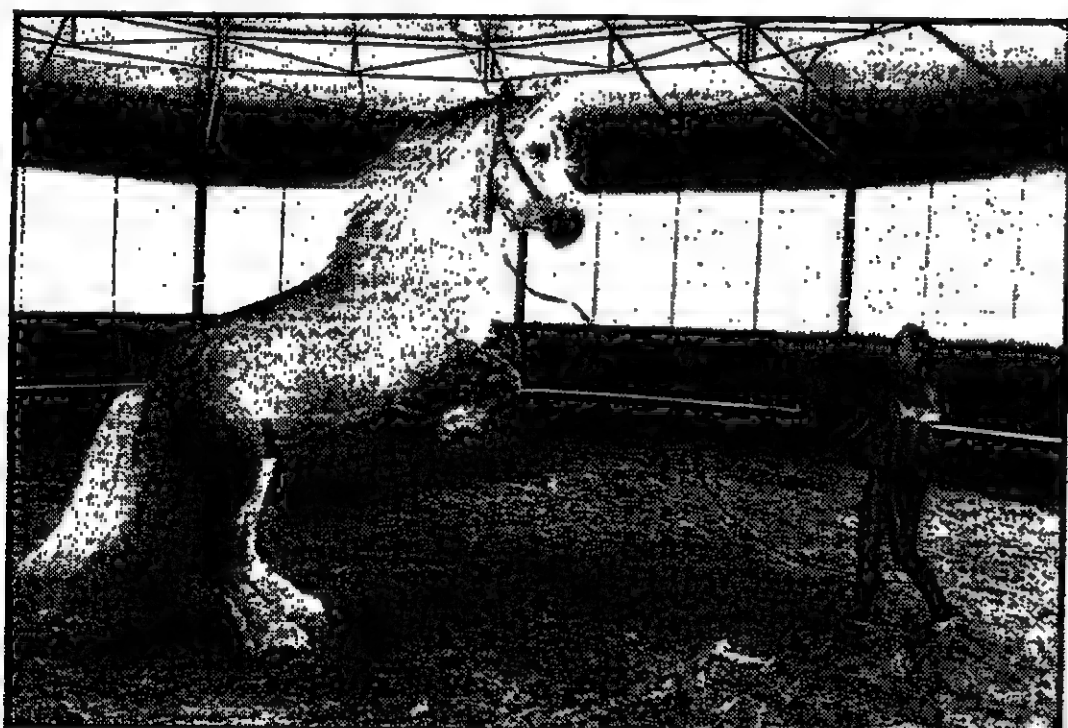
AVIGNON 89

ZINGARO A NOUVEAU Une manière de vivre

Entre sa chouette et son cheval, un jour un homme est apparu. Il s'appelait Bartabas, s'était inventé une dynastie, avait largué son nom, sa maison. Son royaume était un chapiteau peuplé d'ânes, de dindons, d'humains, de chevaux. Sur tous, veillait invisible, l'ange du bizarre. Au moindre de ses sourires, les chevaux dansaient, les humains traduisaient en musique des histoires lointaines. C'était de la musique transmise par les tziganes, peuple très mystérieux dont on dit qu'il vient de l'Inde, ou peut-être d'une autre planète. Un peuple qui a le pouvoir de transformer en poésie le sable et la poussière, de se faire entendre des animaux, de dialoguer avec eux, de faire apparaître dans la lumière des images simples et magnifiques, et les formes inconnues des figures familières. Un peuple qui a le pouvoir de mélanger les temps,



de vivre à la manière des vampires et des fantômes dans le passé de la mémoire, et sur la scène du présent. La dynastie Bartabas s'était ancrée sur les planches d'un théâtre errant. Mais ces gens n'étaient pas des gens du voyage. Trop orgueilleux pour suivre un modèle, avec les bribes de souvenirs ramassés en chemin, ils avaient construit un domaine qui portait leur marque. Du dehors, rien qui retienne particulièrement l'attention, si ce n'est comme l'écho d'une couleur, la conscience brûlante d'une image subliminale... Et dedans, c'était l'enchantement, la sauvagerie de l'enfance et sa gravité chaleureuse. Sur le sable de la piste, dans l'intimité baroque des roulettes où l'on habite en famille, sous la toile rayée des chapiteaux, c'était et c'est : Zingaro.



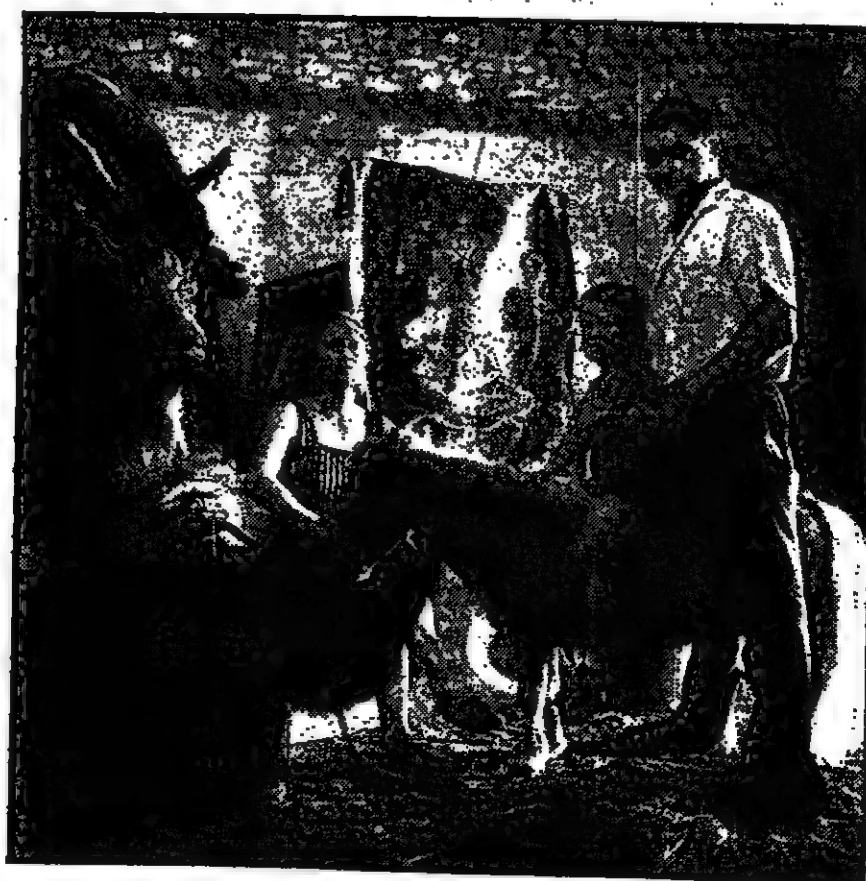
Il ne faudrait pourtant pas croire que la magie Zingaro dépende du simple sourire d'un ange. Elle est l'expression d'une manière de vivre, le fruit d'un travail minutieux, éternel, quotidien. Elle est l'histoire d'un amour vrai entre les animaux et les hommes.

Zingaro s'affirme et se veut « cabaret équestre et musical ». Mais les chevaux ne sont pas les seuls partenaires des humains.

Il y a eu un chat, une chouette, il y a encore des ânes et des dindons, auxquels sont venus se joindre des bœufs et des ânes.

Il y a toujours l'accueil seigneurial, l'étrange union du rêve et de la trivialité, de la virtuosité et de l'innocence. Zingaro est une tribu réunie autour de Bartabas. La tribu a changé depuis les débuts. Elle a gardé sa ferveur, sa fraîcheur, le pouvoir de muer en poésie le sable et la poussière, de mélanger les temps, de faire naître du rien de somptueuses images...

Photos : Brigitte et Marc Espagnol



Maguy Marin, re

« L

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

مكتبة الأمل

AVIGNON 89

DANSES A DÉCOUVRIR

Daniel Larrieu, vers les dérives

C'est à Maguy Marin que revient le redoutable privilège de monter le spectacle de danse de la Cour d'Honneur. Sans d'autre obligation que célébrer le Bicentenaire. On n'y échappe pas. Mais Maguy Marin échappe à la tentation de l'allégorie historique. Elle mise sur le rêve et la dérivation. Quant à Daniel Larrieu, il entre dans l'élaboration d'une toute nouvelle tradition : la « carte blanche ». Il a invité quelques troupes inconnues, mal connues. Un défi, un risque et, souhaitons-le, un succès.



Le Festival d'Avignon donne « carte blanche » à Daniel Larrieu, l'un de nos chorégraphes les plus doués d'humour, de fantaisie, d'imaginaire. On lui doit notamment le magique *Waterproof*, dansé dans une piscine, et qui ressemble aux ballets nautiques d'Esther Williams comme *Beckett à Barbara Cartland*. On le voit un instant dans le spectacle de Novarina, mais sa compagnie ne paraît pas dans sa « carte blanche ». Il n'avait pas le temps, dit-il, pour une création. Il a alors choisi des pièces qui lui sont proches.

Daniel Larrieu a voulu « oublier la danse. Beaucoup de festivals lui sont déjà consacrés. Tout ce que j'ai choisi, d'ailleurs, est pour moi de la danse. Mais dans une acception très large. Ce n'est pas du théâtre. Disons qu'il s'y produit des glissements de terrain qui m'intéressent. Je voudrais qu'on envisage ces spectacles avec un autre regard que celui jeté d'habitude sur la danse. La palette de cette « carte blanche » est large... On sait qu'il y a Guerlain, bon, mais il y a d'autres parfums. Toutes les senteurs ne nous parviennent pas d'un seul coup. Il y a une notion de durée,

dans la perception des odeurs, qui me fascine. Dans la danse, c'est pareil...
« Je précise aussi que j'ai agi selon mes moyens : j'avais un budget à ne pas dépasser, il n'était pas énorme, je n'ai pu inviter que des petits groupes. Mais c'est très bien ainsi ».

DUNES

« Je connais Dunes, dit Daniel Larrieu, la compagnie de Madeleine Chiche et Bernard Misrahi, depuis ma jeunesse à Aix en 1979/1980. Ce sont des gens restés très discrets, qui suivent leur route tranquillement à Marseille. De vrais Méditerranéens. Monter au créneau à Paris ne les intéresse pas le moins du monde. Il faut les approcher par les arts plastiques. A un travail du corps très doux, très simple, ils ajoutent la projection de films en 16 mm dans tout l'espace. Des images maison. Ils ont filmé leurs promenades dans les ports, et les gens, les bébés, les plages, les voitures. Une sorte de carnet de voyage, un compte rendu très honnête de ce qui les touche. Il n'y a jamais eu de poussée violente sur eux car ce sont des calmes, hors business. Ils mènent une véritable action à Marseille. J'aime les gens qui agissent sans le hurler sur les toits ».

ALIS (Association Lieu Image Son)

« Ce sont deux inclassables, Pierre Fourny et Dominique Soria. J'avais vu d'eux, il y a quelques années, un spectacle alternatif, composé de toutes petites formes. Par exemple dans *Spectacle à 0 F 20*, Pierre Fourny gonflait un ballon de plastique et le crevait avec une épingle, ça me faisait mourir de rire. Ils pratiquent aussi le détournement d'images publicitaires. Il y a chez eux beaucoup de manipulations d'objets, de projections de diapositives. Ce sont des gens d'une grande finesse dans leur humour... Voyez la fin du texte qu'ils ont écrit pour le programme d'Avignon : « Des signes sont disposés, les sens prolifèrent pour un spectacle dont la jouissance ne réclame pas la sanction d'une fiction littéraire ». Je trouve ça très bien. Il ne faut pas s'enfermer dans des choses droites, connues. C'est à partir de gens comme ALIS que

l'on pourra peut-être définir des formes futures de spectacles ».

ROC IN LICHEN

« La compagnie de Bruno Dizin et Laura de Nercy est déjà plus connue. Tous deux pratiquent une danse verticale, en grimpant sur des supports divers. Je les ai choisis parce qu'ils ont cette constance de continuer à grimper. *Grenadier Weaver* est leur troisième pièce dans la même direction. J'aime chez eux ce détournement d'une technique dite sportive vers le spectacle, et inversement. Leur fraîcheur me plaît. « Il y avait la *Grenadier* et ses deux sœurs, escortés de leurs trois soleils, le jeu consistait à graver le plus vite possible les miradors d'Iroquois en des spirales qui frottaient la lune... », écrivent-ils. Voilà une façon poétique de dire qu'ils vont se balancer ! »

DV 8 PHYSICAL THEATRE

« Ils sont anglais et très peu connus en France. Je dirais que Lyod Newton est un « rassembleur » plutôt qu'un chorégraphe. Son aventure a commencé il y a deux ans. J'ai vu sa pièce à Londres, j'ai été frappé par sa force. Newton jongle entre narration et non-narration. Au premier degré, on pourrait dire qu'il s'agit d'aventures homosexuelles. Mais il se dégage du mouvement une puissance qui fait tout décoller. Ici, on retrouve davantage la danse au sens habituel du terme. Je crois qu'il va faire une très belle carrière ».

HERVÉ DIASNAS

« Je n'ai vu son travail que récemment. On dit souvent de lui qu'il est un très bon danseur, mais... Je ne comprenais pas ce « mais ». C'est un garçon très authentique, qui n'entre pas dans le créneau business, qui n'est pas à la mode. Il a le courage énorme de continuer son travail d'auteur sans entrer dans le jeu de la séduction. Un travail dur, organique, viscéral. Avec quelque chose de primitif, de naïf. Posséder une technique superbe et ne pas la montrer, c'est gonflé ! Je lui ai dit : « Vas-y ! ». Ce sera une création, je ne sais pas ce qui va se passer... »

Propos recueillis par SYLVIE DE NUSSAC

Maguy Marin, révolutionnaire

« LORSQUE quelqu'un de la Mission du Bicentenaire m'a proposé de faire un ballet sur la Révolution, raconte Maguy Marin, j'ai d'abord pensé que ce thème était bien encombré cette année. Puis je me suis dit qu'avec la danse on pouvait être plus libre, plus fantaisiste, et j'ai accepté.

« Ayant écrit depuis longtemps d'un spectacle musical, je pensais partir des chansons révolutionnaires. Denis Mariotte et moi avons commencé par étudier la Révolution française, avec des livres et des cahiers, comme des écoliers. Puis nous avons cherché à la Bibliothèque nationale des textes et des mélodies, nous y avons passé un temps fou - il y a trois mille chansons ! Nous en avons examiné une bonne centaine pour n'en garder que vingt. Et peu à peu, nous nous sommes aperçus que ces textes ne passaient pas aujourd'hui, ils étaient trop « historiques ». Nous n'avons donc gardé que le titre de l'un d'eux qui sera celui du spectacle, *Et, qu'est-ce que ça m'a fait à moi ?* »

« Nous avons alors cherché des références. Denis a pensé à Boris Vian, moi à Artaud. Nous avons trouvé des images correspondant aux textes, puis nous avons petit à petit supprimé ces textes, en pensant aux tournées internationales où le français serait un obstacle à la compréhension. Sont restés finalement six chansons de Vian, un texte d'Artaud, qui ont été mis en musique.

« Le spectacle se compose de quatre tableaux. Le premier, *les Contribuables*, parle du peuple, des gens, de vous et moi : une sorte de cahier de doléances, avec un côté dérisoire parce que ces gens qui se plaignent de tout acceptent finalement beaucoup. Dans le deuxième, *les Patriotes*, on développe l'idée de nation, de défense de la patrie, de guerre. C'est la séquence la plus violente. Troisième tableau, *les Révolutionnaires*, comme on ne les voit pas souvent en ce moment : descendus de leur piédestal, plus humains, rendus à la vie quotidienne. Dans le quatrième tableau, *les Citoyens*, on passe à quelque chose de plus futuriste : un groupe de fous qui fabrique des fous à son image... Mais ces fous auront à la fin un petit élan révolutionnaire, du genre « un jour, on se réveillera ».

« En somme, ce spectacle parle davantage des valeurs de la Révolution et de ce qu'il en reste que des faits historiques eux-mêmes. Je veux huit musiciens en scène, cela pose des problèmes : c'est cher, et qu'en faire pendant qu'ils ne jouent pas ? (Il y a quarante minutes de musique, plus trente minutes

de bande-son d'ambiance et des silences.) Mais j'ai goûté à la musique vivante (dans *les Sept Péchés capitaux*, Babel) et j'essaie d'en garder le principe... »

« Il y a aussi deux chanteurs, Sylvie Bonhomme et Lamine Hani, venus de groupes rock de Lyon. Ils bougent, ils sont intégrés au spectacle - et les danseurs chantent aussi, ils ont fait un travail vocal très important.

« C'est la troisième fois que je présente un spectacle à Avignon (j'avais donné *May be* à la faculté des sciences, en 1982, et *Hymen* au cloître des Carmes en 1984) ; c'est la première fois que nous passons dans la cour d'honneur du Palais des papes. Son prestige est un peu gênant, mais elle ne me fait pas peur : c'est la création qui me terrorise, n'importe où !

« Le décor a été conçu pour la Cour d'honneur, mais il est transformable pour les tournées et peut s'adapter dans n'importe quel lieu. C'est une sorte de Lego. Des dizaines de cubes de toutes tailles, empilables, comme un énorme entrepôt. J'aime les décors qui servent : on doit pouvoir monter dessus, donc ils sont en bois, donc ils coûtent cher... C'est un « gros » spectacle.

« J'ai douze danseurs, c'est bien, je n'en souhaite pas davantage. Quand on est beaucoup, les choses se diluent, on est moins exigeant. Pour la danse que je fais, j'ai besoin de gens qui ont un sens du rythme très fort, une personnalité, une grande disponibilité au travail.

« L'an dernier, le bruit a couru que j'abandonnais la danse. C'est vrai que ça devenait fatigant, les créations, les tournées. J'avais besoin d'envisager les choses différemment, de me reposer, de me nourrir. De me nourrir de cinéma, de livres, de mon fils, de voyages. Pour parler de la vie, il faut la vivre. Sinon, on se répète, on tombe dans la nostalgie, le passé ; je déteste tourner en rond. J'ai donc eu un ras-le-bol, c'est vrai, et j'ai réenvisagé les rapports avec mes danseurs : nous nous sommes mutuellement renvoyés... et repris pour cette création. J'établis maintenant des contrats nouveaux pour chaque spectacle au lieu de contrats à l'année, ce qui me permet de m'engager que deux ou trois danseurs si je veux. Je me suis donné cette liberté. C'est dans l'instabilité, le déséquilibre, que les choses arrivent, que la création naît. Je ne m'arrêterai jamais ».

S. de N.

Maison des Arts

SAISON 89/90

Grande Salle
13, 14, 15 Octobre
INSURRECTION
DOËE DUBOC

du 3 au 25 Novembre
LES FAUSSES CONFIDENCES
MARIVAUX
GILDAS BOURDET
Théâtre de la République

du 3 au 28 Décembre
EN, QU'EST-CE QUE CA
METAIT A MOÏZ
MAGUY MARIN ET
COMPAGNIE

du 15 au 23 Mars
DANS LA BOUCHE
FRANÇOISE DU CHATEL
LAURENCE FEVER

16, 17, 18 Mars
CRÉATION
KARIN VYNCKE

24, 25, 26 Avril
LA SENTINELLE
DES MIROIRS
JEAN-PIERRE LESCOT

du 15 au 23 Mai
BURAPLANETES / PEP BOU

du 22 Mars au 1er Juin
LE FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS DE FEMMES
DE GREVIL ET DU VAL DE MARNE

billets : 300 F
19 67 18 88

AVIGNON 89

« ROMÉO ET JULIETTE », DE PASCAL DUSAPIN ET OLIVIER CADIOT

Il faut casser l'opéra

Peut-on réunir sur scène des chanteurs professionnels, leur fournir un thème, des mots à chanter, et échapper aux stéréotypes de l'opéra du dix-neuvième siècle ? Peut-on désamorcer le piège commémoratif quand on vous passe commande, en 1989, d'un opéra sur la Révolution ? Le pari, avec tous ses pièges, a tenté Pascal Dusapin : on n'est pas raisonnable quand on a trente-quatre ans. Après avoir scellé une solide alliance avec Olivier Cadiot, un ami, un poète, cet espoir — déjà largement confirmé — de la jeune musique française s'est lancé dans un *Roméo et Juliette* moins hanté par le souvenir de Shakespeare que par le thème du double. L'opéra du vingtième siècle que l'institution lyrique attendait ?



quelques intuitions, je voulais des polyphonies textuelles. Olivier n'est pas à proprement parler un écrivain qui raconte des histoires (2).

— Le vrai sujet de votre opéra est l'impossible rencontre de la musique et du verbe ?

— Une histoire assez gaie : Olivier et moi avons passé trois ans à nous affronter en nous amusant beaucoup. Pourquoi chante-t-on à l'opéra ? Voilà, par exemple, l'une des questions que nous nous sommes posées. Et aussi : pourquoi les livrets spécifiquement conçus pour la scène — *Wozzeck* est une adaptation, donc une exception — sont-ils à ce point démunis d'ambitions littéraires ?

— Ce sont, comme on dit, les lois du genre. Vous les avez rejetées ?

— Nous nous en sommes complètement moqués. Dans *Roméo et Juliette*, il y a des airs, il y a des moments où l'on comprend très bien le texte, d'autres non, d'autres encore où les dialogues sont parlés. Il y a des zones d'ombre et de grande clarté. Dans la partie centrale, intitulée *Révolution*, comme par hasard, la musique prend entièrement le pouvoir ; ces neuf à dix minutes d'orchestre jouent un rôle de recentrage musical. Sans être postmoderne, le reste flirte, il faut le dire, avec des façons de faire fort peu en vogue chez mes collègues compositeurs. Mais je ne voulais pas d'un opéra agressivement moderniste, j'en avais assez de l'esthétique Hiroshima qui caractérise l'essentiel de notre musique contemporaine — Berio, peut-être, excepté — esthétique à laquelle j'ai moi-même sacrifié dans une pièce tragique et à la vocalité très tendue comme *Niobé*.

— Pourquoi *Roméo*, pourquoi *Juliette* ?

— On aurait aussi pu choisir *Zig et Puce*, *Lauré et Hardy*, *Bonny and Clyde*, *Paul et Virginie*, pourvu qu'ils soient deux. Si nous nous sommes finalement arrêtés sur le plus célèbre des couples d'amoureux, c'est en pensant que les révolutionnaires, comme les amoureux, veulent changer le monde et s'inventent

pour cela une façon de parler à eux — rhétorique, poétique, poétique : une langue de bois. Notre sujet, d'une certaine façon, c'est la bêtise. Et puisque rien n'est vrai dans un opéra, la *Révolution* y est forcément métaphorique. Nous avons finalement procédé comme Godard dans *Carma*. Plutôt que de montrer l'héroïne de *Mérimée* avec châle et castagnettes, se demander comment une fille révoltée comme elle se comporterait dans le monde moderne : elle braquerait une banque.

— Tout cela se termine très mal, évidemment.

— Aussi mal que toutes les révolutions. *Roméo et Juliette* meurent, mais conceptuellement, parce qu'ils sont nés, incapables de chanter : parce qu'ils ne parviennent pas à accéder à l'opéra. Pas de psychologie, rien que des archétypes. De temps en temps, ils essaient de faire des trucs, mais ils n'y arrivent pas.

— Il y aura une suite, un *Roméo et Juliette 2*, déjà bien avancé, qui débutera par une messe des morts et donnera quelques détails sur le premier — on entrera dans les sarcophages. Puis un *Roméo et Juliette 3*. L'ensemble composera une trilogie critique. Il faut casser l'opéra.

Propos recueillis par ANNE REY.

(1) Coproduction de l'Opéra de Montpellier, du Festival d'Avignon, de l'Opéra de Strasbourg et de la Fondation Louis-Vuitton pour l'opéra et la musique. *Roméo et Juliette* est créé dans une mise en scène de Patrick Guinand et un décor de l'architecte-sculpteur François Schœn, les 10 et 12 juillet, à 20 heures, à l'Opéra de Montpellier (tél. : (06) 67-66-31-11). L'œuvre sera ensuite présentée à Avignon (lire nos programmes page 12) avant d'être reprise à Strasbourg par l'Opéra 89 (les 29 septembre et 1^{er} octobre), qui l'emmènera en tournée au Festival d'été de Genève, à Brème, Francfort (pour l'ouverture de la Foire de livre), Rotterdam et Melbourne.

(2) De sa formation de linguiste, ce jeune poète a gardé une attention singulière aux fonctions de la langue, fonctions qu'il débauche au détour des phrases les plus quotidiennes, phrases qui sonnent différemment selon l'ordre des mots (selon le principe de la phrase musicale). *L'Art poétique* est une première version du livret de *Roméo et Juliette* sous l'égide de POL.

« L'A crise de l'opéra ne m'intéresse pas, dit Pascal Dusapin. D'une part, les gens qui sont chargés de la résoudre ne me manifestent aucun intérêt, pas plus d'ailleurs qu'ils n'en manifestent à mes collègues compositeurs contemporains ; d'autre part, ma biographie personnelle me permet de n'avoir aucun compte à régler avec cette institution. Donc, quand je m'intéresse à l'opéra, j'y mets l'importance que j'ai envie d'y mettre : aucune.

— Vous ne vous sentez pas non plus un enfant de la Révolution de 1789 ?

— Pas plus de celle-là que de celle de 1917, de 1830, de 1848, je suis aussi un enfant de la Résistance. L'idée philosophique qui se cache derrière la Révolution de 1789 me semble dépasser un peu tout le monde. Ce serait à un grand média comme la télévision de l'expliquer. Mais l'information télévisée est là pour gérer un tourbillonnement perpétuel. Il n'y a pas, actuellement, en France, de réflexion civique sur le sens de la Révolution française.

— Avant de demander un scénario à Olivier Cadiot, vous en avez refusé un d'Anthony Burgess, qui est passé un peu dans toutes les mains.

— L'idée d'une commande d'opéra contemporain est venue de Bertrand Espouy et de l'Institut français de Milan et de Brème, lieu d'importantes manifestations de musique contemporaine. Espouy, pour une raison que j'ignore, a entre-temps été envoyé à Khartoum. Tous les musiciens qui avaient grenouillé autour de lui l'ont laissé tomber : cela m'a un peu scandalisé, mais bon...

— Pour en revenir au livret de Burgess, il était nul. Malin d'un certain côté, grâce à une subtile technique allégorique autour des mots anglais. Mais totalement bide, car impliqué dans la question même de la Révolution. Plutôt anti, d'ailleurs, avec, à la fin, un grand chœur selon lequel la France serait plus grande que sa Révolution. Une opérette vulgaire, avec curé couchant avec sa bonne... parfait pour Offenbach. Ma seule envie était d'en faire des lumières et de les distribuer aux chœurs !

— Vous vous sentiez incapable de mettre en musique des dialogues traditionnels ?

— Je suis allé entendre récemment à l'Opéra de Paris *Le Maître et Marguerite*, de York Höller. Voilà un merveilleux musicien, compositeur moderniste à tout crin, utilisant l'informatique, persuadé, apparemment, qu'il faut sauver l'opéra de la catastrophe musicale dans laquelle nous nous enfonçons. Or qu'est-ce que j'entends ? *La Bohème*, à peine révisée. Des décors sans cesse modifiés, des lumières atroces, des

décors vulgaires, des gens qui font semblant de croire que ce qu'ils chantent est vrai. La musique, évidemment, est belle. Mais le concept, le rapport du texte à la musique, date du début du dix-neuvième siècle. Le *Prometeo* de Nono, est autrement génial, qui réduit le rien au tout. [Lire note dans l'article de Gérard Coudé ci-contre.]

— L'opéra n'est-il pas toujours un peu régressif ?

— C'est bien pour cela que j'avais refusé de m'y intéresser ; l'opéra est un sous-genre entièrement dominé par le contrat social. Contrat politique, économique, mondain, bourgeois, qui, dès qu'il n'est pas respecté sous l'un de ses aspects, fait que l'on est rejeté. « Ce n'est pas de l'opéra », a-t-on entendu dire de l'œuvre de Berio intitulée précisément *Opéra et sous-titrée opéra en trois actes* : *Labirinto*, *Sinfonia*, même, sont des opéras.

— Avant la mise en chantier de *Roméo et Juliette*, j'étais Pascal Dusapin, compositeur. Maintenant, je suis le compositeur Pascal Dusapin. Je l'étais déjà quand je composais mon trio à cordes, il y a dix ans. Il n'y a pas de différence entre composer un opéra et composer un solo de clarinette.

— Très rares sont ceux qui, dans les institutions concernées (1), se sont vraiment intéressés à mon projet musical. Ce que veulent les gens, c'est un metteur en scène, homme tout-puissant vers lequel convergent tous les espoirs. Or que fait traditionnellement un metteur en scène chargé de monter, par exemple, *Les Noces* de *Figaro* ? Il achète toutes les versions enregistrées de l'opéra de Mozart, tous les bouquins qui lui sont consacrés, puis — c'est la même chose au théâtre — il convoque ses collaborateurs, costumier, éclairagiste, dramaturge, scénographe, architecte : il divise pour mieux régner. Encore heureux s'il ne pique pas les idées de ses confrères...

— J'ai fait beaucoup de musiques de scène, je n'ai jamais rencontré un costumier ni un éclairagiste. La bonne manière de travailler serait pourtant de constituer des cellules de crise où chacun repenserait l'ensemble des questions de la scène.

— C'est ainsi que vous avez travaillé pour *Roméo et Juliette* ?

— Je me suis en tout cas retrouvé face à un librettiste capable de me renvoyer la balle constamment, de m'attaquer fortement dans mes conceptions. Le livret était terminé quelques mois avant la partition. Il a fait l'objet d'allers et retours, de va-et-vient constants. Le texte, en lui-même, comportait des solutions musicales ; il était presque musicalisé. Quant à moi, j'avais

CHAILLOT 89/90

LAPIN-CHASSEUR, MACHA MAKEIEFF, JÉRÔME DESCHAMPS
7 SEPTEMBRE - 6 OCTOBRE

HORACE, CORNEILLE, HEINER MÜLLER, BRIGITTE JAKES
4 OCTOBRE - 11 NOVEMBRE

LORENZACCIO, MUSSET, JOSÉ-MARIA FLOTATS
18 ET 19 OCTOBRE

LE MISANTHROPE, MOLIÈRE, JOSÉ-MARIA FLOTATS
21 ET 22 OCTOBRE

LE BOURGEOIS GENTILHOMME, MOLIÈRE, JÉRÔME SAVARY
8 NOVEMBRE - 31 DÉCEMBRE

LE FIDELLE, LARIVEY, JEAN-MARIE VILLÉGIÉ
6 DÉCEMBRE - 27 JANVIER

MACBETH, SHAKESPEARE, MATTHIAS LANGHOFF
8 FÉVRIER - 17 MARS

LE MALADE IMAGINAIRE, MOLIÈRE, HANS PETER CLOOS
14 FÉVRIER - 24 MARS

ZAZOU, JÉRÔME SAVARY
24 AVRIL - 30 JUIN

ELVIS, SERGE VALETTI, CHARLES TORDIMAN
17 MAI - 30 JUIN

THÉÂTRE DES ENFANTS MARIONNETTES
DANSE - CONCERTS - CINÉMA - APERITIFS CONCERTS

ABONNEMENTS 3 SPECTACLES OU PLUS
ABONNEMENTS PROVINCE 2 SPECTACLES OU PLUS

RENSEIGNEMENTS/LOCATION 47 27 81 15

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT, 1 PLACE DU TROCADÉRO, 75116 PARIS

JE DÉSIRES RECEVOIR GRATUITEMENT LA BROCHURE CHAILLOT 89/90

NOM

ADRESSE

A RENVoyer AU T.N.C., 1 PLACE DU TROCADÉRO, 75116 PARIS

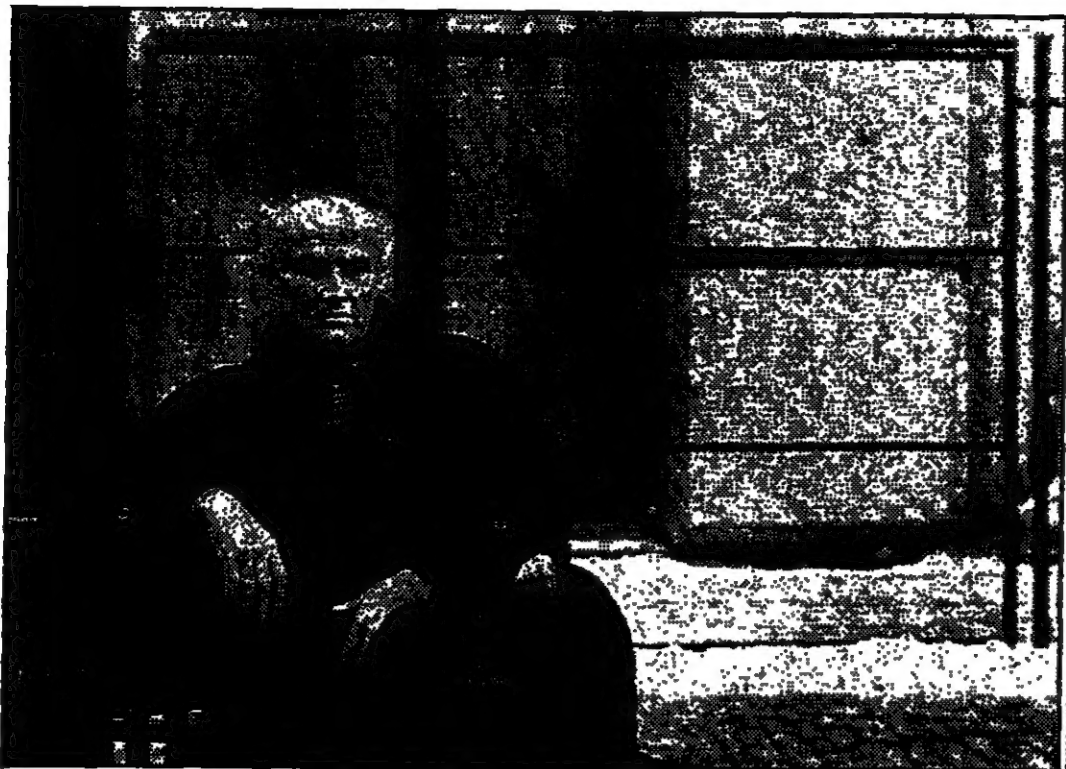
هكذا من الأصل

AVIGNON 89

LUIGI NONO, MUSICIEN INVITÉ DU CENTRE ACANTHES

L'impénétrable

Un Italien trop longtemps réduit à ses rapports avec le PCI. Un compositeur fasciné par tous les aspects du drame contemporain. Un militant toujours en avance sur l'avant-garde. Un lyrique dont les rapports de plus en plus particuliers avec le silence restent une énigme : le mystère Nono, en résumé, que les stagiaires du Centre Acanthes pourront cet été étudier de près. Nono en sera l'invité d'honneur.



Ce qui aurait dû frapper plutôt, c'était la place primordiale réservée dans cette œuvre au chant, soliste ou choral. On a tenté de l'expliquer par l'hérédité italienne. En fait, Nono n'a jamais caché son intérêt pour la vocalité de Bellini. Curieusement, pourtant, le texte chanté n'est presque jamais, dans ses œuvres, directement compréhensible. A ceux qui s'en étonnaient, le compositeur a toujours répondu en substance que sa musique n'avait pas pour objet de souligner le sens des mots mais d'établir un équivalent sonore de leur contenu. Qu'un texte trop clair nuirait même à la compréhension du propos général.

La musique est équivoque, fondamentalement ; la composition fragmentaire accentue ce caractère. Nono ne refuse pas pour autant l'organisation. Mais il la conçoit comme une combinatoire. « Dans le Talmud, dit-il, il y a toujours, à partir d'un thème, six ou sept interprétations possibles. On peut se demander où est le vrai. C'est la grande différence pour moi entre la foi catholique et la pensée hébraïque : chez les catholiques, on dit credo, je crois ; dans la pensée hébraïque, on dit : écoute. C'est pourquoi, dans Prometeo (1), il y a cette phrase de Walter Benjamin : « La faible force messianique, et non la violence seule, peut nous transformer. »

Ainsi faut-il sans doute aborder, comme auditeur ou comme interprète, les œuvres plus anciennes de Nono : écouter comme on devrait être à l'écoute des autres ; à l'écoute du monde.

GÉRARD CONDÉ

DES le début des années 50, Luigi Nono a été considéré par l'avant-garde européenne comme l'un des plus sûrs espoirs de sa génération. On prononçait le nom de ce Vénitien (né en 1924) dans la foulée de ceux de Stockhausen et de Boulez. Puis ce nom se fit plus rare dans le programme des festivals spécialisés, tandis qu'apparaissait celui de Luciano Berio (né en 1925), Italien lui aussi, mais d'un abord plus accessible. C'est Berio qui allait finalement devenir « le compositeur italien des années 60 ». Donatoni (né en 1927) ne fit une percée

qu'ensuite, incarnant l'austérité abstraite face à l'hétéroclisme de Berio.

On ne parlait plus de Nono, ou si peu, seulement pour dire, sans en être certain, qu'il avait rompu avec le Parti communiste italien... Ce qui n'aurait été, pour tout autre, qu'un détail biographique secondaire prenant dans son cas une importance indéniable. Dès le début, par le choix des auteurs qu'il mettait en musique (Neruda, Eluard, Llorca, Pavese), Nono n'avait pas fait mystère de ses sympathies politiques. Mais à la différence des compositeurs communistes fidèles à

la tradition du réalisme socialiste, il ne devait jamais rompre avec les critères de l'avant-garde la plus radicale, de Schoenberg à Webern.

Quoi qu'il en soit, l'approche politique de l'œuvre de Nono, sans être totalement fautive - il la revendiquait lui-même - se révèle d'emblée insuffisante. Ses premières œuvres n'étaient pas destinées, en effet, à délivrer un message mais ambitionnaient de s'élever, par les purs moyens de l'art, à la hauteur de la cause qui les inspirait : la résistance à l'oppression, qu'il s'agisse du franquisme, du nazisme, des Etats-Unis au Vietnam ou de la lutte des classes.

(1) Créé à Venise en 1984 dans une structure de Rocco Fianca, après trois ans plus tard au Festival d'automne dans une salle en espace et en hauteur minimale, le Prometeo de Nono se garde des particularités de l'opéra traditionnel que le support textuel et l'organisation sous forme d'« action » (en fait, un parcours de l'oreille dans l'espace sonore des différents « archipels » constituant la partition). L'œuvre, de ce fait, présente comme une « tragédie de l'écoute ». Notons que le roman Castrochamps a réalisé pour le Festival d'automne 1987 un spectacle entièrement consacré au compositeur Italien : 224 pages, 100F (diffusion : L'Age d'homme, 5, rue Féron, Paris 75006).

OPERA D'AVIGNON
la Ville d'Avignon et le Théâtre du Chêne Noir
MARAT
Peter WEISS
Gérard GELAS
SADE
Charles Gonzales
Idwig Stephane
Marianne Aniska
Nini Crepon
Jean-Marc Avocat
No 21 juillet 1989
12 Chêne Noir 30 30 30 11

hauts lieux musicaux d'Europe
Livre de référence, ce guide du voyageur mélomane présente plus de 60 villes (100 lieux) dans 25 pays européens et près de 120 festivals avec leurs traditions musicales, leurs caractéristiques, leur personnalité et le plan stylisé de leurs salles.
Format 17 x 25 cm. 600 pages, 85 plans. Nombreuses illustrations. Prix : 220 F.
éditions du patrimoine

NANTERRE AMANDIERS
SAISON 89-90
ABONNEMENT
(1) 47 21 18 81
LA MORT DE DANTON
Büchner - Grüber
EDIPPE
ET LES OISEAUX
TRILOGIE
Sophocle - Aristophane - Charpentier - Vincent
LE CHEMIN SOLITAIRE
Schnitzler - Bondy
GIULIO CESARE
IN EGITTO
Handel - Sellars
L'INCORONAZIONE
DI POPPEA
Monteverdi - Bondy
LES ORCHESTRES
DU MUET
Griffith - Eisenstein
3 films avec accompagnement d'orchestre
HAMLET
Shakespeare - Chéreau
repris à Paris
Pour recevoir gratuitement le programme de la saison 89/90 remplir et renvoyer ce coupon à : NANTERRE-AMANDIERS, 7 AV. PABLO-PICASSO, 92022 NANTERRE Cedex.
Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Ville _____ Code Postal _____

ATHENES LOUIS JOUVET
SAISON 89-90
SALLE LOUIS JOUVET
TITUS ANDRONICUS
WILLIAM SHAKESPEARE
ANNA PRUCNAL
ET LE MONSIEUR
DU BœUF SUR LE TOIT
LA VEUVE
PIERRE CORNELLE
L'AMIE DE LEURS FEMMES
LEONARDI
SALLE CHRISTIAN BERARD
EBERHARDT ISABELLE
ISABELLE EBERHARDT
ODE MARITIME
FERNANDO PESSOA
LES INCERTITUDES DU DESIR
CRESILLON FILS
FRANCAIS
ENCORE UN EFFORT...
SI VOUS VOULEZ ETRE
REPUBLICAINS
D'ART DE SADE
DEVEZ-VOUS
SPECTATEUR
PERMANENT
47.42.67.27

POUR L'OPERA ET LA MUSIQUE
LOUIS VUITTON
ROMEO & JULIETTE
Opéra de Pascal Dusapin et Olivier Cadiot
Montpellier 10 et 12 juillet
Avignon 17, 18 et 19 juillet 1989
LE ROUGE & LE NOIR
Opéra de Claude Prey
Aix en Provence 20, 21 et 22 juillet 1989
LA FETE DE LA CREATION
La Guirlande Révolutionnaire, 200 Ans,
Luigi Nono, Michel Portal, Iannis Xenakis.
Avignon 24 juillet 1989
Fondation Louis Vuitton pour l'Opéra et la Musique
30, rue La Boétie 75008 Paris - Tél. 45 63 64 81

AVIGNON 89

SOUSCRIVEZ

FESTIVAL
D'AUTOMNE
À PARIS

26 SEPTEMBRE - 31 DÉCEMBRE



THÉÂTRE

MICHÈRE D'ALMEIDA, ALLEMANNO, CASTELLAN, FRANCE
CREATIONS ET PREMIERES PRESENTATIONS A PARIS

MAUS MICHAEL GRUBER

GEORG BUCHNER LA MORT DE DANTON

MAUS MICHAEL GRUBER

EUGENE LABICHE UNE AFFAIRE D'UN POUCE

LUC BONDY

ANDRÉ SCHNEIDER LES BOGOTES

VALERE NOVARINA

VOUS QUI HABITEZ LE TEMPS

HANS JURGEN SYBERBERG

HERRICH VON KLEIST DIE MARQUISE VON O

LOUIS MIGUEL CINTRA

FERNANDO PESSOA LA MORT DU PRINCE

FRANÇOIS TANGUY

FRAGMENTES FORAINS

MASSIMO SCHUSTER

ANTHONY BURNESS 1789 UN DIVET D'OPERA

BERNARD SOBEL

LOUIS FRANÇOIS ARCHAMBAULT DIT DORVILLE

LESTUET TOU LA PARFAITE EGALITE

PIERRE GUYOTAT

WANTED FEMALE

WLADISLAW ZNORKO

L'ATTRAPEUR DE RATS

PETER BROOK

PRESENTS

MUSIQUE ET THEATRE D'AFRIQUE DU SUD

* Hors souscription

DANSE

DOUGLAS DUNN AND DANCERS

TRISHA BROWN DANCE COMPANY

DANIEL LARRIEU

CLAUDIO SEGOVIA HECTOR OREZZOLI

TANGO ARGENTINO

* Hors souscription

MUSIQUE

CYCLE DE CREATIONS

A L'OCCASION DE LA CELEBRATION DU BICENTENAIRE DE LA REVOLUTION FRANCAISE
35 CREATIONS MONDIALES ET PREMIERES AUDITIONS - 24 CONCERTS

27 SEPTEMBRE LUIGI NONO HELMUT LACHENMANN GYRGY LIGETI

7 OCTOBRE PIERRE BOULEZ 18 OCTOBRE ANTHONY BRAXTON

ORNETTE COLEMAN CONLON NANCARROW

20 OCTOBRE GEORGES APERGHIS PASCAL DUSAPIN IANNIS XENAKIS

23 OCTOBRE MICHAEL GIELEN YORK HOLLER GYRGY LIGETI

22, 25, 27 OCTOBRE GYRGY LIGETI 24, 26, 27, 30 OCTOBRE JEAN-CLAUDE ELOY

7 NOVEMBRE FRANCK KRAWCZYK ERIC TANGUY

17 NOVEMBRE PIERRE STRAUSS JACQUES DEMIERRE FRANCISCO GUERRERO

20 NOVEMBRE STEVE REICH 22, 23 NOVEMBRE MICHAEL JARRELL MARCO STROPPA

PHILIPPE MANOURY 25, 26 NOVEMBRE CLAUDE DEBUSSY

TORU TAKEMITSU BELA BARTOK 4 DECEMBRE MAURICIO KAGEL

11 DECEMBRE SYLVANO BUSSOTTI 12 DECEMBRE MARCEL LANDOWSKI

18 DECEMBRE HENRI DUTILLEUX LUCIANO BERIO PIERRE BOULEZ

COMPOSEZ VOUS-MÊME VOTRE ABONNEMENT
DATE LIMITE DE SOUSCRIPTION 25 AOUT 1989

RENSEIGNEMENTS TEL 42.96.12.27

156, RUE DE RIVOLI 75001 PARIS

FESTIVAL « IN »

THÉÂTRE

La Chasteté, de Fernando de Rojas, texte français de Florence Delay. Mise en scène d'Antoine Vitez, avec Jeanne Moreau, Lambert Wilson et les comédiens français. Du 12 au 22 juillet à 22 heures. Cour d'honneur.

La Mission, de Heiner Müller, texte français de Jean Jourdeuil et Heinz Schwarzwinger, et le Paroquet vert, de Schmitzler, texte français de Marie-Louise Audubert et Henri Christophe. Mise en scène de Matthias Langhoff. Du 13 au 22 juillet à 22 heures. Cloître des Carmes.

Edipe tyran, Edipe à Colone, de Sophocle ; les Oiseaux, d'après Aristophane, texte français de Bernard Chartreux. Mise en scène de Jean-Pierre Vincent. Edipe tyran, du 15 au 18 et du 25 au 27 juillet. Edipe à Colone, du 20 au 23 et du 28 au 30 juillet à 21 h 30 ; les Oiseaux, lecture le 24 juillet à 21 h 30. Gymnase Anahel.

Le pays des Géphants, de Louis Charles Sirjacq, joué en portugais dans une adaptation de Ferreira Gullar. Mise en scène d'Alain Milani. Du 15 au 21 juillet à 22 heures. Cloître des Célestins.

Tant qu'il fait jour, Robert Schumann, de Jean-Marie Patte et Andrea Cohen. Du 25 au 30 juillet à 22 heures. Faculté des sciences.

Novarina : Vous qui habitez le temps, mise en scène de l'auteur. Du 13 au 19 juillet à 21 h 30, salle Benoît XII ; L'atelier volant, mise en scène d'Alain Timar. Du 15 au 31 juillet à 22 heures ; l'Acteur imaginaire, par Jacques Baillart. Du 23 au 29 juillet à 18 h 30. Théâtre des Halles.

Parlez-moi de vous, d'après Un corps de trop, de Marie-Victoire Rouillier. Par et avec Mario-Paule André. Du 16 au 26 juillet à 21 h 30. Chapelle des Cordeliers.

Brûle, rivière, brûle, de Jean-Pol Fargeau. Mise en scène de Robert Gironda. Du 13 au 29 juillet à 21 h 30. Salle de Courtes.

Eclats, de Catherine Anne. Mise en scène de l'auteur. Du 16 au 29 juillet à 22 heures. Cloître de la Collégiale.

Les Parisiens, de Pascal Rambert, mise en scène de l'auteur. Du 17 au 30 juillet à 22 heures. La Drepelle, île de la Barthelasse.

Le Bourgeois, de Joël Jouanneau. Mise en scène de l'auteur. Du 17 au 31 juillet à 22 heures. La Mammontion.

Tout sur le trait, d'après Henri Dixon, par Grand Magazin. Du 15 au 21 juillet à 21 h 30. Pénitents blancs.

Des clowns, spectacle de Mario Gonzales. Du 24 au 31 juillet à 22 heures. A 19 heures, Masques, spectacle d'improvisations. Pénitents blancs.

Ecole du TNS : Léonce et Léna, de Büchner. Mise en scène de Jacques Lassalle. Les 27, 29, 31 juillet à 19 heures et les 24, 25, 26, 28 et 30 à 22 heures. Lâtes sur le geste, d'Engels. Spectacle de Jean Dautremay. Les 26, 28, 30 à 19 heures et les 27, 29, 31 juillet à 22 heures. Tinel de la Chartreuse. Pense à moi. Réalisation d'Alain Bergala. Le 23 juillet à 22 heures. La Chartreuse.

INSAS : le Pique-nique de Claretta, de René Kalisky. Mise en scène de Michel Dezoteux. Du 17 au 21 juillet à 22 heures. Tinel.

Zingaro. Ballet équestre et musical. Du 13 au 31 juillet à 22 heures. Carrière Collet à Boulbon.

Ainsi Césaire, lectures : Discours sur le colonialisme, par Antoine Vitez, le 17 juillet, à 18 h 30. Et les chiens se taisaient, par les comédiens français, les 18 et 19 juillet à 18 h 30. Cloître du Palais Vieux.

Nuit de la poésie, le 23 juillet, à partir de 19 heures. Cloître des Célestins.

Texte m. Lectures du 26 juillet au 1^{er} août à 18 h 30. Cloître du Palais Vieux.

Cycle de lectures à la Chartreuse. Du 17 au 29 juillet, à 17 heures. Cloître Saint-Jean.

CINÉMA

Octobre, d'Eisenstein. Musique originale d'Edmond Meisel, restaurée et dirigée par Alan Fearon, avec l'Orchestre Northern Sinfonia. Du 25 au 27 juillet à 22 heures. Cour d'honneur.

MUSIQUE

Musiques noires des Antilles : du 25 au 29 juillet. Cloître des Célestins.

Luigi Nono au centre Acanthe : les 20 et 22 à 18 h 30. Cloître du Palais. Les 26 et 28 juillet à 19 heures. Église de la Chartreuse.

L'Opéra autrement : le 14 à 19 heures, du 12 au 15 juillet à 22 heures. Pénitents gris.

Fête de la création : le 24 juillet à 18 h 30. Cloître du Vieux Palais, et à 22 heures, Cour d'honneur.

Roméo et Juliette, de Pascal Dussapin et Olivier Cadot. Mise en scène d'Alain Maratrat. Du 17 au 19 juillet à 22 heures. Faculté des sciences.

Concert de Pierre n° 2, de Nicolas Frizon. Du 18 au 20 juillet à 19 heures. Cimetière de la Chartreuse.

Même et musiques sacrées : cycle d'orgue. Les 17 et 23 juillet à 19 heures. Notre-Dame des Doms.

DANSE

Carte blanche à Daniel Larrieu : Groupe Dunes, les 22 et 23 ; Allis, les 25 et 26 juillet ; DV8 Physical Theatre, du 29 juillet au 1^{er} août. 21 h 30, salle Benoît XII. Roc in Riehen, du 25 au 27 juillet à 22 heures ; Hervé Dumas, du 30 juillet au 1^{er} août à 21 h 30. Cloître des Carmes.

Et, qu'est-ce que ça m'a fait à moi, par Maguy Marin. Du 31 juillet au 3 août à 22 heures. Cour d'honneur.

CIRQUE

Cirque Grus, du 15 au 31 juillet à 22 heures. Cour de l'Archevêché.

EXPOSITIONS

Le Piccolo Teatro di Milano, Maison Jean-Vilar. Du 12 juillet au 3 août.

Des stèles, Chartreuse de Villeneuve. Du 12 juillet au 16 août.

Sade-Révolution-Bara, château de Sanmane. Du 7 juillet au 13 août.

La naissance de Vénus, photos de Lucien Clergue, église des Célestins. Du 3 juillet au 3 septembre.

Ainsi Césaire ou le Surréalisme accompli. Livrée Ceccano. Du 12 au 31 juillet.

FESTIVAL « OFF »

Depuis plus de vingt ans, le Off s'installe dans tous les recoins d'Avignon et propose des centaines de spectacles venus du monde entier. Accueil, renseignements, et réservations au Conservatoire de musique, place du Palais, tous les jours de 11 heures à 20 heures. Rencontres et conférences à la Maison du Off, 18, rue Buffon, du 13 au 31 juillet aux mêmes horaires. La carte Public-adhérent permet d'obtenir une réduction de 30 % pour tous les spectacles Off. Elle est disponible à la permanence du Avignon Public Off à l'Office du Tourisme.

Numéros utiles : Location des places : 90-86-24-43. - Office du tourisme Avignon : 90-82-65-11. - Office du tourisme Villeneuve : 90-25-61-33. - Mairie : 90-82-80-00. - Renseignements hôteliers : 90-82-05-81. - Renseignements SNCF : 90-82-50-50. - Réservations SNCF : 90-82-56-29. - Taxis : 90-82-20-20. - Centre communal d'action sociale : 90-86-12-91. - Garderie d'enfants, La frimousse : 90-87-28-60. - CEMEA : 90-27-09-98. - OTU : 90-82-06-09 ou 3615 code MNEF. - CIRCA/La Chartreuse : 90-25-05-46. - Maison Jean-Vilar : 90-86-59-64.

FESTIVAL
D'AVIGNON

Les cinq cents premières commandes recevront en prime l'affiche du Festival (affiche de 40 x 59 cm dessinée par Jean-Paul Chancel, reproduite ici en noir et blanc avec son aimable autorisation).

LE MONDE
ACTES SUD-PAPIERS
OFFRE SPÉCIALE
Jusqu'au 3 août 1989

SOUSCRIPTION

Le Monde, le festival d'Avignon et Actes Sud-Papiers publieront dès septembre prochain l'album du Festival d'Avignon 1989.

Un livre de 160 pages très largement illustré (plus de 100 photos) vous fera vivre ou revivre les grands moments du Festival 1989. Rédigé par les journalistes, écrivains et personnalités présents à Avignon du 12 juillet au 3 août, cet album sera le témoignage sur le vif des passions suscitées par les spectacles. Vous pouvez commander cet ouvrage en bénéficiant dès aujourd'hui d'un prix de souscription de 85 FF au lieu de 95 FF (port et emballage compris).

Livre disponible dès septembre 1989

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

à renvoyer avec votre règlement à :

ACTES SUD-PAPIERS
18, rue de Savoie, 75006 Paris

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

مكتبة الأمل